



crus.ch

Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten
Conférence des Recteurs des Universités Suisses
Conferenza dei Rettori delle Università Svizzere
Rectors' Conference of the Swiss Universities

Heft 14/2008

BOLOGNA-KOORDINATION (Herausgeberin)

Rapport final 2004–07 de la CRUS

sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne

incluant le rapport 2007 sur les projets de coopération « Coûts initiaux de Bologne » et « Coûts initiaux de Bologne dans le domaine de la médecine »

Schlussbericht 2004–07 der CRUS

zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses

einschliesslich des Reporting 2007 zu den Kooperationsprojekten „Bologna-Initialkosten“ und „Bologna-Initialkosten in der Medizin“

ARBEITSBERICHTE ZUR UMSETZUNG DER BOLOGNA-DEKLARATION IN DER SCHWEIZ

Inhalt / contenu

Vorwort	2
Avant-propos	3
Rapport final 2004–07 de la CRUS	
sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne	5
Table des matières.....	7
Schlussbericht 2004–07 der CRUS	
zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses	79
Inhaltsverzeichnis.....	81
Anhänge / Annexes	
Abkürzungen / abréviations.....	154
Erwähnte Dokumente / documents de référence	157

Vorwort

Vor nicht einmal zehn Jahren, im Sommer 1999, setzten die Bildungsministerinnen und -minister von 29 europäischen Staaten durch die Unterzeichnung der Deklaration von Bologna eine tiefgreifende Reform der Studienstrukturen in Europa in Gang. In einer sehr kurzen Zeitspanne haben unsere Universitäten die Studienstrukturen gemäss den Bologna-Richtlinien umgestellt. Sie entwickelten neue Studienpläne, passten die Studienreglemente und Zulassungsrichtlinien an und führten das ECTS-System ein. Die Schweizer Universitäten bieten seit dem Jahr 2007 nur noch Bachelor- und Masterstudiengänge an (unter Vorbehalt der noch auslaufenden Lizentiats- und Diplomstudiengänge). Sogar in der Medizin wurden die Studiengänge an das Bologna-Modell angepasst. Die Strukturreform an den Schweizer Universitäten kann somit im Wesentlichen als abgeschlossen betrachtet werden. Die Mitarbeitenden der Universitäten haben in kurzer Zeit eine grosse Arbeit geleistet und bewiesen dabei enorme Flexibilität. Dafür gebührt ihnen unser Dank. Die Studierenden zeigten in der Übergangsphase oft Geduld und Verständnis, wofür ich auch ihnen herzlich danke. Sowohl die Mitarbeitenden der Universitäten als auch die Studierenden haben mit ihrem Einsatz, ihrem Sachverstand und ihrer Flexibilität zum Erfolg der Reform beigetragen.

Für die kommenden Jahre steht nun die Konsolidierung der Reform an. Man wird weiter an der Vergleichbarkeit der ECTS-Credits arbeiten. Das Doktorat soll zur dritten Stufe im Bologna-Modell weiterentwickelt werden. Die Rektorenkonferenzen der drei Hochschultypen entwickelten gemeinsam eine Regelung für die Durchlässigkeiten zwischen den Fachhochschulen, den Pädagogischen Hochschulen und den Universitäten, welche von der Schweizerischen Universitätskonferenz in die Bologna-Richtlinien integriert wurde und nun umgesetzt wird. Die Rolle, Ausgestaltung und Ziele der Mobilität sollen damit konkretisiert werden.

Für mich als Bildungsdirektorin eines grossen Hochschulkantons stehen in der jetzigen Phase vor allem die Rezeption und das Verständnis der Reform im Vordergrund. Das Studienangebot nach Bologna ist umfangreicher geworden und erweitert den Handlungsspielraum der Studierenden. Heute kann ein Studium nach dem Bachelor zu Gunsten einer Erwerbstätigkeit unterbrochen und erst nach einigen Jahren mit entsprechender Berufserfahrung fortgesetzt werden. Es sind Wechsel zwischen den Studienrichtungen, ja sogar zwischen den Hochschultypen möglich. Das breite Weiterbildungsangebot eröffnet zusätzliche Möglichkeiten. Es ist an den Studierenden, von diesen Möglichkeiten Gebrauch zu machen und damit in der Praxis neue Ausbildungswege zu beschreiten – vielleicht sogar im Sinne des von uns immer wieder zitierten „lebenslangen Lernens“. Auch die Arbeitgeber sind aufgerufen, diese Ausbildungswege – als Karrieren und als Lebenswege – zu fördern. In diesem Sinne ist die Rezeption von Bologna eine Aufgabe, die von der ganzen Gesellschaft vollzogen werden muss.

Ich wünsche uns allen viel Erfolg dabei.

Juni 2008

Regine Aepli

Präsidentin der Schweizerischen Universitätskonferenz

Avant-propos

En été 1999, c'est-à-dire il y a à peine dix ans, les ministres de l'éducation de vingt-neuf pays européens ont signé la Déclaration de Bologne et lancé ainsi une réforme en profondeur des structures d'études en Europe. En un très bref laps de temps, nos universités ont transformé leurs structures suivant les Directives de Bologne. Elles ont développé de nouveaux plans d'études, adapté leurs règlements d'études et directives d'admission et introduit le système ECTS. Depuis 2007, les universités suisses n'offrent plus que des filières de bachelor et de master (sous réserve des filières de licence et de diplôme qui ne sont pas encore arrivées à leur terme). Les filières d'études ont été adaptées au modèle de Bologne même dans le domaine de la médecine. La réforme des structures dans les universités suisses peut dès lors être considérée comme achevée pour l'essentiel. Il sied en outre de relever dans ce contexte que les collaborateurs des universités ont fourni un travail important dans de brefs délais et qu'ils ont fait preuve à cette fin d'une énorme flexibilité. Puissent-ils trouver ici l'expression de toute ma reconnaissance. Je tiens aussi à remercier vivement les étudiants qui se sont montrés patients et compréhensifs tout au long de cette phase de transition. Que ce soit par leur engagement, leur expertise ou leur flexibilité, les collaborateurs des universités et les étudiants ont tous contribué au succès de la réforme de Bologne.

Il s'agira désormais de consolider cette réforme pour les années à venir. Ainsi, il faudra continuer à travailler sur la comparabilité des crédits ECTS. Le doctorat sera développé en tant que troisième échelon du modèle de Bologne. Soulignons par ailleurs que les Conférences des recteurs des hautes écoles spécialisées, des hautes écoles pédagogiques et des universités ont élaboré de concert une réglementation sur la perméabilité entre ces trois types de hautes écoles; cette réglementation, insérée dans les Directives de Bologne par la Conférence universitaire suisse, est dorénavant applicable. Enfin, il faudra concrétiser le rôle, l'organisation et les buts de la mobilité.

En ma qualité de directrice de l'instruction publique d'un canton universitaire important, j'estime que ce qui compte par-dessus tout dans la phase actuelle de la réforme, c'est que celle-ci soit bien accueillie et bien comprise. Avec la réforme de Bologne, l'offre d'études est devenue plus importante et la marge de manœuvre des étudiants s'est accrue. Aujourd'hui, par exemple, un étudiant qui a obtenu son diplôme de bachelor peut interrompre ses études pour exercer une activité lucrative et ne les reprendre que quelques années après, avec une expérience professionnelle en plus. Les étudiants peuvent par ailleurs passer d'une branche d'études à une autre et même d'un type de haute école à un autre. De même, l'élargissement de l'offre dans le domaine de la formation approfondie et continue leur confère davantage de possibilités. C'est donc aux étudiants qu'il appartient de faire usage de ces différentes possibilités qui leur permettent, dans la pratique, de s'engager sur de nouvelles voies de formation et peut-être même de s'orienter vers le concept que nous nous plaisons à citer, à savoir celui de "l'apprentissage tout au long de la vie". Quant aux employeurs, ils sont eux aussi appelés à encourager ces voies de formation qui peuvent être utiles à la carrière ou au parcours de leurs employés. En d'autres termes, la mise en œuvre de la réforme de Bologne est une tâche qui incombe à l'ensemble de la société.

Je souhaite donc plein succès à chacun d'entre nous.

Juin 2008

Regine Aepli

Présidente de la Conférence universitaire suisse

Rapport final 2004–07 de la CRUS

sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne incluant le rapport 2007 sur les projets de coopération « coûts initiaux de Bologne » et « coûts initiaux de Bologne dans le domaine de la médecine »

Table des matières

Résumé pour lectrices et lecteurs pressés	9
1. Vue d'ensemble et évaluation de la réforme de Bologne	11
1.1 Objectifs et structure du présent rapport	11
1.2 Objectifs 2004–2007	12
1.3 Élaboration des concepts 2004–2007	12
1.4 Évaluation de la mise en œuvre de la réforme de Bologne	15
1.5 Aperçu de la période 2008–2011	19
2. Rapport financier	20
2.1 Projet de coopération « Coûts initiaux de Bologne »	20
2.2 Coûts récurrents et durables	24
3. État de la réforme de Bologne	27
3.1 État du renouvellement des cursus d'études en 2007/08	27
3.1.1 Cursus d'études offerts	27
3.1.2 Programmes d'études offerts	28
3.1.3 Étudiant-e-s en cursus de bachelor ou de master	29
3.1.4 Cursus de bachelor et de master planifiés	30
3.2 Passage aux études de master : comportement des étudiant-e-s	31
3.2.1 Taux d'entrée en cursus de master	31
3.2.2 Statut des diplômé-e-s de bachelor selon le domaine d'études	33
3.2.3 Origine des étudiant-e-s de master	34
3.3 Thématiques liées au nouveau système d'études	34
3.3.1 Étude sur la réforme des cursus d'études	34
3.3.2 La réforme des études de médecine	36
3.3.3 Cursus de Master Spécialisé dans les universités suisses	38
3.3.4 Coopérations et « Joint Master Programmes »	49
3.3.5 Durée des études dans le système d'études échelonné	51
3.4 ECTS	54
3.5 Mobilité	57
4. Doctorat	58
4.1 Le doctorat dans le processus de Bologne	58
4.2 Le doctorat en Suisse	59
5. Assurance qualité	60
6. Dimension sociale	61
6.1 Monitoring des effets du système de Bologne sur l'égalité	61
6.2 Gender Mainstreaming	62
6.3 Études à temps partiel	62
7. La perspectives des étudiant-e-s	63
7.1 Information et conseils aux études	63
7.1.1 Le passage à Bologne vu par les personnes en charge du conseil aux études	63
7.1.2 Base de données « programmes d'études en Suisse »	65
7.2 Perspectives estudiantine sur le processus de Bologne	66
7.3 Enquête nationale auprès des étudiant-e-s	70
8. Projets en collaboration avec les hautes écoles spécialisées et pédagogiques	70
8.1 Perméabilité entre les types de haute école	71
8.2 Cadre national de qualifications pour le domaine des hautes écoles suisses (nqf.ch-HS)	72
8.3 Utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques	72
9. Aspects internationaux	73
9.1 Situation et échéances au niveau européen	73
9.2 Collaboration de la CRUS avec des conférences partenaires	73
10. Organisation du processus de Bologne en Suisse	74
10.1 Évaluation de la coordination Bologne par l'EUA	76
11. Projet de coopération 2008–2011	76
11.1 Objectifs et projets dès 2008	77
Annexes	153
A1 Abkürzungen / Abréviations	154
A2 Erwähnte Dokumente/ documents de référence	157

Résumé pour lectrices et lecteurs pressés

Thèmes	Situation 2007/2008
Évaluation d'ensemble	<p>Les buts fixés pour la période 2004–2007 concernant l'implémentation de la réforme de Bologne ont été en grande partie atteints : la réforme des structures est pratiquement achevée, les nouveaux étudiant-e-s débutent, dans toutes les branches, leurs études dans le système échelonné et presque 3/4 des étudiant-e-s sont inscrits dans un cursus de bachelor ou de master.</p> <p>La réforme de Bologne n'est pourtant pas encore achevée et la réforme du contenu des études doit beaucoup plus résolument être axée sur les compétences et le 'student centered learning'. Les universités ont identifié cette exigence et ont lancé les travaux nécessaires.</p> <p>→ Chap. 1.4 Évaluation de la mise en œuvre → Chap. 3.3.1 Étude sur la réforme des cursus d'études</p> <p>Les représentant-e-s des étudiant-e-s jugent de manière critique l'implémentation de la réforme. Les résultats d'une enquête nationale effectuée au printemps 2008 auprès des étudiant-e-s sur les conditions d'études révéleront si cet avis est partagé par la majorité.</p> <p>→ Chap. 7.3 Enquête nationale auprès des étudiant-e-s → Chap. 7.2 Perspective estudiantine sur le processus de Bologne</p>
La réforme de Bologne en chiffres	<p>Au cours de l'année académique 2007/08, 72% des étudiant-e-s universitaires étaient inscrits dans un cursus de bachelor ou de master, soit à peu près 52'000 en bachelor et environ 15'000 en master.</p> <p>En raison de la mise en œuvre échelonnée, le nombre de cursus offerts et d'étudiant-e-s au niveau master augmentera nettement dans les prochaines années.</p> <p>→ Chap. 3 État de la réforme de Bologne</p>
Passage aux études de master	<p>En automne 2007, 72,2% des étudiant-e-s en possession d'un titre de bachelor ont directement commencé un cursus de master.</p> <p>→ Chap. 3.2 Passage aux études de master</p> <p>L'accès au master est garanti au sein de la même branche d'étude. Les cursus de Master Spécialisé (<10% du total) sont des exceptions auxquelles s'appliquent des conditions d'admission spécifiques.</p> <p>→ Chap. 3.3.3 Cursus de Master Spécialisé</p> <p>Le changement de type de haute école lors du passage bachelor-master est réglé par une convention des trois conférences des recteurs.</p> <p>→ Chap. 8.1 Perméabilité entre les types de haute école</p>
ECTS	<p>L'utilisation de l'ECTS n'est pas encore satisfaisante. Il reste des problèmes aux niveaux suivants : le calcul de la charge de travail de l'étudiant-e, la flexibilité des études, la validation des prestations d'études, ainsi que la charge administrative.</p> <p>→ Chap. 3.4 ECTS</p>
Mobilité	<p>Les données à notre disposition ne permettent pas encore de conclusions explicites concernant les effets de Bologne sur la mobilité.</p> <p>La mobilité horizontale a diminué durant l'introduction du nouveau système, mais a, dès lors, nettement augmenté. Toutefois les séjours raccourcissent de plus en plus. La mobilité verticale augmente elle aussi fortement, ce qui signifie une charge plus élevée pour les universités (examen des dossiers).</p> <p>→ Chap. 3.5 Mobilité</p>
Durée des études	<p>Selon les données actuellement disponibles, la réforme de Bologne ne semble pas avoir pour effet de prolonger les études par rapport au système antérieur : bachelor = 3,9 ans + master = un peu plus de 2 ans. Des conclusions définitives ne pourront être tirées que lorsque la réforme sera achevée dans toutes les branches d'études.</p> <p>→ Chap. 3.3.5 Durée des études dans le système d'études échelonné</p>
Enquête auprès des étudiant-e-s	<p>Au printemps 2008, l'UNES, l'AES, la CRUS et l'Observatoire de la vie étudiante de l'Université de Genève ont mené une enquête nationale auprès des étudiant-e-s. Les questions tournaient autour de l'organisation des études, l'offre d'information, la mobilité et la charge de travail. Le taux de réponses atteint 42 %. Les résultats sont présentés le 4 septembre 2008 lors de la 6^{ème} session nationale sur Bologne de la CRUS.</p> <p>→ Chap. 7.3 Enquête nationale auprès des étudiant-e-s</p>

Information et conseils	<p>L'offre d'études a augmenté en nombre et en complexité. Le système échelonné mène à une deuxième phase de choix d'études. C'est pourquoi le besoin en informations détaillés, générales et comparables a aussi augmenté.</p> <p>→ Chap. 7.1 Information et conseils aux études</p>
Études de médecine	<p>L'introduction du nouveau modèle pour les études en médecine humaine s'est faite parallèlement à l'entrée en vigueur de la LPMéd (1.9.07). L'organisation des examens sera dorénavant de la compétence des universités.</p> <p>Les cursus de bachelor comprennent 180 crédits ECTS. Le cursus de master en médecine humaine comprend aussi 180 crédits ECTS (inclus l'année clinique), tandis qu'en médecine dentaire et vétérinaire le master est de 120 crédits ECTS. Les cursus de master aboutissent à l'examen fédéral.</p> <p>→ Chap. 3.3.2 La réforme des études de médecine</p>
Égalité	<p>Un monitoring des effets de la réforme de Bologne sur l'égalité entre les femmes et les hommes est actuellement en cours. Les premiers résultats seront disponibles début 2009.</p> <p>→ Chap. 6 Dimension sociale</p>
Doctorat	<p>Les universités sont en train de renforcer les études doctorales à l'aide de programmes doctoraux. Dans le cadre du programme ProDoc de la CRUS et du FNS, un « guide de bonnes pratiques et recommandations » sera élaboré.</p> <p>→ Chap. 4 Doctorat</p>
Coopérations	<p>Les coopérations dans l'enseignement apparaissent sous la forme de plusieurs „Joint Master programmes“ (au niveau national et international).</p> <p>→ Chap. 3.3.4 Coopérations et „Joint Master Programmes“</p>
Assurance qualité	<p>L'assurance qualité, développée ces dernières années par l'OAQ et la CRUS pour le domaine universitaire, est compatible avec les standards européens. Se basant sur des audits qualité effectués tous les quatre ans par l'OAQ, elle contrôle non seulement les systèmes d'assurance qualité internes, mais aussi des filières d'études choisies.</p> <p>→ Chap. 5 Assurance qualité</p>
Cadre de qualifications	<p>La CRUS, la KFH, la COHEP et l'OAQ sont actuellement en train d'élaborer un cadre de qualifications commun pour le domaine des hautes écoles qui doit livrer une vue d'ensemble de l'éducation supérieure. Une consultation est en cours depuis mi-2008.</p> <p>→ Chap. 8.2 Cadre national de qualifications pour le domaine des hautes écoles suisses</p>
Coûts supplémentaires	<p>La réforme de Bologne a mené à un surcroît de dépenses dû par exemple à : un nouveau niveau d'admission (master), une demande croissante d'information et de conseil de la part des étudiant-e-s, le transfert de l'organisation des examens en médecine aux universités. Ces coûts supplémentaires ne sont pas couverts par l'augmentation des subventions de base qui tiennent déjà à peine compte du nombre croissant d'étudiant-e-s.</p> <p>→ Chap. 2.2 Coûts récurrents et durables</p>

Commentaire et aperçu	<p>La CRUS continue l'accompagnement de l'implémentation de la réforme de Bologne ainsi que l'évaluation d'aspects importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Continuation de la coordination nationale et promotion des échanges entre les hautes écoles - Admission aux cursus de master lors d'un changement d'université et exigences supplémentaires - Master Spécialisé: élaboration d'exemples de bonne pratique pour les conditions d'admission - Observation de la durée et de la faisabilité des études - Observation de l'évolution de la mobilité - Continuation de la coordination ECTS à l'aide de workshops - Évaluation de la perméabilité entre les types de hautes écoles lors du passage en master - Enquêtes sur les effets de Bologne sur l'égalité entre les femmes et les hommes - Soutien de projets universitaires sur les learning outcomes
------------------------------	---

1. Vue d'ensemble et évaluation de la réforme de Bologne

1.1 Objectifs et structure du présent rapport

Lorsque le Secrétaire d'État Kleiber a signé la Déclaration de Bologne en 1999, les réactions ont été mitigées. Aujourd'hui, le système universitaire suisse fait partie de ceux, en Europe, qui se sont le plus fondamentalement renouvelés du point de vue structurel. De même, les universités font d'énormes efforts pour renouveler le contenu de l'enseignement et de l'apprentissage. Les premières études et rapports empiriques montrent néanmoins que les grandes visions de la réforme de Bologne n'ont pas encore pu être complètement réalisées et que les réformes doivent continuer dans les années à venir.

Avec le présent rapport, la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS) souhaite donner une vue d'ensemble du renouvellement de l'enseignement et de l'apprentissage dans les universités et rend compte des quatre dernières années de mise en œuvre de la réforme de Bologne.

Dans la suite du **chapitre 1**, les objectifs du projet 2004–2007 sont rappelés, puis un aperçu des travaux de concept entrepris dans les années 2004–2007 est donné et enfin, une première appréciation de fond de la réforme est proposée. Le chapitre s'achève par un aperçu de l'évaluation de la réforme prévue pour la période 2008–11.

Les **chapitres 2 et 3** présentent l'état de la réforme au printemps 2008. Les **chapitres 4, 5 et 6** évoquent des thèmes qui sont centraux pour les discussions « Bologne » au niveau international (réforme du doctorat, assurance qualité, dimension sociale), mais qui ne sont pas directement pris en charge par la coordination Bologne du Secrétariat général de la CRUS.

Le **chapitre 7** est consacré aux questions qui concernent en premier lieu la perspective et les expériences des étudiant-e-s. Deux partenaires ont ici la possibilité de prendre la parole : Beatrice Keller de l'Association suisse pour l'orientation universitaire AGAB/ASOU analyse les défis devant lesquels se retrouvent les conseillers et conseillères aux études avec la réforme de Bologne (cf. chap. 7.1.1) ; Rahel Imobersteg et Sarah Gerhard de VSS/UNES prennent une position critique sur les aspects les plus importants de la réforme du point de vue des étudiant-e-s. Le **chapitre 8** présente les projets qui sont menés conjointement avec les conférences partenaires (KFH et COHEP) et le **chapitre 9** informe sur la coopération internationale. Le **chapitre 10** décrit brièvement l'organisation de projet interne et le **chapitre 11** donne un aperçu des projets pour la période 2008–2011.

C'est la dernière fois que la CRUS rend compte sous forme de rapport annuel à l'intention de la CUS. Dans les quatre années à venir, les travaux de réforme seront poursuivis dans toutes les universités. La tâche principale sera l'approfondissement et la poursuite de l'amélioration du contenu de la réforme. C'est pourquoi les publications prévues à l'avenir traiteront à chaque fois d'un thème spécifique, comme l'expérience des étudiant-e-s, l'organisation du passage bachelor-master ou la mobilité. Les besoins du public en matière d'information et d'évaluation des réformes seront aussi pris en compte dans ces rapports thématiques.¹

¹ Cf. par ex. le postulat Widmer 08.3073 « Évaluer le processus de Bologne » du 13 mars 2008.

1.2 Objectifs 2004–2007

Pour la période de contribution 2004–2007, la CRUS a clairement placé le renouvellement de l'enseignement et de l'apprentissage dans le cadre de la réforme de Bologne au centre de sa planification et a développé, en 2004, une stratégie à long terme de réorganisation du paysage universitaire 2005–2015 sur la base du processus de Bologne. La mise en œuvre concrète des travaux de réforme s'effectue cependant dans les universités, auxquelles incombe la compétence de l'organisation des offres d'étude. La CRUS développe donc, en commun avec les universités, tous les règlements, recommandations et autres mesures et activités de coordination – jusqu'en 2006 dans la Direction de projet Bologne et dès 2007 au sein de la Délégation Bologne et du Réseau Bologne.

En Suisse, à la différence d'autres pays européens, l'autorité politique compétente n'a pas organisé un service spécialisé pour le processus de Bologne, mais a chargé dès le début le Secrétariat général de la CRUS de la préparation des travaux de concept et de mise en œuvre. La Confédération et la Conférence universitaire suisse (CUS) ont explicitement chargé la CRUS de coordonner la réforme de Bologne, ainsi que de veiller à l'application compatible dans toutes les universités des conditions cadres légales à l'aide des réglementations en vigueur. Les mandats de la CRUS étaient/sont donc situés à trois niveaux : l'élaboration des bases juridiques (Directives de Bologne) à l'intention de la CUS, ainsi que des dispositions d'application sous forme de réglementations et de recommandations et l'accompagnement des échanges entre universités sur les questions relatives/pertinentes au niveau national.

En contrepartie, la CUS a encouragé la mise en œuvre de la réforme de Bologne dans les universités suisses pour la période 2004–2007 au moyen de deux projets de coopération. Dans le cadre du projet « Coûts initiaux de Bologne », la mise en œuvre dans les universités a été soutenue à hauteur de 32 mio. CHF. Le projet « Coordination Bologne » avait comme objectif la coordination au niveau national des travaux de réforme et a pu se réaliser grâce à des contributions liées à des projets d'un montant total de 1.29 mio. CHF. Les objectifs suivants, approuvés par la CUS, ont été formulés pour la période de rapport de la CRUS² :

- 1^{er} objectif** : Adaptation générale de la structure de la formation de base
- 2^e objectif** : Transformation des filières de l'ancien système
- 3^e objectif** : Développement des principes du système ECTS
- 4^e objectif** : Conseil et orientation des étudiant-e-s
- 5^e objectif** : Gestion et suivi des cursus des étudiant-e-s
- 6^e objectif** : Concertation et coordination

1.3 Élaboration des concepts 2004–2007

L'élaboration de bases juridiques et de dispositions d'application était la condition pour une mise en œuvre concertée au niveau national de la réforme de Bologne. Ces travaux de conception constituaient la priorité pour la CRUS, respectivement la Direction de projet Bologne, jusqu'en 2006.

Un aperçu des bases juridiques, des dispositions d'application (réglementations) et des recommandations de la CRUS est donné ci-après.

² Concernant les objectifs du projet, le financement et le calendrier cf. « Coûts initiaux de Bologne. Projet de coopération au sens de l'art. 21 LAU déposé par la CRUS pour le financement des coûts initiaux du renouvellement coordonné de l'enseignement universitaire en Suisse dans le cadre de la Déclaration de Bologne. Plan d'exécution du 7 novembre 2003. Adapté selon les décisions de la CUS du 4 décembre 2003 ».

1.3.1 Élaboration des bases légales à l'intention de la CUS

Sur la base des dispositions identiques de la loi sur l'aide aux universités du 8 octobre 1999 (art. 6, al. 1, lit. a) et de la convention sur la coopération du 14 décembre 2000, la CUS édicte des directives sur la durée normale des études et la reconnaissance des acquis et des qualifications qui lient toutes les parties concernées. De telles directives existent avec les *Directives de la CUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne (Directives de Bologne)*, préparées par la CRUS, adoptées par la CUS le 4 décembre 2003 et complétées en 2006.

Les Directives de Bologne fixent des prescriptions minimales : la durée et le volume des études de bachelor et de master, l'introduction générale de l'ECTS, l'admission aux cursus de master, la relation avec les anciens titres (licence, diplôme), ainsi que l'exécution et la surveillance des Directives. Pour la suite de l'organisation et la mise en œuvre, la CUS a formulé (dans les art. 4 et 5) des dispositions d'exécution à l'intention de la CRUS, comprenant des mandats explicites et des délais d'exécution, celle-ci endossant ainsi dans les faits la fonction de comité de pilotage du projet de coopération Bologne.³

1.3.2 Réglementations et Recommandations de la CRUS

Afin d'assurer une mise en œuvre coordonnée et cohérente de la réforme de Bologne, la CRUS a élaboré, en étroite coopération avec les universités, une série de règlements d'application et de recommandations qui complètent les Directives de Bologne. Ces dispositions couvrent les domaines qui exigent des solutions au niveau national. On a cependant en même temps cherché à maintenir aussi faible que possible la densité de règlements et à ne pas intervenir dans l'autonomie universitaire.⁴

Réglementation pour la dénomination des diplômes de fin d'études universitaires

Les Directives Bologne de la CUS (art. 4 et art. 5, al. 2) obligent les universités à uniformiser les dénominations de leurs diplômes conformément aux désignations reconnues sur le plan international. Cette obligation est remplie pour toute l'offre d'études, y compris celles en médecine humaine, dentaire et vétérinaire, ainsi que pour les études de formation continue universitaire, avec la « Réglementation pour la dénomination des diplômes de fin d'études universitaires dans le cadre de la réforme de Bologne » du 14 mai 2004 (complété en avril 2006).⁵

Réglementation de l'admission aux cursus de Master Spécialisé

L'art. 3, al. 3, des Directives de Bologne de la CUS prévoit la mise en place de cursus d'études de Master Spécialisé. Il s'agit de cursus d'études pour lesquels les universités peuvent restreindre la « libre circulation » habituelle pour le passage aux études de master et assortir l'admission de conditions préalables et ce, pour tous les candidat-e-s. Les cursus de Master Spécialisé doivent permettre aux universités de se profiler. Dans sa « Réglementation de l'admission aux cursus de Master Spécialisé » du 16 septembre 2005, la CRUS établit des conditions cadre uniformes pour les cursus de Master Spécialisé, en particulier en ce qui concerne les modalités d'admission et le type de condition d'admission.⁶

Pour des indications sur les cursus de Master Spécialisé offerts actuellement par les universités et leurs conditions d'admission cf. chap. 3.3.3 du présent rapport.

³ Les Directives Bologne sont disponibles sur internet sur www.cus.ch → Publications → Directives.

⁴ Toutes les réglementations et recommandations mentionnées dans ce chapitre sont disponibles sur Internet sur www.crus.ch → Réglementations et recommandations

⁵ Pour des explications sur la réglementation cf. chap. 4.1–4.8 des Recommandations Bologne de la CRUS.

⁶ Pour des explications sur la réglementation cf. chap. 3.7 des Recommandations Bologne de la CRUS.

Réglementation pour l'établissement des branches d'études et l'attribution des cursus de Bachelor

Aux termes de l'art. 3 des Directives de Bologne de la CUS, les titulaires d'un diplôme de bachelor délivré par une université suisse doivent être admis sans autre condition aux études de master de la branche d'études correspondante dans une université suisse. La « Réglementation de la CRUS pour l'établissement des branches d'études et l'attribution des cursus de Bachelor » du 11 novembre 2005 détermine les modalités concrètes d'un changement d'université lors du passage des études de bachelor à celles de master au moyen d'une nomenclature commune de branches d'études. Cela signifie concrètement que les bachelor sont attribués, selon des critères spécifiques, à des branches d'études, et que sont fixées, pour chaque master, les branches d'études permettant l'admission.⁷

Recommandations Bologne

En complément aux Directives Bologne de la CUS et aux réglementations d'application de la CRUS, les *Recommandations de la CRUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne* du 3 mai 2007 (2^e version retravaillée) servent de présentation et d'explication de tous les sujets importants du processus de Bologne qui relèvent de la responsabilité des universités et pour lesquels elles doivent agir de manière coordonnée au niveau suisse (ce qui implique la définition de principes communs). Toutes les réglementations pertinentes sont intégrées dans les recommandations, ce qui fait de celles-ci un recueil de référence complet.

Comme la CUS a expressément attribué à la CRUS la responsabilité de la mise en œuvre sur la base des articles 4 et 5 des Directives de Bologne, les Recommandations sont contraignantes pour les universités, au-delà même de l'engagement prévu par les statuts de la CRUS du 17 novembre 2000.

Les Recommandations seront régulièrement mises à jour, afin d'inclure les nouveaux développements.

Recommandations ECTS

Parallèlement à l'introduction des cursus de bachelor et de master, il était prévu d'introduire le European Credit Transfer and Accumulation System (ECTS). Pour soutenir le développement et l'utilisation de cet instrument totalement nouveau pour les universités, la coordination ECTS du Secrétariat général de la CRUS, mise en place à partir de 2002, a élaboré des *Recommandations de la CRUS pour l'utilisation de l'ECTS dans les hautes écoles universitaires suisses* du 7 mars 2003. Les Recommandations ECTS complètent les Recommandations Bologne générales et expliquent en détails les différents aspects de l'ECTS. Certaines questions apparues après coup dans le processus de réforme (par exemple les learning outcomes), sont traitées dans les Recommandations Bologne.

Pour des indications sur l'introduction de l'ECTS dans les universités, cf. chap. 3.4.

Autres dispositions

Une série d'autres conventions et recommandations d'harmonisation doivent brièvement être relevées ici :

Le 5 novembre 2007, les conférences des recteurs des universités (CRUS), des hautes écoles spécialisées (KFH) et des hautes écoles pédagogiques (COHEP) ont conclu un accord sur la « **perméabilité entre les types de hautes écoles** », qui établit les principes du passage direct d'études de bachelor dans une haute école spécialisée ou pédagogique à celles de master dans une université (et inversement) et en règle les modalités. Pour de plus amples informations sur l'application cf. chap. 8.1 du présent rapport.

Afin de promouvoir les **semestres de mobilité entre les différents types de haute école** au niveau suisse, la CRUS, la KFH et la COHEP ont adopté une recommandation commune

⁷ Pour des explications sur la réglementation cf. chap. 3.6 des Recommandations Bologne de la CRUS.

en novembre 2006. Il est recommandé aux universités de permettre à leurs étudiant-e-s d'effectuer un semestre de mobilité dans une orientation disciplinaire correspondante dans un autre type de haute école et, inversement, de recevoir les étudiant-e-s d'autres types de haute école (cf. chap. 7.3 des Recommandations Bologne).

Au printemps 2005, les conférences des recteurs des universités, des hautes écoles spécialisées et des hautes écoles pédagogiques ont convenu d'**harmoniser le début et la fin des périodes de cours** des semestres d'automne et de printemps. Depuis l'année académique 2007/08, la période des cours débute en même temps dans l'ensemble du domaine des hautes écoles et chaque semestre dure 14 semaines.

L'organisation des études doit faciliter la mobilité verticale et horizontale en Suisse et à l'étranger. Les résultats des évaluations doivent, en particulier, être disponibles à temps. C'est pourquoi la CRUS a édicté une **réglementation sur le calendrier relatif à l'organisation des études et des examens** (cf. chap. 7.3 des Recommandations Bologne).

Une check-list sur la garantie et la promotion de l'**égalité des chances**, ainsi qu'un catalogue d'indicateurs portant sur les aspects de l'égalité dans la réforme de Bologne ont été établis à l'intention des universités (cf. chap. 6.1 du présent rapport et chap. 9.1 des Recommandations Bologne).

La description et l'administration des nouvelles structures d'études échelonnées appellent de nouvelles **notions**. La logique interne de nombre de projets, ainsi que la cohérence des projets entre eux, dépendent en grande partie de la définition et de l'utilisation coordonnée de certaines notions centrales. Vu que les offres de formation sont structurées de manière hétérogène et que les mêmes désignations sont utilisées de manière différente dans les documents Bologne suivant les universités, la CRUS s'est mise d'accord sur l'emploi uniforme de certaines notions et a défini leur utilisation.

Ainsi un « **cursus d'études** » désigne une unité définie selon son volume (crédits ECTS) et sa structure, dont le déroulement complet aboutit à un grade universitaire (bachelor, master) et dont les détails sont fixés par un règlement. Un cursus d'études débute avec l'immatriculation et s'achève avec l'obtention d'un diplôme. Un « **programme d'études** » désigne une sous-unité d'un cursus d'études (branche principale/branche secondaire, major/minor, etc. selon la terminologie utilisée par les universités) (cf. chap. 6.3 et 6.4 des Recommandations Bologne).

1.4 Évaluation de la mise en œuvre de la réforme de Bologne

Dans cette partie, il s'agit d'une part d'évaluer si les objectifs, tels que formulés dans le plan du projet de coopération 2004–2007, ont pu être atteints. En outre, seront évoqués plusieurs aspects, qui n'ont certes pas été expressément formulés comme objectifs du projet pour la période mais qui sont toutefois décisifs dans la discussion sur l'évaluation de la réforme de Bologne. Les réponses des universités à un questionnaire expédié fin 2007, les résultats d'entretiens semi-structurés avec les responsables ECTS des universités et des recherches ponctuelles du Secrétariat général servent de base à cette évaluation.

1.4.1 Réalisation des objectifs du projet 2004–2007

Les six objectifs formulés dans le projet de coopération « Coûts initiaux » sont repris ci-dessous et leur mise en œuvre brièvement évaluée. Pour de plus amples informations, un renvoi au chapitre correspondant du rapport sera systématiquement fait.

1^{er} objectif : Adaptation générale de la structure de la formation de base

L'adaptation générale de la structure de la formation de base requiert notamment la modification des lois et des règlements des universités, la mise en place de conseils et de soutien aux facultés, la coordination des projets facultaires et l'élaboration du plan de financement de la réforme. (Coûts initiaux, 2.2.1, p. 5)

2^e objectif : Transformation des filières de l'ancien système

Le passage des filières de l'ancien système au nouveau entraîne la plus grosse partie des mesures nécessaires [...] Cela requiert la modification des règlements et plans d'études, l'adaptation des enseignements existants, la création d'offre supplémentaire lorsque la réforme implique un allongement de la durée réglementaire des études, la coordination des enseignants, la validation des projets et l'organisation des examens. Ces tâches sont en partie assumées par le corps enseignant. Cela présuppose des décharges de professeurs, des soutiens sous la forme de conseillers pédagogique et de personnel administratif, ainsi que des investissements en logiciels pour les examens [...]. (Coûts initiaux, 2.2.2, p. 5)

L'existence de bases juridiques était la condition nécessaire pour atteindre les deux premiers objectifs du projet. Cela a été réalisé avec les Directives Bologne (2003) et les dispositions d'application de la CRUS (sous forme de réglementations en 2004 et 2005). Sur cette base, les universités ont pu achever avec succès, fin 2007, la restructuration des cursus d'études.

Indications supplémentaires dans le chap. 3 « État de la réforme ».

3^e objectif : Développement des principes du système ECTS

Le développement des principes du système ECTS comprend notamment la Coordination ECTS et mise en place du cadre de travail, l'élaboration des nouveaux outils (dossiers d'informations et supplément au diplôme), l'affectation des crédits aux nouvelles filières de formation. (Coûts initiaux, 2.2.3, p. 5)

L'introduction de l'ECTS a placé les universités devant un énorme défi du fait qu'il s'agit non seulement d'un instrument complètement nouveau pour elles, mais aussi particulièrement exigeant et complexe. Dans ce contexte, il faut tout de suite faire remarquer que l'introduction ne peut pas être considérée comme achevée, que toutes les universités travaillent encore à l'amélioration de l'utilisation de l'ECTS et que les activités de coordination au niveau national doivent être poursuivies.

Globalement, l'introduction structurelle de l'ECTS est très avancée : des crédits sont octroyés pour tous les cursus d'études et les autres instruments (dossier d'information, learning agreement, supplément au diplôme) sont en grande partie ou partiellement utilisés. Toutefois, l'ECTS est souvent réduit à l'élément « crédit » et, parallèlement, le potentiel de l'ECTS comme instrument de développement curriculaire, de l'orientation de l'enseignement vers les étudiant-e-s et la création d'une plus grande transparence n'est que peu exploité. La tendance est plus à attribuer des crédits à chaque unité d'enseignement ou d'apprentissage, plutôt qu'à mettre l'accent sur la conception de programmes d'études modularisés. Cela conduit à la fragmentation (c.-à-d. beaucoup d'évaluations) et à un alignement d'enseignements indépendants.

Actuellement, le domaine d'action prioritaire est celui de la formulation des acquis de formation (learning outcomes) des programmes d'études. Le lien entre acquis de formation, charge de travail de l'étudiant pour atteindre ceux-ci et évaluation est par exemple encore peu présent.

4^e objectif : Conseil et orientation des étudiants

La mise en place d'un service de conseil et d'orientation des étudiants présuppose notamment l'organisation de l'information auprès des nouveaux étudiants, la mise en place des mesures transitoires le renforcement des activités de conseil et de soutien aux études, la formation du personnel administratif en contact avec les étudiants, l'adaptation des prestations des services de relations internationales. Le succès de la réforme dépend de mesures de communication et d'information sur les changements, ce qui présuppose notamment la création / adaptation de bases de données interactive sur l'offre de formation et la valorisation des innovations. [...] Suite à la réduction à 30 millions de l'enveloppe il sera vraisemblablement nécessaire de renoncer à ces mesures, ou, selon la décision de la CUS du 4 décembre 2003, de les financer au dépend des autres mesures. (Coûts initiaux, 2.2.4, p. 5)

Toutes les universités ont sensiblement développé leur offre d'information, tout particulièrement leur offre sur internet. La base de données « programmes d'études en Suisse » a été

établie au Secrétariat général de la CRUS afin d'offrir un aperçu, au niveau national, des offres des universités et en particulier des possibilités de passage entre cursus de bachelor et de master (cf. chap. 7.1.2).

Ainsi, les étudiant-e-s ont aujourd'hui à disposition un grand nombre de canaux d'information avec des contenus divers. La situation se présente en même temps comme quelque peu confuse et encore inachevée,⁸ ce qui ne pouvait pas être évité vu les moyens limités pour ces travaux mis à disposition pour cette période. En conséquence, la majorité des universités cite l'amélioration de l'information comme prioritaire pour la période 2008–2011 (cf. chap. 2.1.5 « Prochaines étapes »).

5^e objectif : Gestion et suivi des cursus des étudiants

La gestion et le suivi des cursus des étudiants est, par son importance, le deuxième poste du projet. Il couvre environ 20% des dépenses prévues notamment pour l'adaptation / création du système d'information par crédits (avec coordination à l'échelle nationale), l'adaptation des procédures d'édition des diplômes et documents officiels, la préparation des nouveaux modèles. (Coûts initiaux, 2.2.5, p. 6)

Dans la plupart des universités, les étudiant-e-s ont en tout temps un accès on-line à leurs données et à l'état d'avancement de leurs études. La plupart des universités ont également développé (ou sont en train) un système de gestion électronique des données qui facilite la délivrance de documents officiels (supplément au diplôme, relevé de notes).

6^e objectif : Concertation et coordination

La concertation et la coordination est un aspect fondamental pour garantir à la réforme une cohésion nationale. Il s'agit de prévenir le danger d'obstacles à la mobilité, d'optimiser la complémentarité des universités et d'exploiter au mieux les compétences sur plusieurs sites (réseaux), notamment pour les masters. (Coûts initiaux, 2.2.6, p. 6)

La cohérence atteinte au niveau suisse trouve, d'une part, son expression dans les Recommandations Bologne de la CRUS, résultats d'un processus itératif de discussion au niveau national, qui présentent le consensus interuniversitaire sur les questions de la réforme. D'autre part, les discussions communes ont lieu dans les séances du Réseau Bologne (Direction de projet Bologne jusqu'en 2006) et les sessions et workshops nationaux organisés régulièrement, etc.

Il est difficile, à l'heure actuelle, d'évaluer de manière fondée le succès de la concertation et de la coordination. Quelques expériences indiquent qu'il y a surtout des obstacles en cas de mobilité et de changement de haute école. Pour cette raison, la prochaine période de rapport 2008–2011 sera expressément consacrée à l'évaluation en profondeur de la réforme de Bologne (cf. chap. 11).

1.4.2 Évaluation générale

Les résultats de l'évaluation de la réforme de Bologne sont à l'heure actuelle plutôt mitigés. Certains objectifs essentiels de la réforme de Bologne ont pu être rapidement atteints et la **réforme structurelle** est achevée. La Suisse s'en tire aussi très bien en comparaison européenne. La **réforme du contenu** doit être orientée de manière plus nette en direction des compétences et du concept de *student centered learning*. Les universités ont identifié cette nécessité et lancent déjà des révisions en conséquence (orientation sur les compétences tout particulièrement, charge de travail de l'étudiant, évaluation qualitative / révision des programmes d'études, etc.). La CRUS se concentrera aussi, jusqu'en 2011 et dans le cadre de ses compétences, sur les questions de fond et sur l'évaluation de la mise en œuvre. Il faut clairement souligner ici que les succès de la réforme structurelle n'équivalent pas à un achèvement de l'ensemble de la réforme et qu'il faut en conséquence, pour l'instant, reporter l'évaluation finale de la réforme.

Du point de vue de la CRUS, la dynamique déclenchée, qui a été utilisée pour l'amélioration de l'enseignement, est de toute évidence un aspect positif de la réforme de Bologne. Derrière l'exigence de la **comparabilité** des offres d'études se cache souvent une dénégation

⁸ Voir aussi le rapport des conseillers aux études universitaires de l'ASOU au chap. 7.1.

tion du sens et de l'utilité de la pluralité des hautes écoles et de leurs profils de formations. La discussion sur la modularisation, la mobilité, les learning outcomes, etc. ne doit pas mener à ignorer le conflit fondamental entre **perméabilité** et possibilité pour les hautes écoles de **se profiler**. Il est incontestable que la continuation de la réforme du contenu est l'affaire des universités elles-mêmes.

Un des principaux objectifs de la réforme de Bologne est l'encouragement de la **mobilité**, mais on entend déjà souvent le reproche que « Bologne » entrave la mobilité. Peu de chiffres concrets sont pour l'instant disponibles, mais les indications des universités ne témoignent pas toutes d'une détérioration (cf. chap. 3.5 « Mobilité »). Du point de vue de la CRUS cependant, l'appel dominant à augmenter la mobilité, qui apparaît dans toutes les discussions de l'espace européen de l'enseignement supérieur, devrait être questionné de manière plus critique : la mobilité comme but en soi apparaît trop fréquemment, sans que soit clarifié, pourquoi et quel genre de mobilité doit être visée du point de vue scientifique, académique ou universitaire. De plus, si les contenus et les acquis des enseignements s'harmonisent largement et si les modules deviennent librement interchangeables, on peut se demander quelle valeur ajoutée un changement de lieu d'études – exception faite dans un autre environnement linguistico-culturel – peut apporter.

Concernant la définition des **acquis de formation** (learning outcomes), il faut considérer qu'à la différence de l'école, l'université a toujours été orientée vers l'input et que ceci doit rester ainsi en vue de conserver la pluralité de l'organisation et du profil des offres. Ainsi, en conséquent, les outcomes ne peuvent être définis que de manière autonome par chaque université.

L'exigence européenne de consacrer plus d'attention à l'**employabilité** des titulaires de bachelor doit être relativisée pour la Suisse. À la différence d'autres pays, ni l'objectif, ni la nécessité que 70% d'une classe d'âge obtiennent un diplôme de l'enseignement supérieur n'existent en Suisse. C'est la tâche des universités de fournir de solides bases scientifiques durant les études de bachelor – évidemment complétées par des compétences transversales. Les expériences faites jusqu'à maintenant montrent que les titulaires de bachelor ont de bonnes chances lors de leur entrée sur le marché de l'emploi.

Une évaluation du succès de la réforme de Bologne ne doit pas se limiter à une comparaison avec le système précédent, mais devrait aussi prendre en considération le **développement de nouvelles options** offertes aux étudiant-e-s par la nouvelle structure échelonnée (phase pratique entre bachelor et master, bachelor suivi d'un MBA ou d'un MAS, etc.). Les hautes écoles qui ont déjà l'expérience de plusieurs cohortes de diplômés, „stellen fest, dass das System sehr konservativ ist und diese neuen Optionen erst einmal von den Studierenden erobert und erschlossen werden müssen. Wir denken deshalb, dass sich die neuen Verhältnisse noch (lange) nicht eingependelt haben, vielmehr auch weiterhin aufmerksam verfolgt werden müssen“ (Th. Dyllick, HSG). Cependant un rapport des conseillers aux études de l'ASOU fait en même temps remarquer (cf. chap. 7.1.1), que les questions des étudiant-e-s sur le passage au cycle de master augmentent et qu'une seconde phase de choix d'études se dessine. Le besoin d'aperçus détaillés et d'informations permettant des comparaisons est aujourd'hui déjà énorme.

1.5 Aperçu de la période 2008–2011

La réforme de Bologne a conduit à des changements en profondeur de l'enseignement et de l'apprentissage dans les universités qui sont encore loin d'être finis. Même si la réforme en tant que telle n'est presque plus remise en question, un certain scepticisme règne en beaucoup de lieux en ce qui concerne la cohérence et la mise en œuvre approfondie des mesures de réforme. En outre, au vu des expériences concrètes faites jusqu'à maintenant avec le nouveau système d'études, certaines faiblesses qui apparaissent dans la nouvelle organisation des études rendent des améliorations nécessaires. Un besoin d'évaluation de la réforme se fait grandement sentir tant du côté des hautes écoles – en particulier des étudiant-e-s –, que du côté des politiques.

La CRUS prend en compte ce besoin d'évaluation et de jugement et l'activité de son équipe de coordination au Secrétariat général sera en conséquence orientée, pour la période 2008-2011, sur l'évaluation des aspects les plus importants de la réforme, soit :

Enquête auprès des étudiant-e-s : Les étudiant-e-s forment le plus grand groupe directement concerné par la réforme. L'exploitation d'une vaste enquête menée en avril 2008 auprès des étudiant-e-s livrera des indications systématiques et fondées empiriquement permettant d'évaluer la réforme du point de vue des étudiant-e-s. Les premiers résultats seront disponibles début septembre 2008.

Cursus de master : En 2008/09, les questions en relation avec les études de master seront examinées de près. À côté de l'admission aux cursus de master en général et notamment l'utilisation des exigences supplémentaires (Auflagen), ce sont les conditions d'admission aux cursus de Master Spécialisé et la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail sur ce thème qui seront suivies.

Durée des études et « étudiableté » : Sur demandes de la CUS des 2 juillet et 7 décembre 2007, la coordination Bologne de la CRUS analysera au cours des prochains mois, dans quelle mesure la durée des études a changé dans le système d'études à deux cycles et quels pourraient être les facteurs décisifs de ce changement éventuel. La question de l'« étudiableté » (Studierbarkeit) des cursus d'études devra tout particulièrement être examinée en détails.

Perméabilité : Sur mandat de la CUS, l'équipe de coordination Bologne de la CRUS et Swiss ENIC (en concertation avec la KFH et la COHEP) évalueront la mise en œuvre de la convention des trois conférences des recteurs sur la « perméabilité entre les types de hautes écoles » (nombre de passages ; charges induites par l'information, le conseil aux étudiant-e-s et l'analyse des dossiers ; faisabilité, charges et coûts pour les étudiant-e-s ; succès / échecs et raisons de ceux-ci). Les premiers résultats seront disponibles en 2010.

Reconnaissance, mobilité : Les questions de reconnaissance et de perméabilité se posent aussi à l'intérieur et entre les universités. Pour cette raison, les causes facilitant ou entravant la mobilité et la reconnaissance des prestations d'études doivent être examinées parallèlement et de concert avec la thématique des changements de type de haute école. La question du pourquoi et quel type de mobilité est visé du point de vue scientifique, sociétal, académique ou universitaire doit aussi être incluse. Les résultats sont prévus pour 2010/11.

ECTS : L'utilisation de l'ECTS n'est pas encore satisfaisante. C'est pourquoi les universités travaillent à des améliorations. L'équipe de coordination Bologne va, d'un côté, poursuivre la tenue de workshops ECTS et organiser des offres de conseil externes et, de l'autre côté, recueillir et mettre à disposition les exemples de bonne pratique.

2. Rapport financier

L'état de la mise en œuvre dans les universités est présenté dans les deux chapitres qui suivent. Ce chapitre présente en même temps le reporting des projets de coopération « Coûts initiaux de Bologne » et « Coûts initiaux de Bologne dans le domaine de la médecine ».

2.1 Projet de coopération « Coûts initiaux de Bologne »

Le renouvellement complet des structures d'études a entraîné un grand surcroît de dépenses pour les universités. Pour couvrir une partie de ces dépenses supplémentaires, la CUS a alloué, sur demande de la CRUS, dans le cadre du projet de coopération « Coûts initiaux de Bologne », des fonds fédéraux liés à des projets d'un montant de 30 moi. CHF (7.5 mio. CHF par an) pour la période 2004–2007. Ces fonds fédéraux supplémentaires devaient cofinancer les travaux suivants dans les universités cantonales :

- le renouvellement général des structures d'études;
- l'adaptation des filières d'études au nouveau système d'études échelonné;
- l'introduction d'un système de crédits conformément à l'ECTS;
- l'information et le conseil aux étudiant-e-s;
- la gestion des données et des informations permettant le suivi du parcours académique des étudiant-e-s;
- la collaboration et la coordination en vue de garantir la cohérence du nouveau système d'études au niveau national.

En 2005, il a également été décidé d'introduire la structure d'études échelonnée en médecine (cf. chap. 2.1.4 et 3.3.2).

2.1.1 Répartition entre les universités des fonds de projet disponibles

Les frais supplémentaires liés à la mise en œuvre de la réforme de Bologne dépendent de différents facteurs : de la diversité de l'offre de formations à renouveler, du nombre d'étudiant-e-s et de diplômes de bachelor et de master délivrés, ainsi que des dépenses administratives correspondantes. Les trois indicateurs suivants ont servi à calculer les fonds de projet :

- nombre de filières de licence/diplôme avant le début de la réforme,
- nombre d'étudiant-e-s,
- nombre de diplômes délivrés.

Chaque indicateur s'était vu attribué un coefficient de pondération d'un tiers.

Les contributions pour les universités cantonales, mentionnées ci-après, ont été arrêtées par la CUS le 16 octobre 2003, pour les années 2004 et 2005, le 28 octobre 2005, pour l'année 2006 et le 7 décembre 2006 pour l'année 2007.

Tableau 1: Contributions fédérales liées à des projets pour les universités cantonales

Université	2004	2005	2006	2007	2004–2007
Basel	866'250	866'250	848'859	848'859	3'430'218
Bern	1'022'250	1'022'250	1'021'551	1'021'551	4'087'602
Fribourg	907'500	907'500	886'585	886'585	3'588'170
Genève	1'278'750	1'278'750	1'257'040	1'257'040	5'071'580
Lausanne	887'250	887'250	855'650	855'650	3'485'800
Luzern	67'500	67'500	84'659	84'659	304'318
Neuchâtel	447'750	447'750	426'486	426'486	1'748'472
St.Gallen	405'000	405'000	421'718	421'718	1'653'436
USI	141'000	141'000	149'463	149'463	580'926
UZH	1'476'750	1'476'750	1'547'989	1'547'989	6'049'478
Total	7'500'000	7'500'000	7'500'000	7'500'000	30'000'000

Les deux EPF n'ont obtenu aucun moyen supplémentaire lié à des projets pour la mise en œuvre de Bologne, puisque leurs enseignements sont entièrement et directement financés par la Confédération.

2.1.2 Procédure

Conformément au plan de mise en œuvre du projet de coopération, la CRUS a le devoir de fournir chaque année un rapport, composé d'un rapport financier et d'un rapport de contenu, à l'intention de la CUS et du SER.

En accord avec le SER et la CUS, le questionnaire conçu pour le rapport de l'année dernière n'a été que légèrement modifié, pour des raisons de comparabilité, et envoyé à toutes les universités début décembre 2007. Dans le cadre d'une enquête purement quantitative, des données comparables et consolidables ont été réunies, entre autres sur

- les nouveaux cursus d'études planifiés;
- les programmes de « Joint Master », ainsi que les cursus de master conjoints au niveau national;
- l'état de la mise en œuvre dans le domaine des études de médecine, de la mobilité, du Gender Mainstreaming, etc.;
- les surcoûts récurrents ou durables dans le domaine de l'enseignement, du conseil aux étudiant-e-s, de l'administration, etc.

Une nouveauté est que les indications concernant les programmes de bachelor et de master offerts sont, autant que possible, déterminées sur la base des données de la nouvelle banque de données « programmes d'étude » (www.uni-programme.ch). Pour les données relatives au nombre d'étudiant-e-s en cursus de bachelor ou de master, on a eu recours, comme les années précédentes, aux chiffres de l'OFS.

2.1.3 Rapport financier

L'idée d'un reporting financier distinct pour les dépenses 2007 a été écartée, le délai pour l'utilisation des crédits ayant été prolongé. Les universités avaient ainsi jusqu'au 31 juillet 2008 pour épuiser complètement le budget (décision du SER du 28 février 2007).

Les universités ont seulement été questionnées sur les moyens reportés sur 2008.

Tableau 2 : Coûts initiaux de Bologne

Université	Dépenses 2007	Différence c.-à-d. report sur 2008
	Total en francs	Total en francs
Basel	695'085.00	402'063.00
Bern	1'315'000.00	330'739.00
Fribourg	941'286.00	336'549.00
Genève	1'297'649.85	268'878.74
Lausanne	816'176.55	88'396.93
Luzern	84'659.00	--
Neuchâtel	283'413.00	117'000.00
St. Gallen	421'718.00	--
USI	149'465.00	--
UZH	1'544'728.00	--

À fin 2007, quatre universités avaient épuisé leur budget alors que les six autres avaient effectué un report sur 2008. Par conséquent aucune donnée finale sur l'utilisation de l'argent n'est disponible au moment de la publication du présent rapport. Le poste « salaires » constituait, pour les années 2004–2006, le plus gros poste de budget (75–100%) et l'on peut supposer que cela reste valable pour la dernière période. En ce qui concerne le reste des dépenses, les moyens ont surtout été utilisés dans le domaine informatique (hardware et software), pour couvrir les coûts d'impression du matériel d'information sur Bologne, ainsi que pour des mandats externes.

2.1.4 Projet de coopération « Coûts initiaux de Bologne dans le domaine de la médecine »

En 2005, il a été décidé d'introduire aussi le système de Bologne dans les filières d'études de médecine. La CUS a décidé, la même année, de mettre à disposition pour cette restructuration 2 mio. CHF supplémentaires pour les années 2006 et 2007 selon la répartition suivante :

Tableau 3 : Contributions fédérales liées à des projets pour les universités cantonales offrant des programmes d'études en médecine

Université	Contributions liées à des projets	
	2006	2007
Basel	155'887	155'887
Bern	187'539	187'539
Fribourg	30'861	30'861
Genève	149'316	149'316
Lausanne	176'559	176'559
Neuchâtel	6'156	6'156
UZH	293'682	293'682
Total	1'000'000	1'000'000

À fin 2007, trois des sept universités avaient utilisé tous les moyens mis à disposition, alors que les quatre autres avaient effectué un report sur la période allant jusqu'à fin juillet 2008. Une présentation finale de l'utilisation des moyens n'est, ici aussi, pas encore possible. Pour ce projet également, le poste « salaires » constituait la majeure partie des dépenses.

Tableau 4 : Coûts initiaux de Bologne dans les programmes d'études de médecine

Université	Dépenses 2007 Total en francs	Différence c.-à-d. report sur 2008 Total en francs
Basel	181'850.95	92'418.85
Bern	187'539.00	77'299.00
Fribourg	41'508.00	-.-
Genève	89'829.65	63'091.30
Lausanne	174'553.00	-.-
Neuchâtel	12'312.00	12'312.00
UZH	295'864.00	-.-

2.1.5 Prochaines étapes pour les universités

Les universités ont été questionnées sur leurs objectifs particuliers. Quatre universités ont atteint leurs objectifs pour 2007. Six les ont atteint en grande partie (4 aux 3/4 et 2 aux 2/3), une à 1/2 et une presque à 1/3. Selon les universités, la majorité des objectifs non atteints le sera d'ici fin 2008 et les autres d'ici 2009. Les causes principales de ces succès partiels sont un manque de ressources en personnel ou une sous-estimation du processus.

Pour la période 2008–2011, les universités prévoient, entre autres, la réforme du niveau doctoral, l'évaluation des programmes d'études « Bologne » et l'assurance qualité.

Tableau 5 : Prochaines étapes des universités pour les années 2008–2011

Université	1 ^{ère} étape	2 ^e	3 ^e	4 ^e
Basel	Schaffung und Koordination Qualitätssicherungsprozesse wie Monitoring der Lehre, Evaluation der Studiengänge etc.	Überarbeitung aller Bologna-Studiengänge in qualitativer Hinsicht: Stichworte qualification framework, klare Kompetenzorientierung etc.	Fertigstellung der Umstellung der Verwaltungsprozesse (ECTS im weitesten Sinne) an den verbleibenden Fakultäten.	Modernisierung der Doktoratsstufe sowie weitere Schaffung innovativer und attraktiver Studiengänge, vor allem auf Masterebene.
Bern	Revisionen RSL/Studienpläne/ PhD-Programme	Entwicklung PhD-Programme, Graduate Schools, Spezialisierte Master, neue SP	Beobachtung der Übergänge Ba-Ma (universitätsintern und mit anderen Hochschulen)	Aktive Information innerhalb der Universität bezüglich Bologna
Fribourg	Permettre aux étudiants encore inscrits en licence ou en diplôme de terminer dans les délais ou de passer dans le système de Bologne à temps	Garder la durée des études dans des proportions raisonnables	Valoriser sur le plan professionnel le titre de Bachelor	Formaliser les conditions d'accès au doctorat
Genève	Cartographie de l'offre de formation dans les Hautes Ecoles de Suisse Romande	Promotion des masters interdisciplinaires	Evaluation des programmes	Renforcer la collaboration avec les HEU et en particulier les HES pour la mise sur pied de formations conjointes.

Lausanne	Septembre 2008, démarrage du Master en Médecine et du MSc en sciences du sport et de l'éducation physique (en collaboration avec l'UNIGE).	Septembre 2008 ou 2009, démarrage du MA en muséologie (en collaboration avec l'UNIGE et l'UNINE).	Septembre 2009, démarrage du MLaw (bilingue, en collaboration avec l'UZH), du Master spécialisé en sciences infirmières et du MSc en biogéosciences (en collaboration avec l'UNINE).	Réorganisation de la gestion administrative des MAS.
Luzern	Verbesserung der Definition von Learning Outcomes	Einrichtung strukturierter Doktoratsprogramme	Ausbau der Online-Information (ECTS-Informationspaket, Transcript of Records, --> Online-Verfügbarkeit der Leistungsausweise)	Unerreichte Meilensteine 2007
Neuchâtel	Développement de nouvelles fonctionnalités	Portail étudiants 5 ^e Développement des outils statistiques	Immatrication en ligne 6 ^e Gestion électronique des dossiers d'équivalence	Evaluation de l'enseignement 7 ^e Livret de cours
St. Gallen	Konsolidierung und Optimierung der Studienarchitektur	Vereinfachung der administrativen Prozesse	Effizientere und effektivere Informationsbereitstellung (z.B. Redesign Web-Auftritt)	Ausbau Controlling- und Reporting-Instrumente (Cockpit)
USI	L'introduction de la réforme est pratiquement terminée			
UZH	Reform der Doktoratsstufe	Strategischer Ausbau von Joint-Programmen	Internationalisierung	Kompetenzorientierung (nqf.ch-HS; Tuning etc.)
ETH Zürich	Konsolidierung des zweistufigen Studienmodells.	Fortsetzung und Abschluss des Projekts: "Roadmap: Massnahmen zur Verbesserung von Lehre und Studium an der ETH Zürich".	Die Internationale Rekrutierung von Master-Studierenden erfolgt prinzipiell nur nach strengen Qualitätskriterien.	
EPFL	Introduction de comités "aviseurs" pour chaque programme d'études	Adéquation entre objectifs de la formation et programmes de cours	Développement et flexibilisation de l'offre de mineurs; Offre transparente en compétences génériques	Mise en place d'une passerelle pour les étudiants provenant des HES

2.2 Coûts récurrents et durables

Dans un laps de temps relativement court, les universités ont transformé les structures d'études suivant les Directives Bologne. Des nouveaux plans d'études devaient être développés, des règlements d'études et directives d'admission élaborées, l'ECTS introduit, etc. Tout cela n'a pas pu être réalisé sans un grand surcroît de dépenses.

Dans beaucoup de secteurs, avec le nouveau système d'études, des tâches nouvelles et surtout supplémentaires incombent aux universités. En 2003 déjà, les universités ont fait remarquer que la garantie d'un financement suffisant était centrale pour assurer le succès

durable de la réforme de Bologne. L'augmentation des contributions de base prévue pour la période de contribution en cours 2008-11 couvre à peine l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s et sûrement pas les surcoûts durables engendrés par le nouveau système d'études. La dépense croissante pour les universités résulte de l'introduction de nouveaux instruments, ainsi que de tâches et de processus de décision supplémentaires :

- La charge administrative augmente avec l'introduction de l'ECTS et des systèmes de gestion des données nécessaires (plus d'examens, saisies de données, Diploma Supplement).
- Les procédures en rapport avec l'admission aux études de master sont complexes et coûteuses en termes de travail : l'examen formel du dossier et l'examen de contenu nécessitent concertation entre service d'admission central et facultés.
- Les étudiant-e-s qui, lors de l'admission aux études master doivent remplir des exigences supplémentaires ou des conditions préalables, doivent être encadrés, ce qui engendre en conséquence une charge correspondante sur l'enseignement.
- La modularisation qui accompagne la réforme de Bologne, mais aussi des exigences comme la possibilité d'étudier à temps partiel requièrent en fait un élargissement de l'offre d'enseignement, en particulier des enseignements obligatoires (offres multiples).
- Si l'enseignement orienté sur les compétences tel qu'exigé par Bologne doit être réalisé, une coopération renforcée, régulière et intensive de tous les participants à l'enseignement est nécessaire. Les cursus d'études ne peuvent plus, comme avant, être développés et réalisés par des personnes seules. Des équipes composées de membres possédant des savoir-faire différents (de contenu, didactiques, financiers, juridiques) sont exigées.

Parallèlement, on entend de divers côtés des appels – à tort ou à raison – pour améliorer la mise en œuvre réalisée jusqu'à maintenant. Il va de soi que les universités sont obligées d'offrir un enseignement de haute qualité. Il est cependant difficile de voir comment elles doivent accomplir les nouvelles tâches et les améliorations de la réforme sans un renforcement clair des subventions de base.

Selon les indications des universités, le surcroît des dépenses durables s'explique comme suit :

Dépenses pour les examens

Un grand poste des surcoûts durables résulte de la nouvelle forme des examens. De nombreux examens par cours ou par module remplacent les examens intermédiaires ou finaux plus espacés. Et plus d'examens produit un plus grand investissement administratif : les universités quantifient ce surcroît de dépenses jusqu'à 200%.

La réorganisation des examens en médecine exige également un surcroît de dépenses pour les universités : tant en personnes qu'en compétences (cf. chap. 3.3.2 « médecine »).

Offre de cours étoffé

La réorganisation des études a aussi signifié, pour les universités, un élargissement de l'offre de cours : introduction de nouveaux minor, de cursus interdisciplinaires et/ou de Master Spécialisé, etc. Les cursus de master surtout doivent contribuer au « profilage » au niveau national et international et sont par conséquent stratégiquement importants pour les universités.

Dans quelques cas, la réforme de Bologne a induit un prolongement des études (de 4 à 4,5 ou 5 ans).

« L'offre n'a pas augmenté de manière significative, mais de nouveaux cours ont été introduits ici et là pour permettre de donner à certains masters un profil propre. » (UniNE)

Conseil aux études

«Des conseillers aux études ont maintenant été engagés dans chaque faculté. A l'UniNE, on peut estimer à 5 postes supplémentaires qui ont été créés. »

Toutes les universités enregistrent une augmentation de conseils aux études, parfois jusqu'à 200%. L'augmentation de la demande d'informations n'est pas seulement le fait des étudiant-e-s, mais aussi des organes administratifs concernés. Plusieurs raisons sont à l'origine de cette demande en augmentation :

- il existe des incertitudes concernant les modalités, les reconnaissances, la durée, les passages d'un niveau à un autre,
- les parcours académiques sont devenus plus individualisés avec le nouveau modèle d'études,
- les structures d'études sont plus complexes et connectées,
- la liberté de choix accrue dans les études,
- le nouveau passage bachelor–master,
- l'introduction du système de crédits,
- les programmes de mobilité dans les nouvelles structures d'études,
- les études à temps partiel,
- la perméabilité hautes écoles spécialisée / pédagogique – université.

Beaucoup d'universités enregistrent aussi une augmentation des consultations externes concernant les admissions aux études de master. Cela s'accompagne aussi de plus en plus de questions relatives à des thèmes comme les visas ou les finances.

Investissement pour l'information sur l'offre d'études

«Pour la mobilité IN en Master, il est nécessaire de vérifier le cursus de Bachelor des étudiants, au cas par cas, pour déterminer s'ils sont acceptés sans/avec conditions préalables et éventuellement quelles sont les équivalences qu'ils peuvent obtenir pour des cours suivis dans d'autres institutions. » (Unil)

En raison des nombreux changements et des différentes offres d'étude, les informations doivent être rendues accessibles de multiples manières : des plates-formes d'informations doivent être gérées, des journées d'information pour tous les niveaux organisées, et on constate aussi que les exigences des intéressés ont en général augmenté.

Avec l'internationalisation du niveau master, toutes les applications et les informations des activités d'enseignement doivent en outre être offertes en deux langues : dans la langue régionale et en anglais.

Gestion de l'ECTS / administration

L'introduction de l'ECTS exige des adaptations importantes dans la conception et l'organisation de la formation universitaire. Pour témoigner de la progression des étudiant-e-s, une base de données structurée et fiable avec des indications complètes concernant les prestations d'études est nécessaire pour l'administration interne.

Les universités estiment jusqu'à 200% les dépenses administratives supplémentaires.

„Der Aufwand wird von den Fakultäten als erheblich bezeichnet. Besonders ins Gewicht fällt die Implementierung der erforderlichen Software (SAP CM) und die weitgehende Individualisierung der Studienverläufe. Der Verwaltungsaufwand ist auch wegen der Strukturierung von bisher einteiligen Studiengängen ohne Zwischenabschluss in 2-stufige Studiengänge mit 2 Abschlüssen gestiegen. Jetzt bereits nimmt die Betreuung der Leistungsnachweise viel Zeit und Energie in Anspruch. Später wird noch die Verwaltung der Abschlüsse hinzukommen.“ (UZH)

Un secteur est cité explicitement à plusieurs reprises par les universités :

La **charge relative à la procédure d'admission aux études de master** est qualifiée d'extrêmement importante : déjà dans le précédent rapport de la CRUS, la « Commission d'admission et d'équivalences » a attiré l'attention sur cette situation et a décrit les nouveaux

processus d'admission dans son « Bericht der Universitäten zur Masterzulassung » (cf. *Rapport 2006/07 de la CRUS*, A.2, p. 124 et suiv.).

Autres secteurs où les dépenses ont augmenté de façon marquante avec « Bologne » selon les universités :

- Coordination et planification de l'offre d'études
- Marketing et communication
- Changement des dates de semestres
- Attestations d'équivalence licence / master
- Assurance qualité, accréditation

3. État de la réforme de Bologne

3.1 État du renouvellement des cursus d'études en 2007/08

Au début de la mise en œuvre de Bologne, le délai accordé aux universités pour introduire le nouveau système échelonné dans toutes leurs filières d'études a été fixée à 2010. Les universités ont déjà atteint ce but puisque depuis 2007 elles n'offrent plus que des programmes de bachelor ou de master.

3.1.1 Cursus d'études offerts

Le tableau ci-dessous recense le nombre de cursus d'études de bachelor et de master offerts dans les universités suisses. Ces chiffres ne permettent pas de comparaison entre les universités puisque la manière de comptabiliser les cursus varie fortement d'une haute école à l'autre. Il est néanmoins possible de constater une tendance présente dans toutes les universités : un nombre limité de cursus de bachelor et une offre plus étendue et variée de cursus de master. La seule exception étant actuellement l'Université de Zurich dont la majeure partie des cursus de master débutera dans les prochaines années (cf. chap. 3.1.4).

Tableau 6 : Cursus d'études par université au semestre d'automne 2007/08

Université	B	M (inclus MSp)
Basel	20	27
Bern	47	58
Fribourg	46	57
Genève	27	50
Lausanne	15	26
Luzern	11	13
Neuchâtel	10	19
St. Gallen	5	10
USI	4	21
UZH	50	23
EPFL	13	18
ETH Zürich	23	34
Total	271	356

3.1.2 Programmes d'études offerts

Dans beaucoup de domaines d'études, il est possible de combiner plusieurs « blocs d'études » au sein d'un cursus. On qualifie de « programme d'étude » la partie indépendamment structurée d'un cursus d'études. Un cursus d'études⁹ contient donc un ou plusieurs programmes d'études. Les chiffres ci-dessous proviennent de la base de données, disponible depuis novembre 2007 sur Internet (www.uni-programme.ch), où sont recensés les programmes d'études (et non les cursus) des universités suisses. Pour des informations supplémentaires sur la base de données cf. chap. 7.1.2.

La différence entre cursus et programmes d'études explique pourquoi les chiffres du tableau ci-dessous divergent fortement de ceux du tableau 6.

Au semestre d'automne 2007/08 les universités suisses offraient 559 programmes de bachelor et 544 programmes de master ainsi que 30 programmes de Master Spécialisé. La base de données recense aussi la majorité des MAS offerts dans les universités.

Tableau 7: programmes d'études par université au semestre d'automne 2007/08

Université	B	M	MSp	MAS
Basel	53	63	7	12
Bern	84	108	3	20
Fribourg	103	59	1	8
Genève	61	70	–	*
Lausanne	42	87	–	14
Luzern	12	14	–	1
Neuchâtel	12	35	2	*
St. Gallen	5	10	2	8
USI	4	20	–	6
UZH	147	35	5	16
ETH Zürich	23	26	9	13
EPFL	12	17	1	10
Total	559	544	30	92

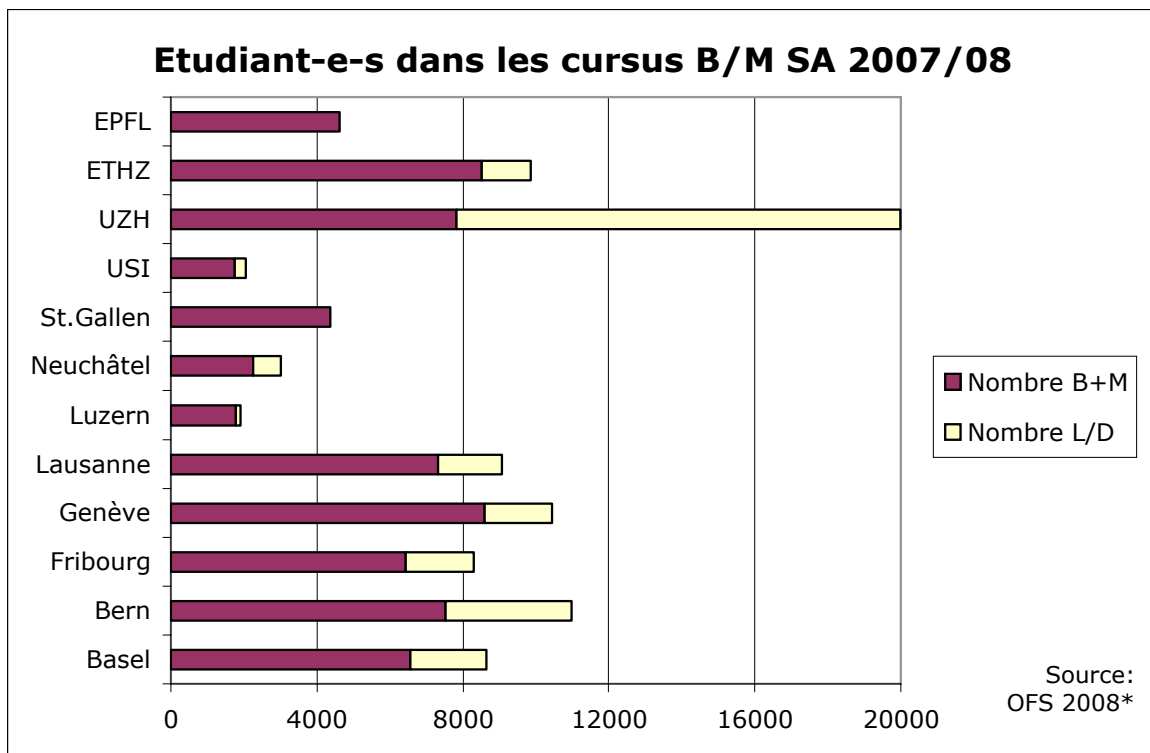
* Information pour l'instant non disponible dans la base de données « programmes d'études en Suisse ».

⁹ **Cursus d'études** : Unité définie selon son volume (crédits ECTS) et sa structure, dont le déroulement complet aboutit à un grade universitaire (bachelor, master) et dont les détails, en particulier les conditions d'admission, les conditions à remplir pour l'obtention du grade, ainsi que la dénomination du grade décerné, sont fixés par un règlement.

3.1.3 Étudiant-e-s en cursus de bachelor ou de master

Au semestre d'automne 2007/08, 72% de l'ensemble des étudiant-e-s, soit 67'478 personnes, étudient dans un cursus de bachelor ou de master : 52'610 en bachelor et 14'868 en master, soit 10 % de plus que l'année précédente.

Figure 1: Étudiant-e-s en bachelor ou en master au semestre d'automne 2007/08



*Données de l'OFS pour le semestre d'automne 2007/08.

3.1.4 Coursus de bachelor et de master planifiés

La restructuration du système d'études en cursus de bachelor et de master est en grande partie achevée. Les universités planifient l'introduction de 16 cursus de bachelor, 109 cursus de master et 28 cursus de Master Spécialisé supplémentaires. Le grand nombre de cursus de master planifiés par l'université de Zurich résulte du fait, que la plus grande université suisse a lancé la majorité de ses cursus de bachelor au semestre d'hiver 2006/07.

Tableau 8: cursus universitaires planifiés au semestre d'automne 2007/08

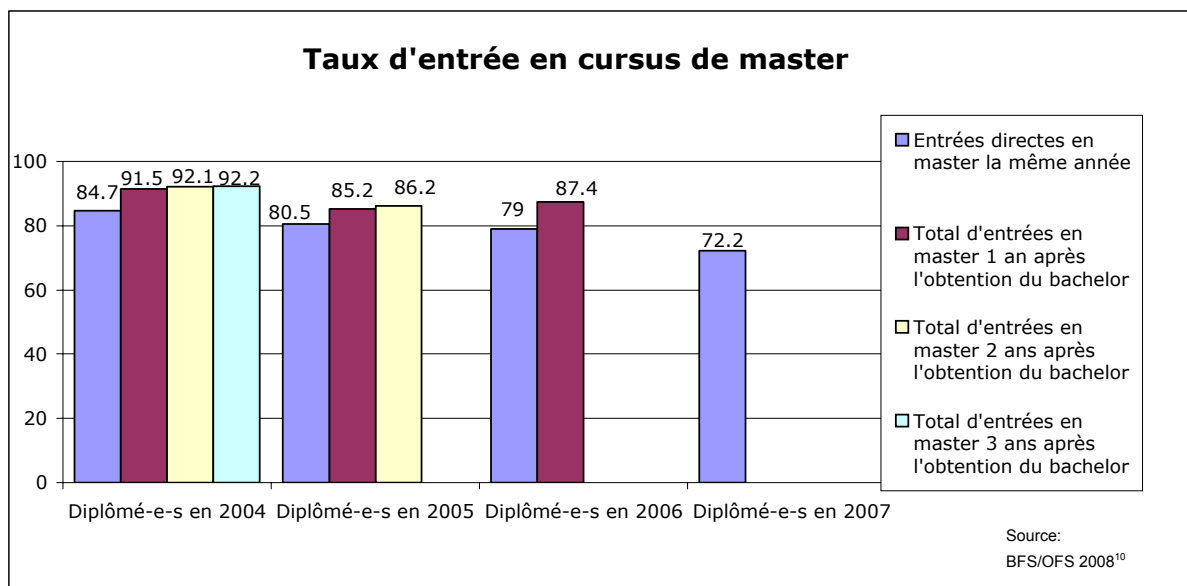
Université	B	M	MSp (domaine)
Basel	1	2	2 (1 sc. éco., 1 sc. exactes + nat.)
Bern	–	2	6 (3 sc. hum., 1 sc. éco., 1 méd+pharm, 1 Inter+autres)
Fribourg	–	2	–
Genève	1	2	2 (1 sc. hum., 1 sc. exactes + nat.)
Lausanne	–	5	1 (1 Inter+autres)
Luzern	10	12	–
Neuchâtel	–	1	2 (2 sc. hum.)
St. Gallen	–	–	–
USI	2	–	–
UZH	2	83	10 (5 sc. hum., 1 sc. éco., 1 droit, 1 sc. exactes + nat., 2 méd+pharm)
ETHZ	–	–	3 (1 sc. hum., 1 sc. exactes + nat., 1 techn.)
EPFL	–	–	2 (1 techn., 1 Inter+autres)
Total	16	109	28

3.2 Passage aux études de master : comportement des étudiant-e-s¹⁰

3.2.1. Taux d'entrée en cursus de master

Le comportement des diplômé-e-s de bachelor lors du passage aux études de master est relevé depuis 2004. Le diagramme ci-dessous présente pour les quatre cohortes, le pourcentage de diplômé-e-s entamant des études de master immédiatement après l'obtention du bachelor puis, pour chaque cohorte, le nombre total d'entrées en master après un, deux et trois ans.

Figure 2 : Taux d'entrée en cursus de master



Au semestre d'automne 2007/08, 72,2% des diplômé-e-s de bachelor de 2007 sont entrés directement dans un master d'une haute école suisse. La part des entrées directes en master baisse continuellement depuis la première année de calcul des données : en 2004, la part s'élevait à 84,7%, l'année suivante à 80,5% et en 2006 à 79%.

Une comparaison directe entre les cohortes 2004–2007 n'est néanmoins pas possible, puisque, avec la progression de la mise en œuvre de la réforme de Bologne, toujours plus de domaines d'études sont concernés. Les premiers diplômes de bachelor ont été délivrés au début en sciences économiques et en droit, puis en sciences exactes et naturelles. Le nombre de diplômes de bachelor délivrés augmente aussi fortement : d'un total de 1032 personnes en 2004, on passe à 2898 l'année suivante, puis à 4936 en 2006, pour atteindre 7110 personnes en 2007. Des analyses plus précises devront être réalisées dans les prochaines années afin de pouvoir expliquer les « mouvements » des diplômé-e-s de bachelor. Par exemple, les taux d'entrée directe en master moins élevés ne devraient pas automatiquement être interprétés comme une baisse ; cela peut être l'effet d'influences diverses comme la part grandissante des sciences humaines et sociales dans la base de calcul. Dans ces domaines, les taux d'entrée directe sont en effet nettement en dessous de la moyenne suisse.

¹⁰ Source: dépouillement spécial OFS/SIUS, étudiant-e-s et diplômé-e-s des hautes écoles suisses.

Le tableau suivant donne une ventilation plus détaillée, grâce aux données statistiques sur les diplômé-e-s de bachelor.

Tableau 9: Hautes écoles universitaires: trajectoires des diplômé-e-s de bachelor 2004–2007

Année d'obtention du diplôme	Statut	SA 2004/05	SA 2005/06	SA 2006/07	SA 2007/08
2004	Passage en master	84,7%	91,5%	92,1%	92,2%
	Passage dans une filière d'un autre niveau (= non master)	0,4%	0,8%	0,9%	1,1%
	Demeure dans le cursus d'études de bachelor	3,6%	0,2%	.	.
	Exmatriculation	11,3%	7,6%	7,1%	6,7%
	Total des personnes prises en compte*	1032	1032	1032	1032
2005	Passage en master		80,5%	85,2%	86,2%
	Passage dans une filière d'un autre niveau (= non master)		1,2%	3,6%	3,8%
	Demeure dans le cursus d'études de bachelor		5,2%	0,5%	0,1%
	Exmatriculation		13,1%	10,7%	10,0%
	Total des personnes prises en compte*		2898	2898	2898
2006	Passage en master			79%	87,4%
	Passage dans une filière d'un autre niveau (= non master)			1,7%	2,0%
	Demeure dans le cursus d'études de bachelor			6,2%	0,3%
	Exmatriculation			13,1%	10,3%
	Total des personnes prises en compte*			4936	4936
2007	Passage en master				72,2%
	Passage dans une filière d'un autre niveau (= non master)				1,7%
	Demeure dans le cursus d'études de bachelor				9,4%
	Exmatriculation				16,8%
	Total des personnes prises en compte*				7110

* sans les personnes ayant obtenu la même année un diplôme de master ou une licence/diplôme « traditionnel ».

Parmi les diplômé-e-s de bachelor qui n'entament pas directement des études de master trois groupes peuvent être distingués : un premier groupe plutôt restreint qui s'inscrit dans un cursus autre que le master, un deuxième qui demeure dans le cursus de bachelor et un troisième groupe qui s'exmatricule.

Le taux de diplômé-e-s restant immatriculés en bachelor a augmenté de 3% par rapport à 2006. Une explication possible serait, selon l'OFS, les prestations d'études supplémentaires devant être accomplies dans certains cas pour être admis en cursus de master. La question se pose, dans ce cas, de savoir si ces étudiant-e-s ne devraient pas mieux être répertoriés séparément ou rattachés au niveau master. Cette question est traitée dans la révision en cours du SIUS.

L'augmentation des taux d'exmatriculation est une des conséquences de la baisse des taux d'entrée directe en master sur la période 2004-2007. Par rapport à 2006, le taux d'exmatriculation a augmenté de 3% et s'élève à 16,8% en 2007. Les raisons peuvent en être multiples : les diplômé-e-s font une pause, entament des études à l'étranger, etc. Par ailleurs, de tels reports peuvent apparaître lors d'un changement de système et ne devraient pas être surévalués.

3.2.2. Statut des diplômé-e-s de bachelor selon le domaine d'études

Le comportement des diplômé-e-s de bachelor lors du passage aux études de master est aussi examiné, selon les mêmes critères, par domaine d'études. En comparaison, les taux de passage direct aux études de master les plus élevés se rencontrent en droit avec 90,1% et sciences techniques avec 87,9%. Les taux de passage direct les plus bas se trouvent par contre dans les domaines interdisciplinaires avec 56,6% et en sciences économiques avec 58,8%. Les taux d'exmatriculation les plus bas se rencontrent dans les sciences techniques avec 2,8% et en médecine et pharmacie avec 4,7% ; les plus élevés en sciences humaines et sociales avec 28,2%.

Il est frappant que dans le domaine de la médecine et de la pharmacie, presque 30% des diplômé-e-s restent immatriculés en cursus de bachelor. Les premiers diplômés de bachelor en médecine n'étant délivrés qu'en 2008, cela doit concerner la pharmacie et les sciences des soins infirmiers. Des évaluations supplémentaires devraient être effectuées ici pour déterminer les raisons de ce taux anormalement élevé.

Figure 3 : Statut des diplômé-e-s de bachelor selon le domaine d'études

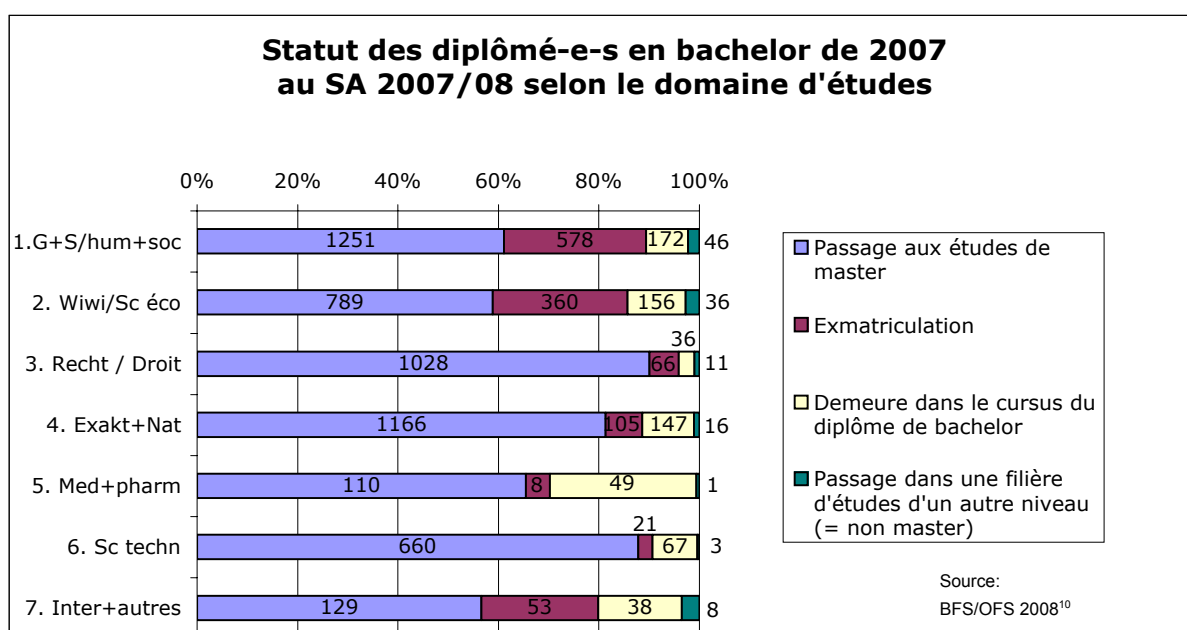


Tableau 10: Statut des diplômé-e-s de bachelor en 2007 (chiffres du graphique)

Domaine d'études	Entrée en master	en %	Exmatriculation	en %	Total
1. G+S/hum+soc	1251	61.11	578	28.24	2047
2. Wiwi/Sc éco	789	58.83	360	26.85	1341
3. Recht / Droit	1028	90.10	66	5.78	1141
4. Exact+Nat	1166	81.31	105	7.32	1434
5. Méd+pharm	110	65.48	8	4.76	168
6. Sc techn	660	87.88	21	2.8	751
7. Inter+autres	129	56.58	53	23.25	228
Total	5133	72.2	1191	16.8	7110

3.2.3. Origine des étudiant-e-s de master

28% des étudiant-e-s en cursus de master au semestre d'automne 2007/08 ont auparavant étudié dans une autre haute école. C'était à peine moins l'année dernière. La CRUS a formulé comme objectif dans sa stratégie 2005–2015 que 25% des étudiant-e-s aient obtenu leur diplôme de bachelor dans une autre haute école. Ce taux est ainsi plus qu'atteint.

Tableau 11: Répartition des entrant-e-s en études de master selon la haute école d'entrée et celle d'origine, semestre d'automne 2007/08

Université	Obtention du diplôme/dernière immatriculation* dans la même université		Obtention du diplôme/dernière immatriculation* dans une autre université suisse		Obtention du diplôme/dernière immatriculation* dans une haute école spécialisée suisse		Obtention du diplôme à l'étranger **	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Basel	398	78.8	30	5.9	9	1.8	68	13.5
Bern	500	71.9	117	16.8	28	4	50	7.2
Fribourg	680	86.4	33	4.2	32	4.1	42	5.3
Genève	928	68.1	89	6.5	18	1.3	328	24.1
Lausanne	506	63.8	145	18.3	9	1.1	133	16.8
Luzern	168	86.6	9	4.6	8	4.1	9	4.6
Neuchâtel	217	61	77	21.6	9	2.5	53	14.9
St. Gallen	437	71.2	55	9	53	8.6	69	11.2
USI	203	76.6	23	8.7	4	1.5	35	13.2
UZH	77	26.9	14	4.9	8	2.8	187	65.4
EPFL	565	80	11	1.6	.	.	130	18.4
ETHZ	990	75.9	71	5.4	25	1.9	218	16.7
Total	5669	72.1	674	8.6	203	2.6	1322	16.8

* pour les entrants non diplômé-e-s

Source : BFS/OFS 2008¹⁰

** Personnes qui n'ont jamais été immatriculées dans une haute école suisse et personnes qui entrent sans diplôme suisse de formation supérieure et dont la dernière immatriculation dans une haute école suisse remonte à plus de deux ans.

3.3 Thématiques liées au nouveau système d'études

3.3.1 Étude sur la réforme des cursus d'études

Après plus de six ans de réforme dans les hautes écoles universitaires suisses et l'achèvement de changements structurels majeurs – le délai à fin 2005 pour adapter tous les règlements d'études a été tenu – c'était le moment idéal pour dresser un état de la situation dans les hautes écoles suisses. C'est dans cette optique que l'étude *Die Curricula-Reform an Schweizer Hochschulen*¹¹, co-financée par l'Université de Zurich et la CRUS, s'est penchée de manière approfondie sur l'état de la mise en œuvre de Bologne dans un certain nombre de cursus d'études. Cette enquête fait suite à une enquête similaire menée en 2000¹². Réalisée en 2006/07, cette nouvelle étude s'est penchée sur 19 cursus d'études répartis dans six disciplines (biologie, informatique, sciences économiques, droit, sociologie et diplôme

¹¹ Hildbrand/Tremp/Jäger/Tückmantel, *Die Curricula-Reform an Schweizer Hochschulen*, Bern, CRUS, 2008. L'étude est disponible en français, allemand et anglais. Une version de l'étude comprenant tout le matériel de travail est uniquement disponible en allemand. www.bolognareform.ch → Publications → 2008.

¹² Hildbrand/Tremp/Jermann, *Curricula an Schweizer Hochschulen*, Bern, Geschäftsstelle des SWTR, Arbeitsdokument HP-DT 6/2000.

d'enseignement primaire). Afin de satisfaire les critères de représentativité et de comparabilité, les différents types de hautes écoles ainsi que les trois principales régions linguistiques sont représentés dans l'échantillon des cursus analysés.

Les objectifs de l'étude sont multiples : identifier les changements dans les cursus d'études induits par la réforme de Bologne tant du point de vue structurel que du contenu, afin de déterminer les axes prioritaires et les problématiques devant être approfondies pour permettre la continuation des travaux de réforme. Dans ce but, trois domaines principaux sont examinés : structure des filières d'études, contenu et orientation thématique des cursus et conduite du processus de réforme.

L'étude des deux premiers domaines se fonde sur l'analyse des documents disponibles sur Internet fin 2006, tels que règlements d'université ou d'études, programmes d'études, catalogues de cours, tandis que l'examen du troisième, la conduite du processus de réforme, se base sur un questionnaire rempli par les responsables des cursus analysés.

Les résultats indiquent que la réforme structurelle des études est achevée, mais qu'en ce qui concerne la réforme du contenu beaucoup reste à faire. Les principales observations sont résumées ci-dessous :

- Les principaux éléments structurels du nouveau système d'études sont en place partout. Les notions employées sont globalement identiques, mais font parfois l'objet d'une interprétation différente (par ex. signification divergente de la notion de module).
- Le potentiel de la modularisation (par exemple en matière de flexibilité des cursus) reste largement inexploité.
- La conception des cursus n'est pas assez systématiquement axée sur les processus d'apprentissage des étudiant-e-s et sur les compétences qu'ils doivent acquérir.
- Certains aspects de la réforme de Bologne en termes de contenus sont peu visibles (dimension européenne souvent réduite aux langues étrangères, orientation vers le marché de l'emploi).
- Faute de cursus axés sur les compétences, la comparabilité des offres d'études n'est pas encore établie, ce qui constitue un frein à la mobilité et à l'apprentissage tout au long de la vie.
- Le fait que les unités organisationnelles existantes (facultés, départements,...) soient chargées du processus de réforme est un frein à une conception des offres d'études davantage axées sur l'output et à une coordination au niveau des disciplines.

Les auteurs ont, en fonction de ces observations, proposé les recommandations suivantes à l'intention des conférences des recteurs des hautes écoles pour la suite du processus :

- Classer les objectifs de la réforme par ordre de priorité et définir les prochaines étapes.
- Concrétiser des offres de formation remplissant les critères de Bologne par le biais de coordination au niveau des disciplines.
- Élaborer des exemples de « bonnes pratiques » sur des problématiques de la réforme.
- Analyser de manière approfondie d'autres aspects centraux de la réforme de Bologne.

Le plénum de la CRUS a pris connaissance dans sa séance de janvier 2008 de cette étude et, après avoir remercié les auteurs, a chargé la Délégation et le Réseau Bologne de déterminer comment tenir compte de manière appropriée des résultats et des recommandations formulés. Ces instances devront plus particulièrement approfondir les thèmes de l'amélioration de la comparabilité des offres d'études, tout en tenant compte des profils particuliers des programmes et des institutions ; de la mobilité (rôle, manière et but) ; de la manière de consolider la réception et la compréhension de la réforme.

A un niveau plus général, la CRUS pense qu'il est souhaitable qu'une réflexion critique de certains objectifs de la réforme soit menée par les différents acteurs tant politiques qu'universitaires.

3.3.2 La réforme des études de médecine

Le processus de mise en œuvre de la réforme de Bologne dans le domaine de la médecine se fait parallèlement à l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi fédérale sur les professions médicales (LPMéd) du 23 juin 2006.

Pour mémoire, rappelons que le nouveau modèle pour les études en médecine humaine adopté par le plénum de la CRUS le 28 octobre 2005 se compose d'un cursus de bachelor et d'un cursus de master de 180 crédits ECTS chacun (soit 3 ans d'étude à plein temps chacun), dont 60 crédits (une année à plein temps) sont alloués à la formation clinique au niveau master. La filière d'études s'achève par l'examen fédéral dont la réussite est sanctionnée par le diplôme fédéral de médecin.

Les filières d'études en médecine dentaire et vétérinaire se composent, quant à elles, d'un cursus de bachelor à 180 crédits ECTS et d'un cursus de master de 120 crédits ECTS qui aboutissent à l'examen fédéral et à la délivrance d'un diplôme fédéral.



Introduction des nouveaux cursus d'études en médecine humaine

Les cursus de bachelor en médecine ont été introduits en 2006/07 dans les universités de Genève, Bâle et Fribourg. En 2007/08, les autres universités ont à leur tour lancé le nouveau cursus.

Dans les universités de Genève, Lausanne et Berne, l'introduction du nouveau cursus de bachelor s'est fait de manière rétroactive, c'est-à-dire que les cohortes de deuxième année à Genève et à Berne, respectivement de deuxième et de troisième année à Lausanne, ont « basculé » en cursus de bachelor. La conséquence de cette introduction rétroactive est que les premiers titres de Bachelor of Medicine seront délivrés au terme de l'année académique (2007/08) et les premiers cursus de master débuteront en automne 2008 dans les universités de Genève et de Lausanne. Les cursus de master des universités de Bâle et de Berne débuteront l'année suivante (automne 2009) et celui de l'université de Zurich en automne 2010. Les premiers titres de Master of Medicine seront délivrés à la fin de l'année académique 2010/11 par les universités de Genève et Lausanne (voir tableau ci-dessous).

Tableau 12 : introduction des nouveaux cursus d'études en médecine humaine

Université		05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13
Bâle	B				B				
	M							M	
Berne	B				B				
	M							M	
Genève	B			B					
	M						M		
Lausanne	B			B					
	M						M		
Zurich	B					B			
	M								M

-  Nouveaux cursus d'études
 Passage rétroactif de cohortes en cursus de bachelor
B/M 1ère délivrance des nouveaux titres
- ↑ 1.9.07 : entrée en vigueur LPMéd | Dès 2011, organisation des examens par les universités

Remarques :

- L'université de **Fribourg** n'offre actuellement que les deux premières années du cursus de bachelor en médecine humaine, mais offrira un cursus complet de bachelor dès la rentrée 2009/10.
- L'université de **Neuchâtel** offre uniquement la première année du cursus de bachelor. Sur la base d'un accord – actuellement en cours de renégociation en raison de la réforme des études – les étudiant-e-s continuent leur formation à l'université de Genève ou de Lausanne.

Introduction des nouveaux cursus d'études en médecine dentaire et vétérinaire

L'introduction des cursus de médecine dentaire (offerts à Bâle, Berne, Genève et Zurich) suit le même calendrier que celui des cursus de médecine humaine. La seule différence réside dans le fait que le cursus de master comportant 120 crédits ECTS (équivalent à 2 ans d'études à temps plein) contre 180 pour le cursus en médecine humaine, les premiers Master of Dental Medicine seront délivrés à la fin de l'année académique 2009/10 déjà, à l'université de Genève.

Dans le domaine de la médecine vétérinaire (uniquement offert à Berne et à Zurich) les premières cohortes d'étudiant-e-s en cursus de bachelor ont débuté en 2007/08, les études de master débiteront donc en 2010/11 et c'est à la fin de l'année académique 2011/12 que la première cohorte d'étudiant-e-s recevra le Master of Veterinary Medicine.

Conséquences de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur les professions médicales (LPMéd)

La nouvelle loi sur les professions médicales est entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2007. Elle prévoit une période de transition pour le transfert de l'organisation des examens de la Confédération aux universités. Le premier examen fédéral selon la nouvelle loi sera organisé quatre ans après l'entrée en vigueur de celle-ci soit en 2011. Ce transfert de compétences requiert des universités qu'elles prennent des mesures d'ordre administratif et organisationnel, mais implique aussi des conséquences financières.

A la question des mesures que les universités prévoient de prendre, deux d'entre elles mentionnent avoir mis en place un groupe de travail interne et une autre qu'elle a confié un mandat d'audit à un bureau externe afin d'évaluer et d'identifier les mesures à prendre. Plus de la moitié des universités mentionne qu'il sera sans doute nécessaire de mettre en place de nouvelles structures administratives pour gérer les dossiers académiques des étudiant-e-s et l'organisation des examens.

Plus de la moitié des universités questionnées souligne le coût financier supplémentaire durable induit par ce changement et dont la couverture par d'éventuels moyens supplémentaires n'a pour l'instant pas été évoquée. L'autre question financière qui reste actuellement floue, selon deux universités, est la rétribution des experts aux examens qui jusqu'à maintenant été prise en charge par l'Office fédéral de la santé publique.

Le processus de réorganisation n'est donc encore achevé dans aucune université, même s'il semble en bonne voie de réalisation. Des questions concernant les besoins de coordination entre les universités et celles concernant l'aspect financier de la réorganisation restent pour l'instant ouvertes.

Autres aspects de la réforme dans les études de médecine

Au niveau master, l'université de Bâle proposera aux étudiant-e-s, en dehors des cursus traditionnels en médecine clinique ou dentaire, des cursus de master dans le domaine des sciences biomédicales et de la santé publique.

L'université de Genève est en train de mettre en place un important programme de type « formation continue » qui à terme pourrait concerner toutes les disciplines cliniques et/ou certaines sous-spécialités.

3.3.3 Coursus de Master Spécialisé dans les universités suisses

Définition et spécificités

Les cursus de Master Spécialisé ont pour objectif de permettre à l'université qui les offre de se profiler dans certains domaines particuliers et ne doivent, en conséquence, pas former la majorité de l'offre d'études de la haute école. Ces cursus se définissent avant tout par leurs conditions d'admission spécifiques (art. 3, al. 3 des Directives Bologne de la CUS). Comme pour tout cursus de master, l'admission à un cursus de Master Spécialisé requiert un titre de bachelor obtenu dans une/des branches d'études déterminées, mais en plus, l'université peut demander aux candidat-e-s de remplir des conditions supplémentaires, comme par exemple posséder des compétences linguistiques approfondies, des connaissances dans un certain domaine ou encore avoir effectué un stage.

Il est important de préciser que ce n'est pas l'ensemble des cursus master qui, du point de vue du contenu, pourraient être qualifiés « de master de spécialisation » qui sont recensés dans ce chapitre, mais seulement les cursus de master soumis à des conditions d'admission particulières (cursus de Master Spécialisé).

Dans sa Réglementation du 16 septembre 2005 relative à l'admission aux cursus de Master Spécialisé, la CRUS établit des conditions cadre uniformes pour ces cursus et précise que :

- dans chaque cas, il doit clairement apparaître pourquoi un certain cursus d'études appartient aux cursus de Master Spécialisé (art.1) ;
- les conditions posées à l'admission ont principalement trait aux contenus (compétences linguistiques, stages, etc.) ; elles sont définies à l'avance et publiées (art. 3 & 5) ;
- si des notes minimales sont exigées comme critère d'admission, ces notes doivent porter sur des disciplines centrales pour le cursus d'études de Master Spécialisé, et non sur les notes obtenues au bachelor dans son ensemble (art.5) ;
- les conditions posées sont valables pour tous les candidat-e-s et toute personne les remplissant doit être admise (art. 7).

Cursus de Master Spécialisé offerts dans les universités suisses

L'introduction des cursus de Master Spécialisé, tout comme celle des master, est un processus en cours et plusieurs cursus sont encore en préparation. Sur la base des données fournies par les universités qui annoncent 28 cursus de Master Spécialisé (voir tableau 8) en préparation, le nombre total de cursus de Master Spécialisé devrait atteindre 58.

Tableau 13 : Coursus de Master Spécialisé offerts dans les universités suisses

Université	MSp 05/06	MSp 06/07	MSp 07/08
Basel	2	2	7
Bern	–	2	3
Fribourg	–	1	1 ¹³
Genève	7	15	–
Lausanne	–	–	–
Luzern	–	–	–
Neuchâtel	2	2	2
St. Gallen	2	2	2
USI	–	–	–
UZH	–	2	5
ETH Zürich	1	5	9
EPFL	1	1	1
Total	15	32	30

Le tableau ci-après recense les 30 cursus de Master Spécialisé offerts au semestre d'automne 07/08 dans les hautes écoles universitaire suisses. Dans le but de fournir une information complète, l'ensemble des conditions d'admission aux cursus est présenté, y compris les titres de bachelor même s'ils ne sont pas à proprement parler une condition d'admission supplémentaire.

Tableau 14 : Coursus d'études de Master Spécialisé / lien / conditions d'admission

Uni BS	<p>Master of Arts in African Studies http://www.unibas-zasb.ch/deutsch/studium/abschluesse/ma-studiengang.php</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss mit 60 KP aus folgenden Richtungen: Afrikanistik, Biologie, Forstwissenschaften, Geographie, Geschichte, Politikwissenschaft, Sozial- und Kulturanthropologie/Ethnologie, Soziologie oder Umweltwissenschaften. • Englischkenntnisse auf Niveau B2 (Cambridge First certificate oder TOEFL paper-based : 520 Punkte, computer-based : 190 Punkte)
	<p>Master of Arts in Etudes françaises et francophones http://franz.unibas.ch/studium/studienprofile/ma-etudes-francaises-francophones/</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss in Geistes- und Kulturwissenschaften, Rechtswissenschaften oder Wirtschaftswissenschaften <p>Französischkenntnissen auf Niveau B2 des Europäischen Referenzrahmens mittels eines anerkannten Sprachzertifikats</p>
	<p>Master of Arts in European Studies http://www.europa.unibas.ch/cms4/index.php?id=121</p> <p>Bachelorgrad von mindestens 180 KP einer schweizerischen universitären Hochschule. Davon müssen mindestens 150 KP erworben werden in einer oder mehreren der folgenden Studienrichtungen: Rechtswissenschaft, Wirtschaftswissenschaft (Betriebswirtschaftslehre und Volkswirtschaftslehre), Politikwissenschaft, Soziologie, Kommunikations- und Medienwissenschaften, Sozial- und Kulturanthropologie / Ethnologie, Geschichte, Osteuropa-Studien der Universität Basel</p>

¹³ Suite à la décision du Conseil de la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg du 17 avril 2008, ce cursus ne sera plus offert en tant que Master Spécialisé mais en tant que master sans condition d'admission supplémentaire qu'un titre de bachelor en psychologie à partir du semestre d'automne 2008/09.

Uni BS	<p>Master of Arts in Sprache und Kommunikation http://sl-w.philhist.unibas.ch/departement/suk/ Bachelorbachelorabschluss mit 60 KP aus folgenden Richtungen (wovon mindestens 30 KP in Sprachwissenschaft bzw. Linguistik): Ägyptologie, Klassische Philologie, Deutsche Sprach- und Literaturwissenschaft, Englische Sprach- und Literaturwissenschaft, Französische Sprach- und Literaturwissenschaft, Iberoromanische Sprach- und Literaturwissenschaft, Italienische Sprach- und Literaturwissenschaft, Linguistik, Nordische Sprach- und Literaturwissenschaft, Slawische Sprach- und Literaturwissenschaft</p>
	<p>Master of Arts in Mehrsprachigkeit http://www.fhnw.ch/ph/isek2/master</p> <ul style="list-style-type: none"> Bachelorabschluss in Gesellschaftswissenschaften, Psychologie oder Bachelorabschluss im selben Umfang erbracht an einer von der Universität Basel anerkannten Hochschule, wovon mindestens 15 KP in Erziehungswissenschaften (eine Zulassung mit Auflage gemäss § 16 Abs. 4 der Studierenden-Ordnung der Universität Basel vom 18. Mai 2005 wird ausgeschlossen) oder ein von der Erziehungsdirektorenkonferenz anerkannter Abschluss einer von der Universität Basel anerkannten Pädagogischen Hochschule mit Studiengang Vorschul-/Unterstufe und Primarstufe, Sekundarstufe I (SLA) oder Sekundarstufe II (HLA). <p>Französisch- und Deutschkenntnisse auf dem Niveau C1 des Europäischen Referenzrahmens mittels eines anerkannten Sprachzertifikats oder einer gleichwertigen Abschlussprüfung einer von der Universität Basel anerkannten Hochschule</p>
	<p>Master of Arts in Altertumswissenschaften (TMA) http://philhist.unibas.ch/studium/master/</p> <ul style="list-style-type: none"> Bachelorabschluss der Universität Basel im Bereich der Geistes-, Kultur- oder Sozialwissenschaften, wenn der Erwerb von mindestens 40 KP im Bereich der Altertumswissenschaften nachgewiesen werden kann, oder gleichwertige Studienleistungen im selben Umfang, erbracht an einer von der Universität Basel anerkannten Hochschule. <p>Französische Sprachkenntnisse auf dem Niveau B2 gemäss Europäischem Sprachenportfolio, nachgewiesen durch Maturitätsausweis oder gleichwertigen Abschluss.</p>
	<p>Master of Arts and Science in Sustainable Development www.msd.unibas.ch/</p> <ul style="list-style-type: none"> 12 KP in Mathematik und Statistik inkl. Methoden der empirischen Sozialforschung; 12 KP zu philosophischen, sozialwissenschaftlichen, naturwissenschaftlichen und ökonomischen Themen der Nachhaltigen Entwicklung. <p>Studierende, welche nicht oder nur teilweise über diese Kenntnisse verfügen, werden mit Auflagen zum Studium zugelassen.</p>
UniBE	<p>Master of Science in Climate Science http://docs.rechtsdienst.unibe.ch/Gesetze/studium/phil-nat-sp-ma-klimawissenschaften-2006-06-30.pdf</p> <ul style="list-style-type: none"> Bachelor in div. def. Studienrichtungen (Geo, Phys, Math, usw.) Der Abschluss darf nicht älter als 10 Jahre sein. Aufnahmegespräch (protokolliert) : In einem persönliche Gespräch soll geprüft werden, ob <ul style="list-style-type: none"> sich die Bewerbenden auf Grund ihrer bisher erworbenen Kenntnissen und ihren Interessen bezüglich der weiteren akademischen Ausbildung für die besonderen Anforderungen des M Sc in Climate Sciences eignen, ob sich die Erwartungen des Hauptbetreuers mit denjenigen der/s Kandidaten betreffend des thematischen Schwerpunktes, der Betreuung der Masterarbeit sowie eventuellen Zusatzleistungen (gemäss Studienplan bis zum Umfang von 60 ECTS-Punkten) decken, und ob die sprachlichen und kommunikativen Voraussetzungen einen erfolgreichen Studienabschluss gewährleisten.
	<p>Master of Science in Biomedical Engineering http://www.bioeng.master.unibe.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> Universitär- oder FH-Bachelor, Master oder Diplom in Maschineningenieur, Mikrotechnik, Elektronik, Mechatronik, Systemtechnik, Biomedical Engineering, Technischer Informatik, Physik, Human-, Zahn- oder Veterinärmedizin Die Abschlüsse sind nur gültig, wenn sie nicht älter als sechs Jahre alt sind. Begründete Ausnahmen sind möglich. Der Ausschuss Lehre entscheidet über diese Ausnahmen.

UniBE	<p>Master of Arts in Public and Management Policy http://www.idheap.ch/pmp.nsf/vwBaseDocuments/AAPMP01?OpenDocument&lng=fr</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschlüsse der Fachrichtungen Volkswirtschaftslehre, Betriebswirtschaft, Politikwissenschaften, Soziologie oder Rechtswissenschaften oder eines als äquivalent erachteten Universitätsabschlusses • Die Zulassung wird auf Vorschlag der Studienleitung und auf Antrag der Konferenz der Dekane von den zuständigen Instanzen der betroffenen Hochschule ausgesprochen.
UniFR	<p>Master of Science en psychologie / Master of Science in Psychologie (Psychologie clinique et psychologie de la santé / Klinische Psychologie und Gesundheitspsychologie)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelor en psychologie • Admission sur examen. Les études sont effectuées en français, en allemand et en anglais. L'accès exige un examen qui évalue les compétences de suivre l'enseignement dans les trois langues. <p>REMARQUE : Selon décision du Conseil de la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg du 17 avril 2008 ce cursus ne sera plus offert comme un cursus de Master Spécialisé. A partir du semestre d'automne 2008/09 un diplôme de bachelor en psychologie est suffisant pour l'admission.</p>
UNINE	<p>Master of Science in Hydrogeology http://www2.unine.ch/formation/page1138.html</p> <p>Le MSc en Hydrogéologie est un Master spécialisé. Sont admis en MSc en Hydrogéologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les titulaires d'un Bachelor en sciences (BSc) en géologie d'une haute école universitaire suisse. • Les titulaires d'un Bachelor en génie civil ou rural d'une EPF.
	<p>Master of Science in Biogeosciences http://www2.unine.ch/formation/page1136.html</p> <p>Le MSc en biogéosciences est un Master spécialisé. Sont admis en MSc en biogéosciences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les titulaires d'un Bachelor en sciences (BSc) en Biologie d'une haute école universitaire suisse, ayant acquis cumulativement au moins : <ul style="list-style-type: none"> ○ 12 crédits ECTS de base en géologie ○ 12 crédits ECTS en chimie générale et organique ○ 6 crédits ECTS en base de mathématiques et/ou statistique • Les titulaires d'un Bachelor en sciences (BSc) en Sciences de la Terre d'une haute école universitaire suisse, ayant acquis cumulativement au moins : <ul style="list-style-type: none"> ○ 12 crédits ECTS de base en biologie ○ 12 crédits ECTS en chimie générale et organique ○ 6 crédits ECTS en base de mathématiques et/ou statistique • Les titulaires d'un Bachelor en sciences, orientation pluridisciplinaire en Sciences de la Nature de notre Université.
HSG	<p>Master of Arts in Strategy and International Management http://www.sim.unisg.ch/</p> <ul style="list-style-type: none"> • GMAT: As from the Fall Semester 2007/08 a GMAT score of 650 constitutes a standard minimum criterion for admission to the Master's Program in Strategy and International Management. The test result must not be older than five years. In individual cases, applicants whose native language is not German may, in line with the objectives of the course, be given an opportunity to be admitted with a lower GMAT score of 650. In any case the test may be not under the score of 600. This policy is called Variety Management and the idea is to strengthen cultural diversity at the University of St. Gallen. Applicants with degrees from the University of St. Gallen or another university whose core native language is German, however, will be subject to the minimum criterion without exception. • English proficiency: Students whose native tongue is not English and who apply for a place on an English-language Master's course shall provide evidence of proficiency in English as a foreign language at the levels of C2 (CEF). This evidence may be provided by means of an examination in English at Proficiency Level II at the University of St. Gallen or by means of another examination that corresponds to levels C2 (CEF). <p>External applicants need to provide further documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Curriculum vitae • Letter of motivation • Two letters of reference

HSG	<p>Master of Arts in Quantitative Economics and Finance http://www.miqef.unisg.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> • English proficiency: Students whose native tongue is not English and who apply for a place on an English-language Master's course shall provide evidence of proficiency in English as a foreign language at the levels of C2 (CEF). This evidence may be provided by means of an examination in English at Proficiency Level II at the University of St. Gallen or by means of another examination that corresponds to levels C2 (CEF). • Graduate Record Examination (GRE): Please be aware that the GRE test score is a vital deciding factor. The minimum score for an admission to be looked at is 700 in the quantitative section. The test result must not be older than two years. The GRE General Test measures critical thinking, analytical writing, verbal reasoning, and quantitative reasoning skills and is designed to provide some measure of your potential to perform in a graduate program. Thus it helps the Admission Committee to evaluate candidates in a uniform and standardized way. <p>External applicants need to provide further documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Curriculum vitae • Letter of motivation • Two letters of reference: The two letters of reference should not only provide significant information about your demonstrated leadership and management potential, but also about your soft skills such as the ability to work in a team.
UZH	<p>Master of Science in Computational Science www.ggd.unizh.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelor's degree in a Physical Science or Engineering discipline, or Mathematics or Computer Science, is a prerequisite for this program. • A short statement (up to 300 words) of your specific interests in Computational Science. <p>Specialised Master in Environmental Sciences http://www.unizh.ch/uwinst/index.php?site=teaching/master/master</p> <ul style="list-style-type: none"> • Studierende mit einem anerkannten Bachelorabschluss, ausreichenden naturwissenschaftlichen Grundlagenkenntnissen sowie Grundkenntnissen in Umweltwissenschaften • Die Überprüfung der Erfüllung der Anforderungen erfolgt auf der Grundlage der vorliegenden Bewerbungsunterlagen im Einzelgespräch. <p>Applications are reviewed by an admission committee composed of faculty members of the programme from the University of Zurich. Applicants will be assessed on the basis of their academic record and letters of recommendation. Short-listed candidates will be invited for an interview in Zurich. Please note that we cannot reimburse any expenses for travel or accommodation in Zurich.</p> <p>Master of Science in Medizinische Biologie http://www.degrees.uzh.ch/studiengang.php?CG_SAP_id=50319046&lang=de&SC_SAP_id=50017160</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zur Zulassung können sich Inhaberinnen und Inhaber eines eidgenössischen medizinischen oder veterinärmedizinischen Staatsexamens bei der interfakultären MD-PhD Kommission (IMPK) bewerben. • Mit der schriftlichen Bewerbung sind folgende Unterlagen einzureichen: <ul style="list-style-type: none"> ○ das Maturazeugnis, ○ sämtliche während des vorangegangenen Studiums erworbenen Prüfungsausweise, ○ die Medizinische Dissertation (sofern bereits absolviert), ○ das Arztdiplom, dessen Erteilung in der Regel nicht länger als drei Jahre zurückliegt, ○ sowie allfällige Arbeitszeugnisse. • Der Kommission ist ferner ein Vorschlag über einen Arbeitsort für die Masterarbeit vorzulegen. Damit dieser akzeptiert werden kann, muss das vorgeschlagene Institut oder Labor eine hochwertige Forschungsaktivität dokumentieren und eine umfassende Betreuung und Anleitung der Studierenden gewährleisten. • Die Kommission kann bei mangelnder Eignung des Arbeitsplatzes den Bewerberinnen und Bewerbern Alternativen empfehlen oder die Zulassung zum Masterstudiengang zurückweisen. • Das Studiendekanat der MNF entscheidet auf Antrag der Kommission endgültig über die Zulassung <p>Master of Science in Neural Systems and Computation / in Neuronale Systeme und Informationsverarbeitung http://www.degrees.uzh.ch/studiengang.php?CG_SAP_id=50372297&lang=de&SC_SAP_id=50017160</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss in Mathematik, Physik, Chemie, Informatik, Ingenieurwissenschaften oder Biologie. Als Zulassungsbedingung für alle Bewerber gilt ein persönliches Interview

<p style="text-align: center;">UZH + ETH Zürich</p>	<p>Master of Science in Computergestützte Biologie und Bioinformatik http://www.cbb.ethz.ch/</p> <p>ETHZ Studienreglement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sie besitzen ein Bachelor-Diplom im Umfang von mindestens 180 KP ECTS oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss oder Leistungsnachweis einer universitären Hochschule oder einer Schweizerischen Fachhochschule in einer für den Master-Studiengang CBB qualifizierenden Studienrichtung. Zu den qualifizierenden Studienrichtungen gehören insbesondere (in alphabetischer Reihenfolge): Angewandte Biowissenschaften, Biochemie, Biologie, Chemie, Chemieingenieurwissenschaften, Elektroingenieurwissenschaften, Informatik, Maschineningenieurwissenschaften, Materialwissenschaft, Mathematik, Mikrotechnik, Pharmazeutische Wissenschaften, Physik, Rechnergestützte Wissenschaften. • Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen muss ein entsprechender Nachweis erbracht werden. • Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden. • Der Bewerbung ist zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen: <ul style="list-style-type: none"> ○ ein persönliches, auf englisch verfasstes Bewerbungsschreiben, in welchem die Motivation und die Ziele für ein Master-Studium in CBB sowie drei Mentoren/Mentorinnen, nach Priorität geordnet, aufgeführt sein müssen; ○ ein Empfehlungsschreiben eines Professors/einer Professorin der Herkunftshochschule; ○ allenfalls weitere für die Beurteilung der Bewerbung relevante Dokumente • Der Zulassungsausschuss CBB prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium und formuliert zuhanden des/der Studiendelegierten einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen. • Der Rektor/die Rektorin entscheidet auf Antrag des/der Studiendelegierten über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen. <p>Précision sur la page web :</p> <ul style="list-style-type: none"> • English Level C1 <p>The proposed Masters program is a specialized program, since no Bachelor degrees in the field are issued by UZH or ETHZ. Hence, all admissions will be sur dossier.</p>
<p style="text-align: center;">UZH + ETH Zürich</p>	<p>Master of Science in Computergestützte Biologie und Bioinformatik http://www.bioc.uzh.ch/cbb/admission/UZH-admissions.html</p> <p>UZH:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelor in folgenden Disziplinen: Biologie, Chemie, Mathematik, Physik, Informatik, Elektroingenieurwesen und Informationstechnologie, sowie aus dem mechanischen, chemischen und "control" Ingenieurwesen. • sufficient knowledge of English to be able to follow the lectures • In addition to the completed application form, we require letters of recommendation from two scientists who are familiar with your previous academic work, and who can judge your potential as a Master student. <p>Applications are reviewed by an admissions committee composed of faculty members from both UZH and ETH. Short-listed candidates may be invited for interview in Zurich. Selection for admission is based on the committee's assessment of the student's ability to perform well in the programme.</p>
<p style="text-align: center;">EPFL</p>	<p>Master of Science en Management de la Technologie et Entrepreneuriat http://mte.epfl.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme ou Master d'ingénierie ou d'architecture ou un titre jugé équivalent. • L'admission au master en Management de la Technologie et Entrepreneuriat se fait sur dossier et préavis du programme MTE. L'analyse et la sélection des dossiers sont effectuées sur la base de critères qualitatifs, à savoir en tenant compte : <ul style="list-style-type: none"> ○ de la moyenne des notes, ○ des lettres de recommandation et ○ de la lettre de motivation du candidat.

ETH Zürich	<p>Master of Arts in Comparative and International Studies (MACIS) http://www.cis.ethz.ch/education/macis</p> <p>Studienreglement 2006:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einen Notendurchschnitt von 90% der Maximalnote der jeweiligen Notenskala (= Note 5.5 in der Schweiz) aufweisen oder zu den besten 20% des entsprechenden Studienjahrgangs der jeweiligen Hochschule gehören; und • Studienleistungen im Umfang von mindestens 12 KP ECTS in einer oder mehreren der folgenden sozialwissenschaftlichen Studienrichtungen aufweisen: Politikwissenschaft, Soziologie, Volkswirtschaftslehre. • Ausreichende Englischkenntnisse. Kandidatinnen und Kandidaten müssen einen der beiden folgenden Tests absolviert haben: „Test of English as a Foreign Language“ (TOEFL) oder „International English Language Testing System“ (IELTS). • Zwei Empfehlungsschreiben von verschiedenen Professorinnen/ Professoren • Persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium aufgeführt sein müssen. <p>Der Zulassungsausschuss CIS prüft die Kandidatinnen und Kandidaten auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium. Die Empfehlungsschreiben, das Bewerbungsschreiben, die Englischkenntnisse sowie allfällige weitere Dokumente werden in die Beurteilung miteinbezogen.</p> <p>Précisions sur la page web:</p> <ul style="list-style-type: none"> • English Level C2 <p>How we select? Fulfillment of the formal requirements does not guarantee admission to the program. MACIS students are selected based on competitive evaluation of their submitted application material.</p>
	<p>Master of Science in Applied Geophysics (ETH Zürich, TU Delft, RWTH Aachen) http://www.ethz.ch/prospectives/master/index?course_id=52</p> <p>Admission to the joint Master's programme may be granted by the Executive Committee to :</p> <ul style="list-style-type: none"> • applicants in possession of a Bachelors degree in appropriate subject areas (e.g. earth sciences, environmental sciences, physics, engineering) issued by one of the partner universities, • applicants who have received high-quality B.Sc. degrees (e.g. a minimum upper second-class honours in the U.K. type of system or a minimum grade-point average of 75% in other systems) in appropriate subject areas (e.g. earth sciences. environmental sciences, physics, engineering) from other top universities worldwide. • Applicants who are not in possession of a Bachelors degree in appropriate subject areas issued by one of the partner universities, but who are in possession of a confirmation of admission provided by one of the partner universities, are eligible for admission. • The language of instruction is English. All students are required to have sufficient proficiency in English to participate in classes taught in English.

Master of Science in Atmospheric and Climate Science

<http://www.rechtssammlung.ethz.ch/?document=3.1.2>

Studienreglement 2006:

- Bachelor-Diplom oder einen mindestens gleichwertigen Leistungsnachweis einer universitären Hochschule in einer für den MSc AC qualifizierenden Studienrichtung (Erd-, Umweltnatur- und Agrarwissenschaften)
- Nachweis über grundlegende und fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten in den Fachgebieten Mathematik, Chemie, Physik und Naturwissenschaftliche Systeme. Diese Kenntnisse, die in der Regel in den aufgeführten Studienrichtungen vermittelt werden, bilden ein minimales fachliches Anforderungsprofil.
- Das Anforderungsprofil basiert auf Kenntnissen und Fähigkeiten, die an der ETH Zürich u. a. in den Bachelor-Studiengängen Erdwissenschaften oder Umweltnaturwissenschaften vermittelt werden. Es umfasst insgesamt 71 KP, was einem Anteil von rund 40% der für das entsprechende Bachelor-Diplom erforderlichen Studienleistungen entspricht. Darin eingeschlossen ist auch die Vermittlung des entsprechenden methodischen wissenschaftlichen Denkens.

Das Anforderungsprofil gliedert sich in die folgenden drei Teile :

Teil 1 : Grundlagenfächer (55 KP) in Mathematik, Chemie und Physik, Naturwissenschaftliche Systeme.

Teil 2 : Systemorientierte Aufbaufächer (9 KP) in Atmosphärenphysik, Atmosphärenchemie, Klimasysteme, Wettersysteme, Numerische Methoden der Umweltpolitik

Teil 3 : Selbständige schriftliche Arbeit(en) (7 KP)

- Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem die persönliche Motivation für ein Master-Studium MSc AC an der ETH Zürich aufgeführt ist.
- Sofern verlangt, Nachweis über ausreichende Englischkenntnisse

Der Zulassungsausschuss des MSc AC prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium. Er kann als zusätzliche Beurteilungsgrundlage einen GRE Test verlangen.

Précisions sur la page web:

- English Level C1
- GRE Test recommended

Master of Science in Biomedizinischer Technik

<http://www.master-biomed.ethz.ch/>

Studienreglement 2005

- Bachelor-Diplom oder mindestens gleichwertiger Studienabschluss oder Leistungsnachweis einer universitären Hochschule oder einer Schweizerischen Fachhochschule in einer für den Master-Studiengang BMT qualifizierenden Studienrichtung (Ingenieurwissenschaften, Mathematik, Physik, Informatik, Naturwissenschaften).
- Nachweis über grundlegende und fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten. Diese Kenntnisse bilden ein minimales fachliches Anforderungsprofil, das für die Zulassung zu erfüllen ist.
- Das Anforderungsprofil basiert auf Kenntnissen und Fähigkeiten, wie sie an der ETH Zürich in einem Bachelor-Studiengang einer technischen Disziplin (Ingenieurwissenschaften, Mathematik, Physik, Informatik, Naturwissenschaften) vermittelt werden. Darin eingeschlossen ist auch die Vermittlung des entsprechenden methodischen wissenschaftlichen Denkens. Das Anforderungsprofil umfasst rund 110 KP, was einem Anteil von rund 60% der für den Erwerb eines entsprechenden Bachelor-Diploms erforderlichen Studienleistungen entspricht. Das Anforderungsprofil ist in folgende zwei Teile gegliedert:

Teil 1 umfasst rund 30 KP in grundlegende Kenntnisse der Fachgebiete Mathematik und Physik.

Teil 2 umfasst rund 80 KP in fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten auf technischen Gebieten (Ingenieurwissenschaften, Mathematik, Physik, Informatik, Naturwissenschaften).

- Nachweis über ausreichende Kenntnisse der Unterrichtssprache nach Art. 6 Abs. 1 [Englisch]
- Der Bewerbung sind zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen :
 - ein Empfehlungsschreiben eines Professors/einer Professorin der Herkunftshochschule;
 - ein persönliches Bewerbungsschreiben, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium aufgeführt sein müssen.

Der Zulassungsausschuss BMT prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium und formuliert zuhanden des/der Studiendelegierten des D-ITET einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich der anrechenbaren und noch zu erbringenden KP.

Précisions sur la page web:

- English Level C1
- All applicants are highly encouraged to submit GRE (Graduate Record Examination) general test scores.

Master in Mikro- und Nanosysteme

<http://www.micronano.ethz.ch/education/master>

Studienreglement 2006:

- Einen Bachelor- oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss bzw. Leistungsnachweis einer universitären Hochschule oder einer Fachhochschule in einer für den Master-Studiengang MNS qualifizierenden Studienrichtung (Maschinenbau, Informationstechnologie, Elektrotechnik).
- Nachweis über grundlegende und fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten in Maschinenbau (Maschinenbauingenieurwissenschaften) oder Informationstechnologie und Elektrotechnik. Diese Kenntnisse bilden ein minimales fachliches Anforderungsprofil.
- Das Anforderungsprofil basiert auf Kenntnissen und Fähigkeiten, die an der ETH Zürich in den Bachelor-Studiengängen Maschinenbauingenieurwissenschaften oder Elektrotechnik und Informationstechnologie vermittelt werden. Darin eingeschlossen ist auch die Vermittlung des entsprechenden methodischen wissenschaftlichen Denkens. Das Anforderungsprofil umfasst insgesamt 144 KP bzw. 80% der für den Erwerb eines entsprechenden Bachelor-Diploms erforderlichen Studienleistungen. Es gliedert sich in die folgenden zwei Teile :
Teil 1 umfasst 61 KP grundlegende Kenntnisse der Fachgebiete Mathematik, Physik und Ingenieurwissenschaften.
Teil 2 umfasst 83 KP fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten aus den Fachgebieten der Physik und der Ingenieurwissenschaften mit einem Schwerpunkt in einem oder mehreren der folgenden, beispielhaft aufgeführten Bereiche : Elektronische Bauelemente und Analoge Integrierte Schaltungen / Elektromagnetische Felder und Wellen / funktionale Materialien und Partikeltechnologie / Integrierte Systeme / Mechanik / Mechatronik / Mikrorobotik und Intelligente Systeme / Mikrosystemtechnik und Nanotechnologie / Nanophysik / Physikalische Chemie / Sensorik
- Nachweis über ausreichende Englischkenntnisse
- Persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem aufgeführt sein müssen :
 - die Motivation und die Ziele für das Master-Studium;
 - eine rangierte Auswahl von mindestens drei Tutoren/Tutorinnen mit den von diesen repräsentierten und vom Bewerber/von der Bewerberin bevorzugten Spezialgebieten;
 - die Namen von zwei Professoren/Professorinnen als Referenzen, die den Bewerber/die Bewerberin bezüglich fachlicher Kenntnisse und Fähigkeiten beurteilen können.

Der Zulassungsausschuss MNS prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium. Das Bewerbungsschreiben, die Englischkenntnisse, alle weiteren eingereichten Dokumente sowie allenfalls eingeholte Referenzen werden in die Beurteilung mit einbezogen.

Précisions sur la page web:

- English Level C1
- GRE Test recommended: General Test; Subject Test in Physics

Master of Science in Statistik

<http://stat.ethz.ch/teaching/master>

- Sie besitzen ein Bachelor-Diplom oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss einer universitären Hochschule oder einer Fachhochschule im Umfang von mindestens 180 KP ECTS, in dessen Rahmen grundlegende mathematische Kenntnisse erworben worden sind. Zu den für das Master-Studium in Statistik qualifizierenden Studienrichtungen¹⁵ gehören insbesondere (in alphabetischer Reihenfolge): Agrarwissenschaft, Angewandte Biowissenschaften, Bauingenieurwissenschaften, Bewegungswissenschaften und Sport, Biochemie, Biologie, Biotechnologie, Chemie, Chemieingenieurwissenschaften, Elektroingenieurwissenschaften (und Informationstechnologie), Erdwissenschaften, Geomatikingenieurwissenschaften, Informatik, Interdisziplinäre Naturwissenschaften, Lebensmittelwissenschaft, Kommunikationssysteme, Maschinenbauingenieurwissenschaften (und Verfahrenstechnik), Materialwissenschaft, Mathematik, Mikrotechnik, Pharmazeutische Wissenschaften, Physik, Rechnergestützte Wissenschaften, Umweltwissenschaften, Umweltingenieurwissenschaften
- Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen muss ein entsprechender Nachweis erbracht werden.
- Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden.
- Der Bewerbung ist zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen:
 - ein persönliches Bewerbungsschreiben, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium in Statistik aufgeführt sein müssen;
 - allenfalls weitere für die Beurteilung der Bewerbung relevante Dokumente.
- Der Zulassungsausschuss Statistik prüft die Bewerber und Bewerberinnen auf fachliche Vorbildung und Eignung für das Master-Studium und formuliert zuhanden des Rektors/der Rektorin einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich der anrechenbaren und noch zu erbringenden KP.
- Der Rektor/die Rektorin entscheidet auf Antrag des Zulassungsausschusses über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich der anrechenbaren und noch zu erbringenden KP.

Précisions sur la page web:

English Level C1

Master of Science in Medicinal and Industrial Pharmaceutical Sciences

http://www.chab.ethz.ch/lehre/pw_mips_msc/

- Um die Zulassung zum Master-Studiengang MIPS können sich Personen bewerben, die ein universitäres Bachelor-Diplom im Umfang von mindestens 180 KP ECTS oder einen mindestens gleichwertigen universitären Studienabschluss in einer für den Master-Studiengang MIPS qualifizierenden Studien-Richtung besitzen bzw. zum Zeitpunkt der Bewerbung in einer dieser Studienrichtungen eingeschrieben sind. Zu den qualifizierenden Studienrichtungen gehören insbesondere: Biologie, Biotechnologie, Chemie, Chemieingenieurwissenschaften, Lebensmittelwissenschaften, Pharmazeutische Wissenschaften
- Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen ist ein entsprechender Nachweis zu erbringen.
- Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden.
- Der Bewerbung sind zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen:
 - ein persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium in MIPS aufgeführt sein müssen;
 - ein Empfehlungsschreiben einer Professorin/eines Professors, die/der am Unterricht und/oder an der Betreuung der Bewerberin/des Bewerbers beteiligt war;
- Die zuständige Zulassungskommission prüft die Bewerberinnen und Bewerber auf fachliche Vorbildung und Eignung für das Master-Studium und formuliert einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.
- Die Rektorin/der Rektor entscheidet auf Antrag des D-CHAB über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.

Précisions sur la page web: English Level C1

General selection criteria

- The Master programme MIPS is reserved for students who have the intention to engage in a professional career in academia, industry, clinical research organizations or with regulatory authorities. Candidates must not only be able to demonstrate solid knowledge and competences in the most relevant subjects of the Bachelor study in Pharmaceutical Sciences, but also be able to define a career strategy. Candidates must also be able to highlight their scientific and technical aptitude. Candidates will be admitted on the basis of their application documentation, which must include: (i) lists of attended and successfully completed courses including the achieved marks in related examinations or performance assessments; (ii) a motivation letter outlining the particular interest and qualification for this programme; (iii) a recommendation letter of a Professor who was involved in a teaching or tutoring relationship with the student.

Master of Science in Energy Science and Technology

<http://www.master-energy.ethz.ch/>

- Sie besitzen ein Bachelor-Diplom im Umfang von mindestens 180 KP ECTS oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss einer universitären Hochschule oder einer Schweizerischen Fachhochschule in einer für den MEST qualifizierenden Studienrichtung. Zu den qualifizierenden Studienrichtungen gehören insbesondere: Elektroingenieurwissenschaften (und Informationstechnologie), Kommunikationssysteme, Maschineningenieurwissenschaften, Mikrotechnik, Physik, Mathematik, Bauingenieurwissenschaften, Umweltingenieurwissenschaften, Geomatikingenieurwissenschaften, Informatik
- Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen muss ein entsprechender Nachweis erbracht werden.
- Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden.
- Der Bewerbung ist zusätzlich zu den üblichen Dokumenten ein persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch beizulegen, in welchem aufgeführt sein müssen:
 - die Motivation und die Ziele für das Master-Studium;
 - eine nach Priorität geordnete Auswahl von mindestens drei Tutoren/ Tutorinnen;
 - die Namen von zwei Professoren/Professorinnen als Referenzen, die den Bewerber/die Bewerberin bezüglich fachlicher Kenntnisse und Fähigkeiten beurteilen können.
- Der Bewerbung können allfällige weitere für die Beurteilung der Bewerbung relevante Dokumente beigelegt werden.
- Der Zulassungsausschuss MEST prüft die Bewerber und Bewerberinnen auf fachliche Vorbildung und Eignung für das Master-Studium.
- Die Englischkenntnisse, das Bewerbungsschreiben, alle weiteren eingereichten Dokumente sowie allenfalls eingeholte Referenzen werden in die Beurteilung einbezogen.
- Der Zulassungsausschuss kann bei Bedarf die Meinung des designierten Tutors/der designierten Tutorin einholen.
- Nach Prüfung der Bewerbung formuliert der Zulassungsausschuss zuhanden des/der Studiendelegierten des D-ITET einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.
- Der Rektor/die Rektorin entscheidet auf Antrag des/der Studiendelegierten des D-ITET über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.
- **Précisions sur la page web:** English Level C1, GRE Test recommended

Suivi de l'introduction des cursus de Master Spécialisé

Suite aux deux précédents exercices de reporting, la CUS a demandé à la CRUS, en collaboration avec les universités, d'analyser et, si besoin est, de retravailler les conditions d'admission aux cursus de Master Spécialisé, de manière à ce qu'elles soient conformes aux Directives Bologne et à la Réglementation de la CRUS. Dans ce but, la Délégation Bologne de la CRUS a décidé, dans sa séance du 3 avril 2007, de mettre sur pied un groupe de travail sur les conditions d'admission aux cursus de Master Spécialisé.

Le groupe de travail a présenté son rapport au Réseau Bologne de la CRUS le 18 octobre 2007. Les travaux du groupe ont consisté en une analyse approfondie des conditions d'admission supplémentaires des cursus de Master Spécialisé offerts en 2006/07. Pour résumer brièvement les résultats l'on peut dire que le groupe de travail recommande que :

- les critères d'admission se portent prioritairement sur le contenu. Les exigences de contenu doivent être définies précisément et assorties en particulier d'indications sur les compétences et les connaissances requises (y compris leurs volumes en crédits ECTS) ;
- les critères de type formels tels que lettre de motivation ou de recommandation servent seulement de complément en cas de besoin ;
- l'information précise sur le processus et les conditions d'admission aux cursus soit mise à temps à disposition des candidat-e-s.

Le rapport final a été transmis aux universités en avril 2008.

Parallèlement aux travaux du groupe de travail, certaines universités ont élaboré un cadre spécifique interne ou ont analysé et modifié le statut de certains cursus de Master Spécialisé qui sont désormais offerts comme cursus de master sans condition d'admission supplémentaire. Les premiers résultats de ces démarches sont clairement visibles, puisque d'un total de 32 cursus de Master Spécialisé en 2006/07, on est passé à un total de 30 en 2007/08 et ceci par exemple grâce au travail de suivi et d'information mené à l'université de Genève.

Un certain nombre de cursus de Master Spécialisé sont encore en cours de planification, tout particulièrement à l'Université de Zurich. Le nombre des cursus de Master Spécialisé et leurs conditions d'admission supplémentaires devront donc continuer dans les prochaines années à faire l'objet d'une observation détaillée dans le cadre du monitoring de la réforme de Bologne (voir chap. 11.1). Le Réseau Bologne a de plus émis le vœu que les exemples de bonne pratique en matière de conditions d'admission aux cursus de Master Spécialisé soient à l'avenir récoltées et publiées.

3.3.4 Coopérations et « Joint Master Programmes »

Dans les tableaux ci-après figurent les programmes de master communs à plusieurs hautes écoles suisses, ainsi que les « Joint Master programmes » internationaux auxquels participent des universités suisses.

Six nouveaux masters communs et six nouveaux « Joint Master programmes » sont apparus par rapport à l'année passée.

Tableau 15 : Programmes de master conjoints des universités / hautes écoles

Coopérations	Programmes
BENEFRI (Bern – Neuchâtel – Fribourg)	Master of Science in Earth Sciences Master of Science in Computer Science
Bern – Berner Fachhochschule	Master of Science in Biomedical Engineering
Bern – Fribourg	Master of Arts in Slavic Languages and Literatures
Bern – Genève – Lausanne – Neuchâtel – USI – IDHEAP	Master of Public Management and Policy
Bern – ETHZ – SNF	Master of Science in Climate Sciences (SpM)
EPFL – ETHZ	Master of Science in Nuclear Engineering (dès 2008)
Genève – Basel	Maîtrise universitaire bilingue en droit Maîtrise universitaire bilingue en droit civil et pénal Maîtrise universitaire bilingue en droit de l'action publique Maîtrise universitaire bilingue en droit économique Maîtrise universitaire bilingue en droit international et européen
Genève – Lausanne – Neuchâtel (Triangle d'Azur)	Maîtrise universitaire ès Sciences en finance Maîtrise universitaire en théologie
Genève – Lausanne	Maîtrise universitaire ès Sciences en comptabilité, contrôle et finance Maîtrise universitaire ès Sciences en géologie Maîtrise universitaire ès Sciences d'ingénieur géologue
Lausanne – Zürich – USI – Basel – Hochschule für Gestaltung und Kunst Zürich – Haute école d'art et de design, Lausanne	Maîtrise universitaire ès Lettres en cinéma avec spécialisation „Théories et pratiques du cinéma“
Neuchâtel – Lausanne	Master of Science in Information Systems
Neuchâtel – Luzern	Master of Law (bilingue)
UZH – ETHZ	Bachelor of Science in Erdwissenschaften Master of Science in Erdwissenschaften (Geoscience) Master of Science in Computergestützte Biologie und Bioinformatik
UZH – CIS/ETHZ	Master of Arts in Comparative and International Studies

CIS: Center for Comparative and International Studies, Zurich

Tableau 16 : « Joint Master Programmes »

Université	Partenaires	Programmes
Basel	Albert-Ludwigs-Universität Freiburg i.Br./D Universität Robert Schuman in Strasbourg/F	EUCOR Masterstudium Rechtswissenschaft
	National University of Singapore	Masterstudium Infektionsbiologie/Epidemiologie
	FHNW, Freiburg i.Br., Strasbourg	Masterstudium Mehrsprachigkeit
ETHZ	TU Delft RWTH Aachen	Master of Science in Applied Geophysics
	Université de Savoie	Maîtrise universitaire en Droit français et suisse Maîtrise universitaire en Droit français et suisse et comparé de la consommation et de la concurrence
Lausanne	Nanyang Technological University, Singapore	Master of Arts in Strategy and International Management (SIM)
St. Gallen	Institut d'Etudes Politiques („Sciences Po“), Paris The Fletcher School, Tufts University, Medford, Boston	Master of Arts in International Affairs and Governance (MIA)
	ESADE – Universitat Ramon Llull, Barcelona; HEC Paris RSM Erasmus University, Rotterdam Università Commerciale Luigi Bocconi, Milano	Double Degree Agreement for Management Education in Europe (DAFME): Abkommen der fünf beteiligten Universitäten für Doppel-Abschlüsse in Wirtschaftswissenschaften (weitere Informationen unter: www.exchange.unisg.ch)
	Allianz von 17 Partneruniversitäten (Community of European Management Schools, CEMS), welche den Master in International Management anbieten.	CEMS and CEMS-Master of International Management (MIM)
	Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano	Master in Economics, Institutions and Public Policies
UZH	Nijmegen School of Management	MA (Wirtschaftswissenschaften)
	King's College London	Doppel-Master (Rechtswissenschaften)
	Universität Maastricht	Doppel-Master (Rechtswissenschaften)
	Universität Hong Kong	Doppel-Master (Rechtswissenschaften)

3.3.5 Durée des études dans le système d'études échelonné

Tant les universités et les étudiant-e-s, que les responsables au niveau politique accordent un grand intérêt à la durée des études dans le nouveau système. Selon les Directives Bologne de la CUS, le volume de tous les cursus de bachelor est fixé à 180 crédits ; en ce qui concerne les cursus de master, un volume de 90 ou 120 crédits est possible. En partant de la réflexion que la durée des études est aussi influencée par le volume (réglementaire) des cursus de master, la CUS a demandé en été 2007 à la CRUS de recenser le nombre de cursus de master à 90 crédits ECTS et ceux à 120 et de prendre position sur la question de la durée des études. La CRUS est cependant convaincue que la thématique de la durée des études nécessite une approche différente. Le volume réglementaire des cursus de master et/ou une comparaison de la part des cursus de master à 90 ou à 120 crédits en disent peu sur la durée effective des études, qui est ce qui nous intéresse ici. On ne peut en outre pas négliger dans la discussion sur la durée des études que le volume et la durée d'études de master offert par une université ne sont pas fixés arbitrairement, mais déterminés de manière à ce que les étudiant-e-s atteignent les compétences visées. Et ces dernières peuvent et doivent, dans un même domaine d'études, se différencier parfois tout à fait d'une université à l'autre.

Les informations actuellement disponibles (nombre de master à 90 et à 120 crédits, données de l'OFS sur la durée effective des études) sont discutées ci-après.

Volume des cursus de master

Conformément aux Directives Bologne de la CUS (art. 1 al. 1), les universités proposent des cursus de master d'un volume de 90 ou de 120 crédits ECTS. Le modèle habituel dans les autres pays est majoritairement celui du master à 120 crédits, selon le modèle « 3+2+3 »¹⁴. Dans les universités suisses, selon les indications fournies par celles-ci, ce sont les cursus de master à 90 crédits qui dominent : dans trois universités seulement (Berne, Lucerne, USI), la part des cursus de master à 120 crédits s'élève à plus de 75% des cursus de master offerts, dans deux universités (Lausanne, Neuchâtel) cette part s'élève à un peu moins de 50% et dans sept, elle est située entre 10 et 30% :

Tableau 17: Nombre de cursus de master à 90 et à 120 crédits

Université	90 crédits	120 crédits (%)	Université	90 crédits	120 crédits (%)
EPFL	12	6 (33)	UniL	14	12 (46)
ETHZ	26	8 (23)	UniLU	1	12 (92)
UniBS	20	7 (26)	UniNE	11	10 (48)
UniBE	13	47 (78)	HSG	9	1 (10)
UniFR	39	19 (32)	USI	3	18 (86)
UniGE	44	21 (32)	UZH	14	9 (39)

La majeure partie des cursus de master à 120 crédits se retrouve pour de bonnes raisons dans le secteur des sciences humaines et sociales (où des masters à 90 crédits sont il est vrai également courants). Dans ces disciplines, il a de tout temps été connu que la durée effective des études était élevée. L'achèvement des études dans la durée réglementaire était considéré comme pratiquement impossible. Le volume supérieur des études de master en sciences humaines et sociales découle, d'une part, de la grande importance traditionnellement accordée au travail de master, équivalant à au moins 30 et allant jusqu'à 60 crédits. D'autre part, de la combinaison de plusieurs programmes d'études (major/minor, branche principale/secondaire) qui est, dans ce domaine, pratiquement toujours le cas. En introduisant majoritairement des cursus de master à 120 crédits dans ce secteur, les universités

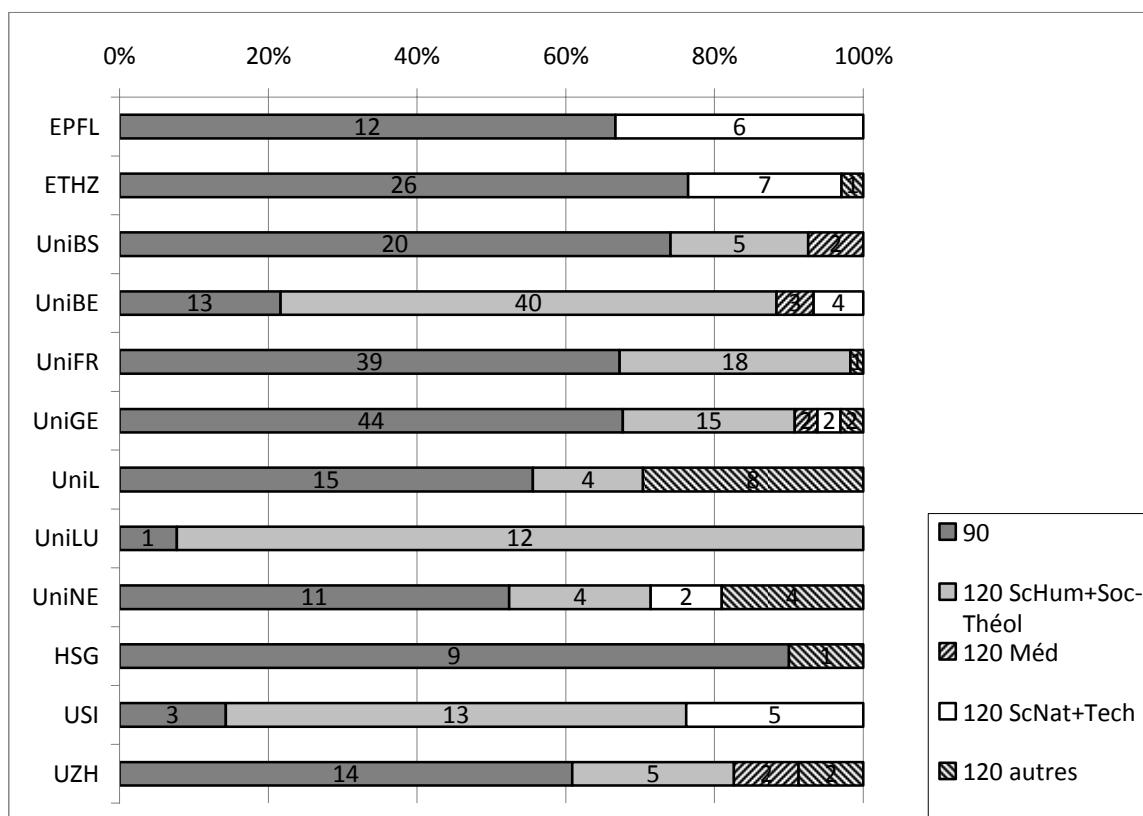
¹⁴ Le modèle « 4 + 1 », c'est-à-dire un bachelor de quatre ans (240 crédits) suivi par un master de un an (60 crédits) est aussi courant. Ainsi, 300 crédits ECTS ou cinq ans sont généralement prévus jusqu'à l'obtention d'un diplôme de master.

prennent mieux en compte la réalité.

En outre, il est habituel dans le secteur des sciences humaines et sociales de plusieurs universités de laisser la possibilité ouverte aux étudiant-e-s d'achever leurs études de master avec 90 ou 120 crédits ; c'est-à-dire que les étudiant-e-s décident après avoir acquis 90 crédits d'achever leurs études ou de les continuer jusqu'à 120 crédits. Le volume des études de master peut ainsi être déterminé par les étudiant-e-s.

Un autre groupe de cursus de master nécessite un volume de 120 crédits pour des raisons de pratique professionnelle. Cela concerne la médecine (180 crédits en médecine humaine), la psychologie, ainsi que la théologie. Dans les autres domaines, les cursus de master à 90 crédits prédominent.

Figure 4: Cursus de master à 90 et à 120 crédits par université et par domaine



Raisons d'être des cursus de master à 120 crédits

Du côté des universités, on cite une série de raisons – en dehors de celles mentionnées ci-dessus pour les sciences humaines et sociales – à la mise en place de masters à 120 crédits.

- En principe, le volume d'un cursus de master est déterminé par les exigences du profil de qualification que doivent remplir les diplômé-e-s. Les exigences ayant cours au niveau international entrent aussi en ligne de compte.
- Le travail de master joue depuis toujours un grand rôle dans les sciences humaines et sociales puisqu'une importance particulière est attribuée à la rédaction. Les travaux de master ont, en conséquence, dans ces branches d'études, un volume équivalent à au moins 30 crédits et pouvant aller jusqu'à 60.
- Dans beaucoup de cas (pas seulement en sciences humaines et sociales), le programme d'étude principal peut être complété par un minor/branche secondaire. Cela donne donc généralement un volume total de 120 crédits. Ce principe encourage une formation élargie des étudiant-e-s et augmente leurs possibilités d'accès au marché du travail.

- Avec des cursus de master fortement orientés vers l'interdisciplinarité, les cursus à 120 crédits sont fréquemment prévus en raison de l'étendue des études ainsi que de l'hétérogénéité des étudiant-e-s.
- Le plan d'études peut se distinguer par des particularités liées au profil développé par l'université, ce qui augmente la charge de travail pour l'étudiant-e, par ex. études bilingues avec un séjour dans une autre région linguistique, stages ou, dans le cas d'un programme « double degree », séjour obligatoire dans l'institution partenaire. Dans le cas de l'EPFL par exemple, les recommandations de l'accréditation OAQ/CTI poussent à intégrer un stage au niveau master dans les sciences techniques, ce qui a pour effet d'augmenter le volume d'études à 120 crédits (dès le semestre d'automne 2009).
- Des cursus de master plus courts (à 90 crédits) peuvent, en raison d'un contenu plus « concentré », entraver la fonction de « charnière d'orientation » que revêt le passage du bachelor au master. Le découplage en cursus de bachelor et de master, c'est-à-dire leur introduction en tant que cursus d'études à part entière et autonome, a en effet aussi comme conséquence, que la population estudiantine en master est plus hétérogène. Pour intégrer cet effet, par ailleurs souhaité, il faut qu'une marge de manœuvre suffisante existe.

Durée effective des études

L'OFS estime sur la base des données actuellement disponibles ¹⁵, qu'un-e « étudiant-e mettra environ 3,9 ans pour obtenir un bachelor et un peu plus de 2 ans pour le master ». Cette durée moyenne correspondrait plus ou moins à celle nécessaire à l'obtention de l'ancienne licence/diplôme. L'OFS fait toutefois remarquer qu'il faut traiter ces indications avec grande précaution, puisque, d'une part, des disparités importantes existent entre les différentes universités et les différents domaines d'études et que, d'autre part, les indications sur la durée des études de master ne sont pour l'instant pas fiables faute de recul suffisant. Le développement devra être attentivement suivi dans les années à venir.

Facteurs influençant la durée des études

La durée réglementaire des études ne dit pas grand-chose sur la durée effective des études jusqu'à l'obtention du diplôme. Il faut aussi se questionner sur les raisons du dépassement de la durée réglementaire des études, tout en tenant compte du fait que ce n'est pas toujours un phénomène indésirable :

- Une grande partie des étudiant-e-s font leurs études à temps partiel, soit parce qu'ils sont professionnellement actifs à côté de leurs études¹⁶, soit en raison d'obligations familiales ou autres. Cela conduit généralement à une prolongation de la durée des études. Dans la statistique actuelle par individu, ces personnes sont recensées comme étudiant-e-s à plein temps.
- Les possibilités qu'ont les universités d'entraver la tendance aux études à temps partiel restent limitées et ne sont en outre pas nécessairement souhaitées : la possibilité de pouvoir accomplir des études à temps partiel est explicitement revendiquée pour des raisons sociales – et pas seulement par les étudiant-e-s mais aussi par des politiques.
- La durée effective des études est moins déterminée par la durée formelle des études (par ex. master à 90 ou 120 crédits) que par l'organisation plus ou moins contraignante des études. Par exemple, pour les sciences humaines et sociales, il faudra examiner si, au cours des prochaines années, l'augmentation du suivi et de l'encadrement induit par la réforme de Bologne, conduira à un raccourcissement des études.

¹⁵ Office fédéral de la statistique. *Panorama des hautes écoles 2007. 5 thèmes stratégiques sous la loupe*. OFS : Neuchâtel, 2008. cf. particulièrement p. 19.

¹⁶ Office fédéral de la statistique. *Conditions de vie et d'études dans les hautes écoles suisses*. OFS : Neuchâtel, 2007.

Suite des travaux

La question de la durée des études sera approfondie dans les deux prochaines années dans le cadre du monitoring Bologne 2008–11. Les possibilités d'une analyse approfondie des données disponibles doivent être examinées avec l'OFS. D'un autre côté, il est prévu de creuser d'ici 2009 la thématique de la durée et de « l'étudiabilité » des études au sein du Réseau Bologne. Les résultats seront ensuite publiés par la CRUS sous une forme appropriée.

3.4 ECTS

Enquête ECTS 2007 : méthode et objectifs¹⁷

Fin 2007 des interviews sur l'état de mise en œuvre de l'ECTS ont été réalisées auprès de toutes les universités. Un enregistrement et un procès-verbal des entretiens ont été réalisés et ont ensuite été soumis pour correction aux personnes interviewées.

En raison de la diversité des universités suisses, les résultats présentés ne peuvent être interprétés que comme des tendances ou des règles générales et ne représentent pas nécessairement la situation particulière d'une institution.

Toutes les personnes interviewées ont reçu le même questionnaire, mais les questions, ayant été posées dans le cadre d'une discussion ouverte et semi-structurée, n'ont parfois pas reçues de réponse explicite.

Les buts de cette enquête sont de permettre des déclarations qualitatives sur l'état d'implémentation de l'ECTS dans les universités suisses, ainsi qu'une comparaison avec les Recommandations ECTS de la CRUS et les résultats de l'enquête similaire menée en 2003.

Le compte-rendu suivant reflète juste des tendances et est explicitement formulé de manière générale. Les exemples de bonne pratique sont basés sur la perspective emic des personnes interviewées.

Mise en œuvre de l'ECTS dans les universités : structure, information, conseil

La plupart des universités ont choisi une solution facultaire ou interfacultaire pour l'introduction de l'ECTS. Elles ont donc essayé de réaliser la mise en œuvre dans le cadre des structures existantes. Aussi, l'autonomie des facultés est-elle présentée dans les interviews comme un grand obstacle à la coordination de la mise en œuvre et à l'information de la communauté académique.

De manière générale, on peut dire que les universités se sont données de la peine pour développer des directives pour la mise en œuvre de l'ECTS. Certaines institutions sont allées plus loin en élaborant des documents complémentaires, comme par exemple des guides, FAQ, glossaires, instructions pour le calcul de la charge de travail. L'investissement dans ce domaine diffère fortement d'une université à l'autre.

Le renouvellement des règlements et des plans d'études ou même des curricula est bien avancé. Il est toutefois évident qu'un grand effort organisationnel reste à accomplir.

A côté des problèmes de coordination et d'information, la grande majorité des universités indiquent que la philosophie de l'ECTS n'a pas pénétré leur institution. La conception de l'ECTS comme simple système d'accumulation ou que l'ECTS égale crédits règne encore largement. On ne trouve dans aucune université une compréhension correcte généralisée de l'ECTS. Beaucoup d'institutions constatent que l'opposition initiale à l'ECTS est en train de disparaître, mais qu'existe désormais du côté des enseignant-e-s une idée de « valeur » conférée aux enseignements par le biais de la dotation en crédits.

¹⁷ Les résultats sont provisoires. Une version finale sera publiée sous forme de rapport indépendant courant 2008.

L'application de la philosophie de l'ECTS par les enseignant-e-s reste très limitée et exige donc une politique d'information intensive et étendue au sein de la communauté universitaire.

Bonnes pratiques:

- UZH (autonomie facultaire): Networking des services centraux avec des „multiplicateurs“ sensibilisés dans les facultés. Offre de formation continue (workshops etc.) afin d'attirer les enseignant-e-s et les responsables curriculaires.
- UniFR (Formulation des Learning Outcomes): descriptions de cours en ligne avec des champs de données séparés pour 1. la description du cours, 2. les acquis de formation, 3. la forme d'évaluation des acquis. Ainsi les enseignants sont poussés à formuler les acquis de formation indépendamment de la description du cours. On espère ainsi induire un changement global de façon de penser.

Développement curriculaire, crédits, acquis de formation

Les universités ont toujours de grands problèmes à mesurer la charge de travail des étudiant-e-s en fonction des acquis de formation définis et d'attribuer, sur cette base, les crédits à une unité d'apprentissage. Ces problèmes résultent de l'inexistence de lien entre acquis de formation et charge de travail de l'étudiant-e, c'est-à-dire de l'absence des mesures indispensables.

Le concept d'acquis de formations n'est pas encore très répandu. Les enseignant-e-s, qui sont en définitive responsables de la formulation des acquis de formation, ne disposent que de peu ou pas du tout de connaissances sur la « philosophie » de l'ECTS et sur la formulation des acquis de formation. Des tentatives pour améliorer cette situation existent. Dans ce contexte, l'autonomie facultaire est perçue comme un obstacle majeur à l'intégration efficace des enseignant-e-s dans le processus de réforme. A cela s'ajoute encore un problème de financement du renouvellement de l'enseignement au sein des instituts/départements.

Bonnes pratiques:

- EPFL: Une évaluation électronique a lieu à la 8^e semaine de cours de chaque semestre, qui comprend, entre autres, une question sur la possibilité d'atteindre les objectifs du cours. Les résultats sont accessibles aux enseignant-e-s, aux directions de départements et aux doyens.
- UniGE: L'Observatoire de la vie étudiante mène des enquêtes sur la charge de travail des étudiant-e-s.
- UZH: Suivi des modules obligatoires des études préparatoires (Einführungsstudium) avec entre autres, l'évaluation de la charge de travail des étudiant-e-s.

Modularisation, évaluation des acquis et flexibilité des études

Vu que dans une grande partie des institutions la formulation des acquis de formation et la mesure de la charge de travail de l'étudiant-e n'ont pas encore été entreprises, la représentation dominante de ce qu'est un module reste simpliste et ne correspond pas aux recommandations du ECTS Users' Guide. Différentes conceptions du module existent en parallèle, autant au niveau interuniversitaire qu'interfacultaire.

Les modes d'évaluation varient de la même manière : l'évaluation peut se faire par unité à l'intérieur d'un module ce qui permet une compensation entre les différentes unités à l'intérieur d'un même module ou l'évaluation se fait par module – tout particulièrement pour des « contenus obligatoires » – afin de ne permettre aucune compensation .

La majorité des universités connaissent des mécanismes de compensation de résultats insuffisants à l'intérieur d'un module. Il y a quelques exceptions (facultés) qui ne prévoient aucune compensation. La compensation n'est, en général, pas réglée de manière centralisée.

La réforme de Bologne a entraîné une augmentation visible du nombre des évaluations et de la charge organisationnelle et administrative. Cette augmentation et des ressources en personnel insuffisantes ont mené à l'introduction de formes alternatives d'évaluation.

La plupart des universités déclarent avoir rendu les cursus plus flexibles au niveau du contenu en proposant des options. La flexibilité quant à la durée est assurée en offrant la possibilité d'étudier à temps partiel. Un grand nombre d'universités constatent des difficultés de flexibilité au niveau bachelor en raison de la « densification » du contenu des cursus. À nouveau, le manque de ressources en personnel rend presque partout impossible l'introduction d'un rythme semestriel de l'offre de cours.

Transparence de l'information sur l'ECTS et les études

Les universités disposent d'un grand nombre de canaux d'informations avec différents contenus de diverses qualités. La gamme s'étend du simple flyer à des descriptions on-line des cursus avec mention des acquis de formation (corporate design).

Les étudiant-e-s, dans leur grande majorité, peuvent en tout temps accéder on-line à leurs données et au suivi de leurs parcours académique. Seules quelques universités ne sont pas encore en mesure d'offrir cette transparence. Deux tiers des universités disposent d'un système de gestion centralisé pour les données concernant l'ECTS, tandis que les autres institutions n'ont pas de solution informatique généralisée. Quelques-unes travaillent avec plusieurs systèmes (central versus facultaire) ou sont confrontées à l'intégration de divers systèmes parallèles dans un système central. Un tiers des universités utilise les données disponibles à des fins statistiques ou de pilotage.

Bonne pratique:

- ETHZ: Les étudiant-e-s de l'ETHZ ont un accès en ligne bilingue à leur suivi de cursus et à leurs relevés de notes. Leurs prestations d'études y sont divisées entre « acquises et dues ». Les étudiant-e-s peuvent s'inscrire aux examens dans le « Prüfungsüberblick » avec les mêmes applications. Pour les délais, il existe un système central d'alerte, qui avise les étudiant-e-s, qui peuvent alors même s'inscrire en retard.

Échelle de notes ECTS

L'échelle de notes ECTS n'est utilisée que dans une seule université suisse. Toutes les universités constatent que des problèmes sont liés à l'échelle, ce qui remet en cause sa pertinence. Ils existent diverses manières de convertir des notes obtenues à l'étranger. Certaines institutions vont, par principe, jusqu'à ne pas les prendre en compte du tout. La reconnaissance des crédits obtenus à l'étranger connaît, elle aussi, différentes procédures, qui en partie facilitent la mobilité, mais parfois ont tendance à l'empêcher (cela va de la reconnaissance totale à aucune reconnaissance dans certaines facultés).

Pour des informations complémentaires sur la **mobilité** voir chap. 3.5.

Assurance qualité et aperçu

Les universités ne prennent que peu à pas du tout en compte l'ECTS dans leur assurance qualité interne. Ceci est d'un côté dû à la mauvaise compréhension de l'ECTS, et de l'autre à la charge administrative qu'entraînerait une évaluation conséquente de l'utilisation de l'ECTS. Plusieurs universités ont déclaré avoir « évalué » l'ECTS en évaluant la compatibilité des réglementations avec l'ECTS. On n'aperçoit que peu d'initiatives pour intégrer l'évaluation de la qualité des processus de l'ECTS dans les mesures d'assurance qualité interne, comme recommandé par la CRUS.

Finalement, il reste à constater que les universités ne souhaitent pas d'actualisation des Recommandations ECTS, mais préfèrent plutôt des recommandations sur les acquis de formation ou même des recommandations générales sur Bologne. Un besoin de plus de coordination et de mentoring, par exemple sous forme de bonnes pratiques, se fait sentir partout.

Bilan provisoire de l'enquête

Le but de cette enquête ECTS n'est pas (et n'a jamais été) de livrer un rapport détaillé sur les différentes formes de mise en œuvre de l'ECTS avec tous les problèmes qui l'accompagnent. L'idée était plutôt de donner une impression de l'état général de la mise en œuvre et des problèmes d'ensemble qui apparaissent. Cette impression se base sur les expériences et les interviews des services centraux des universités. Elle est du reste confirmée par des entretiens avec des étudiant-e-s et des membres du corps enseignant.

L'évaluation des résultats de l'enquête n'est pas encore terminée. Il est pourtant déjà possible de déceler clairement les problématiques liées à l'utilisation de l'ECTS où des besoins se font sentir (mesure de la charge de travail de l'étudiant-e, flexibilité des études, charge administrative). La situation actuelle de la mise en œuvre de l'ECTS dans les universités suisses – un élément central de la réforme de Bologne – exige un degré de coordination plus élevé, un monitoring renforcé et une concertation plus fine entre les universités afin d'atteindre les objectifs de la réforme et du renouvellement de l'enseignement.

3.5 Mobilité

L'encouragement de la mobilité et la réduction des obstacles à la mobilité à tous les niveaux figurent parmi les buts principaux de la déclaration de Bologne. Comme souvent remarqué dans les discussions au niveau européen, Bologne ne conduit pas automatiquement à une croissance de la mobilité étudiante et peut même avoir un effet contraire.

C'est pourquoi, la CRUS a, en 2004 déjà, formulé dans ses recommandations des mesures possibles pour supprimer les obstacles à la mobilité et prise les premières mesures :

- élaboration d'un mémento sur les mesures de promotion de la mobilité à l'intention des universités
- harmonisation des périodes de cours
- réglementation des calendriers pour l'organisation des périodes de cours et des examens¹⁸

Il va de soi que les universités doivent prendre elles-mêmes des mesures spécifiques afin d'améliorer la mobilité, comme par exemple des cursus conjoints avec des hautes écoles à l'étranger (joint degrees), une flexibilisation des curricula dans les cursus de bachelor (fenêtre de mobilité, partie des cours à option), faciliter la reconnaissance de prestations d'études (Learning Agreements), soutien financier aux étudiant-e-s, etc.

Selon une enquête menée en hiver 2007/08¹⁹, deux tiers des universités utilisent régulièrement des Learning Agreement, alors que le reste n'en utilise que peu ou point. Seules quelques universités connaissent les fenêtres de mobilité. Toutes les universités n'ont pas une stratégie de mobilité pour toute l'institution. De plus, de grands obstacles à la mobilité sont visibles comme des contingentements ou des restrictions d'admission sous forme de moyennes de notes minimales.

De manière plus générale, les universités ne répondent pas de manière uniforme à la question de savoir si l'ECTS a facilité la mobilité. Quelques-unes considèrent qu'il est prématuré pour livrer des informations quantitatives, puisque le processus de mise en œuvre n'est pas achevé partout. Les quelques tendances qui se dessinent, font apparaître une image contrastée. Les universités constatant une augmentation de la mobilité voient surtout une **mobilité verticale** croissante au niveau master, y compris un nombre croissant de postulant-e-s externes. Une université constate même une augmentation de 100%, tandis

¹⁸ Réglementation de la CRUS concernant les délais pour les prestations d'études et les examens des 8/9 mars 2007 (cf. Recommandations Bologne chap. 7.3).

¹⁹ Pour plus de résultats cf. chap. 3.4.

qu'une autre remarque que l'année de mobilité qui était jusqu'alors en deuxième année se reporte au niveau master pour des raisons financières, organisationnelles et de dates. On constate par ailleurs que les exigences supplémentaires, que les titulaires de bachelor qui font de la mobilité verticale doivent remplir, posent un grand problème. D'un côté, les étudiant-e-s s'offusquent du volume de ces exigences et de l'autre, la détermination sur dossier d'exigences supplémentaires raisonnables et sans arbitraire représente un énorme défi.

Dans le cas de la mobilité **horizontale** on remarque une tendance au raccourcissement des séjours de deux à un semestre. Au moment de la mise en œuvre plusieurs universités ont constaté une baisse de cette mobilité de 20-25% attribuée aux incertitudes provoquées par le changement de système. Ceci laisse supposer que la baisse n'est qu'un phénomène passager. Il y a en effet aussi des signes indiquant une augmentation après cette phase de changement.

La mobilité à l'intérieur de la Suisse a, elle aussi, enregistré une baisse dans les trois dernières années (étudiant-e-s mobiles pour au moins 1 semestre en 2004/05 : 430 ; 2005/06 : 387 ; 2006/07 : 375). Cependant les étudiant-e-s mobiles dans des coopérations entre hautes écoles ne sont pas compris dans ces chiffres (cf. chap. 3.3.4. Coopérations et « Joint Master programmes »), mais il semble que leur nombre soit en train d'augmenter. L'université de Berne enregistre par exemple 207 étudiant-e-s IN et 201 étudiant-e-s OUT pour le semestre d'automne 2007/08 dans le cadre de la coopération BENEFR²⁰. L'université de Neuchâtel enregistre 129 étudiant-e-s IN et 37 étudiant-e-s OUT dans BENEFR. En tout, la mobilité suisse IN pour Neuchâtel concerne 288 étudiant-e-s. Les données à disposition pour l'université de Genève montrent une hausse de la mobilité dans les programmes offerts en commun avec d'autres universités.²¹

Les chiffres ERASMUS des trois dernières années relatifs aux étudiant-e-s des universités montrent une légère hausse (2004/05: IN 1628, OUT 1451; 2005/06: IN 1760, OUT 1594; 2006/07: IN 1744, OUT 1593), qu'il faut cependant relativiser puisque le nombre total d'étudiant-e-s est, lui aussi, chaque année en augmentation²². On s'attend néanmoins à une hausse significative de la mobilité ERASMUS pour l'année 2007/08. Il est cependant important de relever qu'en mobilité on constate une tendance au raccourcissement des séjours.

Les changements dans le domaine de la mobilité devront être soigneusement observés dans les années à venir. L'OFS récolte déjà des données sur la mobilité verticale. Pour la mobilité horizontale, les données actuellement disponibles ne couvrent pas l'entier du domaine suisse.

4. Doctorat

4.1 Le doctorat dans le processus de Bologne

Mentionné pour la première fois parmi les objectifs du processus de Bologne lors de la Conférence ministérielle de Berlin (2003), le doctorat constitue l'articulation entre l'Espace européen de l'enseignement supérieur et l'Espace européen de la recherche. Il procède ainsi à la fois du processus de Bologne dont il est considéré comme le 3^e cycle et de la stratégie de Lisbonne.

Le Communiqué de Bergen (2005) souligne l'importance de la recherche et de la formation à la recherche pour le maintien et l'amélioration de la qualité de l'Espace européen de l'enseignement supérieur ainsi que pour le renforcement de sa compétitivité et de son attrac-

²⁰ Les étudiant-e-s OUT quittent l'université observée ; les étudiant-e-s IN y arrivent.

²¹ Par exemple master en finance (universités de Genève-Lausanne-Neuchâtel) : étudiant-e-s mobiles en 2005: 13, 2006: 37, 2007: 38. Ou bien master en géologie (universités de Genève-Lausanne) : étudiant-e-s mobiles en 2004: 14, 2005: 31, 2006: 35, 2007: 31.

²² Le nombre global d'étudiant-e-s sur la même période augmente légèrement : 2004/05: 111'100; 2005/06: 112'309; 2006/07: 114'961.

tivité. Il considère à cette fin nécessaire d'aligner les qualifications du niveau doctoral, dont l'élément central est le développement de la connaissance par la recherche innovante, au cadre de qualification européen basé sur les « learning outcomes ». Il considère en outre que des programmes doctoraux structurés sont nécessaires, mais qu'il convient d'éviter leur sur-régulation. Le Communiqué de Londres (2007) a confirmé l'objectif de rapprocher l'Espace européen de l'enseignement supérieur et l'Espace européen de la recherche. Il reconnaît par ailleurs l'intérêt de développer une grande variété de programmes doctoraux en évitant l'excès de régulation. Il invite les universités à ancrer leurs programmes doctoraux dans leurs stratégies institutionnelles et l'EUA à soutenir les échanges d'expérience entre les universités.

4.2 Le doctorat en Suisse

Cette logique d'utiliser la création de programmes doctoraux pour améliorer la formation doctorale tout en préservant sa diversité et en évitant de la sur-réguler est aussi suivie dans les universités suisses. La CUS a octroyé des contributions liées à des projets pour le projet de coopération et d'innovation 2008–2011 « ProDoc », qui réunit dans un seul projet, commun au Fonds national suisse et à la CRUS, les actions prévues dans les planifications stratégiques 2008–2011 de ces deux organes pour soutenir le développement du doctorat. Il a pour objectif de soutenir des « Programmes doctoraux » (ProDocs) de qualité excellente, organisés autour d'une thématique définie et réalisés en collaboration entre au moins deux universités.

Reprenant largement la structure de Pro*Doc, financé par le Fonds national pendant la période précédente, le projet soutient des ProDocs pouvant provenir de toutes les disciplines scientifiques et comprenant un module de formation (activités de formation et administration) auquel sont rattachés des modules de recherche (salaire du doctorant et coûts de la recherche). Afin de garantir un meilleur alignement des ProDocs avec les stratégies des universités, le projet demande cependant que tous les modules de formation soient soutenus explicitement par le Recteur ou le Président de l'université du requérant principal. Il prévoit par ailleurs d'associer aux évaluations des modules de formation par le Fonds national des délégués de la CRUS, chargés de veiller notamment aux aspects institutionnels.

Comme le montre une analyse des règlements des universités, ces dernières ont entrepris ou sont sur le point d'entreprendre la réforme de leur doctorat. ProDoc est accompagné par un sous-projet « Guide de bonnes pratiques et recommandation » ayant pour but d'accompagner la réforme de la formation doctorale dans les universités suisses par l'élaboration de bonnes pratiques et de recommandations, en tenant compte de la diversité des disciplines et en participant au débat européen. Il contribuera ainsi à la réalisation des objectifs exprimés dans le Communiqué de Londres du 18 mai 2007.

Par ailleurs, la CRUS s'est exprimée sur le grade de doctorat en précisant, le 5 juillet 2007, que « les universités suisses délivrent un grade de doctorat unique, basé sur la recherche. Il confère le titre de Dr. [...], dont la traduction anglaise est PhD ». Cette décision a mis en évidence un effet secondaire de la réforme de Bologne. L'actuel titre de « dr. med. » est décerné pour des prestations d'études qui correspondent au nouveau Master of Medicine. Sur mandat de la CRUS, la Commission pour la médecine universitaire recherche des solutions pour repositionner ce titre dans le contexte de Bologne, tout en évitant de prétériter les médecins suisses par rapport à leurs collègues étrangers.

5. Assurance qualité

De Jacques Lanarès, vice-recteur de l'Université de Lausanne

Suite aux déclarations successives des ministres (Berlin 2003, Bergen 2005, London 2007), les questions d'assurance Qualité constituent une priorité toujours plus importante sur l'agenda des Hautes écoles, que ce soit au niveau national ou européen. Dans la période récente, l'espace européen de l'enseignement supérieur a introduit les standards européens (ESG) qui sont le fruit d'un partenariat entre l'ENQA (European National Quality Agencies), l'ESU (European Students' Union), l'EURASHE (European Association of Institutions of Higher Education) et l'EUA (European University Association). La collaboration entre quatre importantes associations représentatives des universités, des étudiants, des agences qualité et des HES a abouti à un standard qui constitue une base de référence au niveau européen et en particulier pour les pays signataires de la déclaration de Bologne. Parallèlement, on observe une évolution dans la logique d'évaluation externe. Alors que dans un premier temps de nombreux pays avaient recours à des accréditations essentiellement basées sur les programmes, actuellement plusieurs pays (par exemple la Grande-Bretagne, la Finlande, la Hollande) évoluent vers un accent sur l'audit Qualité afin de préserver la pertinence des démarches et réduire la bureaucratie.

Ces standards reflètent l'évolution des conceptions de l'assurance Qualité qui conçoivent davantage l'évaluation comme une occasion de développement que de contrôle et cherchent à faire de l'évaluation une démarche d'apprentissage.

Cette évolution s'accompagne de la dissémination de la notion de Culture Qualité. Largement mise en avant par l'association européenne des universités (EUA), la notion de culture qualité a été choisie pour transmettre la notion de qualité perçue comme valeur partagée et responsabilité collective de tous les membres de l'Institution, y compris les étudiants et le personnel administratif et technique. Au delà de la mise en place d'une méthodologie solide, cette approche vise donc l'appropriation individuelle des démarches Qualité. Dans la mesure où un certain nombre d'évidences suggèrent que la mise en place de mécanismes d'assurance Qualité n'aboutissent pas aux effets escomptés malgré un investissement important en temps, en énergie et en argent, cette évolution est très importante pour augmenter l'effet réel des mesures d'assurance Qualité. Cette dimension d'appropriation individuelle et institutionnelle est d'autant plus importante qu'il est maintenant admis qu'il ne peut y avoir de définition universelle de la Qualité ainsi que cela a été réaffirmé lors du dernier European Quality Assurance Forum (Rome 2007) où 500 spécialistes européens des questions de Qualité se sont rencontrés.

De façon très heureuse, la Suisse a su profiter des expériences européennes et a d'emblée mis l'accent sur l'audit Qualité (dès 2003) et la notion de Culture Qualité. L'audit Qualité s'appuie sur des standards élaborés en concertation entre l'OAQ et la CRUS et compatibles avec les ESG. En effet, la CRUS a créé en 2007 le Q-Netzwerk qui regroupe les douze vice-recteurs et vice-présidents des Hautes Ecoles en charge des questions de qualité, ainsi que les douze personnes responsables au plan opérationnel de ces démarches. Des discussions régulières ont permis un accord sur une approche et des standards de base qui tiennent compte des spécificités de l'enseignement supérieur suisse. 2008 est l'année de la réalisation des audits dans toutes les Hautes écoles et il sera important à la fin de cet exercice de l'évaluer de façon approfondie pour vérifier la pertinence des standards et méthodes.

Par ailleurs, le réseau créé est un espace d'échange de bonnes pratiques et de constitution d'une culture commune en matière de qualité pour l'enseignement supérieur. En ce sens le réseau est très important pour le développement de l'assurance Qualité en Suisse, dont le prochain défi porte sur l'accréditation institutionnelle. Il conviendra en effet de définir des conditions d'accréditation institutionnelle cohérentes avec l'approche d'audit. La procédure d'audit qualité telle qu'elle est pratiquée en Suisse peut déjà être considérée comme une procédure d'audit élargie dans la mesure où elle intègre une analyse poussée au niveau des

filières. Par conséquent, l'audit élargi actuel, non seulement est une base solide pour l'accréditation, mais il crée quasiment les conditions d'une accréditation institutionnelle.

J. Lanarès

6. Dimension sociale

Le processus de Bologne accorde une importance certaine à la dimension sociale. L'enseignement supérieur doit contribuer à la promotion de la cohésion sociale, à la réduction de l'inégalité et à l'élévation du niveau général de formation. Il doit contribuer à optimiser le potentiel des étudiant-e-s sur le plan de leur développement personnel et à une société de la connaissance durable et démocratique. Et il doit remplir l'aspiration sociétale que les étudiant-e-s, qui accèdent à l'enseignement supérieur, y font des études et les achèvent, reflètent la diversité de notre population. Les étudiant-e-s doivent pouvoir achever leurs études sans obstacles liés à leur origine sociale ou à leur condition économique, ce qui implique un encadrement convenables, des parcours de formation flexibles (pour accéder au domaine de l'enseignement supérieur et à l'intérieur de celui-ci), tout cela sur la base de l'égalité des chances (cf. Communiqué de Londres du 18 mai 2007, § 2.18).

Les questions liées à la dimension sociale sont reprises par la CRUS par le biais de plusieurs de ses instances. Seuls les travaux traités et lancés dans le cadre du Réseau Bologne (précédemment Direction de projet Bologne) de la CRUS sont évoqués dans les paragraphes suivants.

6.1 Monitoring des effets du système de Bologne sur l'égalité

La CRUS a décidé en 2006 de mettre en place un monitoring pour recenser les effets du système de Bologne sur l'égalité entre les femmes et les hommes durant les études et lors de l'accès au marché du travail. Ce contrôle (rapport périodique) doit être mené sur un rythme bisannuel. Le catalogue d'indicateurs, établi par le groupe de travail « Aspects de l'égalité des chances de la réforme de Bologne » et qui contient des informations centrales sur des aspects spécifiques de l'égalité, sert de base. Les données de ce monitoring sont recueillies par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

L'introduction de la réforme de Bologne n'a pas eu lieu au même moment dans toutes les hautes écoles. Cela signifie que certains indicateurs ne peuvent être pris en compte que successivement, en particulier pendant la phase de mise en œuvre. Les premiers relevés des indicateurs se feront en 2008. La situation des données sera largement meilleure pour le prochain rapport de 2010. Vu que les indicateurs ne doivent être relevés que tous les deux ans, il est judicieux de coordonner ce relevé avec les enquêtes sur les diplômé-e-s de l'OFS. Il est ainsi garanti que des informations actuelles soient toujours disponibles. En raison du processus de mise en œuvre graduel de Bologne, un décalage entre les dimensions que l'on souhaite obtenir (genre, domaine d'études, niveau d'études, etc.) et les données obtenues par le biais de l'enquête SIUS (étudiants et diplômés 2007) est prévu.

D'ici fin 2008, un premier rapport devrait être publié en commun par la conférence des recteurs de universités suisses (CRUS) et l'OFS. Ce rapport sera le premier à l'échelle européenne à répertorier les conséquences de la réforme de Bologne sur l'égalité. Des données sont certes partiellement disponibles, mais ne sont soit pas sexo-spécifiques, soit la mise en œuvre n'est pas suffisamment avancée pour que les résultats soient pertinents. Par conséquent, la publication doit être formatée pour une diffusion à l'échelle européenne, c.-à-d. être aussi disponible en anglais.

6.2 Gender Mainstreaming

La réforme de Bologne, en particulier la conception du contenu des nouveaux cursus d'études ainsi que la restructuration du déroulement des études, exige de prendre en compte les préoccupations sociales et tout particulièrement celle de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Des directives ou des prescriptions spécifiques visant l'encouragement de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes existent dans la moitié des universités. Dans deux autres universités des mesures sont prévues. Dans quatre des six universités mentionnées ci-dessus, la prise en considération de ces directives ou prescriptions est vérifiée par le bureau de l'égalité des chances de l'université. Deux universités ont édicté des directives générales visant l'égalité des chances. Une université a installé un monitoring sur l'égalité afin d'analyser le comportement des étudiant-e-s (aucun résultat tangible disponible pour l'instant). Une autre université est actuellement en train de réfléchir à un monitoring Bologne.

En 2006, une « check-list »²³, définissant les mesures pour prendre en considération l'égalité des chances lors de la mise en œuvre de la réforme de Bologne, a été transmise aux universités en tant que recommandation de la CRUS.

Quatre universités ont intégré cette check-list dans leurs travaux de réforme : que ce soit en mandatant les bureaux de l'égalité, en entamant la planification de cursus d'études à temps partiel ou en intégrant les aspects de genre et de l'égalité comme critères de qualité dans l'évaluation de Bologne.

Cinq n'ont pas pris en compte la check-list : deux d'entre elles prévoient de l'intégrer dans leurs travaux d'ici 2008 ou plus tard. Une université a diffusé les informations relatives à la check-list.

En 2006, la CRUS a décidé d'introduire un monitoring sur les aspects de l'égalité des chances dans la réforme de Bologne, lequel prévoit un indicateur sur la mobilité verticale lors du passage entre les niveaux d'études (premiers résultats disponibles en 2008 cf. chap. 6.1).

Dans deux universités, les conseillères et conseillers aux études ont été formés aux questions d'égalité. Dans une université, une séance d'information pour les conseillères et conseillers aux études a été organisée. Trois universités ont prévu des mesures dans cette direction.

6.3 Études à temps partiel

Il est fait remarquer tant dans les Directives Bologne de la CUS (Préambule) que dans les Recommandations Bologne de la CRUS (chap. 9.1) que les universités devraient rendre possible les études à temps partiel afin de garantir l'égalité des chances car trois étudiant-e-s sur quatre doivent être professionnellement actifs à côté de leurs études ou ont des obligations familiales.

L'Union des étudiant-e-s de Suisse (UNES) estime que les études à temps partiel ne sont aujourd'hui réalisables que sous certaines conditions – aussi en raison de règlements d'études stricts – et que cette thématique doit être plus discutée au niveau national. C'est pour cette raison que l'UNES a présenté une motion « Rendre possible les études à temps partiel » et a établi une liste de revendications, entre autres une meilleure coordination entre branches principales et secondaires, des enseignements donnés plusieurs fois et dans des plages horaires différentes ou l'introduction d'un statut particulier pour les étudiant-e-s à temps partiel.

La Délégation Bologne et le Réseau Bologne de la CRUS vont continuer la discussion avec les étudiant-e-s et prendront position sur la motion courant 2008.

²³ Disponible sur : www.bolognareform.ch → Bologne/ECTS en Suisse → Documents → Égalité des chances

7. La perspectives des étudiant-e-s

Les étudiant-e-s sont le plus grand groupe concerné par la réforme de Bologne. D'une part, il est nécessaire de les informer pleinement sur les nouvelles possibilités d'études. D'autre part, les expériences des étudiant-e-s avec les nouvelles structures et offres d'études doivent être considérées et intégrées dans les prochaines étapes de la réforme. Ces deux aspects sont évoqués dans les paragraphes suivants.

7.1 Information et conseils aux études

7.1.1 Le passage à Bologne vu par les personnes en charge du conseil aux études

Par Beatrice Keller, AGAB / ASOU (Association Suisse pour l'Orientation Universitaire)

Source : AGAB-Umfrage bei den Fachleuten für Studienberatung der Kantonalen Studien- und Laufbahnberatungsstellen, April 2008.

Phase d'études initiale, combinaisons de disciplines

Le système d'études, inclus les notions de bachelor / master / crédits ECTS, est entre-temps devenu familier à toute personne intéressée par des études. Les informations sur les cursus de bachelor sont en principe disponibles. Les informations sur les questions de détail (par ex. combien de crédits pour quel domaine ou discipline) sont rapidement accessibles sur www.orientation.ch, mais ne sont hélas pas encore complets sur les sites web des universités ou des instituts.

Le changement de système a des conséquences sur les questions des personnes intéressées par les études : les questions sur la planification et l'organisation des études, du style : « Quelles combinaisons de disciplines sont possibles, lesquelles ont du sens ? », ont augmenté. Ainsi que les questions relatives aux crédits ECTS et à l'organisation des études.

Les points suivants sont considérés comme problématiques:

- Beaucoup d'étudiant-e-s courent dans l'université armés de leur « plan à points » comme si c'était un régime et oublient ainsi de « savourer le repas ».
- Le système de crédits donne une fausse impression de sécurité à beaucoup d'étudiant-e-s. Ils s'imaginent sur une route avec un accès professionnel clairement réglé, alors que ce n'est le cas que pour très peu de cursus d'études.

- La structure de base des études est aujourd'hui semblable à l'échelle européenne, mais la diversification a augmenté. Un problème majeur est aussi la diversité des filières universitaires dans les différentes universités. Les personnes intéressées savent qu'il y a des bachelors et des masters, plus de structure et à la rigueur des examens propédeutiques. Il est impératif de montrer et d'expliquer que (en dehors des cursus à une seule branche) il y a dans chaque université différentes possibilités de combinaison et que la structure et le contenu d'un même cursus sont différents selon l'université et devraient être comparés. (Quelle discipline est offerte où et sous quelle forme: branche principale à 75, 90, 120 crédits ECTS et branche secondaire à 15, 30 et 60 crédits ECTS ? Quelles sont les exigences préalables en latin ? etc.). Les recherches sur ces questions sont difficiles et prennent du temps, mais peuvent permettre de trouver ce qui convient le mieux en fonction des besoins et des souhaits individuels.
- Les différentes notions telles que major et minor, domaine complémentaire, études de base nécessitent des explications et ne sont pas toujours utilisées de la même manière. L'objectif devrait être une harmonisation claire aussi bien des conditions que des notions.
- Les études sont aujourd'hui moins envisagées du point de vue « formation générale », idéal de formation (huma-

niste) que du point de vue « rentabilité ». Le but est devenu plus important que la manière d'y parvenir.

- Débuter des études au semestre de printemps n'est presque plus possible avec le nouveau modèle.
- Pour les hommes qui doivent effectuer le service militaire, une année intermédiaire est presque devenue inévitable.

Passages des études de bachelor à celles de master

Du point de vue des conseillères et des conseillers, une deuxième phase de choix d'études se profile. Beaucoup d'étudiant-e-s viennent demander conseil pour le choix du master et les personnes intéressées perçoivent fréquemment les études comme deux étapes distinctes. Par conséquent de nouvelles questions se posent lors de la planification des études:

- Comment organiser les études de bachelor ? Que dois-je étudier en master ? Dois-je faire le master dans une autre université ?
- Quel master est accessible avec quel bachelor ? Quelles sont les conditions ? (Les exigences supplémentaires, etc. peuvent être très différentes suivant le master visé.)
- Qu'existe-t-il comme cursus de master ? (par exemple: beaucoup de gymnasiens ne connaissent pas le master „Sustainable Development“ de l'université de Bâle et ne peuvent en conséquence pas choisir le « bon » bachelor.) Il y a des master avec possibilités d'approfondissement, des master spéciaux, différentes possibilités de combinaisons branche principale/ branche(s) secondaire(s) ou major/minor. Un aperçu est difficile et les notions se confondent : master de la formation de base (consécutif ou Master Spécialisé) et MAS. Lorsque les cursus de master sont encore en phase de planification ou viennent de débuter, les informations sont parfois rudimentaires ou cachées.
- Master consécutif versus Master Spécialisé: quelle conséquence pour l'entrée dans la vie active ?

- Quels cursus de bachelor sont très professionnalisant, avec lesquels est-il possible et réaliste d'accéder au marché de l'emploi ? (valeur ajoutée du master par rapport au bachelor sur le marché de l'emploi). Dans les sciences économiques, il est déjà clair qu'il existe un marché du travail et qu'il s'accroît.
- À quoi vont ressembler les parcours individuels de formation sur le long terme ? Quelles personnes reviennent à l'université pour un master et quelles possibilités existent avec les nouveaux MAS, DAS et CAS ?
- Le passage d'un bachelor HES à un master universitaire et vice-versa est peu clair. Pour le passage entre haute école spécialisée et université, il y a bien une liste de concordance CRUS-KFH-COHEP, mais la pratique en reste inconnue.

Changement d'études, mobilité, étranger

- Bologne n'a pas amené plus de clarté. Le système semble souvent compliqué aux intéressés. Il offre moins de liberté d'organisation, que ce soit concernant un changement d'études, ou la combinaison avec des tâches familiales ou un travail rémunéré.
- Bologne doit encourager la perméabilité et la mobilité. Beaucoup mettent en doute la réussite dans ce domaine. Même celui qui veut changer d'université, dans la même discipline, doit se battre pour la validation de ses acquis. L'évaluation du „bagage de formation“ peut aller jusqu'au niveau du cours. En dehors des cursus consécutifs, la décision se prend „sur dossier“. Ainsi, la mobilité n'est pas encouragée, ni les difficultés clairement exposées. La mobilité est devenue plus difficile pendant les études de bachelor, surtout dans les hautes écoles demandant un travail de bachelor.
- Les informations de la CRUS sur les études à l'étranger sont précieuses, mais manquent les informations sur le moment quand un semestre à l'étranger est raisonnable et possible.

Beaucoup d'informations erronées circulent encore dans les têtes des personnes intéressées : il est par exemple possible de passer de n'importe quel bachelor à n'importe quel master (par ex. des sciences de la communication à la psychologie), que les points de n'importe quelles études peuvent être validés pour n'importe quelles autres études même complètement différentes ou que les études ne durent plus que trois ans.

Abandons

Comme conséquence de la réforme on constate que les étudiant-e-s soit, abandonnent en première année soit, font le bachelor, puisque celui-ci est assuré avec deux ans d'études supplémentaires. Dans quelques cas, il a été possible de motiver des étudiant-e-s „enlisés“ dans l'ancien système de faire un bachelor et ainsi éviter qu'ils ne quittent l'université les mains vides. L'insécurité quant à leur capacité de réussite a toutefois augmenté chez les étudiant-e-s. Plus d'étudiant-e-s sont incertains quand au choix de leurs études pendant la première année d'études ou ont échoué à des examens, ils ont en conséquence recours aux services de conseil.

Bilan

Le défi le plus grand de Bologne est la comparabilité des études. L'offre d'études est devenue plus large, plus complexe et plus difficilement compréhensible. Il y fondamentalement plus de possibilités et, de surcroît, plus de possibilités de combinaisons. De la structure à deux cycles résulte un second choix d'études.

Le besoin en informations détaillées et comparables est donc primordial tant du côté des personnes intéressées par des études que du côté des conseillères et des conseillers. Le centre suisse de services pour formation professionnelle / orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO élabore et met à disposition avec les offices cantonaux d'orientation et conseil, en collaboration avec les hautes écoles, des informations on-line et imprimées (www.orientation.ch → formation ; Schweizer Studienführer ; dossiers d'informations sur tous les domaines d'études). La CRUS met à disposition une plateforme avec www.uni-programme.ch. Il est par conséquent souhaitable, que la collaboration entre la CRUS et le CSFO/ressort orientation soit intensifiée et optimisée, afin de pouvoir répondre aux besoins croissants d'informations des personnes intéressées.

B. Keller

7.1.2 Base de données « programmes d'études en Suisse »

Pour soutenir la coordination des admissions au master dans les universités suisses, la CRUS publie pour chaque branche d'études, les programmes de bachelor qui y sont rattachés et pour chaque programme de master, les branches d'études permettant d'y accéder. Ces indications doivent en outre rendre plus accessibles et transparentes pour les étudiant-e-s les informations relatives aux études. En conséquent les programmes d'études des universités suisses sont disponibles, depuis novembre 2007, dans une base de données sur www.uni-programme.ch.

À côté des programmes de bachelor et de master des universités suisses, la base de données contient aussi les programmes de Master Spécialisé, les doctorats, les Master of Advanced Studies (MAS) et les diplômes délivrés par les universités.

Les données sont basées sur les informations mises à disposition par les universités et sont mises à jour chaque année.

À l'aide de la base de données, il est par exemple possible d'identifier tous les programmes de master auxquels un certain diplôme de bachelor permet d'accéder sans condition préalable.

7.2 Perspectives étudiante sur le processus de Bologne

Par Rahel Imobersteg et Sarah Gerhard, VSS / UNES

Introduction

Les étudiant-e-s de Suisse étaient initialement sceptiques au sujet de la déclaration de Bologne: les avantages mentionnés, tels que l'amélioration de la mobilité, ont été il est vrai bien accueillis – mais la tendance à la scolarisation, à l'économisation de la formation et le risque d'une mise en place chaotique dans les très calmes institutions de formation, de même que le risque d'une réforme de façade, ont été combattus fortement.

Les craintes émises par les étudiant-e-s dans les années 2000 se sont aujourd'hui en grande partie avérées exactes – et ces problématiques ne sont plus seulement reconnues par les associations d'étudiant-e-s. Bologne n'a par exemple pas amélioré la mobilité jusqu'à maintenant – celle-ci a au contraire diminué. La publication „Bologna with Student Eyes“ de l'ESU, la European Students' Union, montre clairement que ces défauts ne sont pas seulement un problème suisse, mais font malheureusement partie du processus de Bologne dans toute l'Europe.

Une mise en œuvre rapide était et est encore la devise de la Suisse. En raison de la peur d'une perte de rang en comparaison internationale, la réalisation de la déclaration en un temps record a eu pour conséquence que les hautes écoles suisses ont été affublées, dans un processus top down, d'une nouvelle structure „Bologne“.

En réalité, la Suisse dispose de documents utiles: les Directives de Bologne et le commentaire s'y rapportant – qui sont là pour empêcher des erreurs fondamentales dans la mise en œuvre et les autres arrangements (avant tout les implémentations différentes): ainsi la transition entre BA et MA est réglementée, les branches d'études définies et l'emploi de l'ECTS de même que l'assurance qualité sont déterminés dans leurs principes de bases.

Mais il faut souligner des manquements fondamentaux du côté du „Student Centered Learning“, des „Learning Out-

comes“, de l'emploi adéquat de l'ECTS, en bref: l'introduction correcte de la déclaration de Bologne est encore très loin de la réalité. La mise en œuvre de Bologne nécessite du temps, de l'argent, beaucoup de personnel et encore plus d'explications – et même si la Suisse a quelque peu investi, tous ces éléments manquent dans les hautes écoles.

Les professeur-e-s et les assistant-e-s sont fatigué-e-s des réformes – il a fallu encore et toujours mettre en œuvre des adaptations des structures sans moyens suffisants. Il est aussi frustrant pour les étudiant-e-s que les plans d'études changent tous les deux semestres parce qu'il faut corriger des erreurs. Malgré cela, plusieurs des nouveaux programmes d'études doivent déjà être réformés – même s'ils sont construits sur deux cycles et conformément à l'ECTS.

Co-décision des étudiant-e-s

Actuellement, les étudiant-e-s ne sont officiellement pas autorisé-e-s à prendre part aux décisions au niveau national. Grâce au travail de nombreuses années, l'UNES s'est forgé le droit d'être prise en compte comme un partenaire professionnel par les organes et instances responsables du processus en question. Ce droit devrait assurément être inscrit quelque part car l'UNES ne peut continuellement l'exiger – on rencontre encore trop souvent des situations dans lesquelles les étudiant-e-s sont consulté-e-s trop tard, pas du tout ou alors après avoir dû insister plusieurs fois. Le droit à la co-décision n'existe que de façon marginale.

La peur des décideurs et décideuses politiques ne serait-ce que de proposer la co-décision des étudiant-e-s aux organes de politique de la formation et leurs dépositaires (représentant-e-s des professeur-e-s, du corps intermédiaire, des étudiant-e-s et des groupes d'intérêt) témoigne d'une myopie accablante et d'un manque effrayant de connaissance des dossiers. Quoiqu'il en soit, l'UNES ne doute pas que la politique suisse des hautes écoles évoluera dans les années à venir en rai-

son des discussions suscitées par la loi sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles.

En ce qui concerne la co-décision des étudiant-e-s, la Suisse est un pays „en voie de développement“ en comparaison européenne: la Grande Bretagne, la Scandinavie, l'Autriche ou la Slovénie entre autres sont des exemples positifs. La Finlande est un exemple important: toutes les commissions et les instances sont paritaires et la co-décision des étudiant-e-s y est devenue une évidence.

L'évaluation de la coordination Bologne de la CRUS par l'EUA n'indique rien de très surprenant sur la situation de la participation des étudiant-e-s en Suisse:

„Not only have choices sometimes been made that have created new obstacles and problems for students, but there also has been a general lack of partnership with students. The sample of students that the EUA team met during this visit, whether representatives of student associations or so-called “ordinary” students, were all extremely articulate with well-considered views of how things had been done, and what might have been done differently or better. Indeed, with such a display of intelligence, critical thinking, rational analysis and pragmatic problem-solving, they were a fine example of the high quality of education clearly being delivered through the system.

Assuming this sample of students to be representative of the high general quality of the student body, it is even more difficult from an external point of view to understand why more has not been done to include students systematically in discussion and implementation of reform. (...) The student complaint that resonated very strongly was that they had to make an effort continuously to participate in discussions where they feel their place at the table should be assured. These arguments were extremely convincing to the team, and attention to systematic student participation is therefore one of the recommendations that we consider particularly important for the future.

The relative absence of students as partners is a major weakness of implementation so far, and is holding back more successful initiative. Reforms should be designed to benefit students, and it is therefore logical that students should be encouraged to play a role as partners. “

Pour l'avenir de la loi sur l'espace des hautes écoles, l'UNES a pour but une co-décision dans les conférences des hautes écoles, à la conférence des recteurs, et au conseil d'accréditation.

Le fait que les étudiant-e-s ne puissent normalement pas se permettre très longtemps un travail de représentation dans les instances n'est pas une barrière à la co-décision. On peut y remédier de façon simple et censée avec des représentations multiples.

ECTS et mobilité

Bologne a été vendue aux étudiant-e-s comme un instrument pour faire progresser la mobilité. Les bases pour une mobilité fonctionnelle sont les suivantes: un système ECTS correctement introduit, des bourses de mobilité suffisantes et une politique flexible de validation. Il est peu étonnant que la mobilité n'ait pas augmenté et ait même diminué malgré les efforts déployés jusqu'ici puisqu'il subsiste de graves manques dans ces trois domaines.

Les associations d'étudiant-e-s constatent en général une compréhension lacunaire voire erronée du système et une augmentation de la charge de travail des étudiant-e-s en raison d'une multiplication règlementée des examens. Les différentes pratiques concernant l'octroi de points basées sur des décisions isolées et une pondération individuelle des examens par les hautes écoles conduit actuellement à plus de confusion que nécessaire pour l'unification et l'allègement qui devrait découler de la mobilité.

L'ECTS représentent un changement de paradigme dans la définition de l'enseignement: l'organisation de l'enseignement et les filières d'études ne seront plus définies en fonction du contenu des enseignement mais des Learning Outcomes. Un cours ne doit donc plus être conceptualisé et défini en fonction de son contenu, mais sera construit sur la base des objectifs d'apprentissage. Le renouvellement de l'enseignement sur la base de cet apprentissage centré sur l'étudiant-e n'a jusqu'à présent pas vraiment progressé en Suisse.

En conséquence, il n'est pas très étonnant que les discussions sur un cadre national de qualification avancent avec peine: au bout du compte, il est extrêmement difficile de formuler des cadres de compétences abstraits pour le Bachelor,

le Master et le Doctorat lorsque l'application concrète dans les filières d'études existantes n'a pas encore eu lieu.

Pour qu'un-e étudiant-e puisse effectuer sa charge de travail et obtenir les crédits ECTS s'y rapportant, l'encadrement par les enseignant-e-s ne doit pas seulement permettre de récolter des points en s'appliquant, mais doit être adaptée à la charge de travail par crédit. Sinon, la répartition entre les „filières de masses“ et les „filières d'excellence“ suivra de façon indirecte- s'il faut répartir beaucoup de points afin de récolter de l'argent et assumer en même temps la volonté de se profiler (inter)nationalement comme une excellente institution, il n'y a pas d'autre option.

L'utilisation statistique des points ECTS ne permet que de se faire une idée de l'acquisition des connaissances des étudiant-e-s ce qui n'a pas forcément de lien avec l'évaluation des enseignements de la haute école. Si les points ECTS sont utilisés comme indicateurs pour le modèle de financement des hautes écoles, cela incitera les hautes écoles à distribuer aux étudiant-e-s le plus possible d'ECTS et à moindre frais. Ceci peut conduire à des effets collatéraux indésirés, à savoir que sur des bases financières, les points ne soient refusés que dans des cas graves et que la qualité de l'enseignement plonge. Sur cette base, le système des hautes écoles suisse pourrait devenir une machine de certification vide de sens.

Afin d'établir des incitations pour un enseignement de haute qualité, il faut examiner l'introduction de teaching points. Ces teaching points devraient permettre pour l'évaluation de l'enseignement la même chose que les points ECTS pour l'évaluation de l'apprentissage: une quantification de la dépense moyenne qui doit être faite pour atteindre le but fixé de façon efficace. Un tel indicateur devrait bien sûr prendre en compte dans une juste mesure la dépense personnelle et la recherche nécessaire à un bon enseignement, l'offre de cours, les différentes formes d'apprentissage (cours, séminaires, exercices, travaux pratiques etc.) et l'encadrement.

Dimension sociale

En Suisse, la dimension sociale de Bologne a été jusqu'à maintenant exclusivement limitée à l'égalité des sexes (cf. chapitre 6), et même ces efforts n'ont eu jusqu'à présent que peu de conséquences visibles.

En même temps, tous les autres domaines de la dimension sociale ont été impunément mis de côté: les bourses, les études à temps partiel, en ayant des enfants, dans un contexte de migration, avec un handicap, les passerelles, etc.

Un système de bourses fonctionnel est une condition préalable à l'égalité des chances car cela permet l'accès à la formation et le rééquilibrage des inégalités sociales et surtout financières dans la société. Ceci constitue la pierre d'achoppement du but social inscrit dans la Constitution fédérale selon lequel les êtres humains doivent pouvoir se former en fonction de leur capacités et de leurs intérêts (Cst, art. 41, al. 1) et de la volonté également inscrite dans la Constitution de favoriser l'égalité des chances dans la population (Cst, art. 2, al. 3).

Dans les faits, l'égalité des chances dans le domaine de la formation signifie qu'il soit possible à tou-te-s de choisir la formation qui corresponde le mieux à ses capacités et à ses intérêts sans tenir compte de son origine sociale et de la situation financière de la personne elle-même ou de sa famille. De plus, une véritable égalité des chances constitue selon les standards internationaux un indicateur de qualité des hautes écoles et donc un facteur ayant une influence non négligeable sur la qualité de l'ensemble du paysage suisse des hautes écoles.

Le système actuel des bourses ne permet de loin pas de satisfaire l'exigence décrite ci-dessus. Cela met en avant trois problèmes principaux pour les étudiant-e-s pour lesquels une amélioration significative est urgente: le retrait sur le long terme des financements publics dans le domaine de l'aide à la formation tertiaire, la responsabilité des cantons pour les bourses et le remplacement des bourses par des prêts. Ces trois problématiques mettent en danger le droit à la formation,

limitent l'égalité des chances et conduisent sur le long terme à un manque de main-d'œuvre hautement qualifiée pour le marché du travail helvétique.

En 2005, la CRUS a adopté une checkliste prenant en compte les différents aspects de l'égalité des chances dans le cadre de la mise en œuvre de Bologne devant servir de recommandations pour les universités. On y trouve formulé le but suivant: „des structures d'études flexibles permettent des études à temps partiel sans inconvénient majeur.“ Début 2008, dans le cadre de la discussion sur une motion de l'UNES concernant les études à temps partiel, le plenum de la CRUS a fait valoir l'avis que l'organisation des études fait partie de la sphère d'autonomie des hautes écoles et donc que les mesures à ce sujet ne pouvaient avoir un caractère contraignant. Ceci bien que plus de 77 % des étudiant-e-s en Suisse mènent une activité lucrative pendant leurs études et que plus de la moitié de ces étudiant-e-s soient dépendant-e-s de l'argent ainsi gagné pour subvenir à leurs besoins de base.

La sélection précoce dans le système de formation suisse signifie (en lien direct avec le life long learning et afin de garantir le postulat d'égalité des chances) une possibilité élevée de passage entre les deux volets de la formation tertiaire. C'est pourquoi l'unification prévue par les conférences des recteurs-trices concernant les passages entre les différents types de hautes écoles a sur le fond été accueillie positivement par les étudiant-e-s. Cependant, les obligations moyennes fixées par la liste de concordance sont trop élevées. Les prestations supplémentaires pouvant atteindre 60 crédits, même si l'orientation des études reste la même, rendent peu attractif le changement entre types de hautes écoles et laisse entendre qu'un tel changement n'est pas souhaité du point de vue des hautes écoles.

Assurance qualité et accréditation

Il va de soi qu'une formation de haute qualité est dans l'intérêt des étudiant-e-s. Mais qu'est-ce qu'une „formation de haute qualité“? La discussion sur cette question

de fond n'a malheureusement pas encore eu lieu dans les hautes écoles suisses. Il s'agit cependant de la question de départ pour la définition des buts de l'assurance qualité et son développement. L'assurance qualité interne court dès lors le danger de devenir un rituel vide de contenu. Cette discussion doit absolument être menée dans les années à venir en considérant les étudiant-e-s comme des partenaires à part entière. Sinon des formules telles que l'efficacité, l'effectivité et l'excellence développeront une pertinence auto-proclamée et dangereuse qui ne peut être profitable à la qualité des hautes écoles suisses.

En ce qui concerne l'assurance qualité externe au contraire, des progrès réjouissants ont été réalisés au cours des années passées: l'Organe pour l'accréditation et l'assurance qualité des hautes écoles suisses (OAQ) et l'UNES ont signé en novembre 2006 un accord qui rend possible une étroite coopération de même que la préparation et la participation des étudiant-e-s aux procédures d'accréditations. Dans ce but, l'UNES construit et administre un pool dans lequel des représentant-e-s des étudiant-e-s de toutes les filières sont préparé-e-s et peuvent être recruté-e-s pour l'accréditation d'une haute école ou d'un programme. En ce moment se déroulent les audits de qualité dans les hautes écoles universitaires – pour la première fois avec une représentation égalitaire des étudiant-e-s dans le panel des expert-e-s.

Bilan et perspectives

Il y a longtemps déjà que les étudiant-e-s ont attiré l'attention sur les dangers possibles et les zones de problèmes de la mise en œuvre de Bologne. La non-représentation des étudiant-e-s dans les instances compétentes a eu pour conséquence que ces avertissements n'ont pas été pris au sérieux de façon adéquate. Il est lamentable que des générations d'étudiant-e-s doivent maintenant souffrir des maladies d'enfance du système.

Il reste à espérer que, grâce à l'assurance qualité, non seulement la participation des étudiant-e-s sera améliorée, mais aussi que les erreurs et les défauts dans la

mise en œuvre de Bologne pourront être corrigés.

Finalement il faut souligner que la mise en œuvre de la déclaration de Bologne en Suisse souffre encore de graves manques du point de vue des étudiant-e-s. Il

existe encore des problèmes importants, en particulier dans les domaines de la co-décision des étudiant-e-s, de l'ECTS et de la mobilité, de la dimension sociale et de l'assurance qualité.

R. Imobersteg und S. Gerhard

7.3 Enquête nationale auprès des étudiant-e-s

Au printemps 2008, les associations faïtières des étudiant-e-s UNES et AES, la CRUS et l'Observatoire de la vie étudiante de l'université de Genève ont mené une enquête nationale auprès des étudiant-e-s sur le système d'études échelonné. Ils ont pour cela bénéficié d'un large soutien de la part des universités.

L'objectif de l'enquête était de relever les expériences (bonnes et moins bonnes) des étudiant-e-s en cursus de bachelor ou de master, et ainsi de pouvoir fournir une base empirique solide pour les discussions sur les possibles améliorations des conditions d'études. Les domaines suivants ont été couverts :

- organisation et structure des études,
- informations et conseils,
- mobilité horizontale et verticale,
- communication des compétences et de leur évaluation,
- charge de travail des études.

Pour l'enquête, un échantillon représentatif de 15 à 25% (suivant la population globale de l'université) de tous les étudiant-e-s de bachelor et de master a été choisi. Au total ce sont 11'268 étudiant-e-s qui ont été contactés par écrit. L'enquête elle-même a été menée on-line entre le 3 mars et le 7 avril. Le taux de réponse moyen a atteint 42%, alors que les taux de réponse par université sont compris entre 30% et 49%.

Les résultats de l'enquête, présentés à la 6^e session nationale sur Bologne de la CRUS le 4 septembre 2008, seront par la suite publiés.

8. Projets en collaboration avec les hautes écoles spécialisées et pédagogiques

Les universités, les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques collaborent dans maints projets. Elles ont donc aujourd'hui déjà réalisé le « domaine suisse des hautes écoles ».

À côté de programmes d'étude communs (par ex. Master of Arts in Mehrsprachigkeit de UniBS et de FHNW), des positions, décisions ou conventions sont préparées dans l'instance commune, le Comité directeur des conférences des recteurs des hautes écoles suisses, et une série de projets est menée en collaboration (Fachdidaktik, cadre de qualifications, utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques). Il est décidé au cas par cas et après concertation à quelle conférence incombe la compétence ou la gestion d'un projet.

8.1 Perméabilité entre les types de haute école

Conformément à l'objectif général de favoriser la perméabilité du domaine de l'enseignement supérieur, le passage direct d'études de bachelor dans une haute école spécialisée ou dans une haute école pédagogique à des études de master dans une université (et réciproquement) doit être possible. De tels changements de type de haute école deviendront réalité en été 2008, moment où les premières cohortes d'étudiant-e-s des hautes écoles spécialisées recevront leur diplôme de bachelor et que les premiers cursus de master offerts par les hautes écoles spécialisées débiteront. Les conférences des recteurs des universités (CRUS), des hautes écoles spécialisées (KFH) et des hautes écoles pédagogiques (COHEP) s'y sont préparées puisque le 5 novembre 2007, elles ont conclu un accord sur la « perméabilité entre les types de hautes écoles », qui fixe les principes de base de ce passage et en règle les modalités.

Cela garantit notamment que les prestations d'études accomplies au préalable seront validées dans le nouveau cursus et que les différences sur le plan des connaissances ou des compétences ne conduisent pas toutes à des exigences supplémentaires pour les études de master. En effet, une certaine responsabilité doit pouvoir être laissée aux étudiant-e-s eux-mêmes. Des cursus de bachelor dans des types différents de haute école même si dans une orientation disciplinaire correspondante ne permettent pas d'acquérir exactement les mêmes connaissances et compétences. Par conséquent des prestations supplémentaires spécifiques doivent être accomplies – dans toutes les disciplines – lors d'un changement de type de haute école. Si leur volume ne dépasse pas 60 crédits ECTS (ce qui correspond à un an d'études à plein temps), les étudiant-e-s sont acceptés directement en études de master.

En annexe de la convention, 36 possibilités existantes de passage sont recensées dans la liste de concordance. L'actuelle liste de concordance doit être considérée comme une version liminaire. Les conférences des recteurs ont établi ce document initial selon une approche pragmatique, afin de pouvoir informer le plus rapidement et clairement possible tous les intéressé-e-s. Pendant la phase initiale, la liste de concordance sera analysée à de courts intervalles et, d'entente entre les trois conférences des recteurs et sur la base des propositions formulées par les hautes écoles, sera actualisée conformément aux offres d'études les plus récentes.

Tous les passages recensés dans la liste de concordance sont possibles dans les deux sens, pour autant que les deux types de haute école proposent une offre correspondante. Cela reflète le fait que les trois types de hautes écoles sont équivalents. Ils n'en diffèrent pas moins les uns des autres en termes d'objectif et de contenu de formation, et, de ce fait, le passage de l'un à l'autre ne peut pas avoir lieu sans exigences préalables. Celles-ci doivent être si possible remplies au début des études de master, lorsqu'elles portent sur l'acquisition d'un savoir-faire indispensable à la suite de la formation.

La CRUS, la KFH et la COHEP assureront ensemble le suivi de la mise en œuvre de la convention et observeront la validité de la liste de concordance. Puisque les premiers passages de titulaires de bachelor d'autres types de haute école sont possibles à partir de l'automne 2008, les premières impressions qualitatives globales sur les passages pourront être rassemblées d'ici 2010. Des données quantitatives et des discussions approfondies sont prévues dans les années qui suivront. L'évaluation sera conçue et menée en priorité par le Délégation Bologne et le Réseau Bologne (avec des consultations régulières de la Commission d'admission et d'équivalences).

Le 6 décembre 2007, la Conférence universitaire suisse (CUS) et le Conseil des hautes écoles spécialisées ont approuvé cette convention et sa liste de concordance. La CUS va compléter ses Directives Bologne dans le sens de la convention courant 2008.

La convention et la liste de concordance sont disponibles sur www.crus.ch, www.kfh.ch et www.cohep.ch.

8.2 Cadre national de qualifications pour le domaine des hautes écoles suisses (nqf.ch-HS)

Actuellement chaque pays signataire de Bologne conçoit un cadre national de qualifications, qui a comme objectif de permettre, à l'aide de critères communs, une vue d'ensemble d'un système de formation national. Selon le vœu des ministres de l'éducation, ces cadres nationaux de qualifications devront être au plus tard achevés en 2010. En Suisse, le SER a chargé la CRUS de réaliser ce projet en coopération avec la KFH, la COHEP et l'OAQ. La direction du projet incombe à Hans Peter Müller, recteur de la PH Bern. Les principales étapes du projet ont été jusqu'à maintenant les entretiens avec divers groupes d'intérêt (directions des hautes écoles, enseignant-e-s, expert-e-s Bologne, étudiant-e-s, assurance qualité, monde du travail) et la session nationale du 29 janvier 2008, au cours de laquelle une première version du nqf.ch-HS a été discutée avec les représentant-e-s des hautes écoles.

Il est prévu d'élaborer un seul cadre de qualifications²⁴ commun à tous les types de hautes écoles suisses, qui s'appliquerait à toutes les hautes écoles suisses reconnues et qui comprendrait les niveaux bachelor, master, doctorat et formation continue. Pour chaque niveau de qualification, le niveau à atteindre par les étudiant-e-s sera défini à l'aide de descripteurs. En outre des aspects formels (crédits ECTS, liste des titres, conditions d'admission, conditions de passage entre types de haute école) seront incorporés et le rapport avec l'assurance qualité externe défini. La manière pour prendre suffisamment en compte les différents profils des offres des différents types de haute école dans le cadre de cette vue d'ensemble nationale n'est pour l'instant pas encore complètement claire.

La prochaine étape sera une vaste consultation sur le nqf.ch-HS mi-2008.

8.3 Utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques

Dès le rapport de 2003 du groupe de travail « système d'indicateurs » (GT Buschor) l'utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques a été demandée afin de compléter le système d'information universitaire suisse (SIUS). Sur mandat de la CUS, un groupe de travail de la CRUS avait, dès mi-2004, élaboré des propositions concrètes pour l'introduction d'indicateurs basés sur les crédits ECTS. Sur la base de ces travaux préliminaires, la CUS a chargé la CRUS, le 1er décembre 2005, d'entreprendre une étude de faisabilité pour l'utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques et l'établissement d'une banque de donnée auprès de l'OFS (horizon 2010/11) en collaboration avec l'OFS, la KFH, la COHEP, le CHES/CDIP. Elle a mis à disposition pour ces travaux des contributions fédérales liées à des projets d'un montant de 300'000 CHF. L'OFFT participe financièrement au projet pour le domaine des hautes écoles spécialisées. Markus Brönnimann, directeur administratif de l'Université de St. Gall, a été chargé de la direction opérationnelle.

La durée du projet était d'avril 2006 à mai 2008. Une première phase a permis de préciser les indicateurs esquissés, d'élaborer un modèle de données et de tester ces résultats intermédiaires avec quelques hautes écoles sélectionnées. Lors d'une deuxième phase (milieu 2007) une étude pilote de saisie de données auprès de toutes les hautes écoles a été effectuée ainsi qu'une enquête sur la disponibilité des données et des coûts liés à la mise en œuvre du projet.

La faisabilité pour l'installation d'une base de données ECTS est en principe assurée. Pour certaines variables (par ex. les crédits acquis), on peut s'attendre à une bonne qualité des données dès le premier relevé. D'autres variables nécessiteront des mesures communes à toutes les hautes écoles (par ex. mode uniforme d'inscription aux unités de base). Suivant le plan d'action proposé, la phase de mise en œuvre s'étalerait sur trois ans, de manière à ce que les premières évaluations soient possibles dès la quatrième année. Le coût total (toutes

²⁴ Décision du comité directeur des conférences des recteurs des hautes écoles, cd-crh.ch de septembre 2007.

les hautes écoles et l'OFS) pour la réalisation de la base de données est estimé à environ 8 mio. CHF.

Sur la base des prises de positions principalement négatives des hautes écoles sur le rapport final de l'étude faisabilité, l'assemblée plénière de la CRUS a décidé, en considérant les arguments pour et contre, de ne pas continuer à poursuivre le projet de coopération « utilisation des crédits ECTS des fins statistiques » prévu pour 2009 – 2011 (8/9 mai 2008). L'OFS devra garantir la consolidation et la sauvegarde nécessaires des résultats existants. Pour les adaptations et les développements de la représentation statistique de la réalité des études – particulièrement urgents dans le domaine des universités –, un projet plus modeste sera proposé à la CUS.

9. Aspects internationaux

9.1 Situation et échéances au niveau européen

Suite à la conférence de suivi de Bologne à Londres en 2007, ce sont 46 pays au total qui participent au processus de Bologne. La commission européenne est membre à part entière du processus et plusieurs organisations y participent de manière consultative (European University Association EUA, European Students' Union ESU, European Association for Quality Assurance in Higher Education ENQA, Conseil de l'Europe, etc.).

La prochaine conférence des ministres sera organisée par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg et aura lieu les 28 et 29 avril 2009 à Louvain et Louvain-la-Neuve.

Les lignes d'action Bologne suivantes sont énumérées sur le site Internet officiel :

Qualifications Frameworks / three-cycle system	Joint Degrees
Mobilité	Reconnaissance
Assurance qualité	Dimension sociale
Employability	Lifelong Learning
EHEA in a global context	Stocktaking

Les ministres vont par ailleurs s'occuper du futur de l'espace européen de l'enseignement supérieur (EHEA) et de la continuation des échanges réguliers après 2010.

Une autre rencontre des ministres de l'éducation aura lieu au printemps 2010 à Vienne et Budapest à l'occasion de la date officielle de la création de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de l'achèvement de la réforme de Bologne.

Des informations complémentaires sont disponibles sur www.bologna2009benelux.org.

9.2 Collaboration de la CRUS avec des conférences partenaires

La CRUS travaille en étroite coopération avec plusieurs conférences partenaires européennes. A côté d'un échange général d'informations, la participation mutuelle et active à des conférences nationales donne la possibilité de discuter de questions particulières concernant la mise en œuvre de Bologne.

L'accord de 2000 sur la reconnaissance des prestations d'études et des diplômes a été remanié en collaboration avec la Conférence des Présidents d'Université (CPU) française. Il correspond mieux aux exigences de la réforme de Bologne et s'applique aussi désormais aux hautes écoles spécialisées et aux hautes écoles pédagogiques. Cet accord sera probablement signé en été 2008.

10. Organisation du processus de Bologne en Suisse

À la différence des autres pays européens, en Suisse, l'administration compétente n'a pas créé un service spécialisé en son sein pour le processus de Bologne, mais a chargé dès le début le Secrétariat général de la CRUS de la préparation du projet et de sa mise en œuvre. La Confédération et la CUS ont ainsi explicitement transféré à la CRUS la responsabilité de veiller à la coordination de la réforme de Bologne ainsi qu'à l'application correcte et compatible des conditions cadres légales (Directives Bologne de la CUS) dans toutes les universités. Pour financer la « coordination Bologne et ECTS » du Secrétariat général de la CRUS, la CUS avait accordé des moyens liés à des projets d'un montant total de CHF 1'290'000 pour la période de subventionnement 2004–2007. À cela s'ajoutaient, comme en 2001–2003 déjà, des dépenses pour le personnel et le matériel à la charge des fonds propres de la CRUS et des tâches déléguées.

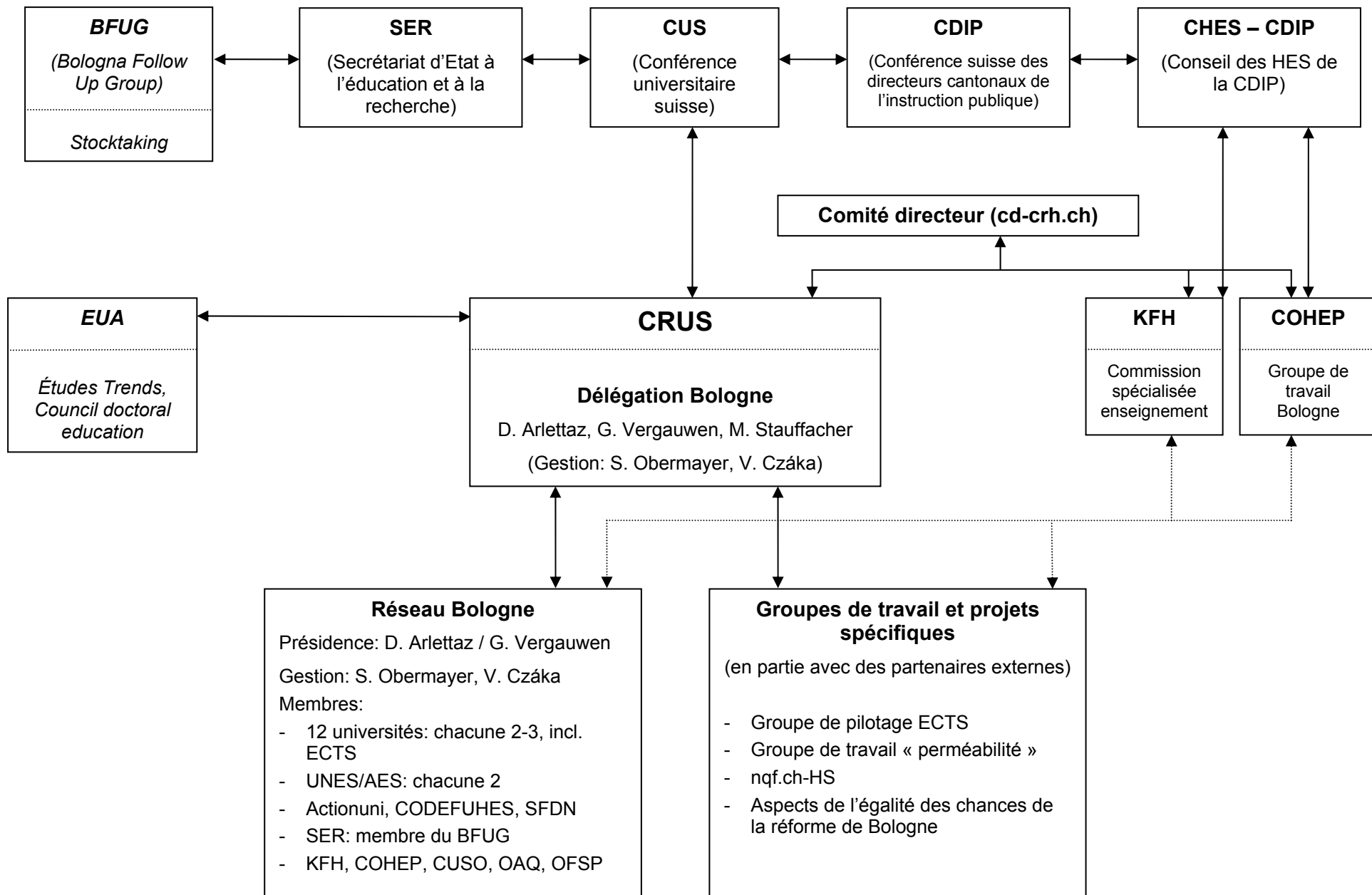
Dans le cadre de son organisation de projet participatif, en particulier avec la Direction de projet Bologne, la CRUS a élaboré jusqu'à fin 2006 des règlements d'application avec toutes les définitions et détails nécessaires. Des mandats susmentionnés de la Confédération et de la CUS résulte le caractère contraignant des réglementations et recommandations. Ils sont présentés en résumé et dans l'état actuel de la situation dans les Recommandations de la CRUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne (version du 3 mai 2007). Ce document complète les Directives Bologne de la CUS du 4 décembre 2003.

L'élaboration des conditions cadre de niveau national pour les travaux de réforme a été en grande partie achevée fin 2006. Pour une continuation optimale de la réforme dans sa phase de consolidation et d'approfondissement, l'organisation de projet a été modifiée de la manière suivante : la responsabilité finale du projet de coopération incombe toujours à la CRUS ; la Délégation Bologne (D. Arlettaz, G. Vergauwen et M. Stauffacher / gestion : S. Obermayer et V. Czáká), nouvellement mise sur pied, assume la responsabilité opérationnelle principale du projet. Le Réseau Bologne, qui remplace la Direction de projet et intègre le Réseau ECTS, est informé régulièrement et inclus lors de la prise de décision. Il est constitué de représentant-e-s

- de toutes les universités (chacune : 1 représentant-e de la direction et 1-2 spécialistes internes, inclus ECTS),
- des étudiant-e-s (délégués par l'UNES et l'AES),
- d'actionuni, de la CODEFUHES, de la KFH, COHEP, CUSO, du SFDN et de l'OAQ,
- des offices fédéraux concernés (SER, OFSP),
- d'autres administrations et organisations partenaires.

La présidence est occupée en alternance par les deux recteurs de la Délégation Bologne. Les travaux en cours de la CRUS, de la Délégation Bologne et du Réseau Bologne, tout comme les éventuelles nouvelles tâches, sont menés en accord et en coordination avec la KFH et la COHEP (direction commune de divers projets, participations mutuelles dans les organes spécialisés). Dans la mesure où cette coordination ne découle pas de la coopération courante des Secrétariats généraux, le Comité directeur des trois Conférences (cd-cr.ch) prend les décisions nécessaires.

La Délégation Bologne et le Réseau Bologne de la CRUS sont fortement engagés dans d'autres projets qui ne font certes pas partie du « projet de coopération Bologne » financé par des fonds fédéraux, mais dont les objectifs découlent directement ou indirectement de la Déclaration de Bologne (nqf.ch-HS ; cf. organigramme page suivante).



10.1 Évaluation de la coordination Bologne par l'EUA

Fin 2007, un groupe d'expert-e-s constitué par l'EUA a, sur mandat du Secrétariat générale de la CRUS, évalué les travaux de coordination de la CRUS lors de la mise en œuvre de la réforme de Bologne. En plus d'une analyse de documents, des entretiens avec un certain nombre d'acteurs ont été menés (équipe de coordination Bologne, universités de Zurich et de Fribourg, CUS, SER, étudiant-e-s, KFH et COHEP).

Le groupe d'expert-e-s avait surtout comme tâche d'évaluer le travail et le fonctionnement de l'équipe de coordination Bologne, mais des questions de fond sur la mise en œuvre de Bologne étaient toutefois présentes dans toutes les conversations – surtout dans les universités. Le travail de la coordination Bologne a été jugé très positivement, mais il a été recommandé dans le rapport final d'améliorer la cohérence des diverses approches de mise en œuvre des universités, d'accorder plus d'attention à certaines questions (learning outcomes, doctorat, employabilité) et d'intégrer plus fortement les étudiant-e-s dans les processus de décision.

Dans le domaine des learning outcomes, une série de travaux est déjà en cours ou planifiée dans les universités. Cela vaut également pour le doctorat, même si, du point de vue de la CRUS, la normalisation au niveau national doit, dans ce domaine, rester dans des limites raisonnables.

L'exigence européenne de consacrer plus d'attention à l'**employabilité** des titulaires de bachelor doit être relativisée pour la Suisse. À la différence d'autres pays, ni l'objectif, ni la nécessité que 70% d'une classe d'âge obtiennent un diplôme de l'enseignement supérieur n'existent en Suisse. C'est la tâche des universités de fournir de solides bases scientifiques durant les études de bachelor – évidemment complétées par des compétences transversales. Les expériences faites jusqu'à maintenant montrent que les titulaires de bachelor ont de bonnes chances lors de leur entrée sur le marché de l'emploi.

Le rapport final de l'évaluation peut être consulté sur www.bolognareform.ch.

11. Projet de coopération 2008–2011

Pendant la période 2004–2007, Les universités suisses ont accompli des progrès cruciaux dans la mise en œuvre de la réforme de Bologne : la nouvelle structure à deux niveaux est introduite dans les toutes les branches d'études, le nombre des diplôme de bachelor et de master délivrés augmente rapidement et pour l'année académique 2007/08 72% des étudiant-e-s sont inscrits en cursus de bachelor ou de master. L'objectif pour les années à venir consiste à terminer la réforme en achevant l'introduction des cursus de master, en approfondissant la réforme du point de vue du contenu et en la consolidant dans tous les domaines d'études.

L'équipe de coordination du Secrétariat général de la CRUS continuera de soutenir les universités dans le cadre du projet de coopération 2008–2011 selon la LAU « Bologna : Koordination und Instrumente ». La CUS et le Conseil des EPF ont accordé un montant de 2.2 mio. CHF pour cela.²⁵ La priorité dans les prochaines années consistera, à côté de la poursuite des échanges d'informations et d'expériences au sein du Réseau Bologne, aux journées ou aux workshops, d'évaluer la réforme de Bologne. Les expériences faites avec le nouveau système laissent apparaître certaines faiblesses qui nécessitent des améliorations. C'est pourquoi un besoin d'évaluation de la réforme se fait grandement sentir tant du côté des hautes écoles – en particulier des étudiant-e-s –, que du côté des politiques.²⁶ En

²⁵ CHF 4.5 millions supplémentaires sont réservés pour le projet « utilisation des crédits ECTS à des fins statistiques » (CUS: 4.4 millions; Conseil des EPF: 100'000).

²⁶ Le postulat Widmer 08.3073 « Évaluer le processus de Bologne » du 13 mars 2008 demande: « Le Conseil fédéral est chargé de procéder à une évaluation complète de la mise en œuvre à ce jour de la réforme de

collaboration avec les universités, les étudiant-e-s et d'autres acteurs, un monitoring de la cohérence et de l'efficacité de la réforme de Bologne dans les universités est actuellement en cours d'élaboration (cf. chap. 1.5 « Aperçu 2008–2011 »). Les résultats seront à chaque fois publiés sous une forme appropriée.

11.1 Objectifs et projets dès 2008

<p>Monitoring de la mise en œuvre de Bologne dans les universités</p> <p>Passage aux études de master</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perméabilité entre les types de hautes écoles : <ul style="list-style-type: none"> o Mise en place d'un groupe de travail pour l'élaboration d'indicateurs o Études pilote : Université de Fribourg, Fachhochschule NW Schweiz et PHZ (Luzern) - Coursus de Master Spécialisé : <ul style="list-style-type: none"> o Élaboration de « Best Practice » en matière de conditions d'admission - Premier rapport thématique du monitoring <p>Aspects de l'égalité des chances de la réforme de Bologne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la première enquête - Publication et distribution du rapport au niveau national et international <p>Durée des études / « étudiableté »</p> <p>Reconnaissance / mobilité</p>	<p>2008/09</p> <p>Automne 08</p> <p>Automne 08</p> <p>2009</p> <p>Fin 09</p> <p>Courant 08</p> <p>Fin 2008</p> <p>2009</p> <p>2001/11</p>
<p>Enquête nationale auprès des étudiant-e-s sur les conditions d'études</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6^e session nationale sur Bologne de la CRUS : présentation et discussion des premiers résultats - Publication du rapport final 	<p>04.09.08</p> <p>Début 09</p>
<p>Projet de cadre national de qualifications (nqf.ch-HS)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en consultation du projet auprès de toutes les hautes écoles - Dépouillement et prise en compte des résultats de la consultation - Adoption du cadre national de qualifications par le cd-cr.h.ch 	<p>Juin–oct. 08</p> <p>Fin 08</p> <p>Courant 09</p>
<p>Coordination ECTS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Workshop - Publication des résultats de l'enquête 07/08 - Étude ECTS/learning outcomes (UniFR) 	<p>5.11.2008</p> <p>automne 08</p> <p>automne 08</p>

Bologne, notamment dans les domaines de la mobilité, de l'attribution et de la reconnaissance des crédits ECTS, du financement des études, de l'égalité entre hommes et femmes et de la garantie de la qualité, domaines dans lesquels de nombreux problèmes sont déjà apparus. La situation actuelle sera analysée et de nouvelles solutions proposées. »

Schlussbericht 2004–07 der CRUS

**zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen
der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses
einschliesslich des Reporting 2007 zu den Kooperationsprojekten
„Bologna-Initialkosten“ und „Bologna-Initialkosten in der Medizin“**

Inhaltsübersicht

Zusammenfassung für eilige Leserinnen und Leser	83
1. Gesamtüberblick und Beurteilung der Bolognareform	85
1.1 Ziele und Aufbau des vorliegenden Berichts	85
1.2 Projektziele 2004–2007	86
1.3 Konzeptionelle Arbeiten 2004–2007	86
1.4 Beurteilung der Umsetzung der Bolognareform	89
1.5 Ausblick 2008–2011	93
2. Finanzielles Reporting	94
2.1 Zum Kooperationsprojekt „Bologna-Initialkosten“	94
2.2 Jährlich wiederkehrende resp. dauerhafte Mehrkosten	99
3. Stand der Bolognareform	101
3.1 Stand der Umstellung von Studiengängen bis 2007/08	101
3.1.1 Angebotene Studiengänge	101
3.1.2 Angebotene Studienprogramme	102
3.1.3 Studierende in Bachelor-/ Masterstudiengängen	103
3.1.4 Noch geplante Bachelor-/Master-Studiengänge	104
3.2 Übertritt ins Masterstudium: Verhalten der Studierenden	105
3.2.1 Anteil der Übertritte ins Masterstudium	105
3.2.2 Status der Bachelorabsolventinnen und -absolventen nach Fachbereichen	107
3.2.3 Woher kommen die Masterstudierenden?	108
3.3 Inhaltliche Aspekte des neuen Studiensystems	108
3.3.1 Studie zur Curricula-Reform	108
3.3.2 Die Reform des Medizinstudiums	110
3.3.3 Spezialisierte Masterstudiengänge	112
3.3.4 Kooperationen und Joint Master-Programme	123
3.3.5 Studiendauer im zweistufigen Studiensystem	125
3.4 ECTS	128
3.5 Mobilität	131
4. Doktorat	132
4.1 Das Doktorat als Teil des Bolognaprozesses	132
4.2 Das Doktorat in der Schweiz	133
5. Qualitätssicherung	134
6. Soziale Dimension	135
6.1 Monitoring der Auswirkungen des Bologna-Systems auf die Gleichstellung	135
6.2 Gender Mainstreaming	136
6.3 Teilzeitstudium	136
7. Die Perspektive der Studierenden	137
7.1 Studieninformation und Beratung	137
7.1.1 Die Umstellung auf Bologna aus der Sicht von Studienberatungsfachleuten	137
7.1.2 Datenbank Studienprogramme Schweiz	139
7.2 Studentische Perspektive im Bologna-Prozess	140
7.3 Nationale Studierendenbefragung	144
8. Projekte in Zusammenarbeit mit den Fachhochschulen und den Pädagogischen Hochschulen	144
8.1 Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen	145
8.2 Qualifikationsrahmen für den schweizerischen Hochschulbereich (nqf.ch-HS)	146
8.3 Statistische Verwendung von ECTS-Credits	146
9. Internationale Aspekte	147
9.1 Stand und Zeitplan auf europäischer Ebene	147
9.2 Zusammenarbeit der CRUS mit Partnerkonferenzen	147
10. Organisation des Bologna-Prozesses in der Schweiz	148
10.1 Evaluation der Bologna-Koordination durch die EUA	150
11. Kooperationsprojekt 2008-11	150
11.1 Ziele und Projekte ab 2008	151
Anhänge	153
A1 Abkürzungen / Abréviations	154
A2 Erwähnte Dokumente/ documents de référence	157

Zusammenfassung für eilige Leserinnen und Leser

Themen	Situation 2007/2008
Gesamtbeurteilung	<p>Die für den Zeitraum 2004–2007 gesetzten Ziele für die Umsetzung der Bologna-Reform konnten zu einem grossen Teil erreicht werden: Die Strukturreform ist praktisch abgeschlossen, die StudienanfängerInnen aller Studienrichtungen beginnen ihr Studium im neuen System und fast drei Viertel der Studierenden befinden sich in einem Bachelor- oder Masterstudiengang.</p> <p>Insgesamt ist die Bologna-Reform aber noch nicht abgeschlossen. So ist etwa die inhaltliche Reform des Studiums konsequenter auf die Kompetenzorientierung und das student-centered learning auszurichten. Die Universitäten haben dies erkannt und entsprechende Arbeiten aufgenommen.</p> <p>→ Kap. 1.4 Beurteilung der Umsetzung → Kap. 3.3.1 Studie zur Curricula-Reform</p> <p>StudierendenvertreterInnen beurteilen die Umsetzung der Reform betont kritisch. Sobald die Ergebnisse einer nationalen Studierendenbefragung zu den Studienbedingungen vom Frühjahr 2008 vorliegen, wird sich erweisen, ob diese Einschätzung generell geteilt wird.</p> <p>→ Kap. 7.3 Nationale Studierendenbefragung → Kap. 7.2 Studentische Perspektive im Bologna-Prozess</p>
Bologna-Reform in Zahlen	<p>Im Studienjahr 2007/08 absolvieren 72% aller universitären Studierenden ein Bachelor- oder Masterstudium. Gut 52'000 absolvieren einen Bachelor- und knapp 15'000 einen Masterstudiengang.</p> <p>Wegen der sukzessiven Umstellung werden vor allem auf Masterniveau die Anzahl Studierender und der angebotenen Studiengänge in den nächsten Jahren nochmals deutlich ansteigen.</p> <p>→ Kap. 3 Stand der Bologna-Reform</p>
Übertritt ins Masterstudium	<p>72,2% der InhaberInnen eines universitären Bachelordiploms sind im Herbst 2007 direkt in ein Masterstudium übergetreten.</p> <p>→ Kap. 3.2 Übertritt ins Masterstudium</p> <p>Innerhalb einer Studienrichtung ist der Übertritt zum Master garantiert. Einzige Ausnahme bilden die so genannten spezialisierten Master (Anteil <10%), für die spezifische Zulassungsbedingungen gelten.</p> <p>→ Kap. 3.3.3 Spezialisierte Masterstudiengänge</p> <p>Wechsel des Hochschultyps beim Übertritt in das Masterstudium sind in einer Vereinbarung der drei Rektorenkonferenzen geregelt.</p> <p>→ Kap. 8.1 Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen</p>
ECTS	<p>Die Anwendung des ECTS ist noch nicht zufrieden stellend. Probleme bestehen vor allem bei der Berechnung des studentischen Arbeitspensums, der Flexibilität im Studium und Anrechnung von Studienleistungen sowie wegen des administrativen Aufwands.</p> <p>→ Kap. 3.4 ECTS</p>
Mobilität	<p>Die verfügbaren Zahlen lassen noch keine eindeutigen Schlüsse zu, welche Auswirkungen Bologna auf die Mobilität hat.</p> <p>Die horizontale Mobilität nahm in der Umstellungsphase ab, um dann wieder deutlich anzusteigen. Allerdings werden die Aufenthalte kürzer. Die vertikale Mobilität nimmt deutlich zu, bedeutet aber grossen Aufwand für die Universitäten (Dossierprüfung).</p> <p>→ Kap. 3.5 Mobilität</p>
Studiendauer	<p>Aufgrund der aktuell verfügbaren Daten scheint die Bologna-Reform im Vergleich zu früher die Studiendauer nicht zu verlängern: Bachelor = 3,9 Jahre + Master = etwas mehr als 2 Jahre. Definitive Angaben sind aber erst nach Abschluss der Reform in allen Studienrichtungen möglich.</p> <p>→ Kap. 3.3.5 Studiendauer im zweistufigen Studiensystem</p>
Studierendenbefragung	<p>Im Frühjahr 2008 wurde von VSS, VSH, CRUS und dem Observatoire de la vie étudiante der Universität Genf eine nationale Studierendenbefragung durchgeführt. Es wurden Fragen zur Organisation des Studiums, zum Informationsangebot, zur Mobilität und zum zeitlichen Studienaufwand gestellt. Der Rücklauf der online durchgeführten Umfrage betrug 42%.</p> <p>Die Ergebnisse werden am 4. Sept. 2008 anlässlich der 6. Bologna-Tagung der CRUS präsentiert.</p> <p>→ Kap. 7.3 Nationale Studierendenbefragung</p>

Studien-information	Das Studienangebot ist umfangreicher und komplexer geworden und die Zweistufigkeit führt zu einer zweiten Studienwahl. Deshalb steigt das Bedürfnis nach detaillierten, aber auch nach Überblicks- und Vergleichsinformationen. → Kap. 7.1 Studieninformation und Beratung
Medizinstudium	Parallel zum Inkrafttreten des MedBG (1.9.07) wird auch in der Medizin das Bachelor-/Mastermodell eingeführt. Neu wird die Prüfungsorganisation an die Universitäten übertragen. Die Bachelorstudiengänge umfassen 180 ECTS-Credits. Die Masterstudiengänge umfassen in der Humanmedizin ebenfalls 180 ECTS-Credits (inkl. klinisches Jahr), in der Dental- und Veterinärmedizin 120 Credits. Sie werden mit der eidg. Prüfung abgeschlossen. → Kap. 3.3.2 Die Reform des Medizinstudiums
Gleichstellung	Zurzeit wird ein Monitoring zur Auswirkung der Bolognareform auf die Gleichstellung eingeführt. Erste Ergebnisse liegen Anfang 2009 vor. → Kap. 6 Soziale Dimension
Doktorat	Die Universitäten sind daran, mittels Einrichtung von Doktoratsprogrammen das Doktoratsstudium zu stärken. Im Rahmen des Programms ProDoc von CRUS und SNF wird zudem ein „Guide de bonnes pratiques et recommandations“ ausgearbeitet. → Kap. 4 Doktorat
Kooperationen	Die Kooperation in der Lehre zeigt sich in der Vielzahl von Joint Master-Programmen (national und international). → Kap. 3.3.4 Kooperationen und „Joint Master“-Programme
Qualitätssicherung	Die in den letzten Jahren vom OAQ und der CRUS aufgebaute Qualitätssicherung im universitären Bereich entspricht den geltenden europäischen Standards. Sie stützt sich auf Qualitäts-Audits, die alle vier Jahre vom OAQ durchgeführt werden und neben dem internen Qualitätssicherungssystem auch einige beispielhaft ausgewählte Studiengänge prüfen. → Kap. 5 Qualitätssicherung
Qualifikationsrahmen	CRUS, KFH, COHEP und OAQ erarbeiten zurzeit gemeinsam einen Qualifikationsrahmen für den Hochschulbereich, der einen Gesamtüberblick über die Hochschulbildung liefern soll. Ab Mitte 2008 läuft eine Vernehmlassung. → Kap. 8.2 Qualifikationsrahmen für den schweizerischen Hochschulbereich
Mehrkosten	Bologna führt zu Mehraufwand: z.B. neue, zusätzliche Zulassungsstufe (Master), höhere Ansprüche der Studierenden an Beratung und Information, Übertragung der Prüfungsorganisation in der Medizin an die Universitäten. Diese Mehrkosten sind durch die Erhöhung der Grundsubventionen nicht abgedeckt, da diese kaum die steigenden Studierendenzahlen kompensieren. → Kap. 2.2 Jährlich wiederkehrende Mehrkosten

Kommentar und Ausblick	Die CRUS wird die Umsetzung der Bolognareform weiterhin begleiten sowie eine Evaluierung wichtiger Aspekte durchführen: <ul style="list-style-type: none"> - Weiterführung der nationalen Koordination und Förderung des Austauschs zwischen den Hochschulen - die Zulassung zum Masterstudium bei Universitätswechsel und die Verfügung von Auflagen - Spezialisierte Master: Erarbeitung von Best Practice-Beispielen für Zulassungsbedingungen - Beobachtung der Studiendauer/ zeitlichen Studierbarkeit - Beobachtung der Entwicklung der Mobilität - Weiterführung der ECTS-Koordination durch Workshops - Evaluierung der Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen beim Übertritt in das Masterstudium - Erhebungen zur Auswirkung von Bologna auf die Gleichstellung - Unterstützung von universitären Projekten zu Learning Outcomes
-------------------------------	--

1. Gesamtüberblick und Beurteilung der Bolognareform

1.1 Ziele und Aufbau des vorliegenden Berichts

Als Staatssekretär Kleiber 1999 die Bologna-Deklaration unterzeichnete, waren die Reaktionen gemischt. Heute gehört das schweizerische Universitätssystem zu denen in Europa, die sich strukturell am grundlegendsten erneuert haben. Ebenso unternehmen die Universitäten enorme Anstrengungen zur inhaltlichen Erneuerung von Lehre und Lernen. Erste Erfahrungsberichte und Studien zeigen aber auch, dass die grossen Visionen der Bolognareform noch nicht vollständig erreicht werden konnten und die Reformen in den kommenden Jahren fortzuführen sind.

Mit dem vorliegenden Bericht will die Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (CRUS) einen Gesamtüberblick über die Erneuerung von Lehre und Lernen an den Universitäten geben und Rechenschaft über die vergangenen vier Jahre der Umsetzung der Bolognareform ablegen.

In den nachfolgenden Abschnitten von **Kap. 1** wird an die Projektziele 2004–2007 erinnert, eine Übersicht über die in diesem Zeitraum vorgenommenen konzeptionellen Arbeiten gegeben und eine erste grundsätzliche Einschätzung der Reform vorgeschlagen. Das Kapitel schliesst mit einem Ausblick auf die für 2008–11 vorgesehene Evaluation der Reform.

Kap. 2 und 3 stellen den aktuellen Stand der Reform per Frühjahr 2008 dar. **Kap. 4, 5 und 6** gehen auf Themen ein, die für die internationale Bologna-Diskussion zentral sind (Doktoratsreform, Qualitätssicherung, soziale Dimension), jedoch nicht direkt von der Bologna-Koordination im Generalsekretariat der CRUS betreut werden.

Kap. 7 ist Fragestellungen gewidmet, die in erster Linie die Perspektive und Erfahrungen der Studierenden berühren. Hier kommen auch zwei Partner zu Wort. Beatrice Keller vom Schweizerischen Verband für Studien- und Laufbahnberatung im Hochschulbereich AGAB/ASOU analysiert, welche Herausforderungen sich mit der Bolognareform an die Studienberatung stellen (vgl. 7.1.1). Rahel Imobersteg und Sarah Gerhard vom VSS/UNES nehmen aus Sicht der Studierenden kritisch zu den wichtigsten Aspekten der Reform Stellung. **Kap. 8** informiert über Projekte, die gemeinsam mit den Partnerkonferenzen KFH und COHEP durchgeführt werden, **Kap. 9** über die internationale Zusammenarbeit. In **Kap. 10** wird die interne Projektorganisation beschrieben und in **Kap. 11** eine Übersicht über Projekte der Jahre 2008–11 gegeben.

Die CRUS schliesst hiermit ihre Berichterstattung in der Form von Jahresberichten zuhanden der SUK ab. In den kommenden vier Jahren bis 2011 werden die Reformarbeiten an allen Universitäten weitergeführt. Hauptaufgabe wird die Vertiefung und weitere inhaltliche Verbesserung der Reform sein. Daher sind zukünftig Publikationen zu einzelnen Themenschwerpunkten, wie die Erfahrungen der Studierenden, die Gestaltung des Übertritts vom Bachelor- in das Masterstudium oder die Mobilität, vorgesehen. Mit diesen thematischen Berichten soll auch dem Bedürfnis der Öffentlichkeit nach Beurteilung und Evaluation der Studienreformen Rechnung getragen werden.¹

¹ Vgl. etwa das Postulat Widmer 08.3073 „Bologna-Prozess. Evaluieren“ vom 13. März 2008.

1.2 Projektziele 2004–2007

Für die Beitragsperiode 2004–07 hatte die CRUS die Erneuerung von Lehre und Lernen im Rahmen der Bolognareform klar ins Zentrum ihrer Planung gestellt und 2004 eine langfristige Strategie zur Neugestaltung der Universitätslandschaft 2005–2015 auf der Grundlage des Bologna-Prozesses entwickelt. Die konkrete Umsetzung der Reformarbeiten erfolgt freilich an den Universitäten, in deren Kompetenz die Gestaltung der Studienangebote liegt. Die CRUS entwickelt daher alle Regelungen, Empfehlungen und weitere Koordinationsmassnahmen und Aktivitäten gemeinsam mit den Universitäten – bis 2006 in der Bologna-Projektleitung, ab 2007 in der Bologna-Delegation und dem Bologna-Netzwerk.

Im Unterschied zu anderen europäischen Ländern hat in der Schweiz die zuständige politische Ebene keine eigene Fachstelle für den Bologna-Prozess eingerichtet, sondern mit der Vorbereitung der Konzept- und Umsetzungsarbeiten von Anfang an das Generalsekretariat der CRUS beauftragt. Der Bund und die Schweizerische Universitätskonferenz (SUK) haben damit der CRUS explizit die Verantwortung übertragen, für die Koordination der Bolognareform sowie die mit den geltenden Regelungen und unter allen Universitäten kompatible Anwendung der rechtlichen Rahmenbedingungen zu sorgen. Die Aufgaben der CRUS waren resp. sind davon ausgehend auf drei Ebenen angesiedelt: die Erarbeitung der rechtlichen Grundlagen (*Bologna-Richtlinien*) zuhanden der SUK, von Ausführungsbestimmungen in Form von Regelungen und Empfehlungen sowie die Moderation aller die Universitäten betreffenden und national relevanter Fragestellungen.

Im Gegenzug hat die SUK in den Jahren 2004–2007 die Umsetzung der Bolognareform an den Schweizer Universitäten durch zwei Kooperationsprojekte gefördert. Im Rahmen des Projekts „Bologna-Initialkosten“ wurde die Umsetzung an den Universitäten mit insgesamt 32 Mio. CHF unterstützt; das Projekt „Bologna-Kooperation“ hatte die gesamtschweizerische Koordination der Reformarbeiten durch die Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (CRUS) zum Ziel und wurde durch projektgebundene Mittel von insgesamt CHF 1.29 Mio. ermöglicht. Folgende Ziele wurden für die Berichtsperiode von der CRUS formuliert und der SUK gutgeheissen²:

- Ziel 1 :** Adaptation générale de la structure de la formation de base
- Ziel 2 :** Transformation des filières de l'ancien système
- Ziel 3 :** Développement des principes du système ECTS
- Ziel 4 :** Conseil et orientation des étudiants
- Ziel 5 :** Gestion et suivi des cursus des étudiants
- Ziel 6 :** Concertation et coordination

1.3 Konzeptionelle Arbeiten 2004–2007

Voraussetzung für die national abgestimmte Umsetzung der Bolognareform war die Erarbeitung der rechtlichen Grundlagen und von Ausführungsbestimmungen. Diese konzeptionellen Arbeiten bildeten einen Schwerpunkt für die CRUS resp. die Bologna-Projektleitung bis 2006.

Nachfolgend wird eine Übersicht über die rechtlichen Grundlagen, Ausführungsbestimmungen (Regelungen) und Empfehlungen der CRUS gegeben.

² Zu Projektzielen, Finanzierung und Zeitplan vgl. « Coûts initiaux de Bologne. Projet de coopération au sens de l'art. 21 LAU déposé par la CRUS pour le financement des coûts initiaux du renouvellement coordonné de l'enseignement universitaire en Suisse dans le cadre de la Déclaration de Bologne. Plan d'exécution du 7 novembre 2003. Adapté selon les décisions de la CUS du 4 décembre 2003 ».

1.3.1 Erarbeitung der rechtlichen Grundlagen zuhanden der SUK

Aufgrund der gleichlautenden Bestimmungen von Art. 6, Abs. 1, Bst. a des Universitätsförderungsgesetzes vom 8. Okt. 1999 und der Zusammenarbeitsvereinbarung vom 14. Dezember 2000 erlässt die SUK Rahmenordnungen über die Studienrichtzeiten und über die Anerkennung von Studienleistungen und Studienabschlüssen, die für die Vereinbarungspartner verbindlich sind. Eine derartige Rahmenordnung liegt mit den von der CRUS vorbereiteten, von der SUK am 4. Dezember 2003 verabschiedeten und 2006 ergänzten *Richtlinien der SUK für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses (Bologna-Richtlinien)* vor.

Die Bologna-Richtlinien bilden Minimalvorgaben. Sie regeln Dauer und Umfang des Bachelor- und Masterstudiums, die generelle Einführung des ECTS, die Zulassung zu den Masterstudiengängen, das Verhältnis zu den altrechtlichen Abschlüssen (Lizentiat, Diplom) sowie Vollzug und Aufsicht der Richtlinien. Für die weitere Ausgestaltung und die Umsetzung hat die SUK in Art. 4 und 5 Vollzugsbestimmungen mit expliziten Aufträgen sowie terminlichen Vorgaben an die CRUS formuliert, die damit faktisch die Funktion eines Lenkungsausschusses für das Bologna-Kooperationsprojekt übernommen hatte.³

1.3.2 Regelungen und Empfehlungen der CRUS

Die CRUS hat zur Sicherung einer koordinierten und kohärenten Umsetzung der Bologna-reform und in enger Zusammenarbeit mit den Universitäten eine Reihe von Ausführungsregelungen und Empfehlungen erarbeitet, die die Bologna-Richtlinien ergänzen. Die Bereiche, die gesamtschweizerische Lösungen erfordern, sind mit diesen Bestimmungen abgedeckt. Gleichzeitig wurde aber danach gestrebt, die Regelungsdichte so gering wie möglich zu halten und nicht in die universitäre Autonomie einzugreifen.⁴

Regelung für die einheitliche Benennung der universitären Studienabschlüsse

Die Bologna-Richtlinien der SUK (Art. 4 und Art 5, Abs. 2) verpflichten die Universitäten, die Benennung ihrer Studienabschlüsse entsprechend international anerkannten Bezeichnungen zu vereinheitlichen. Mit der *Regelung für die einheitliche Benennung der universitären Studienabschlüsse im Rahmen der Bologna-Reform* vom 14. Mai 2004 (ergänzt im April 2006) wird dieser Verpflichtung für alle Studienangebote inkl. denen in den Studienrichtungen der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin sowie der universitären Weiterbildungs- und Vertiefungsstudien nachgekommen.⁵

Regelung für die Zulassung zu den spezialisierten Masterstudiengängen

Die Bologna-Richtlinien der SUK sehen in Art. 3, Abs. 3 die Einrichtung so genannter spezialisierten Masterstudiengänge vor. Dies sind Studiengänge, bei welchen die Universitäten die ansonsten geltende Freizügigkeit beim Übertritt in das Masterstudium einschränken und für alle Bewerberinnen und Bewerber Bedingungen für die Zulassung festlegen können. Die spezialisierten Masterstudiengänge sollen der gezielten Profilbildung der Universitäten dienen. Mit ihrer *Regelung für die Zulassung zu den spezialisierten Masterstudiengängen* vom 16. September 2005 definiert die CRUS einheitliche Rahmenbedingungen für die spezialisierten Masterstudiengänge, insbesondere hinsichtlich Zulassungsmodalitäten und Art der Zulassungsbedingungen.⁶

Für Angaben zu den derzeit von den Universitäten angebotenen spezialisierten Masterstudiengängen und deren Zulassungsbedingungen vgl. Kap. 3.3.3 des vorliegenden Berichts.

³ Die Bologna-Richtlinien sind im Internet abrufbar unter www.cus.ch → Publikationen → Richtlinien.

⁴ Alle in diesem Kapitel genannten Regelungen und Empfehlungen sind im Internet abrufbar unter www.crus.ch → Regelungen und Empfehlungen.

⁵ Für Erläuterungen zur Regelung vgl. Kap. 4.1–4.8 der Bologna-Empfehlungen der CRUS.

⁶ Für Erläuterungen zur Regelung vgl. Kap. 3.7 der Bologna-Empfehlungen der CRUS.

Regelung zur Festlegung der Studienrichtungen sowie für die Zuordnung der Bachelorstudiengänge

Gemäss Art. 3 der Bologna-Richtlinien der SUK herrscht für Inhaberinnen und Inhaber eines Bachelordiploms einer schweizerischen Universität in der entsprechenden Studienrichtung Freizügigkeit bei der Zulassung zum Masterstudium an einer schweizerischen Universität. Die *Regelung zur Festlegung der Studienrichtungen sowie für die Zuordnung der Bachelorstudiengänge* vom 11. November 2005 bestimmt die konkreten Modalitäten des Universitätswechsels beim Übertritt vom Bachelor- in das Masterstudium mittels einer gemeinsamen Nomenklatur von Studienrichtungen. Konkret heisst dies, dass die Bachelorprogramme – nach festgelegten Kriterien – Studienrichtungen zugeordnet werden und für jeden Master bestimmt wird, aus welchen Studienrichtungen die Zulassung erfolgt.⁷

Bologna-Empfehlungen

Ergänzend zu den Bologna-Richtlinien der SUK und den Ausführungsregelungen der CRUS dienen die *Empfehlungen für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses* vom 3. Mai 2007 (2. grundlegend überarbeitete Fassung) einer Gesamtdarstellung und Erläuterung aller wichtigen Themenbereiche des Bologna-Prozesses, in denen die Universitäten in eigener Verantwortung, aber gesamtschweizerisch koordiniert (und deshalb mit den unerlässlichen Vorgaben) vorgehen müssen. Alle massgeblichen Regelungen sind in die Empfehlungen integriert, womit diese ein umfassendes Referenzwerk darstellen.

Weil die SUK mit Art. 4 und 5 der Bologna-Richtlinien der CRUS explizit die Zuständigkeit für die Umsetzung der Reform übertragen hat, sind die Empfehlungen für die Universitäten – auch über die auf den CRUS-Statuten vom 17. November 2000 basierende Selbstverpflichtung hinaus – verbindlich.

Die Empfehlungen werden regelmässig aktualisiert, um auf neue Entwicklungen eingehen zu können.

ECTS-Empfehlungen

Gleichzeitig mit der Einführung der Bachelor- und Masterstudiengänge wurde die Einführung des European Credit Transfer and Accumulation System (ECTS) vorgesehen. Zur Unterstützung bei der Entwicklung und Handhabung dieses für die Universitäten völlig neuen Instruments hat die ab 2002 neu aufgebaute ECTS-Koordinationsstelle im Generalsekretariat der CRUS *Empfehlungen für die Anwendung von ECTS an den universitären Hochschulen der Schweiz* vom 7. März 2003 erarbeitet. Die ECTS-Empfehlungen ergänzen die allgemeinen Bologna-Empfehlungen und erläutern in einiger Ausführlichkeit die verschiedenen Aspekte des ECTS. Für gewisse, erst später im Laufe des Reformprozesses thematisierte Fragestellungen (z.B. Learning Outcomes) wird allerdings auf die Bologna-Empfehlungen verwiesen.

Für Angaben zur Umsetzung von ECTS an den Universitäten vgl. Kap. 3.4 des vorliegenden Berichts.

Weitere Bestimmungen

Auf eine Reihe weiterer Vereinbarungen und Harmonisierungsempfehlungen soll an dieser Stelle nur kurz hingewiesen werden:

Die Rektorenkonferenzen der Universitäten (CRUS), der Fachhochschulen (KFH) und der Pädagogischen Hochschulen (COHEP) haben am 5. November 2007 die Vereinbarung zur **„Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen“** abgeschlossen, welche die Grundsätze für den direkten Übertritt von einem Bachelorstudium an einer Fachhochschule oder Pädagogischen Hochschule in ein Masterstudium an einer Universität (und umgekehrt) festhält und die Modalitäten regelt. Für weitere Ausführungen vgl. Kap. 8.1 des vorliegenden Berichts.

⁷ Für Erläuterungen zur Regelung vgl. Kap. 3.6 der Bologna-Empfehlungen der CRUS.

Zur Unterstützung von **hochschultypenübergreifenden Gastsemestern** innerhalb der Schweiz haben CRUS, KFH und SKPH im November 2006 eine gemeinsame Empfehlung verabschiedet. Den Universitäten wird empfohlen, ihren Studierenden Gastsemester in verwandten Studienrichtungen an einem anderen Hochschultyp zu ermöglichen und Gaststudierende der anderen Hochschultypen aufzunehmen (vgl. Kap. 7.3 der Bologna-Empfehlungen).

Die Rektorenkonferenzen der Universitäten, Fachhochschulen und Pädagogischen Hochschulen haben sich im Frühjahr 2005 auf die **Harmonisierung von Beginn und Ende der Lehrveranstaltungen** im Herbst- und Frühjahrssemester geeinigt. Seit dem Studienjahr 2007/08 werden im gesamten Hochschulbereich die Lehrveranstaltungen zur selben Zeit beginnen und in beiden Semestern 14 Wochen dauern.

Die Studienorganisation soll die vertikale und horizontale Mobilität im In- und Ausland unterstützen; insbesondere müssen Prüfungsergebnisse rechtzeitig vorliegen. Deshalb hat die CRUS eine **Regelung zu den Terminen der Studien- und Prüfungsorganisation** erlassen (vgl. Kap. 7.3 der Bologna-Empfehlungen).

Zuhanden der Universitäten wurde eine Checkliste zur Sicherung und Förderung der **Chancengleichheit** sowie ein Indikatorenkatalog zu Gleichstellungsaspekten der Bolognareform erstellt (vgl. Kap. 6.1 des vorliegenden Berichts sowie Kap. 9.1 der Bologna-Empfehlungen).

Im Rahmen der Einführung gestufter Studienstrukturen sind für die Beschreibung und Verwaltung zum Teil neue **Begriffe** erforderlich. Sowohl die innere Logik zahlreicher Projekte als auch die Kohärenz der Projekte untereinander hängen wesentlich von der Definition und abgestimmten Verwendung gewisser zentraler Begriffe ab. Da die Lehrangebote sehr heterogen strukturiert werden und zudem in Bologna-Dokumenten dieselben Bezeichnungen je nach Universität unterschiedlich verwendet werden, hat sich die CRUS auf die einheitliche Verwendung einiger Begriffe geeinigt und diese für ihren Gebrauch definiert. So bezeichnet „**Studiengang**“ eine hinsichtlich des Umfangs (ECTS-Credits) und strukturell definierte Einheit, deren erfolgreiche Absolvierung mit einem universitären Grad abgeschlossen wird (Bachelor, Master) und deren Einzelheiten durch ein Reglement bestimmt sind. Ein Studiengang beginnt mit der Immatrikulation und endet mit dem Erhalt des Diploms. „**Studienprogramm**“ bezeichnet eine Untereinheit des Studiengangs (im Sprachgebrauch einzelner Universitäten auch Haupt-/ Nebenfach, Major/ Minor u.ä.) (vgl. Kap. 6.3 und 6.4 der Bologna-Empfehlungen).

1.4 Beurteilung der Umsetzung der Bolognareform

An dieser Stelle soll einerseits beurteilt werden, ob die Ziele, wie sie im Projektplan des Kooperationsprojekts 2004–2007 formuliert sind, erreicht werden konnten. Ausserdem wird auf eine Reihe von Aspekten eingegangen, die für die Berichtsperiode zwar nicht ausdrücklich als Projektziele formuliert waren, die aber in der Diskussion über die Beurteilung der Bolognareform ausschlaggebend sind. Grundlage der Beurteilung sind die Antworten der Universitäten auf einen Ende 2007 versendeten Fragebogen, Resultate aus längeren semi-strukturierten Gesprächen mit den ECTS-Verantwortlichen sowie Recherchen des Generalsekretariats.

1.4.1 Erreichen der Projektziele 2004–2007

Die sechs im Kooperationsprojekt „Coûts initiaux“ formulierten Projektziele werden nachfolgend aufgegriffen und kurz deren Umsetzung beurteilt. Für weiterführende Angaben wird jeweils auf das entsprechende Kapitel des vorliegenden Berichts verwiesen.

Ziel 1 : Adaptation générale de la structure de la formation de base

« *L'adaptation générale de la structure de la formation de base requiert notamment la modification des lois et des règlements des universités, la mise en place de conseils et de soutien aux facultés, la coordination des projets facultaires et l'élaboration du plan de financement de la réforme.* » (Coûts initiaux, 2.2.1, p. 5)

Ziel 2 : Transformation des filières de l'ancien système

« *Le passage des filières de l'ancien système au nouveau entraîne la plus grosse partie des mesures nécessaires [...] Cela requiert la modification des règlements et plans d'études, l'adaptation des enseignements existants, la création d'offre supplémentaire lorsque la réforme implique un allongement de la durée réglementaire des études, la coordination des enseignants, la validation des projets et l'organisation des examens. Ces tâches sont en partie assumées par le corps enseignant. Cela présuppose des décharges de professeurs, des soutiens sous la forme de conseillers pédagogique et de personnel administratif, ainsi que des investissements en logiciels pour les examens [...].* » (Coûts initiaux, 2.2.2, p. 5)

Voraussetzung für die Erreichung der Projektziele 1 und 2 war das Vorliegen der rechtlichen Grundlagen. Diese wurden mit den Bologna-Richtlinien (2003) und den Ausführungsbestimmungen der CRUS (in Form von Regelungen 2004 und 2005) geschaffen. Auf dieser Grundlage konnten die Universitäten die Neustrukturierung der Studiengänge bis Ende 2007 erfolgreich abschliessen.

Weiterführende Angaben in Kap. 3 „Stand der Bolognareform“.

Ziel 3 : Développement des principes du système ECTS

« *Le développement des principes du système ECTS comprend notamment la Coordination ECTS et mise en place du cadre de travail, l'élaboration des nouveaux outils (dossiers d'informations et supplément au diplôme), l'affectation des crédits aux nouvelles filières de formation.* » (Coûts initiaux, 2.2.3, p. 5)

Die Einführung des ECTS stellte die Universitäten vor enorme Herausforderungen, da es sich um ein für sie völlig neues, auch anspruchsvolles und komplexes Instrument handelte. Vor diesem Hintergrund soll eindringlich darauf hingewiesen werden, dass die Einführung nicht als abgeschlossen gelten kann, alle Universitäten noch an der Verbesserung der Anwendung des ECTS arbeiten und die nationalen Koordinationsaktivitäten weitergeführt werden.

Grundsätzlich ist die strukturelle Einführung von ECTS sehr weit fortgeschritten: Für alle gestuften Studiengänge werden Credits vergeben und die weiteren Instrumente (Informationspaket, Learning Agreement, Diploma Supplement) werden mehrheitlich resp. teilweise verwendet. Allerdings wird ECTS häufig auf das Element der Credits reduziert; gleichzeitig wird das Potential von ECTS als Instrument für die Curriculumsentwicklung, die Ausrichtung von Lehre und Lernen auf die Studierenden sowie die Schaffung grösserer Transparenz nicht ausgeschöpft. Es besteht die Tendenz, jede einzelne Lehr- und Lerneinheit mit Credits zu versehen, anstatt die Studienprogramme vermehrt modular zu konzipieren. Dies führt zu Fragmentierung (d.h. viele Einzelprüfungen) und unzusammenhängender Aneinanderreihung der Veranstaltungen.

Grosser, bereits erkannter Handlungsbedarf besteht im Bereich der Formulierung von Lernergebnissen (Learning Outcomes) der Studienprogramme. Wenig verbreitet ist bisher etwa die kohärente Verknüpfung von Lernergebnissen, dem erforderlichen studentischen Arbeitsaufwand zu deren Erreichen und der Überprüfung der Lernergebnisse.

Ziel 4 : Conseil et orientation des étudiants

« *La mise en place d'un service de conseil et d'orientation des étudiants présuppose notamment l'organisation de l'information auprès des nouveaux étudiants, la mise en place des mesures transitoires le renforcement des activités de conseil et de soutien aux études, la formation du personnel administratif en contact avec les étudiants, l'adaptation des prestations des services de relations internationales. Le succès de la réforme dépend de mesures de communication et d'information sur les changements, ce qui présuppose notamment la création / adaptation de bases de données interactive sur l'offre de formation et la valorisation des innovations. [...] Suite à la réduction à 30 millions de l'enveloppe il sera vraisemblablement nécessaire de renoncer à ces mesures, ou, selon la décision de la CUS du 4 décembre 2003, de les financer au dépend des autres mesures.* » (Coûts initiaux, 2.2.4, p. 5)

Alle Universitäten haben ihr Informationsangebot deutlich ausgebaut, insbesondere die

Internetangebote. Zur nationalen Übersicht über die universitären Studienangebote und insbesondere der Möglichkeiten beim Übertritt vom Bachelor- in das Masterstudium wurde im Generalsekretariat der CRUS die Datenbank „Studienprogramme Schweiz“ eingerichtet (vgl. Kap. 7.1.2).

Damit steht den Studierenden heute eine grosse Anzahl an Informationskanälen mit unterschiedlichem Informationsgehalt zur Verfügung. Gleichzeitig präsentiert sich die Situation aber auch unübersichtlich und noch unfertig,⁸ was angesichts der begrenzten für die Berichtsperiode vorhandenen Mittel für diese Arbeiten nicht zu vermeiden war. Dementsprechend nennt eine Mehrheit der Universitäten die Verbesserung der Information als Priorität für die Jahre 2008–2011 (vgl. Kap. 2.1.5 „Meilensteine der Universitäten“).

Ziel 5 : Gestion et suivi des cursus des étudiants

« La gestion et le suivi des cursus des étudiants est, par son importance, le deuxième poste du projet. Il couvre environ 20% des dépenses prévues notamment pour l'adaptation / création du système d'information par crédits (avec coordination à l'échelle nationale), l'adaptation des procédures d'édition des diplômes et documents officiels, la préparation des nouveaux modèles. » (Coûts initiaux, 2.2.5, p. 6)

An den meisten Universitäten haben die Studierenden jederzeit online Zugang zu ihren Daten und ihrem Studienstand. Ebenfalls haben die meisten Universitäten ein elektronisches Datenverwaltungssystem aufgebaut (resp. sind daran), das die Ausstellung offizieller Dokumente unterstützt (Diploma Supplement, Datenabschrift).

Ziel 6 : Concertation et coordination

« La concertation et la coordination est un aspect fondamental pour garantir à la réforme une cohésion nationale. Il s'agit de prévenir le danger d'obstacles à la mobilité, d'optimiser la complémentarité des universités et d'exploiter au mieux les compétences sur plusieurs sites (réseaux), notamment pour les masters. » (Coûts initiaux, 2.2.6, p. 6)

Die erreichte gesamtschweizerische Kohärenz findet einerseits ihren Ausdruck in den Bologna-Empfehlungen der CRUS, die in einem iterativen nationalen Diskussionsprozess erarbeitet wurden und den universitäts-übergreifenden Konsens zu den Fragestellungen der Reform darstellen. Die gemeinsame Diskussion findet zudem fortlaufend in den Sitzungen des Bologna-Netzwerks (bis 2006 Bologna-Projektleitung), an regelmässigen nationalen Tagungen und Workshops usw. statt.

Es ist zum heutigen Zeitpunkt schwierig, den Erfolg von Abstimmung und Koordination fundiert zu beurteilen. Einige Erfahrungen weisen darauf hin, dass gerade bei Mobilität und Hochschulwechsel zahlreiche Hürden bestehen. Aus diesem Grund ist die nächste Berichtsperiode 2008–2011 ausdrücklich der vertieften Beurteilung der Bolognareform gewidmet (vgl. Kap. 11).

1.4.2 Allgemeine Beurteilung

Die Beurteilung der Umsetzung der Bolognareform fällt zum jetzigen Zeitpunkt gemischt aus: Wesentliche Ziele der Bolognareform konnten in kurzer Zeit erreicht und die **Strukturenreform** abgeschlossen werden. Auch im europäischen Vergleich schneidet die Schweiz daher sehr gut ab. Die **inhaltliche Reform** ist jedoch noch sehr viel konsequenter auf die Kompetenzorientierung und das Konzept des student-centered learning auszurichten. Die Universitäten haben diesen Bedarf erkannt und lancieren bereits entsprechende Überarbeitungen (v.a. betr. Kompetenzorientierung, Workload der Studierenden, qualitative Evaluierung und Überarbeitung der Studienprogramme usw.). Auch die CRUS wird sich – im Rahmen ihrer Kompetenzen – bis 2011 auf die inhaltlichen Fragen und die Beurteilung der Umsetzung konzentrieren. An dieser Stelle soll auch nachdrücklich darauf hingewiesen werden, dass die Erfolge bei der strukturellen Umsetzung nicht mit einem Abschluss der Reform als Ganzes gleichgesetzt werden können, weswegen mit einer abschliessenden Beurteilung noch zugewartet werden muss.

⁸ Vgl. dazu auch den Bericht der universitären Studienberatung AGAB in Kap. 7.1.

Aus Sicht der CRUS ist die ausgelöste Dynamik, welche zu Verbesserungen in der Lehre genutzt wurde, eindeutig ein positiver Aspekt der Bolognareform. Hingegen steckt hinter der Forderung nach **Vergleichbarkeit** der Studienangebote oft eine Verneinung der sinnvollen und notwendigen Pluralität von Hochschulen und deren Studienprofilen. Die Diskussion um Modularisierung, Austausch, Learning Outcomes usw. darf nicht dazu führen, dass der grundlegende Konflikt zwischen **Durchlässigkeit** und **Profilbildungsmöglichkeiten** verkannt wird. Grundsätzlich gilt, dass die inhaltliche Weiterführung der Reform Sache der Universitäten selbst ist.

Eines der prominentesten Ziele der Bolognareform ist die Förderung der **Mobilität**, und gerade dazu wird oft der Vorwurf erhoben, Bologna behindere die Mobilität. Konkrete Zahlen liegen kaum vor, aber die Angaben der Universitäten deuten nicht durchgehend auf eine Verschlechterung hin (vgl. Kap. 3.5 „Mobilität“). Aus Sicht der CRUS darf freilich die in allen Diskussionen über den europäischen Hochschulraum dominante Forderung nach mehr Mobilität stärker kritisch hinterfragt werden: Allzu häufig erscheint Mobilität als Selbstzweck, ohne dass geklärt wird, warum und welche Art von Mobilität aus wissenschaftlicher, akademischer oder universitärer Sicht anzustreben ist. Und wenn Lerninhalte und Outcomes weitgehend harmonisiert und Module frei austauschbar werden, wird fraglich, welchen Mehrwert ein Studienortwechsel – abgesehen vom Studieren in einem anderen sprachlich-kulturellen Umfeld – bringen kann.

Betreffend die Definition von **Lernergebnissen** (Learning Outcomes) ist zu bedenken, dass im Unterschied zur Schule die Universität stets inputorientiert war und dies im Hinblick auf die Pluralität der Ausgestaltung und Profilierung der Angebote auch so bleiben sollte. Auch deshalb können die Outcomes nur autonom von der einzelnen Universität definiert werden.

Die europäische Forderung, der **Employability** der Bachelorabsolventen mehr Aufmerksamkeit zu widmen, muss für die Schweiz relativiert werden. Im Unterschied zu anderen Ländern besteht weder das Ziel noch die Notwendigkeit, dass 70% eines Jahrgangs einen tertiären Bildungsabschluss erwerben. Es ist Aufgabe der Universitäten, im Bachelorstudium solide wissenschaftliche Grundlagen zu vermitteln – selbstverständlich ergänzt durch transversale Fähigkeiten. Bisherige Erfahrungen zeigen im Übrigen, dass die Bachelorabsolventen durchaus gute Chancen beim Eintritt in den Arbeitsmarkt haben.

Eine Beurteilung des Erfolgs der Bolognareform darf sich nicht auf einen wie immer gearteten Vergleich mit dem bisherigen System beschränken, sondern müsste auch die **Herausbildung neuer Optionen**, welche sich den Studierenden in der zweigliedrigen Struktur bieten, berücksichtigen (Praxisphase zwischen Bachelor und Master, Bachelor gefolgt von einem MBA oder MAS usw.). Hochschulen, die bereits Erfahrungen mit mehreren Absolventenjahrgängen aufweisen, „stellen fest, dass das System sehr konservativ ist und diese neuen Optionen erst einmal von den Studierenden erobert und erschlossen werden müssen. Wir denken deshalb, dass sich die neuen Verhältnisse noch (lange) nicht eingependelt haben, vielmehr auch weiterhin aufmerksam verfolgt werden müssen“ (Th. Dyllick, HSG). Gleichzeitig weist freilich ein Bericht der universitären Studienberatung AGAB darauf hin (vgl. Kap. 7.1.1), dass die Fragen der Studieninteressierten zum Übergang in das Masterstudium deutlich zunehmen und sich eine zweite Studienwahlphase abzeichnet. Das Bedürfnis nach detaillierten Überblicks- und Vergleichsinformationen ist deshalb bereits heute enorm.

1.5 Ausblick 2008–2011

Die Bologna-Reform hat zu tief greifenden Veränderungen von Lehre und Lernen an den Universitäten geführt, die noch bei weitem nicht abgeschlossen sind. Auch wenn die Reform als solche kaum mehr in Frage gestellt wird, herrscht vielerorts Skepsis hinsichtlich der Kohärenz und konsequenten Umsetzung der Erneuerungsmassnahmen. Daneben muss davon ausgegangen werden, dass sich angesichts der jetzt erfolgenden konkreten Erfahrungen mit dem neuen Studiensystem auch gewisse Schwächen der neuen Studienorganisation zeigen, die Nachbesserungen erforderlich machen. Das Bedürfnis nach einer Evaluierung der Reform ist daher sowohl seitens der Hochschulen, insbesondere der Studierenden, als auch der Politik gross.

Diesem Bedürfnis nach Evaluierung und Beurteilung trägt die CRUS Rechnung, indem die Tätigkeit ihres Koordinationsteams im Generalsekretariat in den Jahren 2008–2011 schwerpunktmässig auf die Beurteilung wichtiger Reformaspekte ausgerichtet ist:

Studierendenbefragung: Die Studierenden sind die grösste von der Reform direkt betroffene Gruppe. Die Auswertung einer im April 2008 durchgeführten umfassenden Befragung der Studierenden wird systematische, empirisch fundierte Hinweise für eine Beurteilung der Reform aus Sicht der Studierenden liefern. Erste Resultate werden Anfang September 2008 vorliegen.

Masterstudiengänge: 2008/09 werden Fragestellungen mit Bezug zu den Masterstudiengängen unter die Lupe genommen. Neben der Zulassung zu den Masterstudiengängen allgemein und insbesondere der Handhabung der Auflagen sollen die Zulassungsbedingungen zu den spezialisierten Masterstudiengängen und die Umsetzung der Empfehlungen der Arbeitsgruppe zum Thema weiter beobachtet werden.

Studiendauer und Studierbarkeit: Im Auftrag der SUK vom 2. Juli sowie vom 7. Dezember 2007 wird die Bologna-Koordination der CRUS in den nächsten Monaten analysieren, inwiefern sich die Studiendauer im zweistufigen Studiensystem verändert hat und welche Faktoren dabei ausschlaggebend sind. Insbesondere soll die Frage nach der Studierbarkeit der Studiengänge näher untersucht werden.

Durchlässigkeit: Im Auftrag der SUK werden das Bologna-Koordinationsteam der CRUS und das Swiss ENIC (in Absprache mit der KFH und der COHEP) die Umsetzung der Vereinbarung der drei Rektorenkonferenzen zur „Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen“ evaluieren (Quantität der Übertritte, Aufwand für Information, Beratung und Dossieranalyse, Machbarkeit, Aufwand und Kosten für die Studierenden, Erfolg und Misserfolg sowie die Gründe dafür). Erste Ergebnisse sollen 2010 vorliegen.

Anerkennung, Mobilität: Fragen der Anerkennung und Durchlässigkeit stellen sich auch innerhalb und zwischen den Universitäten. Aus diesem Grund sollen die Gründe für Erleichterung oder Behinderung der Mobilität und die Anerkennung von Studienleistungen parallel und abgestimmt mit der Thematik der Hochschulwechsel untersucht werden. Dabei soll auch die Frage, warum und welche Art der Mobilität aus wissenschaftlicher, gesellschaftlicher, akademischer oder universitärer Sicht anzustreben ist, einbezogen werden. Ergebnisse sind für 2010/11 vorgesehen.

ECTS: Die Anwendung von ECTS ist noch nicht zufrieden stellend. Daher arbeiten die Universitäten an Verbesserungen. Das Bologna-Koordinationsteam wird einerseits die Reihe der ECTS-Workshops weiterführen sowie externe Beratungsangebote organisieren und andererseits Beispiele guter Praxis sammeln und allgemein zugänglich machen.

2. Finanzielles Reporting

In den beiden folgenden Kapiteln wird der Stand der Umsetzung an den Universitäten dokumentiert. Das Kapitel dient gleichzeitig dem Reporting zum Kooperationsprojekt „Bologna-Initialkosten“ und zum Kooperationsprojekt „Bologna-Initialkosten in der Medizin“.

2.1 Zum Kooperationsprojekt „Bologna-Initialkosten“

Die Gesamterneuerung der Studienstrukturen hatte für die Universitäten einen grossen Mehraufwand zur Folge. Um einen Teil dieses zusätzlichen Aufwandes abzudecken, wurden für die Jahre 2004–2007 auf Antrag der CRUS von der SUK mit dem Kooperationsprojekt „Bologna-Initialkosten“ projektgebundene Mittel im Rahmen von CHF 30 Mio. bewilligt (7,5 Mio. pro Jahr). Mit diesen zusätzlichen Bundesmitteln sollten an den kantonalen Universitäten die folgenden Arbeiten mitfinanziert werden:

- die generelle Erneuerung der Studienstrukturen,
- die Überführung der Studiengänge in das neue gestufte System,
- die Einführung des Kreditpunktesystems gemäss ECTS,
- die Information und Beratung der Studierenden,
- die Datenverwaltung und Information zum Studienfortschritt,
- die Zusammenarbeit und Koordination zur Sicherung der gesamtschweizerischen Kohärenz des neuen Studiensystems.

2005 wurde auch für die Medizin beschlossen, eine zweistufige Studienstruktur einzuführen (vgl. dazu Kap. 2.1.4 und 3.3.2).

2.1.1 Verteilung der verfügbaren Projektmittel auf die Universitäten

Die zusätzlichen Kosten für die Umsetzung der Bologna-Reform hängen von verschiedenen Faktoren ab: von der Vielfalt des umzustellenden Studienangebots, von der Anzahl der Studierenden und von den auszustellenden Bachelor- und Masterabschlüssen und vom entsprechenden Verwaltungsaufwand. Die folgenden drei Indikatoren dienten zur Berechnung der Projektmittel:

- Anzahl der Lizentiats-/ Diplomstudiengänge vor Beginn der Reform,
- Anzahl der Studierenden,
- Anzahl der Diplome.

Jeder dieser Indikatoren wurde zu einem Drittel gewichtet.

Die SUK hat für die Jahre 2004 und 2005 am 16. Oktober 2003 die untenstehenden Beiträge für die kantonalen Universitäten beschlossen; für das Jahr 2006 am 28. Oktober 2005 und für das Jahr 2007 am 7. Dezember 2006.

Tabelle 1: Projektgebundene Bundesbeiträge für die kantonalen Universitäten

Universität	2004	2005	2006	2007	2004–2007
Basel	866'250	866'250	848'859	848'859	3'430'218
Bern	1'022'250	1'022'250	1'021'551	1'021'551	4'087'602
Fribourg	907'500	907'500	886'585	886'585	3'588'170
Genève	1'278'750	1'278'750	1'257'040	1'257'040	5'071'580
Lausanne	887'250	887'250	855'650	855'650	3'485'800
Luzern	67'500	67'500	84'659	84'659	304'318
Neuchâtel	447'750	447'750	426'486	426'486	1'748'472
St. Gallen	405'000	405'000	421'718	421'718	1'653'436
USI	141'000	141'000	149'463	149'463	580'926
UZH	1'476'750	1'476'750	1'547'989	1'547'989	6'049'478
Total	7'500'000	7'500'000	7'500'000	7'500'000	30'000'000

Keine zusätzlichen projektgebundenen Mittel für die Bologna-Umsetzung erhielten die beiden ETH, da bei ihnen die Lehre vollumfänglich direkt vom Bund finanziert wird.

2.1.2 Zum Vorgehen

Gemäss Ausführungsplan zum Kooperationsprojekt war die CRUS verpflichtet, jährlich einen Bericht z.H. der SUK und des SBF zu erstellen, der sich in ein finanzielles und ein inhaltliches Reporting gliedert.

Der für das letztjährige Reporting entworfene Fragebogen wurde auch dieses Jahr aus Gründen der Vergleichbarkeit und in Absprache mit SBF und SUK nur leicht modifiziert und anfangs Dezember 2007 an alle Universitäten gesandt. In einer rein quantitativen Erhebung wurden vergleich- und konsolidierbare Daten erfasst, u.a.

- die noch geplanten neuen Studiengänge,
- die Joint Master-Programme sowie die gemeinsamen Masterstudiengänge auf nationaler Ebene,
- der Stand der Umsetzung betreffend medizinische Studiengänge, Mobilität, Gender Mainstreaming usw.,
- die jährlich wiederkehrenden resp. dauerhaften Mehrkosten in den Bereichen Lehre, Studienberatung und Administratives usw.

Die Angaben zu den angebotenen Bachelor- resp. Masterprogrammen wurden neu soweit möglich über die Daten in der neuen Datenbank „Studienprogramme“ ermittelt (www.uni-programme.ch). Bei den Angaben über die Zahl der Studierenden, die einen Bachelor-/Masterstudiengang belegen, wurde wie schon in den beiden Vorjahren auf die Zahlen des BFS zurückgegriffen.

2.1.3 Finanzielles Reporting

Auf ein separates finanzielles Reporting für die Ausgaben 2007 wird verzichtet, da die Frist für die Verwendung der Kredite verlängert wurde. Den Universitäten blieb deshalb Zeit bis zum 31. Juli 2008, das Budget voll auszuschöpfen (Verfügung des SBF vom 28. Februar 2007).

Die Universitäten wurden lediglich angefragt, welche Mittel sie für das Jahr 2008 übertragen haben.

Tabelle 2: Bologna-Initialkosten

Universität	Rechnung 2007	Differenz bzw. Übertrag auf 2008
	Total in CHF	Total in CHF
Basel	695'085.00	402'063.00
Bern	1'315'000.00	330'739.00
Fribourg	941'286.00	336'549.00
Genève	1'297'649.85	268'878.74
Lausanne	816'176.55	88'396.93
Luzern	84'659.00	--
Neuchâtel	283'413.00	117'000.00
St. Gallen	421'718.00	--
USI	149'465.00	--
UZH	1'544'728.00	--

Vier Universitäten haben ihr Budget bis Ende 2007 ausgeschöpft. Die übrigen sechs haben einen Übertrag auf das Jahr 2008 vorgenommen. Zum Zeitpunkt der Publikation können deshalb noch keine abschliessenden Angaben zur Verwendung der Gelder gemacht werden. In den Jahren 2004 bis 2006 war jeweils der Posten „Saläre“ der grösste Budgetposten (75–100%) und es ist anzunehmen, dass sich dies auch für die letzte Periode bestätigen wird. Bei den übrigen Ausgaben waren es vor allem die Hard- und Software für den Informatikbereich und die Druckkosten für bolognaspezifisches Informationsmaterial sowie externe Mandate, für die die Mittel gebraucht wurden.

2.1.4 Kooperationsprojekt „Bologna-Initialkosten in der Medizin“

Im Jahr 2005 wurde die Umstellung auf das Bologna-System auch für die medizinischen Studiengänge beschlossen. Die SUK sprach 2005 für diese Umstrukturierung weitere 2 Mio. CHF für die Jahre 2006 und 2007 gemäss folgender Verteilung:

Tabelle 3: Projektgebundene Bundesbeiträge für die kant. Universitäten mit medizinischen Studienprogrammen

Universität	Projektgebundene Beiträge	
	2006	2007
Basel	155'887	155'887
Bern	187'539	187'539
Fribourg	30'861	30'861
Genève	149'316	149'316
Lausanne	176'559	176'559
Neuchâtel	6'156	6'156
UZH	293'682	293'682
Total	1'000'000	1'000'000

Drei der sieben Universitäten haben ihre Mittel bis Ende 2007 ausgeschöpft. Die übrigen vier haben einen Übertrag für die Periode bis Ende Juli 2008 gemacht. Eine abschliessende Darstellung der Verwendung der finanziellen Mittel ist auch hier noch nicht möglich. Aber auch für dieses Projekt stellte der Posten „Saläre“ den Hauptanteil der Ausgaben.

Tabelle 4: Bologna-Initialkosten medizinische Studienprogramme

Universität	Rechnung 2007 Total in CHF	Differenz bzw. Übertrag auf 2008 Total in CHF
Basel	181'850.95	92'418.85
Bern	187'539.00	77'299.00
Fribourg	41'508.00	.-.
Genève	89'829.65	63'091.30
Lausanne	174'553.00	.-.
Neuchâtel	12'312.00	12'312.00
UZH	295'864.00	.-.

2.1.5 Meilensteine der Universitäten

Die Universitäten wurden jeweils nach ihren Meilensteinen befragt. Für das Jahr 2007 haben vier Universitäten ihre Meilensteine erreicht. Sechs erreichten ihre Ziele mehrheitlich (4 zu 3/4 und 2 zu 2/3), eine war zu 1/2 und eine zu knapp 1/3 erfolgreich. Die meisten der nicht erreichten Meilensteine werden gemäss den Universitäten bis Ende 2008 erreicht, die übrigen bis 2009. Die Hauptgründe für das Nichterreichen waren fehlende personelle Ressourcen oder Unterschätzen des Prozesses.

Für die Jahre 2008–2011 nehmen sich die Universitäten u.a. die Reformierung der Doktorsstufe, die Evaluation der Bologna-Studienprogramme und die Qualitätssicherung vor.

Tabelle 5: Meilensteine der Universitäten für die Jahre 2008–2011

Universität	Meilenstein 1	2	3	4
Basel	Schaffung und Koordination Qualitäts-sicherungsprozesse wie Monitoring der Lehre, Evaluation der Studiengänge etc.	Überarbeitung aller Bologna-Studiengänge in qualitativer Hinsicht: Stichworte qualification framework, klare Kompetenzorientierung etc.	Fertigstellung der Umstellung der Verwaltungsprozesse (ECTS im weitesten Sinne) an den verbleibenden Fakultäten.	Modernisierung der Doktorsstufe sowie weitere Schaffung innovativer und attraktiver Studiengänge, vor allem auf Master-ebene.
Bern	Revisionen RSL/Studienpläne/ PhD-Programme	Entwicklung PhD-Programme, Graduate Schools, Spezialisierte Master, neue SP	Beobachtung der Übergänge Ba-Ma (universitätsintern und mit anderen Hochschulen)	Aktive Information innerhalb der Universität bezüglich Bologna
Fribourg	Permettre aux étudiants encore inscrits en licence ou en diplôme de terminer dans les délais ou de passer dans le système de Bologne à temps	Garder la durée des études dans des proportions raisonnables	Valoriser sur le plan professionnel le titre de Bachelor	Formaliser les conditions d'accès au doctorat
Genève	Cartographie de l'offre de formation dans les Hautes Ecoles de Suisse Romande	Promotion des masters interdisciplinaires	Evaluation des programmes	Renforcer la collaboration avec les HEU et en particulier les HES pour la mise sur pied de formations conjointes.

Lausanne	Septembre 2008, démarrage du Master en Médecine et du MSc en sciences du sport et de l'éducation physique (en collaboration avec l'UNIGE).	Septembre 2008 ou 2009, démarrage du MA en muséologie (en collaboration avec l'UNIGE et l'UNINE).	Septembre 2009, démarrage du MLaw (bilingue, en collaboration avec l'UZH), du Master spécialisé en sciences infirmières, et du MSc en biogéosciences (en collaboration avec l'UNINE).	Réorganisation de la gestion administrative des MAS.
Luzern	Verbesserung der Definition von Learning Outcomes	Einrichtung strukturierter Doktoratsprogramme	Ausbau der Online-Information (ECTS-Informationspaket, Transcript of Records, Online-Verfügbarkeit der Leistungsausweise)	Unerreichte Meilensteine 2007
Neuchâtel	Développement de nouvelles fonctionnalités	Portail étudiants 5 Développement des outils statistiques	Immatrication en ligne 6 Gestion électronique des dossiers d'équivalence	Evaluation de l'enseignement 7 Livret de cours
St. Gallen	Konsolidierung und Optimierung der Studienarchitektur	Vereinfachung der administrativen Prozesse	Effizientere und effektivere Informationsbereitstellung (z.B. Redesign Web-Auftritt)	Ausbau Controlling- und Reporting-Instrumente (Cockpit)
USI	L'introduction de la réforme est pratiquement terminée			
UZH	Reform der Doktoratsstufe	Strategischer Ausbau von Joint-Programmen	Internationalisierung	Kompetenzorientierung (nqf.ch-HS; Tuning etc.)
ETH Zürich	Konsolidierung des zweistufigen Studienmodells.	Fortsetzung und Abschluss des Projekts: "Roadmap: Massnahmen zur Verbesserung von Lehre und Studium an der ETH Zürich".	Die Internationale Rekrutierung von Master-Studierenden erfolgt prinzipiell nur nach strengen Qualitätskriterien.	
EPFL	Introduction de comités "aviseurs" pour chaque programme d'études	Adéquation entre objectifs de la formation et programmes de cours	Développement et flexibilisation de l'offre de mineurs; Offre transparente en compétences génériques	Mise en place d'une passerelle pour les étudiants provenant des HES

2.2 Jährlich wiederkehrende resp. dauerhafte Mehrkosten

In einer relativ kurzen Zeitspanne haben die Universitäten die Studienstrukturen gemäss den Bologna-Richtlinien umgestellt. Es mussten neue Studienpläne entwickelt, Studienreglemente und Zulassungsrichtlinien ausgearbeitet werden, das ECTS-System wurde eingeführt u.v.a.m. Dies alles war nicht ohne einen grossen Mehraufwand zu leisten.

In vielen Bereichen fallen mit dem neuen Studiensystem aber neue und vor allem zusätzliche Aufgaben für die Universitäten an. Bereits 2003 haben die Universitäten darauf hingewiesen, dass für einen nachhaltigen Erfolg der Bolognareform die Sicherstellung einer ausreichenden Finanzierung zentral ist. Die für die laufende Beitragsperiode 2008-11 vorgesehene Erhöhung der Grundbeiträge deckt kaum die Zunahme der Studierendenzahlen ab, geschweige denn die dauerhaft durch das neue Studiensystem entstehenden Mehrkosten. Der steigende Aufwand für die Universitäten ergibt sich aus der Einführung neuer Instrumente sowie zusätzlichen Aufgaben resp. Entscheidungsprozessen:

- Mit der Einführung von ECTS und den erforderlichen Datenverwaltungssystemen steigt der administrative Aufwand (mehr Prüfungen, Dateneingabe, Diploma Supplement).
- Die Abläufe im Zusammenhang mit der Zulassung zum Masterstudium sind komplex und arbeitsaufwändig: Die formale Dossierprüfung und die inhaltlich-fachliche Abklärung müssen zwischen zentraler Zulassungsstelle und den Fakultäten abgestimmt werden.
- Studierende, die bei der Zulassung zum Masterstudium Auflagen oder Bedingungen erfüllen müssen, sind zu betreuen resp. verursachen den entsprechenden Aufwand in der Lehre.
- Die mit der Bolognareform einhergehende Modularisierung, aber auch Forderungen wie die Möglichkeit des Teilzeitstudiums erfordern eigentlich eine Erweiterung des Lehrangebots, insbesondere der obligatorischen Veranstaltungen (mehrfache Durchführung).
- Wenn die mit Bologna geforderte kompetenzen-orientierte Lehre verwirklicht werden soll, ist eine verstärkte, regelmässige und vor allem zeitintensive Zusammenarbeit aller an der Lehre Beteiligten erforderlich. Denn Studiengänge können nicht mehr wie früher von Einzelpersonen entwickelt sowie betrieben werden. Ganze Teams mit Mitgliedern, die verschiedenes Know-how besitzen (inhaltlich, didaktisch, administrativ, finanziell, rechtlich) sind gefragt.

Gleichzeitig wird von vielen Seiten – ob zu Recht oder nicht – nach Verbesserungen der bisherigen Umsetzung gerufen. Die Universitäten sind ihrem Selbstverständnis nach klar einer hoch stehenden Qualität in Lehre und Lernen verpflichtet. Es ist jedoch schwer ersichtlich, wie sie neue Aufgaben und Nachbesserungen der Reform ohne eine deutliche Verstärkung der Grundsubventionen überhaupt umfassend leisten sollen.

Gemäss Angaben der Universitäten erklärt sich der dauerhafte Mehraufwand wie folgt:

Aufwand für Prüfungen

Ein grosser Posten bei den dauerhaften Mehrkosten ergibt sich aus der neuen Form der Prüfungen. An die Stelle von wenigen grossen Zwischen- und Abschlussprüfungen treten vermehrt Einzel- oder Modulprüfungen. Und mehr Prüfungen generieren einen höheren administrativen Aufwand: Die Universitäten quantifizieren diesen Mehraufwand auf bis zu 200%.

Auch die Neuorganisation der medizinischen Prüfungen verlangt einen Mehraufwand von die Universitäten: sowohl personell als auch kompetenzmässig (vgl. Kap. Medizin 3.3.2).

Lehrangebot erweitert

Die Neustrukturierung der Studien bedeutete für die Universitäten auch eine Erweiterung des Lehrangebots: Einführung von neuen Minor, interdisziplinärer und/oder Spezialisierter Masterstudiengänge usw. Vor allem die Masterstudiengänge sollen zur Profilierung auf

nationaler und internationaler Ebene beitragen und sind deshalb für die Universitäten strategisch wichtig.

In einigen Fällen brachte die Bologna-Reform eine Verlängerung des Studiums (von 4 auf 4,5 oder 5 Jahre).

« L'offre n'a pas augmenté de manière significative, mais de nouveaux cours ont été introduits ici et là pour permettre de donner à certains masters un profil propre. » (UniNE)

Studienberatung

« Des conseillers aux études ont maintenant été engagés dans chaque faculté. A l'UniNE, on peut estimer à 5 postes supplémentaires qui ont été créés. »

Alle Universitäten verzeichnen eine Zunahme der Studienberatung, z.T. um bis zu 200%. Es sind nicht nur die Studierenden, die die Nachfrage steigern, auch die betroffenen administrativen Organe verlangen mehr Informationen. Mehrere Gründe sind die Ursache dieser steigenden Nachfrage:

- es bestehen Unsicherheiten bezgl. Modalitäten, Anerkennung, Dauer, Übergänge,
- die Studienverläufe sind mit dem neuen Studienmodell individueller geworden,
- die Studienstrukturen wurden komplexer und vernetzter,
- die erhöhte Wahlfreiheit im Studium,
- der neue Übergang Bachelor/Master,
- die Einführung des Kreditpunktesystems,
- die Mobilitätsprogramme mit den neuen Studienstrukturen,
- das Teilzeitstudium,
- die Durchlässigkeit Fachhochschule/Pädagogische Hochschule – Universität.

Viele Universitäten verzeichnen auch eine Zunahme externer Beratungen um Zulassung zum Masterstudium; es geht dabei vermehrt auch um Themen wie Visa oder Finanzen.

Informationsaufwand betreffend Studienangebot

« Pour la mobilité IN en Master, il est nécessaire de vérifier le cursus de Bachelor des étudiants, au cas par cas, pour déterminer s'ils sont acceptés sans/avec conditions préalables et éventuellement quelles sont les équivalences qu'ils peuvent obtenir pour des cours suivis dans d'autres institutions. » (UniL)

Aufgrund der vielen Veränderungen und der verschiedenen Studienangebote müssen die Informationen auf vielfältige Weise zugänglich gemacht werden: Informationsplattformen müssen betreut werden, es gibt Informationstage für alle Stufen, und es zeigt sich auch, dass die Ansprüche der Interessierten allgemein gestiegen sind.

Mit der Internationalisierung der Masterstufe werden zudem sämtliche Lehrbetriebs-Applikationen sowie Informationen zweisprachig Regionalsprache plus Englisch angeboten.

ECTS-Verwaltung/ Administration

Die Einführung von ECTS verlangt von den Universitäten bedeutende Anpassungen in der Konzeption und Organisation der universitären Ausbildung. Um den Studienfortschritt der Studierenden zu dokumentieren, ist eine strukturierte und zuverlässige Datenbank mit vollständigen Angaben zu den Studienleistungen für die hochschulinterne Verwaltung notwendig.

Die Universitäten schätzen den zusätzlichen Verwaltungsaufwand auf bis zu 200%.

„Der Aufwand wird von den Fakultäten als erheblich bezeichnet. Besonders ins Gewicht fällt die Implementierung der erforderlichen Software (SAP CM) und die weitgehende Individualisierung der Studienverläufe. Der Verwaltungsaufwand ist auch wegen der Strukturierung von bisher einteiligen Studiengängen ohne Zwischenabschluss in 2-stufige Studiengänge mit 2 Abschlüssen gestiegen. Jetzt bereits nimmt die Betreuung der Leistungsnachweise viel Zeit und Energie in Anspruch. Später wird noch die Verwaltung der Abschlüsse hinzukommen.“ (UZH)

Ein Bereich wird von den Universitäten mehrfach explizit genannt:

Der **Aufwand betreffend das Zulassungsverfahren zum Masterstudium** wird als enorm gross bezeichnet: Schon im letztjährigen Zwischenbericht der CRUS hat die „Kommission für Zulassung und Äquivalenzen“ in ihrem „Bericht der Universitäten zur Masterzulassung“ (vgl. Zwischenbericht 2006/07, A.2 S. 124ff) auf diesen Umstand hingewiesen und die neuen Zulassungsprozesse beschrieben.

Weitere Bereiche, deren Aufwand mit Bologna gemäss den Universitäten markant zugenommen hat:

- Koordination und Planung des Studienangebots,
- Marketing und Kommunikation,
- Änderung der Semesterdaten,
- Gleichwertigkeitsbescheinigungen Lizentiat/ Master,
- Qualitätssicherung, Akkreditierung.

3. Stand der Bolognareform

3.1 Stand der Umstellung von Studiengängen bis 2007/08

Zu Beginn der Umstellung war den Universitäten ein Zeitrahmen bis zum Jahr 2010 gegeben worden, um alle Studiengänge nach der zweistufigen Studienstruktur umzustellen. Die Universitäten haben dieses Ziel schon erreicht, sie bieten seit 2007 nur noch Bachelor-/ resp. Masterprogramme an.

3.1.1 Angebotene Studiengänge

In der untenstehenden Tabelle ist die Anzahl der von den Universitäten angebotenen Bachelor- und Masterstudiengänge aufgeführt. Da die Art und Weise der Zählung zwischen den einzelnen Universitäten stark variiert, können die Zahlen jedoch nicht direkt verglichen werden. Eine durchgehende Tendenz zeigt sich dennoch: Einer begrenzten Anzahl von Bachelorstudiengängen steht ein breiteres und diversifizierteres Angebot an Studiengängen auf Masterstufe gegenüber. Einzige Ausnahme bildet zurzeit noch die Universität Zürich, da dort das Gros der Masterstudiengänge erst in den kommenden Jahren starten wird (vgl. Kap. 3.1.4).

Tabelle 6 : Studiengänge nach Universitäten im Herbstsemester 2007/08

Universität	B	M (inkl. SpM)
Basel	20	27
Bern	47	58
Fribourg	46	57
Genève	27	50
Lausanne	15	26
Luzern	11	13
Neuchâtel	10	19
St. Gallen	5	10
USI	4	21
UZH	50	23
EPFL	13	18
ETH Zürich	23	34
Total	271	356

3.1.2 Angebotene Studienprogramme

In vielen Studienbereichen können innerhalb eines Studiengangs mehrere „Studienblöcke“ miteinander kombiniert werden. Die CRUS bezeichnet jeden eigenständig strukturierten Teil eines Studiengangs als „Studienprogramm“. Ein Studiengang besteht also immer aus einem oder mehreren Studienprogrammen.⁹ Die untenstehenden Zahlen sind der Datenbank Studienprogramme Schweiz entnommen, die seit November 2007 über das Internet zugänglich ist (www.uni-programme.ch) und in der die Studienprogramme (nicht die Studiengänge) erfasst sind. Für weitere Informationen zur Datenbank vgl. Kap. 7.1.2.

Die unterschiedlichen Zahlenwerte in der untenstehenden Tabelle und Tabelle 6 ergeben sich also aus dem Unterschied zwischen Studiengang und Studienprogramm.

Im Herbstsemester 2007/08 haben die Universitäten 559 Bachelorstudienprogramme und 544 Masterstudienprogramme sowie 30 Spezialisierte Masterstudienprogramme angeboten. Zusätzlich ist in der Datenbank ein Grossteil der MAS-Angebote erfasst.

Tabelle 7: Studienprogramme nach Universitäten im Herbstsemester 2007/08

Universität	B	M	SpM	MAS
Basel	53	63	7	12
Bern	84	108	3	20
Fribourg	103	59	1	8
Genève	61	70	–	*
Lausanne	42	87	–	14
Luzern	12	14	–	1
Neuchâtel	12	35	2	*
St. Gallen	5	10	2	8
USI	4	20	–	6
UZH	147	35	5	16
ETH Zürich	23	26	9	13
EPFL	12	17	1	10
Total	559	544	30	92

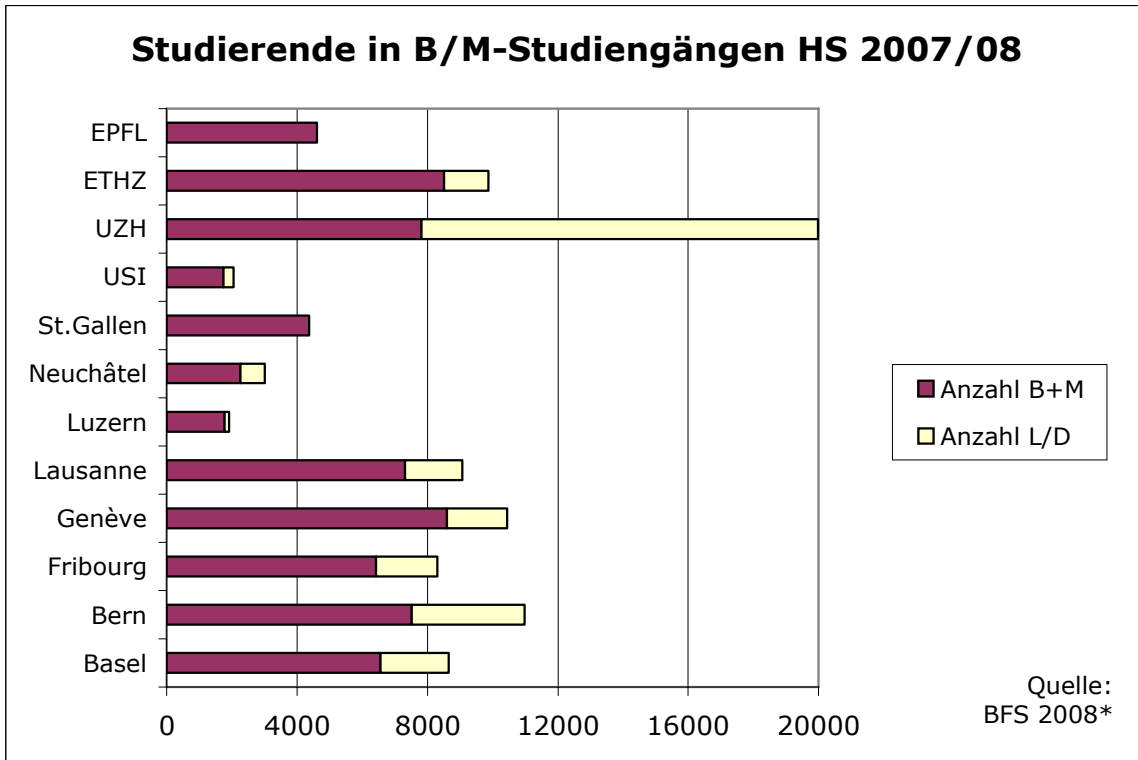
* Zurzeit keine Angaben in der Datenbank Studienprogramme Schweiz vorhanden.

⁹ Studiengang: Eine hinsichtlich des Umfangs (ECTS-Credits) und strukturell definierte Einheit, deren erfolgreiche Absolvierung mit einem universitären Grad abgeschlossen wird (Bachelor, Master) und deren Einzelheiten durch ein Reglement bestimmt sind; insbesondere die Zulassungsbedingungen, die Voraussetzungen, welche für die Verleihung des Grades zu erfüllen sind, sowie die Bezeichnung des zu erwerbenden Grades.

3.1.3 Studierende in Bachelor-/ Masterstudiengängen

72% aller Studierenden (das sind 67'478) belegten im Herbstsemester 2007/08 die neuen gestuften Studiengänge: 52'610 in Bachelor-, 14'868 in Master-Studiengängen. Gegenüber dem Vorjahr belegten damit 10% mehr Studierende die gestuften Studiengänge.

Abbildung 1: Studierende in Bachelor- und Masterstudiengängen im Herbstsemester 2007/08



*Daten des BFS für das Herbstsemester 2007/08.

3.1.4 Noch geplante Bachelor-/Master-Studiengänge

Die Umstrukturierung zum Bachelor/Master-System ist mehrheitlich abgeschlossen: Die Universitäten planen, noch 16 Bachelor- und 109 Masterstudiengänge sowie 28 Spezialisierte Masterstudiengänge einzurichten. Die noch grosse Anzahl geplanter Masterstudiengänge der Universität Zürich resultiert aus dem Umstand, dass die grösste Schweizer Universität ihre Studiengänge erst im Herbstsemester 2006/07 umgestellt hat.

Tabelle 8: Geplante Studiengänge nach Universitäten im Herbstsemester 2007/08

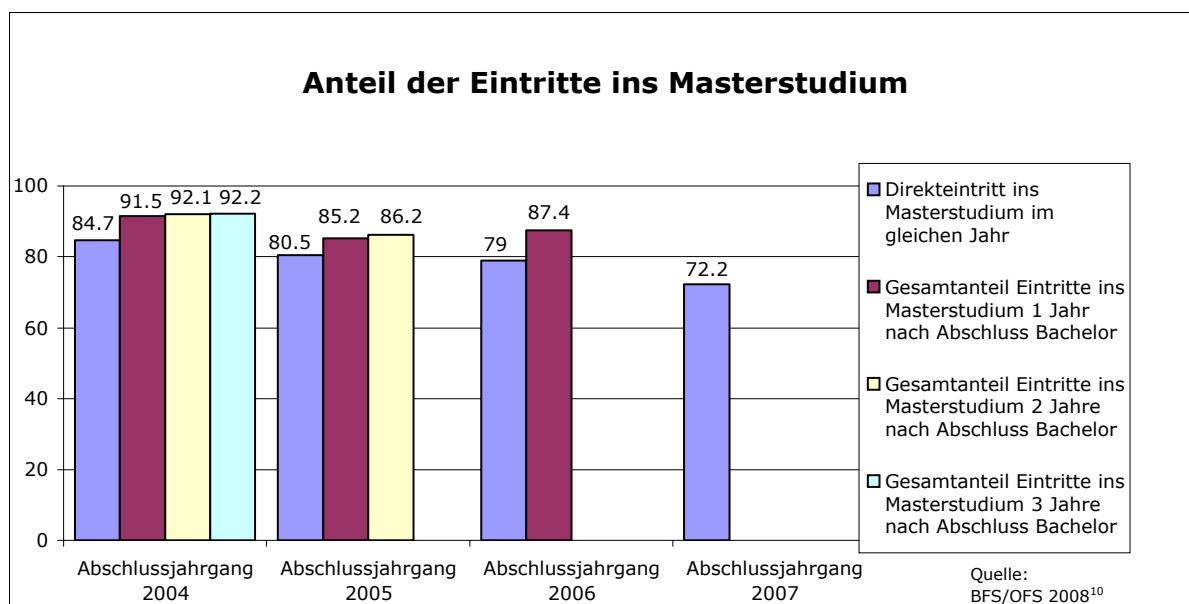
Universität	B	M	SpM (Bereiche)
Basel	1	2	2 (1 Wiwi, 1 Exakte+Naturw)
Bern	–	2	6 (3 G+S, 1 Wiwi, 1 Med+pharm, 1 Inter+autres)
Fribourg	–	2	–
Genève	1	2	2 (1 G+S, 1 Exakte+Naturw)
Lausanne	–	5	1 (1 Inter+autres)
Luzern	10	12	–
Neuchâtel	–	1	2 (2 G+S)
St. Gallen	–	–	–
USI	2	–	–
UZH	2	83	10 (5 G+S, 1 Wiwi, 1 Recht, 1 Exakte+Naturw, 2 Med+pharm)
ETHZ	–	–	3 (1 G+S, 1 Exakte+Naturw, 1 Techn.)
EPFL	–	–	2 (1 Techn., 1 Inter+autres)
Total	16	109	28

3.2 Übertritt ins Masterstudium: Verhalten der Studierenden¹⁰

3.2.1 Anteil der Übertritte ins Masterstudium

Das Übertrittsverhalten ins Masterstudium von Bachelorabsolventinnen/-absolventen wird seit 2004 berechnet. In der untenstehenden Grafik wird für jeden der vier Abschlussjahrgänge dargestellt, wie viel Prozent der Absolventinnen und Absolventen direkt nach dem Bachelorabschluss ein Masterstudium aufgenommen haben sowie für jede Kohorte der Gesamtanteil der Eintritte ins Masterstudium ein Jahr, zwei Jahre, resp. drei Jahre später.

Abbildung 2: Anteil der Eintritte ins Masterstudium



Im Herbstsemester 2007/08 sind von den Bachelorabsolventinnen/-absolventen 2007 72,2% direkt in ein Masterstudium einer Schweizer Hochschule eingetreten. Der Anteil der Direkteintritte ins Masterstudium sank seit dem Startjahr der Berechnung kontinuierlich: 2004 betrug der Wert 84,7%, im Folgejahr 2005 80,5% und 2006 betrug er 79%.

Ein direkter Vergleich der Kohorten 2004–2007 ist aber nicht möglich, da mit dem Fortschreiten der Umsetzung der Bolognaformel laufend immer mehr Fachbereiche hinzukommen. Zu Beginn werden Bachelorabschlüsse v.a. in Wirtschaftswissenschaften und Recht vergeben, darauf folgen die Exakten und die Naturwissenschaften. Auch die Anzahl der vergebenen Bachelorabschlüsse steigt stark an: Gegenüber einem Total von 1032 Personen im Jahr 2004, sind es ein Jahr später 2898, 2006 4936 Personen und 2007 7110 Personen. Um die „Bewegungen“ der Bachelorabsolventinnen/-absolventen erklären zu können, müssen in den folgenden Jahren genauere Analysen erfolgen. So können geringere Anteile bei den Übertritten ins Masterstudium nicht automatisch als Abnahme interpretiert werden, sondern sind der Effekt verschiedener Einflüsse, wie z.B. der Tatsache, dass in der Grundgesamtheit, welche die Berechnungsbasis bildet, die Geistes- und Sozialwissenschaften 2007/08 mehr Gewicht haben als in den früheren Jahren. In diesem Bereich liegen die Übertrittsquoten nämlich deutlich unter dem Schweizer Durchschnitt.

¹⁰ Quelle: Spezialauswertung BFS/SHIS, Studierende und Abschlüsse der schweizerischen Hochschulen.

Die folgende Tabelle gibt eine detailliertere Aufschlüsselung darüber, was von den Bachelorabsolventinnen/-absolventen statistisch erfasst ist:

Tabelle 9: Universitäre Hochschulen: Studienverläufe der Bachelorabsolventinnen/ -absolventen 2004–2007

Abschluss-jahrgang	Status	HS 2004/05	HS 2005/06	HS 2006/07	HS 2007/08
2004	Eintritt ins Masterstudium	84,7%	91,5%	92,1%	92,2%
	Eintritt in Studiengang auf anderer Studienstufe (nicht Master)	0,4%	0,8%	0,9%	1,1%
	Verbleib im Studiengang des Bachelorabschlusses	3,6%	0,2%	.	.
	Exmatrikulation	11,3%	7,6%	7,1%	6,7%
	Total erfasste Personen*	1032	1032	1032	1032
2005	Eintritt ins Masterstudium		80,5%	85,2%	86,2%
	Eintritt in Studiengang auf anderer Studienstufe (nicht Master)		1,2%	3,6%	3,8%
	Verbleib im Studiengang des Bachelorabschlusses		5,2%	0,5%	0,1%
	Exmatrikulation		13,1%	10,7%	10,0%
	Total erfasste Personen*		2898	2898	2898
2006	Eintritt ins Masterstudium			79%	87,4%
	Eintritt in Studiengang auf anderer Studienstufe (nicht Master)			1,7%	2,0%
	Verbleib im Studiengang des Bachelorabschlusses			6,2%	0,3%
	Exmatrikulation			13,1%	10,3%
	Total erfasste Personen*			4936	4936
2007	Eintritt ins Masterstudium				72,2%
	Eintritt in Studiengang auf anderer Studienstufe (nicht Master)				1,7%
	Verbleib im Studiengang des Bachelorabschlusses				9,4%
	Exmatrikulation				16,8%
	Total erfasste Personen*				7110

* ohne Personen, die im selben Jahr einen Masterabschluss oder ein herkömmliches Lizentiat bzw. Diplom erworben haben.

Beim Vergleich der Studienverläufe der Bachelorabsolventinnen und -absolventen, werden bei den Studierenden, die nicht direkt in ein Masterstudium eintreten, drei Gruppen unterschieden: eine eher kleine Gruppe, die in einen Studiengang auf anderer Studienstufe eintritt (nicht Master), eine Gruppe, die im Studiengang des Bachelorabschlusses verbleibt, und eine Gruppe, die sich exmatrikuliert.

Die Verbleibquote von Absolventinnen und Absolventen auf der Bachelorstufe hat im Vergleich zu 2006 um 3% zugenommen. Eine mögliche Erklärung dafür sind gemäss BFS die Ergänzungsleistungen, die in gewissen Fällen vor der Aufnahme des Masterstudiums erbracht werden müssen. Es stellt sich die Frage, ob diese Studierenden separat erfasst werden sollten oder zu Auswertungszwecken den Masterstudierenden zuzurechnen sind. Diese Überlegung ist in der zurzeit laufenden SHIS-Revision ein Thema.

Die Exmatrikulationsquote steigt als Folge der abnehmenden Direktübertrittsquote in den Vergleichsjahren 2004–2007 an. Beim Abschlussjahrgang 2007 ist sie mit 16,8% mehr als 3% höher als beim Abschlussjahrgang 2006. Die Gründe dafür können vielfältig sein: z.B.

eine Auszeit, die Einschreibung im Ausland, usw. Diese Verschiebungen sollten nicht überbewertet werden, da sie für einen Systemwechsel üblich sein können.

3.2.2 Status der Bachelorabsolventinnen und -absolventen nach Fachbereichen

Das Übertrittsverhalten von Bachelorabsolventinnen/-absolventen wird auch nach Fachbereichen nach den gleichen Kriterien untersucht. Beim Vergleich der Direktübertrittsquote ins Masterstudium sind die höchsten Werte bei den Rechtswissenschaften mit 90,1% und den Technischen Wissenschaften mit 87,9% anzutreffen. Die tiefsten Direktübertrittsquoten finden sich im Gegensatz dazu in den interdisziplinären Fachbereichen mit 56,6% und den Wirtschaftswissenschaften mit 58,8%. Die tiefsten Exmatrikulationsquoten weisen mit 2,8% die Technischen Wissenschaften und mit 4,7% die Medizin und Pharmazie auf; die höchsten Werte sind bei den Geistes- und Sozialwissenschaften mit 28,2% zu finden.

Auffallend ist, dass im Fachbereich Medizin und Pharmazie fast 30% der Absolventinnen und Absolventen im Studiengang des Bachelorabschlusses verbleiben. Da die ersten Bachelorabschlüsse in der Medizin erst 2008 vergeben werden, muss es sich um die Pharmazie und die Pflegewissenschaften handeln. Hier müssten zusätzliche Auswertungen gemacht werden, um die Gründe für die ausserordentlich hohe Verbleibsquote zu ermitteln.

Abbildung 3: Status der Bachelorabsolventinnen und -absolventen 2007 im HS 2007/08 nach Fachbereich

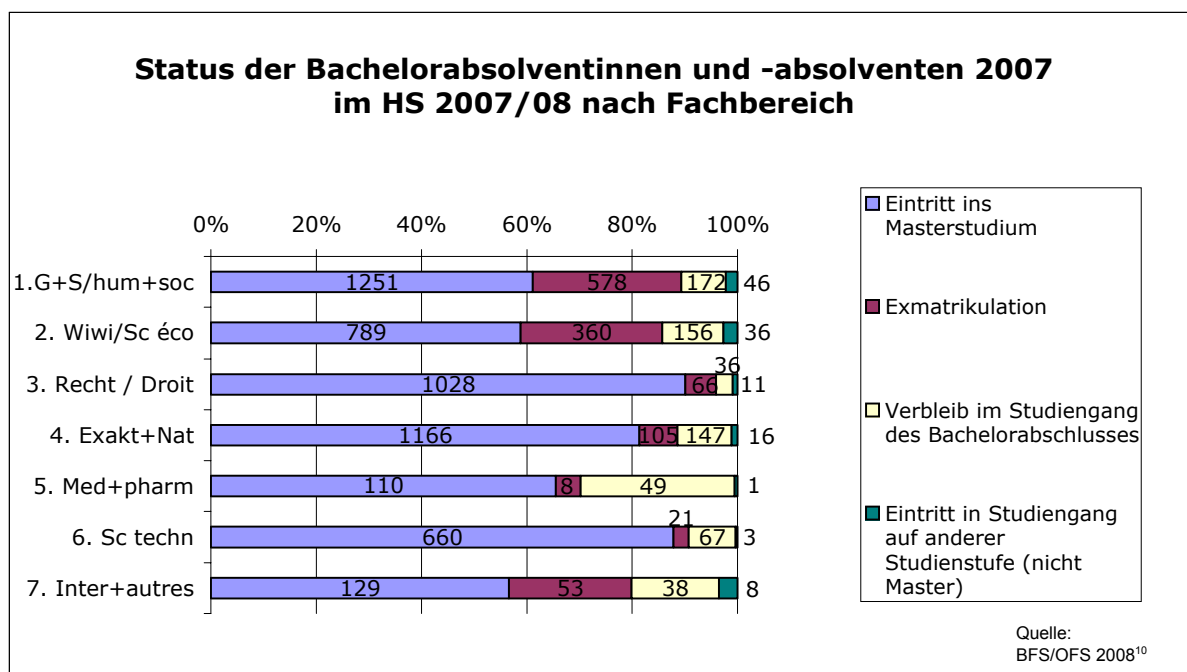


Tabelle 10: Status der Bachelorabsolventinnen und -absolventen 2007 (Zahlen zur Grafik)

Fachbereich	Eintritt ins Masterstudium	In %	Exmatrikulation	In %	Total
1. G+S/hum+soc	1251	61.11	578	28.24	2047
2. Wiwi/Sc éco	789	58.83	360	26.85	1341
3. Recht / Droit	1028	90.10	66	5.78	1141
4. Exakt+Nat	1166	81.31	105	7.32	1434
5. Med+pharm	110	65.48	8	4.76	168
6. Sc techn	660	87.88	21	2.8	751
7. Inter+autres	129	56.58	53	23.25	228
Total	5133	72.2	1191	16.8	7110

3.2.3 Woher kommen die Masterstudierenden?

Von den Studierenden, die sich im Herbstsemester 2007/08 im Masterstudium befinden, haben 28% zuvor eine andere Hochschule besucht. Letztes Jahr waren es nur unmerklich weniger. Die CRUS hat in ihrer Strategie 2005–2015 als Ziel eine Quote von 25% der Studierenden vorgegeben, die ihren Bachelorabschluss an einer anderen Hochschule erworben haben sollten. Diese wurde damit mehr als erreicht:

Tabelle 11: Verteilung der Eintretenden ins Masterstudium nach Eintritts- und Herkunftsuniversität, Herbstsemester 2007/08

Universität	Abschluss/letzte Immatrikulation* an gleicher Universität		Abschluss/letzte Immatrikulation* an anderer Schweizer Universität		Abschluss/letzte Immatrikulation* an Schweizer Fachhochschule		Abschluss im Ausland **	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Basel	398	78.8	30	5.9	9	1.8	68	13.5
Bern	500	71.9	117	16.8	28	4	50	7.2
Fribourg	680	86.4	33	4.2	32	4.1	42	5.3
Genève	928	68.1	89	6.5	18	1.3	328	24.1
Lausanne	506	63.8	145	18.3	9	1.1	133	16.8
Luzern	168	86.6	9	4.6	8	4.1	9	4.6
Neuchâtel	217	61	77	21.6	9	2.5	53	14.9
St. Gallen	437	71.2	55	9	53	8.6	69	11.2
USI	203	76.6	23	8.7	4	1.5	35	13.2
UZH	77	26.9	14	4.9	8	2.8	187	65.4
EPFL	565	80	11	1.6	.	.	130	18.4
ETHZ	990	75.9	71	5.4	25	1.9	218	16.7
Total	5669	72.1	674	8.6	203	2.6	1322	16.8

* bei nicht graduierten Eintretenden

Quelle: BFS/OFS 2008¹⁰

** Personen, die noch nie an einer Schweizer Hochschule immatrikuliert waren, und Eintretende ohne Schweizer Hochschulabschluss, deren letzte Immatrikulation an einer Schweizer Hochschule mehr als zwei Jahre zurückliegt.

3.3 Inhaltliche Aspekte des neuen Studiensystems

3.3.1 Studie zur Curricula-Reform

Nach rund sechs Jahren Bologna-reform an den Schweizer Hochschulen und der Fertigstellung grösserer Umstrukturierungen – das Zieldatum Ende 2005 zur Anpassung aller Studienreglemente wurde eingehalten – ist nun für die Schweizer Hochschullandschaft der ideale Moment gekommen, eine Zwischenbilanz zu ziehen. Die Studie *Die Curricula-Reform an Schweizer Hochschulen*¹¹, unterstützt von der Universität Zürich und der CRUS, hat sich unter diesem Gesichtspunkt intensiv mit dem Stand der Umsetzung von Bologna in einer Anzahl Studiengänge auseinandergesetzt und führt eine ähnliche Studie aus dem Jahr 2000 weiter¹². Sie untersucht im Studienjahr 2006/07 19 Studiengänge aus sechs Disziplinen (Biologie, Informatik, Wirtschaftswissenschaften, Recht, Soziologie und Lehndiplom

¹¹ Hildbrand/Tremp/Jäger/Tückmantel, *Die Curricula-Reform an Schweizer Hochschulen*, Bern, CRUS, 2008. Die Studie ist in Deutsch, Französisch und Englisch erhältlich. Die Materialien zur Studie liegen nur auf Deutsch vor: www.bolognareform.ch → Publications → 2008

¹² Hildbrand/Tremp/Jermann, *Curricula an Schweizer Hochschulen*, Bern, Geschäftsstelle des SWTR, Arbeitsdokument HP-DT 6/2000.

Primarstufe). Die verschiedenen Hochschultypen und die drei grössten Sprachregionen sind in der Auswahl der analysierten Studiengänge vertreten, um Kriterien der Repräsentativität und der Vergleichbarkeit zu erfüllen.

Die Untersuchung zielt darauf ab, durch den Bologna-Prozess verursachte Veränderungen struktureller und inhaltlicher Natur an den Studiengängen der Schweizer Hochschulen aufzuzeigen, um die Schwerpunktsetzung und -massnahmen für die weitere Reformarbeit zu definieren. Zu diesem Zweck werden drei Hauptbereiche betrachtet: die Struktur der Studiengänge, deren Inhalt und thematische Ausrichtung und die Steuerung des Reformprozesses.

Die Untersuchung der beiden ersteren Bereiche basiert auf der Analyse von Unterlagen, die Ende 2006 auf dem Internet verfügbar waren wie universitäre Reglemente, Studienreglemente, Studienprogramme und Veranstaltungsverzeichnisse. Die Analyse des dritten Bereichs, die Steuerung des Reformprozesses, beruht auf Ergebnissen eines Fragebogens, der von Curriculums-Verantwortlichen der analysierten Curricula ausgefüllt wurde.

Die Ergebnisse zeigen auf, dass die Strukturreform abgeschlossen ist, während für die inhaltliche Reform noch viel geleistet werden muss. Die wichtigsten Feststellungen sind folgende:

- Die Basiselemente sind strukturell überall umgesetzt. Im Grossen und Ganzen wird eine gemeinsame Terminologie verwendet; einzelne Begriffe bezeichnen jedoch teilweise nicht genau das Gleiche (z.B. Modul).
- Das Potenzial der Modularisierung wird kaum ausgeschöpft (z.B. im Hinblick auf eine Flexibilisierung in den Studiengängen).
- Die Konzeption der Studiengänge ist nicht genügend systematisch auf den Lernprozess der Studierenden und ihrer Aneignung von Kompetenzen ausgerichtet.
- Einzelne inhaltliche Aspekte der Bologna-Reform sind nur schwer erkennbar (europäische Dimension ist meistens auf Fremdsprachen reduziert, Arbeitsmarktorientierung).
- Die Vergleichbarkeit des Studienangebots ist wegen der mangelhaften Ausrichtung der Studiengänge auf Kompetenzen noch nicht gegeben und bremst die Mobilität und das lebenslange Lernen (LLL).
- Die Verantwortung der traditionellen Organisationseinheiten (Fakultäten, Departemente, Institute...) für die Umsetzung der Reform bremst eher die Konzipierung eines output-orientierten Angebots an Studiengängen und die Koordination auf Ebene der Disziplinen.

Ausgehend von diesen Beobachtungen geben die Autoren zuhanden der Rektorenkonferenzen folgende Empfehlungen ab:

- Es werden Prioritäten für die nächsten Reformziele festgelegt und die nächsten Entwicklungsschritte definiert.
- In umfassendem Sinn bolognagerechte Studienangebote werden durch Koordination auf Fachebene konkretisiert.
- Es werden Good Practice-Beispiele zu ausgewählten Fragestellungen der Bologna-Reform bereitgestellt.
- Zu weiteren zentralen Aspekten der Bologna-Reform werden vertiefende Analysen durchgeführt.

Das Plenum der CRUS hat in seiner Sitzung vom Januar 2008 die Studie zur Kenntnis genommen und, nach Bedankung bei den Autoren, Bologna-Delegation und -Netzwerk beauftragt zu bestimmen, wie den Resultaten und Empfehlungen der Untersuchung am besten Rechnung getragen werden könnte. Es werden insbesondere folgende Themen vertieft werden müssen: Verbesserung der Vergleichbarkeit des Studienangebots unter Berücksichtigung der jeweiligen Profile der Programme und Institutionen; Mobilität (Rolle, Ausgestaltung und Ziel); Konsolidierung von Rezeption und Verständnis der Reform.

Allgemein erachtet das Plenum der CRUS die kritische Reflexion einzelner Reformziele durch die politischen und universitären Akteure für wünschenswert.

3.3.2 Die Reform des Medizinstudiums

Die Umstellung des Studiums auf das Bologna-System im Bereich der Medizin findet parallel zum Inkrafttreten des neuen Bundesgesetzes über die universitären Medizinalberufe (MedBG) vom 23. Juni 2006 statt.

Gemäss dem Entscheid des Plenums der CRUS vom 28. Oktober 2005 sieht das neue Modell für das Studium der Humanmedizin ein Bachelor- und ein Masterstudium von je 180 ECTS-Credits vor (je drei Jahre bei Vollzeitstudium). Auf Masterstufe sind 60 Credits (ein Jahr Vollzeitstudium) für die klinische Ausbildung vorgesehen. Der Studiengang wird mit der eidg. Prüfung abgeschlossen und bei Erfolg das Eidgenössische Arztdiplom verliehen.

Die Studiengänge der Zahnmedizin und Veterinärmedizin bestehen ihrerseits aus einem Bachelorstudium von 180 ECTS-Credits und einem Masterstudium von 120 Credits. Sie werden mit der eidg. Prüfung und mit der Verleihung eines eidgenössischen Diploms abgeschlossen.



Einführung der neuen Studiengänge in der Humanmedizin

Die neuen Bachelorstudiengänge wurden in der Medizin 2006/07 an den Universitäten Genf, Basel und Freiburg eingeführt. 2007/08 wurde das neue Studiensystem auch in den anderen Universitäten eingeführt.

In den Universitäten Genf, Lausanne und Bern fand die Einführung der neuen Studiengänge rückwirkend statt, d.h. Studierende im zweiten Jahr der Universitäten Genf und Bern, respektive im zweiten und dritten Jahr der Universität Lausanne wurden in einen Bachelorstudiengang überführt. Dies hat zur Folge, dass die ersten Bachelor of Medicine bereits Ende des laufenden akademischen Jahres (2007/08) verliehen werden und die ersten Masterstudiengänge im Herbst 2008 an den Universitäten Genf und Lausanne beginnen. In Basel und Bern beginnen die Masterstudiengänge im Herbst 2009; in Zürich im Herbst 2010. Die ersten Master of Medicine werden Ende des akademischen Jahres 2010/11 an den Universitäten Genf und Lausanne verliehen werden (vgl. untenstehende Tabelle).

Tabelle 12 : Einführung der neuen Studiengänge in der Humanmedizin

Universität		05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13
Basel	B				B				
	M							M	
Bern	B				B				
	M							M	
Genève	B			B					
	M						M		
Lausanne	B			B					
	M						M		
Zürich	B					B			
	M								M

-  neue Studiengänge
 rückwirkende Überführung der Kohorten in einen Bachelorstudiengang
B/M erste Verleihung der neuen Abschlüsse
- ↑ 1.9.07 : Inkrafttreten MedBG | Dès 2011, organisation des examens par les universités

Hinweise:

- Die Universität **Fribourg** bietet zurzeit nur die ersten beiden Jahre des Bachelorstudiums in Humanmedizin an, wird jedoch auf Beginn des akademischen Jahres 2009/10 einen vollständigen Bachelorstudiengang anbieten.
- Die Universität **Neuchâtel** bietet nur das erste Jahr des Bachelorstudiums an. Gestützt auf ein entsprechendes Abkommen, welches zurzeit auf die neuen Studienstrukturen angepasst wird, können die Studierenden ihr Studium an den Universitäten Genf oder Lausanne fortsetzen.

Einführung der neuen Studiengänge in der Zahn- und Veterinärmedizin

Die Einführung der neuen Studiengänge in der Zahn- und Veterinärmedizin (in Basel, Bern, Genf und Zürich) folgt demselben Zeitplan wie in der Humanmedizin. Allerdings werden die ersten Master of Dental Medicine bereits Ende des akademischen Jahres 2009/10 von der Universität Genf verliehen, da die Masterstudiengänge 120 ECTS-Credits resp. zwei Jahre Vollzeitstudium umfassen (gegenüber 180 Credits in der Humanmedizin).

In der Veterinärmedizin (wird nur in Bern und Zürich angeboten) hat die erste Studienkohorte das Studium 2007/08 aufgenommen; die Masterstudiengänge werden 2010/11 starten und die ersten Master of Veterinary Medicine am Ende des akademischen Jahres 2011/12 vergeben.

Auswirkungen des neuen Bundesgesetzes über die universitären Medizinalberufe (MedBG)

Das neue Bundesgesetz über die Medizinalberufe ist am 1. September 2007 in Kraft getreten. Es sieht eine Übergangsperiode für die Übertragung der Prüfungsorganisation vom Bund an die Universitäten vor. Vier Jahre nach Inkrafttreten, d.h. im Jahr 2011, wird die erste eidg. Prüfung gemäss der neuen Ordnung stattfinden. Die Kompetenzübertragung macht seitens der Universitäten administrative und organisatorische Massnahmen erforderlich und hat daneben auch finanzielle Konsequenzen.

Zwei Universitäten geben dazu an, eine interne Arbeitsgruppe eingerichtet zu haben; eine andere hat einen externen Auftrag für die Beurteilung und Bestimmung zu ergreifender Massnahmen vergeben. Mehr als die Hälfte der Universitäten erachten die Einrichtung neuer administrativer Strukturen für die Behandlung der akademischen Dossiers der Studierenden und die Organisation der Prüfungen als notwendig.

Die Universitäten weisen auf die durch diese Neuerungen entstehenden dauerhaften Mehrkosten hin und unterstreichen, dass deren Deckung durch allfällige zusätzliche Mittel offen ist. Ausserdem ist gemäss Angaben aus zwei Universitäten die Frage der Entschädigung der externen Prüfungsexperten, die bisher vom Bundesamt für Gesundheit getragen wurde, nicht geklärt.

Die Neuorganisation scheint auf gutem Wege zu sein, ist aber bei weitem noch nicht abgeschlossen. So sind etwa Fragen hinsichtlich des Koordinationsbedarfes zwischen den Universitäten und der Finanzierung der Neuorganisation weiterhin offen.

Weitere Aspekte bei der Reform des Medizinstudiums

Die Universität Basel bietet neben den traditionellen Studiengängen auch Masterstudiengänge im Bereich der Biomedizin und des Gesundheitswesens an.

Die Universität Genf richtet zurzeit ein umfassendes Studienprogramm im Bereich der Weiterbildung ein, das längerfristig alle klinischen Bereiche und/oder eine Reihe von Spezialisierungen umfassen könnte.

3.3.3 Spezialisierte Masterstudiengänge

Definition und Besonderheiten

Die Spezialisierten Masterstudiengänge sollen den Universitäten die Profilbildung in bestimmten Bereichen ermöglichen und daher nicht den Hauptanteil ihres Studienangebots ausmachen. Die Spezialisierten Masterstudiengänge definieren sich über die Möglichkeit, spezifische Zulassungsbedingungen festzulegen (Art. 3, Abs. 3 der *Bologna-Richtlinien* der SUK). Wie für alle Masterstudiengänge ist für die Zulassung ein Bachelorabschluss in der/den definierten Studienrichtungen erforderlich; zusätzlich kann die Universität jedoch die Erfüllung weiterer Bedingungen verlangen, etwa vertiefte Sprachkenntnisse, Kenntnisse auf einem bestimmten Gebiet oder die Absolvierung eines Praktikums.

Es ist darauf hinzuweisen, dass nicht die Gesamtheit der Masterstudiengänge mit inhaltlichen Spezialisierungen im vorliegenden Kapitel behandelt wird, sondern ausschliesslich diejenigen, welche besondere Zulassungsbedingungen aufweisen (Spezialisierte Masterstudiengänge).

In ihrer *Regelung für die Zulassung zu den Spezialisierten Masterstudiengängen* vom 16. September 2005 legt die CRUS die entsprechenden Rahmenbedingungen fest:

- In jedem Fall muss klar ersichtlich sein, weshalb ein bestimmter Studiengang zu den Spezialisierten Masterstudiengängen gehört (Art. 1).
- Die Zulassungsbedingungen beziehen sich primär auf inhaltliche Voraussetzungen (Sprachkenntnisse, Praktika usw.), werden im Voraus festgelegt und publiziert (Art. 3 und 5).
- Wenn Mindestnoten als Zulassungskriterium verwendet werden, dürfen sich diese nur auf relevante Teilgebiete des Spezialisierten Masterstudiengangs beziehen und nicht auf die Bachelor-Gesamtnote (Art. 5).
- Die festgelegten Zulassungsbedingungen gelten für alle Bewerberinnen und Bewerber. Jede Bewerberin, jeder Bewerber, welche diese erfüllt, wird zugelassen (Art. 7).

Von den Universitäten angebotene Spezialisierte Masterstudiengänge

Die Einführung der Spezialisierten Masterstudiengänge ist, wie diejenige der Masterstudiengänge allgemein, noch im Gange. Gemäss Angaben der Universitäten sind 28 Spezialisierte Masterstudiengänge in Planung (vgl. Tabelle 8), womit sich das Gesamtangebot mittelfristig auf 58 Studiengänge erhöhen dürfte.

Tabelle 13 : von den Universitäten angebotene Spezialisierte Masterstudiengänge

Universität	SpM 05/06	SpM 06/07	SpM 07/08
Basel	2	2	7
Bern	–	2	3
Fribourg	–	1	1 ¹³
Genève	7	15	–
Lausanne	–	–	–
Luzern	–	–	–
Neuchâtel	2	2	2
St. Gallen	2	2	2
USI	–	–	–
UZH	–	2	5
ETH Zürich	1	5	9
EPFL	1	1	1
Total	15	32	30

Die untenstehende Tabelle erfasst die im Herbstsemester 07/08 von den Schweizer Universitäten angebotenen Spezialisierten Masterstudiengänge. Der Vollständigkeit halber werden die gesamten Zulassungsbedingungen inkl. die einschlägigen Bachelorabschlüsse erfasst, auch wenn letztere keine zusätzlichen Bedingungen darstellen.

Tabelle 14 : Spezialisierte Masterstudiengänge/ Link/ Zulassungsbedingungen

Uni BS	<p>Master of Arts in African Studies http://www.unibas-zasb.ch/deutsch/studium/abschluesse/ma-studiengang.php</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss mit 60 KP aus folgenden Richtungen: Afrikanistik, Biologie, Forstwissenschaften, Geographie, Geschichte, Politikwissenschaft, Sozial- und Kulturanthropologie/Ethnologie, Soziologie oder Umweltwissenschaften. • Englischkenntnisse auf Niveau B2 (Cambridge First certificate oder TOEFL paper-based : 520 Punkte, computer-based : 190 Punkte)
	<p>Master of Arts in Etudes françaises et francophones http://franz.unibas.ch/studium/studienprofile/ma-etudes-francaises-francophones/</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss in Geistes- und Kulturwissenschaften, Rechtswissenschaften oder Wirtschaftswissenschaften • Französischkenntnissen auf Niveau B2 des Europäischen Referenzrahmens mittels eines anerkannten Sprachzertifikats
	<p>Master of Arts in European Studies http://www.europa.unibas.ch/cms4/index.php?id=121</p> <p>Bachelorgrad von mindestens 180 KP einer schweizerischen universitären Hochschule. Davon müssen mindestens 150 KP erworben werden in einer oder mehreren der folgenden Studienrichtungen: Rechtswissenschaft , Wirtschaftswissenschaft (Betriebswirtschaftslehre und Volkswirtschaftslehre), Politikwissenschaft , Soziologie, Kommunikations- und Medienwissenschaften, Sozial- und Kulturanthropologie / Ethnologie, Geschichte, Osteuropa-Studien der Universität Basel</p>

¹³ Gemäss Beschluss des Conseil de la Faculté des Lettres der Universität Freiburg vom 17. April 2008 wird dieser Studiengang nicht mehr als Spezialisierter Masterstudiengang angeboten. Ab dem Herbstsemester 2008/09 ist für die Zulassung ein Bachelor in Psychologie ausreichend.

Uni BS	<p>Master of Arts in Sprache und Kommunikation http://sl-w.philhist.unibas.ch/departement/suk/ Bachelorabschluss mit 60 KP aus folgenden Richtungen (wovon mindestens 30 KP in Sprachwissenschaft bzw. Linguistik): Ägyptologie, Klassische Philologie, Deutsche Sprach- und Literaturwissenschaft, Englische Sprach- und Literaturwissenschaft, Französische Sprach- und Literaturwissenschaft, Iberoromanische Sprach- und Literaturwissenschaft, Italienische Sprach- und Literaturwissenschaft, Linguistik, Nordische Sprach- und Literaturwissenschaft, Slawische Sprach- und Literaturwissenschaft</p>
	<p>Master of Arts in Mehrsprachigkeit http://www.fhnw.ch/ph/isek2/master</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss in Gesellschaftswissenschaften, Psychologie oder Bachelorabschluss im selben Umfang erbracht an einer von der Universität Basel anerkannten Hochschule, wovon mindestens 15 KP in Erziehungswissenschaften (eine Zulassung mit Auflage gemäss § 16 Abs. 4 der Studierenden-Ordnung der Universität Basel vom 18. Mai 2005 wird ausgeschlossen) oder ein von der Erziehungsdirektorenkonferenz anerkannter Abschluss einer von der Universität Basel anerkannten Pädagogischen Hochschule mit Studiengang Vorschul-/Unterstufe und Primarstufe, Sekundarstufe I (SLA) oder Sekundarstufe II (HLA). • Französisch- und Deutschkenntnisse auf dem Niveau C1 des Europäischen Referenzrahmens mittels eines anerkannten Sprachzertifikats oder einer gleichwertigen Abschlussprüfung einer von der Universität Basel anerkannten Hochschule
	<p>Master of Arts in Altertumswissenschaften (TMA) http://philhist.unibas.ch/studium/master/</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss der Universität Basel im Bereich der Geistes-, Kultur- oder Sozialwissenschaften, wenn der Erwerb von mindestens 40 KP im Bereich der Altertumswissenschaften nachgewiesen werden kann, oder gleichwertige Studienleistungen im selben Umfang, erbracht an einer von der Universität Basel anerkannten Hochschule. • Französische Sprachkenntnisse auf dem Niveau B2 gemäss Europäischem Sprachenportfolio, nachgewiesen durch Maturitätsausweis oder gleichwertigen Abschluss.
	<p>Master of Arts and Science in Sustainable Development www.msd.unibas.ch/</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 KP in Mathematik und Statistik inkl. Methoden der empirischen Sozialforschung; • 12 KP zu philosophischen, sozialwissenschaftlichen, naturwissenschaftlichen und ökonomischen Themen der Nachhaltigen Entwicklung. <p>Studierende, welche nicht oder nur teilweise über diese Kenntnisse verfügen, werden mit Auflagen zum Studium zugelassen.</p>
UniBE	<p>Master of Science in Climate Science http://docs.rechtsdienst.unibe.ch/Gesetze/studium/phil-nat-sp-ma-klimawissenschaften-2006-06-30.pdf</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelor in div. def. Studienrichtungen (Geo, Phys, Math, usw.) • Der Abschluss darf nicht älter als 10 Jahre sein. • Aufnahmegespräch (protokolliert) : In einem persönliche Gespräch soll geprüft werden, ob <ul style="list-style-type: none"> ○ sich die Bewerbenden auf Grund ihrer bisher erworbenen Kenntnissen und ihren Interessen bezüglich der weiteren akademischen Ausbildung für die besonderen Anforderungen des M Sc in Climate Sciences eignen, ob ○ sich die Erwartungen des Hauptbetreuers mit denjenigen der/s Kandidaten betreffend des thematischen Schwerpunktes, der Betreuung der Masterarbeit sowie eventuellen Zusatzleistungen (gemäss Studienplan bis zum Umfang von 60 ECTS-Punkten) decken, und ob ○ die sprachlichen und kommunikativen Voraussetzungen einen erfolgreichen Studienabschluss gewährleisten.
	<p>Master of Science in Biomedical Engineering http://www.bioeng.master.unibe.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> • Universitär- oder FH-Bachelor, Master oder Diplom in Maschineningenieur, Mikrotechnik, Elektronik, Mechatronik, Systemtechnik, Biomedical Engineering, Technischer Informatik, Physik, Human-, Zahn- oder Veterinärmedizin • Die Abschlüsse sind nur gültig, wenn sie nicht älter als sechs Jahre alt sind. Begründete Ausnahmen sind möglich. Der Ausschuss Lehre entscheidet über diese Ausnahmen.

UniBE	<p>Master of Arts in Public and Management Policy http://www.idheap.ch/pmp.nsf/vwBaseDocuments/AAPMP01?OpenDocument&lng=fr</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschlüsse der Fachrichtungen Volkswirtschaftslehre, Betriebswirtschaft, Politikwissenschaften, Soziologie oder Rechtswissenschaften oder eines als äquivalent erachteten Universitätsabschlusses • Die Zulassung wird auf Vorschlag der Studienleitung und auf Antrag der Konferenz der Dekane von den zuständigen Instanzen der betroffenen Hochschule ausgesprochen.
UniFR	<p>Master of Science en psychologie / Master of Science in Psychologie (Psychologie clinique et psychologie de la santé / Klinische Psychologie und Gesundheitspsychologie)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelor en psychologie • Admission sur examen. Les études sont effectuées en français, en allemand et en anglais. L'accès exige un examen qui évalue les compétences de suivre l'enseignement dans les trois langues. <p>HINWEIS : Gemäss Beschluss des Conseil de la Faculté des Lettres der Universität Freiburg vom 17. April 2008 wird dieser Studiengang nicht mehr als Spezialisierter Masterstudiengang angeboten. Ab dem Herbstsemester 2008/09 ist für die Zulassung ein Bachelor in Psychologie ausreichend.</p>
UNINE	<p>Master of Science in Hydrogeology http://www2.unine.ch/formation/page1138.html</p> <p>Le MSc en Hydrogéologie est un Master spécialisé. Sont admis en MSc en Hydrogéologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les titulaires d'un Bachelor en sciences (BSc) en géologie d'une haute école universitaire suisse. • Les titulaires d'un Bachelor en génie civil ou rural d'une EPF.
	<p>Master of Science in Biogeosciences http://www2.unine.ch/formation/page1136.html</p> <p>Le MSc en biogéosciences est un Master spécialisé. Sont admis en MSc en biogéosciences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les titulaires d'un Bachelor en sciences (BSc) en Biologie d'une haute école universitaire suisse, ayant acquis cumulativement au moins : <ul style="list-style-type: none"> ○ 12 crédits ECTS de base en géologie ○ 12 crédits ECTS en chimie générale et organique ○ 6 crédits ECTS en base de mathématiques et/ou statistique • Les titulaires d'un Bachelor en sciences (BSc) en Sciences de la Terre d'une haute école universitaire suisse, ayant acquis cumulativement au moins : <ul style="list-style-type: none"> ○ 12 crédits ECTS de base en biologie ○ 12 crédits ECTS en chimie générale et organique ○ 6 crédits ECTS en base de mathématiques et/ou statistique • Les titulaires d'un Bachelor en sciences, orientation pluridisciplinaire en Sciences de la Nature de notre Université.
HSG	<p>Master of Arts in Strategy and International Management http://www.sim.unisg.ch/</p> <ul style="list-style-type: none"> • GMAT: As from the Fall Semester 2007/08 a GMAT score of 650 constitutes a standard minimum criterion for admission to the Master's Program in Strategy and International Management. The test result must not be older than five years. In individual cases, applicants whose native language is not German may, in line with the objectives of the course, be given an opportunity to be admitted with a lower GMAT score of 650. In any case the test may be not under the score of 600. This policy is called Variety Management and the idea is to strengthen cultural diversity at the University of St. Gallen. Applicants with degrees from the University of St. Gallen or another university whose core native language is German, however, will be subject to the minimum criterion without exception. • English proficiency: Students whose native tongue is not English and who apply for a place on an English-language Master's course shall provide evidence of proficiency in English as a foreign language at the levels of C2 (CEF). This evidence may be provided by means of an examination in English at Proficiency Level II at the University of St. Gallen or by means of another examination that corresponds to levels C2 (CEF). <p>External applicants need to provide further documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Curriculum vitae • Letter of motivation • Two letters of reference

HSG	<p>Master of Arts in Quantitative Economics and Finance http://www.miqef.unisg.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> • English proficiency: Students whose native tongue is not English and who apply for a place on an English-language Master's course shall provide evidence of proficiency in English as a foreign language at the levels of C2 (CEF). This evidence may be provided by means of an examination in English at Proficiency Level II at the University of St. Gallen or by means of another examination that corresponds to levels C2 (CEF). • Graduate Record Examination (GRE): Please be aware that the GRE test score is a vital deciding factor. The minimum score for an admission to be looked at is 700 in the quantitative section. The test result must not be older than two years. The GRE General Test measures critical thinking, analytical writing, verbal reasoning, and quantitative reasoning skills and is designed to provide some measure of your potential to perform in a graduate program. Thus it helps the Admission Committee to evaluate candidates in a uniform and standardized way. <p>External applicants need to provide further documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Curriculum vitae • Letter of motivation • Two letters of reference: The two letters of reference should not only provide significant information about your demonstrated leadership and management potential, but also about your soft skills such as the ability to work in a team.
HZJ	<p>Master of Science in Computational Science www.ggd.unizh.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelor's degree in a Physical Science or Engineering discipline, or Mathematics or Computer Science, is a prerequisite for this program. • A short statement (up to 300 words) of your specific interests in Computational Science. <p>Specialised Master in Environmental Sciences http://www.unizh.ch/uwinst/index.php?site=teaching/master/master</p> <ul style="list-style-type: none"> • Studierende mit einem anerkannten Bachelorabschluss, ausreichenden naturwissenschaftlichen Grundlagenkenntnissen sowie Grundkenntnissen in Umweltwissenschaften • Die Überprüfung der Erfüllung der Anforderungen erfolgt auf der Grundlage der vorliegenden Bewerbungsunterlagen im Einzelgespräch. • Applications are reviewed by an admission committee composed of faculty members of the programme from the University of Zurich. Applicants will be assessed on the basis of their academic record and letters of recommendation. Short-listed candidates will be invited for an interview in Zurich. Please note that we cannot reimburse any expenses for travel or accommodation in Zurich. <p>Master of Science in Medizinische Biologie http://www.degrees.uzh.ch/studiengang.php?CG_SAP_id=50319046&lang=de&SC_SAP_id=50017160</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zur Zulassung können sich Inhaberinnen und Inhaber eines eidgenössischen medizinischen oder veterinärmedizinischen Staatsexamens bei der interfakultären MD-PhD Kommission (IMPK) bewerben. • Mit der schriftlichen Bewerbung sind folgende Unterlagen einzureichen: <ul style="list-style-type: none"> ○ das Maturazeugnis, ○ sämtliche während des vorangegangenen Studiums erworbenen Prüfungsausweise, ○ die Medizinische Dissertation (sofern bereits absolviert), ○ das Arztdiplom, dessen Erteilung in der Regel nicht länger als drei Jahre zurückliegt, ○ sowie allfällige Arbeitszeugnisse. • Der Kommission ist ferner ein Vorschlag über einen Arbeitsort für die Masterarbeit vorzulegen. Damit dieser akzeptiert werden kann, muss das vorgeschlagene Institut oder Labor eine hochwertige Forschungsaktivität dokumentieren und eine umfassende Betreuung und Anleitung der Studierenden gewährleisten. • Die Kommission kann bei mangelnder Eignung des Arbeitsplatzes den Bewerberinnen und Bewerbern Alternativen empfehlen oder die Zulassung zum Masterstudiengang zurückweisen. • Das Studiendekanat der MNF entscheidet auf Antrag der Kommission endgültig über die Zulassung <p>Master of Science in Neural Systems and Computation / in Neuronale Systeme und Informationsverarbeitung http://www.degrees.uzh.ch/studiengang.php?CG_SAP_id=50372297&lang=de&SC_SAP_id=50017160</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelorabschluss in Mathematik, Physik, Chemie, Informatik, Ingenieurwissenschaften oder Biologie. • Als Zulassungsbedingung für alle Bewerber gilt ein persönliches Interview

<p style="text-align: center;">UZH + ETH Zürich</p>	<p>Master of Science in Computergestützte Biologie und Bioinformatik http://www.cbb.ethz.ch/</p> <p>ETHZ Studienreglement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sie besitzen ein Bachelor-Diplom im Umfang von mindestens 180 KP ECTS oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss oder Leistungsnachweis einer universitären Hochschule oder einer Schweizerischen Fachhochschule in einer für den Master-Studiengang CBB qualifizierenden Studienrichtung. Zu den qualifizierenden Studienrichtungen gehören insbesondere (in alphabetischer Reihenfolge): Angewandte Biowissenschaften, Biochemie, Biologie, Chemie, Chemieingenieurwissenschaften, Elektroingenieurwissenschaften, Informatik, Maschineningenieurwissenschaften, Materialwissenschaft, Mathematik, Mikrotechnik, Pharmazeutische Wissenschaften, Physik, Rechnergestützte Wissenschaften. • Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen muss ein entsprechender Nachweis erbracht werden. • Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden. • Der Bewerbung ist zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen: <ul style="list-style-type: none"> ○ ein persönliches, auf englisch verfasstes Bewerbungsschreiben, in welchem die Motivation und die Ziele für ein Master-Studium in CBB sowie drei Mentoren/Mentorinnen, nach Priorität geordnet, aufgeführt sein müssen; ○ ein Empfehlungsschreiben eines Professors/einer Professorin der Herkunftshochschule; ○ allenfalls weitere für die Beurteilung der Bewerbung relevante Dokumente • Der Zulassungsausschuss CBB prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium und formuliert zuhanden des/der Studiendelegierten einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen. • Der Rektor/die Rektorin entscheidet auf Antrag des/der Studiendelegierten über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen. <p>Précision sur la page web :</p> <ul style="list-style-type: none"> • English Level C1 <p>The proposed Masters program is a specialized program, since no Bachelor degrees in the field are issued by UZH or ETHZ. Hence, all admissions will be sur dossier.</p>
<p style="text-align: center;">UZH + ETH Zürich</p>	<p>Master of Science in Computergestützte Biologie und Bioinformatik http://www.bioc.uzh.ch/cbb/admission/UZH-admissions.html</p> <p>UZH:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bachelor in folgenden Disziplinen: Biologie, Chemie, Mathematik, Physik, Informatik, Elektroingenieurwesen und Informationstechnologie, sowie aus dem mechanischen, chemischen und "control" Ingenieurwesen. • sufficient knowledge of English to be able to follow the lectures • In addition to the completed application form, we require letters of recommendation from two scientists who are familiar with your previous academic work, and who can judge your potential as a Master student. <p>Applications are reviewed by an admissions committee composed of faculty members from both UZH and ETH. Short-listed candidates may be invited for interview in Zurich. Selection for admission is based on the committee's assessment of the student's ability to perform well in the programme.</p>
<p style="text-align: center;">EPFL</p>	<p>Master of Science en Management de la Technologie et Entrepreneuriat http://mte.epfl.ch</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme ou Master d'ingénierie ou d'architecture ou un titre jugé équivalent. • L'admission au master en Management de la Technologie et Entrepreneuriat se fait sur dossier et préavis du programme MTE. L'analyse et la sélection des dossiers sont effectuées sur la base de critères qualitatifs, à savoir en tenant compte : <ul style="list-style-type: none"> ○ de la moyenne des notes, ○ des lettres de recommandation et ○ de la lettre de motivation du candidat.

Master of Arts in Comparative and International Studies (MACIS)

<http://www.cis.ethz.ch/education/macis>

Studienreglement 2006:

- Einen Notendurchschnitt von 90% der Maximalnote der jeweiligen Notenskala (= Note 5.5 in der Schweiz) aufweisen oder zu den besten 20% des entsprechenden Studienjahrgangs der jeweiligen Hochschule gehören; und
- Studienleistungen im Umfang von mindestens 12 KP ECTS in einer oder mehreren der folgenden sozialwissenschaftlichen Studienrichtungen aufweisen: Politikwissenschaft, Soziologie, Volkswirtschaftslehre.
- Ausreichende Englischkenntnisse. Kandidatinnen und Kandidaten müssen einen der beiden folgenden Tests absolviert haben: „Test of English as a Foreign Language“ (TOEFL) oder „International English Language Testing System“ (IELTS).
- Zwei Empfehlungsschreiben von verschiedenen Professorinnen/ Professoren
- Persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium aufgeführt sein müssen.

Der Zulassungsausschuss CIS prüft die Kandidatinnen und Kandidaten auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium. Die Empfehlungsschreiben, das Bewerbungsschreiben, die Englischkenntnisse sowie allfällige weitere Dokumente werden in die Beurteilung miteinbezogen.

Précisions sur la page web:

- English Level C2

How we select?

Fulfillment of the formal requirements does not guarantee admission to the program. MACIS students are selected based on competitive evaluation of their submitted application material.

Master of Science in Applied Geophysics (ETH Zürich, TU Delft, RWTH Aachen)

http://www.ethz.ch/prospectives/master/index?course_id=52

Admission to the joint Master's programme may be granted by the Executive Committee to :

- applicants in possession of a Bachelors degree in appropriate subject areas (e.g. earth sciences, environmental sciences, physics, engineering) issued by one of the partner universities,
- applicants who have received high-quality B.Sc. degrees (e.g. a minimum upper second-class honours in the U.K. type of system or a minimum grade-point average of 75% in other systems) in appropriate subject areas (e.g. earth sciences. environmental sciences, physics, engineering) from other top universities worldwide.
- Applicants who are not in possession of a Bachelors degree in appropriate subject areas issued by one of the partner universities, but who are in possession of a confirmation of admission provided by one of the partner universities, are eligible for admission.
- The language of instruction is English. All students are required to have sufficient proficiency in English to participate in classes taught in English.

Master of Science in Atmospheric and Climate Science

<http://www.rechtssammlung.ethz.ch/?document=3.1.2>

Studienreglement 2006:

- Bachelor-Diplom oder einen mindestens gleichwertigen Leistungsnachweis einer universitären Hochschule in einer für den MSc AC qualifizierenden Studienrichtung (Erd-, Umweltnatur- und Agrarwissenschaften)
- Nachweis über grundlegende und fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten in den Fachgebieten Mathematik, Chemie, Physik und Naturwissenschaftliche Systeme. Diese Kenntnisse, die in der Regel in den aufgeführten Studienrichtungen vermittelt werden, bilden ein minimales fachliches Anforderungsprofil.
- Das Anforderungsprofil basiert auf Kenntnissen und Fähigkeiten, die an der ETH Zürich u. a. in den Bachelor-Studiengängen Erdwissenschaften oder Umweltnaturwissenschaften vermittelt werden. Es umfasst insgesamt 71 KP, was einem Anteil von rund 40% der für das entsprechende Bachelor-Diplom erforderlichen Studienleistungen entspricht. Darin eingeschlossen ist auch die Vermittlung des entsprechenden methodischen wissenschaftlichen Denkens.

Das Anforderungsprofil gliedert sich in die folgenden drei Teile :

Teil 1 : Grundlagenfächer (55 KP) in Mathematik, Chemie und Physik, Naturwissenschaftliche Systeme.

Teil 2 : Systemorientierte Aufbaufächer (9 KP) in Atmosphärenphysik, Atmosphärenchemie, Klimasysteme, Wettersysteme, Numerische Methoden der Umweltphysik

Teil 3 : Selbständige schriftliche Arbeit(en) (7 KP)

- Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem die persönliche Motivation für ein Master-Studium MSc AC an der ETH Zürich aufgeführt ist.
- Sofern verlangt, Nachweis über ausreichende Englischkenntnisse

Der Zulassungsausschuss des MSc AC prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium. Er kann als zusätzliche Beurteilungsgrundlage einen GRE Test verlangen.

Précisions sur la page web:

- English Level C1
- GRE Test recommended

Master of Science in Biomedizinischer Technik

<http://www.master-biomed.ethz.ch/>

Studienreglement 2005

- Bachelor-Diplom oder mindestens gleichwertiger Studienabschluss oder Leistungsnachweis einer universitären Hochschule oder einer Schweizerischen Fachhochschule in einer für den Master-Studiengang BMT qualifizierenden Studienrichtung (Ingenieurwissenschaften, Mathematik, Physik, Informatik, Naturwissenschaften).
- Nachweis über grundlegende und fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten. Diese Kenntnisse bilden ein minimales fachliches Anforderungsprofil, das für die Zulassung zu erfüllen ist.
- Das Anforderungsprofil basiert auf Kenntnissen und Fähigkeiten, wie sie an der ETH Zürich in einem Bachelor-Studiengang einer technischen Disziplin (Ingenieurwissenschaften, Mathematik, Physik, Informatik, Naturwissenschaften) vermittelt werden. Darin eingeschlossen ist auch die Vermittlung des entsprechenden methodischen wissenschaftlichen Denkens. Das Anforderungsprofil umfasst rund 110 KP, was einem Anteil von rund 60% der für den Erwerb eines entsprechenden Bachelor-Diploms erforderlichen Studienleistungen entspricht. Das Anforderungsprofil ist in folgende zwei Teile gegliedert:
 - Teil 1 umfasst rund 30 KP in grundlegende Kenntnisse der Fachgebiete Mathematik und Physik.
 - Teil 2 umfasst rund 80 KP in fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten auf technischen Gebieten (Ingenieurwissenschaften, Mathematik, Physik, Informatik, Naturwissenschaften).
- Nachweis über ausreichende Kenntnisse der Unterrichtssprache nach Art. 6 Abs. 1 [Englisch]
- Der Bewerbung sind zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen :
 - ein Empfehlungsschreiben eines Professors/einer Professorin der Herkunftshochschule;
 - ein persönliches Bewerbungsschreiben, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium aufgeführt sein müssen.

Der Zulassungsausschuss BMT prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium und formuliert zuhanden des/der Studiendelegierten des D-ITET einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich der anrechenbaren und noch zu erbringenden KP.

Précisions sur la page web:

- English Level C1
- All applicants are highly encouraged to submit GRE (Graduate Record Examination) general test scores.

Master in Mikro- und Nanosysteme

<http://www.micronano.ethz.ch/education/master>

Studienreglement 2006:

- Einen Bachelor- oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss bzw. Leistungsnachweis einer universitären Hochschule oder einer Fachhochschule in einer für den Master-Studiengang MNS qualifizierenden Studienrichtung (Maschinenbau, Informationstechnologie, Elektrotechnik).
- Nachweis über grundlegende und fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten in Maschinenbau (Maschinenbauingenieurwissenschaften) oder Informationstechnologie und Elektrotechnik. Diese Kenntnisse bilden ein minimales fachliches Anforderungsprofil.
- Das Anforderungsprofil basiert auf Kenntnissen und Fähigkeiten, die an der ETH Zürich in den Bachelor-Studiengängen Maschinenbauingenieurwissenschaften oder Elektrotechnik und Informationstechnologie vermittelt werden. Darin eingeschlossen ist auch die Vermittlung des entsprechenden methodischen wissenschaftlichen Denkens. Das Anforderungsprofil umfasst insgesamt 144 KP bzw. 80% der für den Erwerb eines entsprechenden Bachelor-Diploms erforderlichen Studienleistungen. Es gliedert sich in die folgenden zwei Teile :
Teil 1 umfasst 61 KP grundlegende Kenntnisse der Fachgebiete Mathematik, Physik und Ingenieurwissenschaften.
Teil 2 umfasst 83 KP fachspezifische Kenntnisse und Fähigkeiten aus den Fachgebieten der Physik und der Ingenieurwissenschaften mit einem Schwerpunkt in einem oder mehreren der folgenden, beispielhaft aufgeführten Bereiche : Elektronische Bauelemente und Analoge Integrierte Schaltungen / Elektromagnetische Felder und Wellen / funktionale Materialien und Partikeltechnologie / Integrierte Systeme / Mechanik / Mechatronik / Mikrorobotik und Intelligente Systeme / Mikrosystemtechnik und Nanotechnologie / Nanophysik / Physikalische Chemie / Sensorik
- Nachweis über ausreichende Englischkenntnisse
- Persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem aufgeführt sein müssen :
 - die Motivation und die Ziele für das Master-Studium;
 - eine rangierte Auswahl von mindestens drei Tutoren/Tutorinnen mit den von diesen repräsentierten und vom Bewerber/von der Bewerberin bevorzugten Spezialgebieten;
 - die Namen von zwei Professoren/Professorinnen als Referenzen, die den Bewerber/die Bewerberin bezüglich fachlicher Kenntnisse und Fähigkeiten beurteilen können.

Der Zulassungsausschuss MNS prüft die Kandidaten und Kandidatinnen auf fachliche Vorbildung und grundsätzliche Eignung für das Master-Studium. Das Bewerbungsschreiben, die Englischkenntnisse, alle weiteren eingereichten Dokumente sowie allenfalls eingeholte Referenzen werden in die Beurteilung mit einbezogen.

Précisions sur la page web:

- English Level C1
- GRE Test recommended: General Test; Subject Test in Physics

Master of Science in Statistik

<http://stat.ethz.ch/teaching/master>

- Sie besitzen ein Bachelor-Diplom oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss einer universitären Hochschule oder einer Fachhochschule im Umfang von mindestens 180 KP ECTS, in dessen Rahmen grundlegende mathematische Kenntnisse erworben worden sind. Zu den für das Master-Studium in Statistik qualifizierenden Studienrichtungen¹⁵ gehören insbesondere (in alphabetischer Reihenfolge): Agrarwissenschaft, Angewandte Biowissenschaften, Bauingenieurwissenschaften, Bewegungswissenschaften und Sport, Biochemie, Biologie, Biotechnologie, Chemie, Chemieingenieurwissenschaften, Elektroingenieurwissenschaften (und Informationstechnologie), Erdwissenschaften, Geomatikingenieurwissenschaften, Informatik, Interdisziplinäre Naturwissenschaften, Lebensmittelwissenschaft, Kommunikationssysteme, Maschinenbauingenieurwissenschaften (und Verfahrenstechnik), Materialwissenschaft, Mathematik, Mikrotechnik, Pharmazeutische Wissenschaften, Physik, Rechnergestützte Wissenschaften, Umweltwissenschaften, Umweltingenieurwissenschaften
- Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen muss ein entsprechender Nachweis erbracht werden.
- Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden.
- Der Bewerbung ist zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen:
 - ein persönliches Bewerbungsschreiben, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium in Statistik aufgeführt sein müssen;
 - allenfalls weitere für die Beurteilung der Bewerbung relevante Dokumente.
- Der Zulassungsausschuss Statistik prüft die Bewerber und Bewerberinnen auf fachliche Vorbildung und Eignung für das Master-Studium und formuliert zuhanden des Rektors/der Rektorin einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich der anrechenbaren und noch zu erbringenden KP.
- Der Rektor/die Rektorin entscheidet auf Antrag des Zulassungsausschusses über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich der anrechenbaren und noch zu erbringenden KP.

Précisions sur la page web:

English Level C1

Master of Science in Medicinal and Industrial Pharmaceutical Sciences

http://www.chab.ethz.ch/lehre/pw_mips_msc/

- Um die Zulassung zum Master-Studiengang MIPS können sich Personen bewerben, die ein universitäres Bachelor-Diplom im Umfang von mindestens 180 KP ECTS oder einen mindestens gleichwertigen universitären Studienabschluss in einer für den Master-Studiengang MIPS qualifizierenden Studien-Richtung besitzen bzw. zum Zeitpunkt der Bewerbung in einer dieser Studienrichtungen eingeschrieben sind. Zu den qualifizierenden Studienrichtungen gehören insbesondere: Biologie, Biotechnologie, Chemie, Chemieingenieurwissenschaften, Lebensmittelwissenschaften, Pharmazeutische Wissenschaften
- Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen ist ein entsprechender Nachweis zu erbringen.
- Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden.
- Der Bewerbung sind zusätzlich zu den üblichen Dokumenten beizulegen:
 - ein persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch, in welchem die Motivation und die Ziele für das Master-Studium in MIPS aufgeführt sein müssen;
 - ein Empfehlungsschreiben einer Professorin/eines Professors, die/der am Unterricht und/oder an der Betreuung der Bewerberin/des Bewerbers beteiligt war;
- Die zuständige Zulassungskommission prüft die Bewerberinnen und Bewerber auf fachliche Vorbildung und Eignung für das Master-Studium und formuliert einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.
- Die Rektorin/der Rektor entscheidet auf Antrag des D-CHAB über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.

Précisions sur la page web: English Level C1

General selection criteria

- The Master programme MIPS is reserved for students who have the intention to engage in a professional career in academia, industry, clinical research organizations or with regulatory authorities. Candidates must not only be able to demonstrate solid knowledge and competences in the most relevant subjects of the Bachelor study in Pharmaceutical Sciences, but also be able to define a career strategy. Candidates must also be able to highlight their scientific and technical aptitude. Candidates will be admitted on the basis of their application documentation, which must include: (i) lists of attended and successfully completed courses including the achieved marks in related examinations or performance assessments; (ii) a motivation letter outlining the particular interest and qualification for this programme; (iii) a recommendation letter of a Professor who was involved in a teaching or tutoring relationship with the student.

Master of Science in Energy Science and Technology

<http://www.master-energy.ethz.ch/>

- Sie besitzen ein Bachelor-Diplom im Umfang von mindestens 180 KP ECTS oder einen mindestens gleichwertigen Studienabschluss einer universitären Hochschule oder einer Schweizerischen Fachhochschule in einer für den MEST qualifizierenden Studienrichtung. Zu den qualifizierenden Studienrichtungen gehören insbesondere: Elektroingenieurwissenschaften (und Informationstechnologie), Kommunikationssysteme, Maschineningenieurwissenschaften, Mikrotechnik, Physik, Mathematik, Bauingenieurwissenschaften, Umweltingenieurwissenschaften, Geomatikingenieurwissenschaften, Informatik
- Sie verfügen über ausreichende Englischkenntnisse. Auf Verlangen muss ein entsprechender Nachweis erbracht werden.
- Sie müssen auf Verlangen den Nachweis erbringen, dass sie an der Herkunftshochschule bzw. im Herkunftsland zum konsekutiven Master-Studium der entsprechenden Studienrichtung, sofern dieses angeboten wird, zugelassen würden.
- Der Bewerbung ist zusätzlich zu den üblichen Dokumenten ein persönliches Bewerbungsschreiben auf Englisch beizulegen, in welchem aufgeführt sein müssen:
 - die Motivation und die Ziele für das Master-Studium;
 - eine nach Priorität geordnete Auswahl von mindestens drei Tutoren/ Tutorinnen;
 - die Namen von zwei Professoren/Professorinnen als Referenzen, die den Bewerber/die Bewerberin bezüglich fachlicher Kenntnisse und Fähigkeiten beurteilen können.
- Der Bewerbung können allfällige weitere für die Beurteilung der Bewerbung relevante Dokumente beigelegt werden.
- Der Zulassungsausschuss MEST prüft die Bewerber und Bewerberinnen auf fachliche Vorbildung und Eignung für das Master-Studium.
- Die Englischkenntnisse, das Bewerbungsschreiben, alle weiteren eingereichten Dokumente sowie allenfalls eingeholte Referenzen werden in die Beurteilung einbezogen.
- Der Zulassungsausschuss kann bei Bedarf die Meinung des designierten Tutors/der designierten Tutorin einholen.
- Nach Prüfung der Bewerbung formuliert der Zulassungsausschuss zuhanden des/der Studiendelegierten des D-ITET einen Antrag auf Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.
- Der Rektor/die Rektorin entscheidet auf Antrag des/der Studiendelegierten des D-ITET über die Zulassung oder Nichtzulassung, einschliesslich allfälliger Auflagen.
- **Précisions sur la page web:** English Level C1, GRE Test recommended

Begleitung der Einführung der Spezialisierten Masterstudiengänge

Im Anschluss an die letztjährigen Bologna-Zwischenberichte hat die SUK die CRUS aufgefordert, zusammen mit den Universitäten die Zulassungsbedingungen zu den Spezialisierten Masterstudiengängen zu analysieren und wo nötig zu überarbeiten, um die Konformität mit den *Bologna-Richtlinien* und der entsprechenden Regelung der CRUS sicherzustellen. Die Bologna-Delegation der CRUS hat daraufhin am 3. April 2007 eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die sich mit den Zulassungsbedingungen zu den Spezialisierten Masterstudiengängen befassen sollte.

Der Bericht der Arbeitsgruppe wurde dem Bologna-Netzwerk der CRUS am 18. Oktober 2007 vorgelegt. Auf der Grundlage einer vertieften Analyse der zusätzlichen Zulassungsbedingungen für die im Studienjahr 2006/07 angebotenen Spezialisierten Masterstudiengänge empfiehlt die Arbeitsgruppe:

- Die Zulassungsbedingungen zu Spezialisierten Masterstudiengängen bestehen in erster Linie aus inhaltlichen Anforderungen. Diese sind präzise zu definieren und insbesondere mit Angaben zu den erforderlichen Kompetenzen und Kenntnissen (inkl. Angaben zu deren Umfang in ECTS-Credits) zu versehen.
- Formelle Kriterien wie Motivations- oder Empfehlungsschreiben werden nur wenn unbedingt erforderlich und ausschliesslich als Ergänzung verwendet.
- Genaue Angaben zu Prozedere und Bedingungen für die Zulassung werden den Bewerberinnen und Bewerbern rechtzeitig zur Verfügung gestellt.

Der definitive Bericht wurde den Universitäten im April 2008 übermittelt.

Einige Universitäten haben in der Zwischenzeit interne Rahmenbedingungen für Spezialisierte Masterstudiengänge definiert oder in gewissen Fällen deren Status so angepasst, dass diese neu zu den regulären Masterstudiengängen ohne weitere Zulassungsbedingungen gezählt werden. Die Auswirkungen dieser Massnahmen schlagen sich auch in der Anzahl der Spezialisierten Masterstudiengänge nieder; waren es 2006/07 insgesamt 32, werden 2007/08 noch deren 30 angeboten. Insbesondere an der Universität Genf wurden durch Begleitungs- und Informationsmassnahmen die Spezialisierten Masterstudiengänge von 15 auf 0 reduziert.

Freilich sind auch weitere Spezialisierte Masterstudiengänge in Planung, insbesondere an der Universität Zürich. Die Anzahl der Spezialisierten Masterstudiengänge und ihre Zulassungsbedingungen sind daher in den kommenden Jahren als Teil des Bologna-Monitorings (vgl. Kap. 11.1) weiterhin zu beobachten. Das Bologna-Netzwerk hat zudem angeregt, Beispiele guter Praxis für die Zulassung zu den Spezialisierten Masterstudiengängen zu sammeln und zu publizieren.

3.3.4 Kooperationen und Joint Master-Programme

In den untenstehenden Tabellen sind die gemeinsamen Masterstudiengänge mehrerer schweizerischer Hochschulen sowie die Beteiligungen von Schweizer Universitäten an internationalen Joint Master-Programmen aufgeführt.

Gegenüber dem Vorjahr wurden sechs neue Kooperationsmaster und sechs weitere Joint Master-Programme gemeldet.

Tabelle 15: Gemeinsame Masterstudiengänge der Universitäten/ Hochschulen

Kooperationen	Programme
BENEFRI (Bern – Neuchâtel – Fribourg)	Master of Science in Earth Sciences Master of Science in Computer Science
Bern – Berner Fachhochschule	Master of Science in Biomedical Engineering
Bern – Fribourg	Master of Arts in Slavic Languages and Literatures
Bern – Genève – Lausanne – Neuchâtel – USI – IDHEAP	Master of Public Management and Policy
Bern – ETHZ – SNF	Master of Science in Climate Sciences (SpM)
EPFL – ETHZ	Master of Science in Nuclear Engineering (dès 2008)
Genève – Basel	Maîtrise universitaire bilingue en droit Maîtrise universitaire bilingue en droit civil et pénal Maîtrise universitaire bilingue en droit de l'action publique Maîtrise universitaire bilingue en droit économique Maîtrise universitaire bilingue en droit international et européen
Genève – Lausanne – Neuchâtel (Triangle d'Azur)	Maîtrise universitaire ès Sciences en finance Maîtrise universitaire en théologie
Genève – Lausanne	Maîtrise universitaire ès Sciences en comptabilité, contrôle et finance Maîtrise universitaire ès Sciences en géologie Maîtrise universitaire ès Sciences d'ingénieur géologue
Lausanne – Zürich – USI – Basel – Hochschule für Gestaltung und Kunst Zürich – Haute école d'art et de design, Lausanne	Maîtrise universitaire ès Lettres en cinéma avec spécialisation „Théories et pratiques du cinéma“
Neuchâtel – Lausanne	Master of Science in Information Systems
Neuchâtel – Luzern	Master of Law (bilingue)
UZH – ETHZ	Bachelor of Science in Erdwissenschaften Master of Science in Erdwissenschaften (Geoscience) Master of Science in Computergestützte Biologie und Bioinformatik
UZH – CIS/ETHZ	Master of Arts in Comparative and International Studies

CIS: Center for Comparative and International Studies, Zürich

Tabelle 16: Joint Master-Programme

Universität	Kooperationspartner	Programme
Basel	Albert-Ludwigs-Universität Freiburg i.Br./D	EUCOR Masterstudium Rechtswissenschaft
	Universität Robert Schuman in Strasbourg/F	
	National University of Singapore	Masterstudium Infektionsbiologie/Epidemiologie
	FHNW, Freiburg i.Br., Strasbourg	Masterstudium Mehrsprachigkeit
ETHZ	TU Delft	Master of Science in Applied Geophysics
	RWTH Aachen	
Lausanne	Université de Savoie	Maîtrise universitaire en Droit français et suisse
		Maîtrise universitaire en Droit français et suisse et comparé de la consommation et de la concurrence
St. Gallen	Nanyang Technological University, Singapore	Master of Arts in Strategy and International Management (SIM)
	Institut d'Etudes Politiques („Sciences Po“), Paris	Master of Arts in International Affairs and Governance (MIA)
	The Fletcher School, Tufts University, Medford, Boston	
	ESADE – Universitat Ramon Llull, Barcelona;	Double Degree Agreement for Management Education in Europe (DAFME): Abkommen der fünf beteiligten Universitäten für Doppel-Abschlüsse in Wirtschaftswissenschaften (weitere Informationen unter: www.exchange.unisg.ch)
	HEC Paris	
	RSM Erasmus University, Rotterdam	
Università Commerciale Luigi Bocconi, Milano		
Allianz von 17 Partneruniversitäten (Community of European Management Schools, CEMS), welche den Master in International Management anbieten.	CEMS and CEMS-Master of International Management (MIM)	
USI	Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano	Master in Economics, Institutions and Public Policies
UZH	Nijmegen School of Management	MA (Wirtschaftswissenschaften)
	King's College London	Doppel-Master (Rechtswissenschaften)
	Universität Maastricht	Doppel-Master (Rechtswissenschaften)
	Universität Hong Kong	Doppel-Master (Rechtswissenschaften)

3.3.5 Studiendauer im zweistufigen Studiensystem

Die Studiendauer im zweistufigen System ist sowohl für die Universitäten und die Studierenden als auch die politisch verantwortliche Ebene von grossem Interesse. Gemäss den *Bologna-Richtlinien* der SUK beträgt der Umfang der Bachelorstudiengänge einheitlich 180 Credits; bei den Masterstudiengängen ist ein Umfang von 90 oder von 120 Credits möglich. Von der Überlegung ausgehend, dass die Studiendauer auch durch den (reglementarischen) Umfang der Masterstudiengänge beeinflusst wird, hatte die SUK im Sommer 2007 die CRUS beauftragt, die Anzahl der Masterstudiengänge mit 90 bzw. 120 ECTS-Credits zu erheben und zur Frage der Studiendauer Stellung zu nehmen. Die CRUS ist freilich der Überzeugung, dass die Thematik der Studiendauer ein differenziertes Vorgehen erfordert. Der reglementarische Umfang der Masterstudiengänge bzw. ein Vergleich des Anteils an Masterstudiengängen à 90 oder 120 Credits sagt wenig über die tatsächliche Studiendauer aus, die hier insbesondere interessiert. Es darf in der Diskussion zur Studiendauer zudem nicht vernachlässigt werden, dass Umfang und Dauer eines Masterstudiums von der anbietenden Universität nicht willkürlich festgelegt, sondern durch die von den Studierenden zu erreichenden Kompetenzen bestimmt wird. Und letztere können und sollen sich in derselben Studienrichtung je nach Universität durchaus unterscheiden.

Nachfolgend werden heute verfügbare Informationen (Anzahl Master à 90 resp. 120 Credits, Angaben des BFS zur effektiven Studiendauer) diskutiert.

Umfang der Masterstudiengänge

In Übereinstimmung mit den *Bologna-Richtlinien* der SUK (Art. 1 Abs. 1) bieten die Universitäten Masterstudiengänge im Umfang von 90 oder von 120 Credits an. Das in anderen Ländern übliche Modell sieht mehrheitlich Master zu 120 Credits vor, entsprechend dem Schema „3 + 2 + 3“¹⁴. An den Schweizer Universitäten überwiegen gemäss deren Angaben eher die Master mit 90 Credits: Lediglich an drei Universitäten (Bern, Luzern, USI) umfassen über 75% aller Master 120 Credits, bei zweien liegt dieser Anteil bei etwas unter 50% (Lausanne, Neuchâtel) und bei sieben zwischen 10-40%:

Tabelle 17: Anzahl der Masterstudiengänge à 90 resp. 120 Credits

Universität	90 Credits	120 Credits (%)	Universität	90 Credits	120 Credits (%)
EPFL	12	6 (33)	UniL	14	12 (46)
ETHZ	26	8 (23)	UniLU	1	12 (92)
UniBS	20	7 (26)	UniNE	11	10 (48)
UniBE	13	47 (78)	HSG	9	1 (10)
UniFR	39	19 (32)	USI	3	18 (86)
UniGE	44	21 (32)	UZH	14	9 (39)

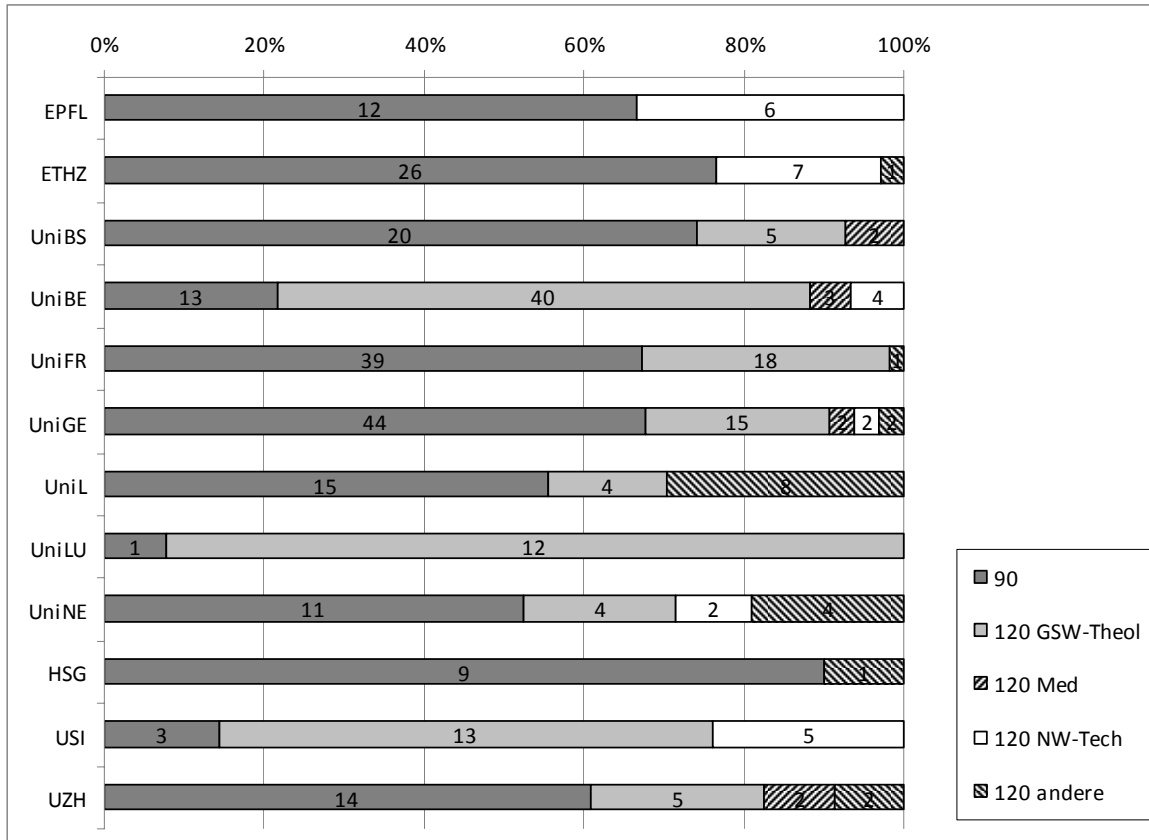
Aus gutem Grund fällt der Löwenanteil an Masterstudiengängen mit 120 Credits in den Bereich der Geistes- und Sozialwissenschaften (wo Master mit 90 Credits freilich ebenfalls üblich sind). Gerade in diesen Disziplinen war die hohe effektive Studiendauer schon immer notorisch; der Abschluss im Rahmen der Regelstudienzeit galt als praktisch unmöglich. Der grössere Umfang des Masterstudiums in den Geistes- und Sozialwissenschaften ergibt sich einerseits aus der traditionell grossen Bedeutung der Masterarbeit, die mindestens 30 und bis zu 60 Credits umfassen kann. Andererseits ist es in diesem Bereich praktisch durchgehend üblich, mehrere Studienprogramme zu kombinieren (Major/Minor, Haupt-/Nebenfach). Mit der überwiegenden Einführung von 120er-Mastern in diesem Bereich tragen die Universitäten diesen Realitäten besser Rechnung.

¹⁴ Üblich ist auch das Modell „4 + 1“, d.h. ein vierjähriger Bachelor (240 Credits) gefolgt von einem einjährigen Masterstudiengang (60 Credits). Meist sind also bis zum Erwerb des Masterabschlusses 300 Credits oder fünf Jahre vorgesehen.

Im Übrigen ist es im Bereich der Geistes- und Sozialwissenschaften an mehreren Universitäten üblich, die Absolvierung eines Masterstudiums à 90 resp. 120 Credits den Studierenden offen zu halten; d.h. die Studierenden entscheiden nach Erwerb von 90 Credits, ob sie ihr Studium abschliessen oder bis auf 120 Credits erweitern möchten. Der Umfang des Masterstudiums kann also von den Studierenden bestimmt werden.

Eine weitere Gruppe von Masterstudiengängen, für die der Umfang von 120 Credits aus beruflichen Gründen erforderlich ist, betrifft die Medizin (180 Credits in Humanmedizin), die Psychologie sowie die Theologie. In den übrigen Bereichen überwiegen Master zu 90 Credits.

Abbildung 4: Masterstudiengänge mit 90 bzw. 120 Credits nach Universitäten und Bereichen



Gründe für Masterstudiengänge mit 120 Credits

Aus Sicht der Universitäten sprechen neben den für die Geistes- und Sozialwissenschaften bereits genannten weitere Gründe für die Einrichtung von Mastern mit 120 Credits:

- Grundsätzlich richtet sich der Umfang eines Masterstudiengangs nach den Erfordernissen für das Erfüllen des Qualifikationsprofils, das die Absolventinnen und Absolventen erreichen sollen. Dabei spielen auch international übliche Anforderungen eine Rolle.
- Die Masterarbeit spielt von jeher eine grosse Rolle, da der Schriftlichkeit in den Geistes- und Sozialwissenschaften besondere Bedeutung zugemessen wird. Folglich umfassen die Masterarbeiten in diesen Studienrichtungen mindestens 30 resp. bis zu 60 Credits.
- In vielen Fällen (nicht nur in den Geistes- und Sozialwissenschaften) kann das Haupt-Studienprogramm durch einen Minor/Nebenfach ergänzt werden. Dies ergibt dann meist einen Gesamtumfang von 120 Credits. Dieses Prinzip fördert eine umfassende Bildung der Studierenden und erhöht deren Möglichkeiten auf dem Arbeitsmarkt.
- Bei stark interdisziplinär angelegten Masterstudiengängen werden wegen der Breite des Studiums sowie der Heterogenität der Studierenden häufig 120 Credits vorgesehen.

- Der Studienplan kann sich durch für die Universität profilbildende Besonderheiten auszeichnen, die einen zusätzlichen Zeitaufwand für die Studierenden mit sich bringen, z.B. zweisprachiges Studium mit Aufenthalt in einer anderen Sprachregion oder sonstige Stages sowie Double-Degree-Programme mit obligatorischem Aufenthalt an der Partnerinstitution. Für die EPFL bspw. führen die Empfehlungen der OAQ/CTI-Akkreditierung, Praktika in die Masterstudiengänge der Technischen Wissenschaften fest zu integrieren, zur Erhöhung des Umfangs auf 120 Credits (ab HS 2009).
- Kürzere Master (à 90 Credits) können die Funktion des Übertritts zwischen Bachelor und Master als ein „Orientierungs-Scharnier“ behindern, da sie dichter konzipiert sein müssen. Die Entkoppelung der Bachelor- und Masterstudiengänge, d.h. ihre Einrichtung als eigenständige und für sich stehende Studiengänge hat nämlich auch zur Folge, dass die Studierendenpopulation im Master heterogener wird. Dieser durchaus angestrebte Effekt bedeutet aber, dass während des Masterstudiums genügend Spielraum für deren Integration vorhanden sein muss.

Effektive Studiendauer

Das BFS schätzt aufgrund der aktuell verfügbaren Daten¹⁵, dass „die Studierenden etwa 3,9 Jahre bis zum Bachelor und etwas mehr als 2 Jahre bis zum Master benötigen“. Diese durchschnittliche Dauer entspräche in etwa derjenigen bis zum ehemaligen Lizentiats-/Diplomabschluss. Das BFS weist aber darauf hin, dass diese Angaben mit Vorsicht zu behandeln sind, da einerseits grosse Unterschiede zwischen den verschiedenen Universitäten und Fachbereichen bestehen und andererseits die Berechnungen für die Dauer des Masterstudiums noch nicht verlässlich sind. Die Entwicklung ist in den kommenden Jahren weiterhin aufmerksam zu verfolgen.

Faktoren, welche die Studiendauer beeinflussen

Die reglementarische Dauer des Studiums sagt wenig über die effektive Studiendauer bis zum Erwerb des Diploms aus. Es muss daher nach den Gründen für die Überschreitung der Regelstudienzeit gefragt werden, wobei es sich nicht in jedem Fall um unerwünschte Erscheinungen handelt:

- Ein Grossteil der Studierenden absolviert ihr Studium im Teilzeitpensum, sei es weil sie neben dem Studium erwerbstätig sind,¹⁶ sei es aufgrund von Betreuungspflichten oder anderen Gründen. Dies führt in der Regel zur Verlängerung der Studiendauer. In der heutigen Pro-Kopf Statistik werden diese Personen wie Vollzeitstudierende erfasst.
- Die Möglichkeiten der Universitäten, der Tendenz zum Teilzeitstudium entgegenzuwirken, sind begrenzt und im Übrigen ist dies auch nicht unbedingt erwünscht: Die Möglichkeit, im Teilzeitpensum studierenden zu können, wird aus sozialen Gründen explizit gefordert – nicht nur von den Studierenden, sondern ebenfalls von politischer Seite.
- Die tatsächliche Studiendauer wird weniger durch die formale Dauer (z.B. im Master 90 oder 120 Credits) als durch eine offenere oder verbindlichere Anlage des Studiums bestimmt. Gerade für die Geistes- und Sozialwissenschaften ist in den nächsten Jahren zu untersuchen, ob die grössere Verbindlichkeit, welche die Bolognareform gebracht hat, zu einer Verkürzung des Studiums führt.

Weiteres Vorgehen

Im Rahmen des Bologna-Monitorings 2008-11 wird die Frage der Studiendauer in den nächsten zwei Jahren vertieft. Auf der einen Seite sollen mit dem BFS die Möglichkeiten einer vertieften Analyse der verfügbaren Daten besprochen werden. Daneben ist vorgesehen, die Thematik der Studiendauer resp. zeitlichen Studierbarkeit im Bologna-Netzwerk

¹⁵ Bundesamt für Statistik. *Panorama der Hochschulen 2007. 5 strategische Themen im Fokus*. BFS: Neuchâtel, 2008. Vgl. insbesondere S. 18 f.

¹⁶ Bundesamt für Statistik. *Studien- und Lebensbedingungen an den Schweizer Hochschulen*. BFS: Neuchâtel, 2007.

bis 2009 zu vertiefen. Die Ergebnisse werden von der CRUS in angemessener Form veröffentlicht.

3.4 ECTS

ECTS Umfrage 2007: Methode und Ziele¹⁷

Ende 2007 wurden Interviews mit allen Universitäten zum Stand der ECTS-Umsetzung durchgeführt. Die Gespräche wurden protokollarisch und auf Tonband festgehalten. Die Interviewten haben im Anschluss eine Version zur Korrektur erhalten.

Die hier konsolidierten Umfrageergebnisse können aufgrund der Vielfalt der Schweizer Universitäten als starke Tendenz oder Regelfall gewertet werden, sind jedoch unter Umständen für eine einzelne Institution nicht zutreffend.

Alle Interviewten haben den gleichen Fragebogen erhalten, die Fragen wurden jedoch in einem fließenden, semi-strukturierten Gespräch gestellt und wurden zum Teil nicht explizit beantwortet.

Die Umfrage hat zum Ziel, qualitative Aussagen über den Stand der ECTS-Implementierung an den Schweizer Universitäten und den Vergleich mit den *ECTS-Empfehlungen* der CRUS und Resultaten einer Umfrage von 2003 zu ermöglichen.

Nachfolgende Ergebniszusammenfassungen widerspiegeln nur Tendenzen und sind explizit allgemein gehalten. Angegebene Good Practices basieren auch auf der emischen Perspektive der jeweiligen InterviewpartnerInnen.

Umsetzung des ECTS in den Universitäten: Struktur, Information, Beratung

Die meisten Universitäten haben für die Umsetzung des ECTS für eine fakultäre oder interfakultäre Lösung optiert und somit versucht, die Umsetzung mit den vorhandenen Strukturen vorzunehmen. Daher wird in den Interviews auch die fakultäre Autonomie als grosses Hindernis für die Koordination der Umsetzung, sowie für die Aufklärung und Information der akademischen Gemeinschaft dargestellt.

Allgemein kann man feststellen, dass sich die Universitäten in der Regel bemüht haben, Richtlinien zur Umsetzung des ECTS auszuarbeiten. Einige Institutionen haben ausserdem weitere Unterlagen ausgearbeitet wie z.B. Leitfaden, FAQs, Glossare, Anleitungen zur Berechnung von Workload. Der getätigte Aufwand ist jedoch von Universität zu Universität sehr unterschiedlich.

Die Überarbeitung der Studienordnungen, Studienpläne oder der Curricula wird vorangetrieben. Wiederum ist aber ein teilweise erheblicher koordinativer Aufwand ersichtlich.

Nebst Problemen in den Bereichen Koordination und Beratung gibt die überwiegende Mehrheit der Universitäten an, dass an ihrer Institution die ECTS-Philosophie nicht durchgedrungen ist. Es herrsche immer noch die Meinung vor, ECTS sei ein reines Kreditakkumulationssystem oder gar gleichbedeutend mit Credits. An keiner Institution liegt ein allgemeines Verständnis des ECTS vor. Zwar geben viele Hochschulen an, dass anfängliche Widerstände gegen das ECTS nicht mehr auftreten, wobei sich dieser seitens der Dozierenden auf die „Wertung“ von Veranstaltungen mit Punkten bezog. Die Integration der ECTS-Grundsätze ist jedoch sehr limitiert und erfordert noch einen sehr grossen Informations- und Aufklärungsaufwand in der akademischen Gemeinschaft.

¹⁷ Die Ergebnisse sind erst provisorisch, da die Auswertung der Interviews noch nicht abgeschlossen ist. Die ausführlichen Ergebnisse werden im Laufe des Jahres 2008 in einem separaten Bericht publiziert.

Good practice:

- UZH (Fakultäre Autonomie): Networking der zentralen Dienste mit sensibilisierten „Multiplikatoren“ in den Fakultäten. Gefässe und Weiterbildungsworkshops werden angeboten, um die Dozierenden und Curriculumsverantwortlichen „aus den Fakultäten“ heraus zu locken.
- UniFR (Formulierung der Learning Outcomes): Online Kursbeschreibungen im Vorlesungsverzeichnis mit separaten Feldern für: 1. Kursbeschreibung, 2. Lernziele, 3. Überprüfungsmodalitäten der Lernziele. So werden die Dozierenden dazu angehalten, Lernziele separat von der Kursbeschreibung zu formulieren. Dadurch erhofft man sich einen breiten Umdenkprozess.

Curriculumsentwicklung, Credits, Lernergebnisse und deren Überprüfung

Die Universitäten stossen immer noch auf grosse Schwierigkeiten bei der Berechnung des studentischen Arbeitspensums auf der Grundlage definierter Lernergebnisse (Learning Outcomes) und bei der sich daraus ableitenden Zuweisung der Credits an die Lerneinheit. Die Probleme resultieren aus der fehlenden Verknüpfung von Lernergebnissen und studentischem Arbeitspensum, d.h. der Unterlassung erforderlicher Berechnungen.

Das Konzept der Lernergebnisse ist noch nicht verbreitet. Dozierende, welche letztendlich für die Formulierung der Lernergebnisse zuständig sind, verfügen über ungenügende bis gar keine Kenntnisse über die ECTS-Philosophie und die Formulierung von Lernergebnissen. Ansätze zur Verbesserung bestehen. Die fakultäre Autonomie wird im Kontext der Umsetzung des ECTS als grosses Hindernis betrachtet, das einen effizienten Einbezug des Lehrkörpers in den Reformprozess stark erschwert bis verunmöglicht. Nicht zuletzt ergibt sich für die Erneuerung der Lehre innerhalb der Institute ein finanzielles Ressourcenproblem.

Good practice:

- EPFL: Jedes Semester findet in der 8. Woche eine elektronische Evaluation statt, die unter anderem eruiert, ob die Erreichung der Lernziele möglich ist. Die Evaluationsergebnisse können von Dozierenden, Instituts-/ DepartementsleiterInnen und DekanInnen eingesehen werden.
- UniGE: Das Observatoire de la vie étudiante führt Studien zum studentischen Arbeitsaufwand durch.
- UZH: Begleitstudien für Pflichtmodule des Einführungsstudiums, unter anderem zur Evaluation des studentischen Arbeitsaufwands.

Modularisierung, Leistungsüberprüfung und Flexibilität im Studium

Da in vielen Institutionen die Formulierung von Lernergebnissen und die Berechnung des studentischen Arbeitsaufwands noch nicht oder gerade erst in Angriff genommen wurden, ist die vorherrschende Vorstellung des Moduls einseitig und entspricht nicht der umfassenden Empfehlung des ECTS Users' Guide. Variationen existieren sowohl zwischen den Universitäten, wie auch interfakultär.

Entsprechend vielfältig ist auch die Handhabung des Prüfungswesens: Während innerhalb der Module die einzelnen Modulteile geprüft und die Resultate untereinander kompensiert werden können, wird die Modulprüfung insbesondere bei obligatorischen Studieninhalten vorgezogen, damit diese *nicht* kompensiert werden können.

Generell überwiegt die Anzahl Universitäten, an denen die Möglichkeit der Kompensation ungenügender Modulteil-Überprüfungen existiert. Einzelne Ausnahmen kennen, je nach Fakultät, keine Kompensationsmöglichkeiten. Die Kompensation ist in der Regel dezentral geregelt.

Die Bolognaform hat allgemein zu einer sehr stark spürbaren Zunahme der Anzahl Leistungsüberprüfungen und des damit verbundenen organisatorischen und administrativen Aufwands geführt. Aufgrund mangelnder personeller Ressourcen, werden zunehmend alternative Überprüfungsverfahren angewendet, um diese Zunahme zu bewältigen.

Die meisten Universitäten geben an, die inhaltliche Flexibilität der Studiengänge durch Wahlanteile zu ermöglichen, während die zeitliche Flexibilität durch die Möglichkeit von Teilzeitstudien sichergestellt wird. Viele Universitäten stellen jedoch fest, dass die zeitliche Flexibilität im Bachelor durch straffe Curricula erschwert ist. Eine Flexibilisierung der Studienzeiten durch einen Semesterrhythmus des Angebots wird praktisch überall aufgrund fehlender personeller Ressourcen verneint.

Transparenz der Informationen zu ECTS und zum Studium

Die Universitäten verfügen über eine grosse Anzahl an Informationskanälen mit unterschiedlichem Informationsgehalt und von unterschiedlicher Qualität. Die Unterlagen/Kanäle gehen von der „koordinierten Studiengangsbeschreibung mit Learning Outcomes online (corporate design)“ bis hin zu Printunterlagen (z.B. Flyer).

In der Regel haben die Studierenden jederzeit online Zugang zu ihren Daten und ihrem Studienstand. Lediglich einige wenige Universitäten sind noch nicht in der Lage, diese Transparenz zu bieten. Zwei Drittel der Universitäten verfügen über ein zentrales Verwaltungssystem für ECTS-Daten. Die restlichen Institutionen haben keine flächendeckende Informatiklösung. Einige arbeiten mit mehreren Systemen (zentral versus fakultär) oder stehen vor der Herausforderung, Parallelsysteme in ein zentrales System zu integrieren. Die verfügbaren Daten werden bei einem Drittel der Hochschulen für weitere Zwecke genutzt, primär im steuerungstechnischen Bereich.

Good practice:

- ETHZ: Die Studierenden der ETHZ können ihren Studienstand und Leistungsüberblick zweisprachig online abrufen. Dort sind Ist- und Soll-Zustand aufgelistet. Im Prüfungsüberblick mit den gleichen Applikationen können sich die Studierenden zu den Prüfungen anmelden. Für die Fristen existiert ein zentrales Warnsystem. Die Studierenden werden von zentraler Stelle gewarnt und können sich verspätet anmelden.

ECTS-Notenskala

Die ECTS-Notenskala wird einzig in einer Universität verwendet. Alle Universitäten geben an, dass mit der Skala Probleme verbunden sind, die an ihrer Aussagekraft zweifeln lassen. Für die Anrechnung im Ausland erzielter Noten existieren verschiedene Modelle zur Anrechnung. Einzelne Hochschulen rechnen Noten prinzipiell nicht an. Auch für die Anrechnung im Ausland erhaltener Credits existieren diverse Modelle, die zum Teil mobilitätsfördernd, teilweise aber mobilitätshindernd sind (von der totalen Anrechnung bis zu keiner Anrechnung, in fakultären Fällen).

Für Angaben zur **Mobilität** siehe Kap. 3.5.

Qualitätssicherung und Ausblick

Die Universitäten beziehen das ECTS nur in äusserst geringem Masse bis gar nicht in ihre interne Qualitätssicherung ein. Einerseits liegt dies am mangelhaften Verständnis des ECTS, andererseits am administrativen Aufwand, den eine konsequente Evaluation der Anwendung von ECTS mit sich bringt. Als Evaluation des ECTS wurde vielerorts die Überprüfung von Rahmenordnungen auf ihre ECTS-Kompatibilität angegeben. Anzeichen für eine Integration der Evaluation der Prozessqualität des ECTS-Betriebs in interne Qualitätssicherungsmaßnahmen – wie von der CRUS empfohlen – sind jedoch noch kaum vorhanden.

Abschliessend kann man feststellen, dass sich die Universitäten keine Aktualisierung der *ECTS-Empfehlungen* wünschen, der Wunsch nach weitergehenden Empfehlungen zu Lernergebnissen oder zu Bologna allgemein jedoch auftaucht. Es wird quasi durchgehend ein Bedürfnis nach erhöhter Koordination und nach Mentoring angegeben, so z.B. in Form von Good Practices.

Vorläufiges Fazit der Umfrage

Das Ziel der ECTS-Umfrage war und ist es nicht, einen detaillierten Bericht über die verschiedenen Umsetzungsformen von ECTS und damit verbundener Probleme zu liefern. Vielmehr sollte ein Eindruck über den Stand der Umsetzung und auftauchender Problemfelder geliefert werden. Dieser Eindruck basiert auf den Erfahrungen und Berichten der zentralen universitären Dienste und wird im Übrigen in Gesprächen mit Studierenden und dem akademischen Lehrkörper bestätigt.

Die Umfrage ist noch nicht abschliessend ausgewertet. Bereits jetzt treten aber Problemzonen mit einer beachtlichen Deutlichkeit hervor und zeigen Handlungsbedarf auf (Berechnung des studentischen Arbeitspensums, Flexibilität im Studium, administrativer Aufwand). Der aktuelle Zustand der Umsetzung von ECTS – einem zentralen Bestandteil der Bolognareform – an den Schweizer universitären Hochschulen verlangt erhöhte Koordination, verstärktes Monitoring und „feinmotorische“ Abstimmung zwischen den Universitäten, damit die Schweizer Universitätslandschaft den Zielen der Reform und der Erneuerung von Lehren und Lernen gerecht werden kann.

3.5 Mobilität

Eines der Hauptziele der Erklärung von Bologna ist die Mobilitätsförderung und der Abbau von Mobilitätshemmnissen auf allen Stufen. Wie in den auf europäischer Ebene geführten Diskussionen immer wieder hingewiesen wurde, führt „Bologna“ nicht automatisch zu einer höheren Studierenden-Mobilität, sie kann auch gegenläufige Auswirkungen auf die Mobilität haben. Daher hat die CRUS bereits 2004 in ihren Empfehlungen mögliche Massnahmen formuliert, wie die Mobilitätshemmnisse abgebaut werden könnten, und auch erste Massnahmen ergriffen:

- eine Checkliste mit Mobilitätsförderungsmassnahmen für die Universitäten wurde erstellt,
- die Vorlesungszeiten wurden harmonisiert,
- die Termine für die Studienleistungen und Prüfungen wurden geregelt.¹⁸

Freilich müssen die Universitäten zur Verbesserung der Mobilität auch ganz gezielt spezielle Massnahmen ergreifen. Dazu gehören u.a. gemeinsame Studiengänge mit ausländischen Hochschulen (Joint Degrees), flexiblere Curricula während des Bachelorstudiums (z.B. „Mobilitätsfenster“, Anteil frei wählbarer Studien), Vereinfachung der Anerkennung geleisteter Studien (Learning Agreements), finanzielle Unterstützung der Studierenden usw. Gemäss einer Umfrage von Winter 2007/08¹⁹ verwenden zwei Drittel der Universitäten systematisch Learning Agreements, während der Rest vereinzelt bis gar keine Learning Agreements abschliesst, nur wenige Institutionen ein Mobilitätsfenster kennen und nicht alle Hochschulen über eine gesamtuniversitäre Mobilitätsstrategie verfügen. Des Weiteren bestehen an einigen Hochschulen sogar grosse Mobilitätshindernisse in Form von Kontingentierungen oder Zulassungsbeschränkungen in Form von erforderlichem Mindestnotendurchschnitt.

Allgemein herrscht Uneinigkeit über die Frage, ob das ECTS die Mobilität erleichtert hat. Einige Universitäten erachten den Zeitpunkt noch zu früh, um erste quantitative Angaben machen zu können, da die Umstellung vielerorts noch im Gang ist. Teilweise machen sie erste Tendenzen aus und diese zeigen ein heterogenes Bild. Die Universitäten, die eine Zunahme der Mobilität feststellen können, sehen eine vermehrte **vertikale Mobilität** auf der Masterstufe und dort eine Zunahme externer Bewerbungen. Eine Universität verzeichnet eine Zunahme um 100%. Eine andere vermutet, dass sich der Mobilitätsaufenthalt, der

¹⁸ *Regelung der CRUS zu den Terminen der Studien- und Prüfungsorganisation vom 8./9. März 2007 (vgl. Bologna-Empfehlungen, Kap. 7.3).*

¹⁹ Für weitere Ergebnisse dieser Umfrage vgl. Kap. 3.4. des vorliegenden Berichts.

bisher mehrheitlich im zweiten Studienjahr stattfand, aus organisatorischen, finanziellen und terminlichen Gründen auf die Masterstufe verschiebt. Weiterhin erkennt man in den Auflagen, deren Erfüllung von externen, vertikal mobilen BachelorabsolventInnen verlangt wird, ein erstes grosses Problemfeld. Während die Studierenden eher am Umfang der Auflagen Anstoss nehmen, stellt für die Universitäten die angemessene, Willkür vermeidende Bestimmung der Auflagen aufgrund von Dossierprüfungen eine enorme Herausforderung dar.

Bei der **horizontalen Mobilität** zeigt sich die Tendenz, dass die Aufenthalte kürzer werden, und zwar von zwei auf ein Semester abnehmen. Mehrere Universitäten verzeichnen in der Phase der Umstellung einen Rückgang der Mobilität um 20–25% und führen dies auf die Unsicherheit bei den Studierenden im Zusammenhang mit der Umstellung zurück. Das lässt vermuten, dass der Rückgang ein vorübergehendes Phänomen ist. Es gibt nämlich auch Hinweise, dass sich nach dem „Einpendeln“ eine Steigerung zeigt.

Zahlenmässig hat die innerschweizerische Mobilität in den letzten drei Jahren abgenommen (mobil für mindestens 1 Semester sind 2004/05: 430 Stud., 2005/06: 387 Stud., 2006/07: 375 Stud.). In diesen Zahlen sind allerdings die mobilen Studierenden in speziellen Kooperationen zwischen universitären Hochschulen nicht erfasst (vgl. Kap. 3.3.4 Kooperationen und Joint Master-Programme), deren Zahl zuzunehmen scheint. Zum Beispiel werden aus Sicht der Universität Bern für mobile Studierende der Kooperation BENEFRI für das Herbstsemester 2007/08 207 IN-Studierende und 201 OUT-Studierende ausgewiesen.²⁰ Die Universität Neuchâtel weist im BENEFRI-Bereich 129 IN- und 37 OUT-Studierende aus; insgesamt liegt die IN-Mobilität in Neuchâtel bei 288 Studierenden. Angaben der Universität Genf lassen erkennen, dass die Mobilität in gemeinsam mit anderen Universitäten angebotenen Programmen deutlich steigt.²¹

Im Rahmen des Mobilitätsprogramms ERASMUS ist die Zahl der mobilen Studierenden in den letzten drei Jahren leicht angestiegen (2004/05: IN 1628, OUT 1451; 2005/06: IN 1760, OUT 1594; 2006/07: IN 1744, OUT 1593). Diese Beobachtung muss allerdings relativiert werden, da die Studierendenzahl insgesamt ebenfalls im Steigen begriffen ist.²² Für das Studienjahr 2007/08 wird eine weitere deutliche Zunahme der ERASMUS-Mobilität erwartet. Gleichzeitig wird freilich auch eine Tendenz zu kürzeren Mobilitätsaufenthalten beobachtet.

Veränderungsprozesse bei der Mobilität müssen in den kommenden Jahren weiterhin aufmerksam beobachtet werden. Das BFS erfasst bereits die vertikale Mobilität. Bei der horizontalen Mobilität sind die Daten bis jetzt nicht gesamtschweizerisch vollständig erfasst worden.

4. Doktorat

4.1 Das Doktorat als Teil des Bolognaprozesses

Seit der Ministerkonferenz in Berlin 2003 figuriert das Doktorat als Verbindungsglied zwischen dem europäischen Hochschulraum und dem europäischen Forschungsraum unter den Zielsetzungen der Bolognareform. Es spielt daher sowohl als Teil der Bolognareform (dritte Studienstufe) als auch der Lisabonner Strategie eine Rolle.

²⁰ OUT-Studierende gehen von der betrachteten Universität weg; IN-Studierende kommen an die betrachtete Universität.

²¹ Z.B. Master en finance (Universitäten Genève-Lausanne-Neuchâtel): mobile Studierende 2005: 13, 2006: 37, 2007: 38. Oder Master en géologie (Universitäten Genève-Lausanne): mobile Studierende 2004: 14, 2005: 31, 2006: 35, 2007: 31.

²² In der gleichen Periode nimmt die Zahl der Studierenden leicht zu: 2004/05: 111'100; 2005/06: 112'309; 2006/07: 114'961.

Im Bergen-Communiqué (2005) wird die Bedeutung von Forschung und Ausbildung zur Forschungstätigkeit für den Erhalt und die Weiterentwicklung der Qualität des europäischen Hochschulraums sowie zur Stärkung seiner Wettbewerbsfähigkeit und Anziehungskraft unterstrichen. Daher ist die Verknüpfung der Qualifikationen auf Doktoratsstufe, deren Kern die Vermittlung von Kenntnissen mittels innovativer Forschung ist, mit dem auf Lernergebnissen gründenden europäischen Qualifikationsrahmen erforderlich. Weiterhin werden strukturierte Doktoratsprogramme gefordert, wobei allerdings eine Überregulierung zu vermeiden ist. Im Londoner Communiqué (2007) wird das Ziel der Verbindung von europäischem Hochschul- und Forschungsraum bekräftigt. Gleichzeitig wird darauf hingewiesen, dass eine grosse Bandbreite unterschiedlicher Doktoratsprogramme sinnvoll ist, die nicht zu stark reguliert werden sollten. Die Universitäten werden aufgefordert, Doktoratsprogramme als Teil ihrer Strategien zu verankern. Die EUA wird ihrerseits aufgefordert, den Erfahrungsaustausch zwischen den Universitäten zu unterstützen.

4.2 Das Doktorat in der Schweiz

Die Schweizer Universitäten verfolgen ebenfalls das Ziel, mittels der Einrichtung von Doktoratsprogrammen das Doktoratsstudium zu verbessern und dabei dessen Vielfältigkeit zu erhalten resp. Überregulierungen zu vermeiden. Die SUK hat in diesem Sinne für das Kooperations- und Innovationsprojekt 2008-2011 „ProDoc“ projektgebundene Mittel gesprochen. ProDoc ist ein gemeinsames Projekt von Nationalfonds und CRUS, das die in den strategischen Planungen der beiden Organisationen für die Periode 2008-11 vorgesehenen Massnahmen zur Weiterentwicklung des Doktorats aufnimmt. Ziel ist die Unterstützung von qualitativ hoch stehenden Doktoratsprogrammen (ProDocs), die einen thematischen Schwerpunkt bilden und von mindestens zwei Universitäten gemeinsam realisiert werden.

ProDoc entspricht weitestgehend der Struktur von Pro*Doc, welches vom Nationalfonds in der vorausgehenden Periode finanziert wurde. Es unterstützt ProDocs aus allen wissenschaftlichen Disziplinen, die ein Lehrmodul umfassen (Lehraktivitäten und Administration) und an ein Forschungsmodul angebunden sind (Doktorandensalär und Forschungskosten). Um die Anbindung des ProDocs an die universitäre Strategie zu garantieren, ist die ausdrückliche Unterstützung durch den Rektor resp. Präsidenten der Universität des Hauptantragstellers erforderlich. Der Nationalfonds wird zudem Vertreter der CRUS in die Evaluation der Module einbeziehen, deren Aufgabe insbesondere die Prüfung institutioneller Aspekte sein wird.

Eine Analyse universitärer Reglemente hat ergeben, dass die Universitäten die Reform des Doktorats bereits angegangen haben oder dies nächstens tun werden. ProDoc umfasst ein Teilprojekt „Guide de bonnes pratiques et recommandations“ mit dem Ziel, die Doktoratsreform in den Schweizer Universitäten durch die Ausarbeitung von guter Praxis und Empfehlungen zu unterstützen. Dabei wird der Vielfalt der Disziplinen sowie der europäischen Diskussion zum Doktorat Rechnung getragen. Das Projekt trägt damit zur Realisierung der Zielsetzungen des Londoner Communiqués vom 18. Mai 2007 bei.

Hinsichtlich der Titelbezeichnung hat die CRUS am 5. Juli 2007 Folgendes beschlossen: „Die schweizerischen Universitäten verleihen einen einzigen, forschungsbasierten Doktorgrad mit dem Titel Dr. [...], dem als englische Übersetzung PhD entspricht.“ Dieser Beschluss verdeutlicht einen Nebeneffekt der Bolognareform, dass nämlich der derzeitige Titel „Dr. med.“ aufgrund von Studienleistungen vergeben wird, die dem neuen Master of Medicine entsprechen. Im Auftrag der CRUS wird zurzeit durch die Kommission für Hochschulmedizin nach Lösungen gesucht, wie der Titel im Kontext der Bolognareform neu positioniert werden kann, ohne dass Schweizer Ärztinnen und Ärzte ihren ausländischen Kollegen gegenüber benachteiligt werden.

5. Qualitätssicherung

Von Jacques Lanarès, Universität Lausanne, Vize-Rektor

Ausgehend von den diversen Erklärungen der Bildungsminister (Berlin 2003, Bergen 2005, London 2007) kommt Fragen der Qualitätssicherung für die Hochschulen sowohl auf nationaler als auch europäischer Ebene stetig wachsende Bedeutung zu. Vor kurzem wurden für den europäischen Hochschulraum Standards (ESG) eingeführt, die gemeinschaftlich von der ENQA (European National Quality Agencies), ESU (European Students' Union), EURASHE (European Association of Institutions of Higher Education) und der EUA (European University Association) entwickelt wurden. Diese Standards sind die Frucht der Zusammenarbeit von vier wichtigen Vertretungen der Universitäten, der Studierenden, der Qualitätssicherungsagenturen und der Fachhochschulen und bilden auf europäischer Ebene und für die Signatarstaaten der Bologna-Deklaration eine Referenzgrösse. Gleichzeitig verändern sich die Grundsätze bezüglich externer Evaluierungen. Während in einer ersten Phase viele Länder Programm-Akkreditierungen vorgesehen hatten, werden aus Gründen der Sachdienlichkeit und zur Verringerung des Papierkriegs mehr und mehr Qualitäts-Audits vorgezogen (z.B. in Grossbritannien, Finnland, Holland).

Die erwähnten Standards spiegeln die Veränderungen in der Auffassung von Qualitätssicherung wider: Sie wird vermehrt als Chance für die Weiterentwicklung denn als Kontrolle angesehen und soll im Rahmen von Evaluierungen den Lernprozess unterstützen.

Dieser Entwicklung entspricht die Verbreitung des Gedankens einer Kultur der Qualität. Dieser Ansatz wird dezidiert von der EUA propagiert und verweist auf die Vorstellung, dass Qualität ein von allen Angehörigen einer Institution, einschliesslich der Studierenden und des administrativen und technischen Personals, geteilter und verantworteter Wert ist. Neben der Einführung einer soliden Methode zielt dieser Ansatz auf die individuelle Aneignung von Vorgehensweisen zur Qualitätssicherung ab. Da es Hinweise darauf gibt, dass die Einrichtung von Massnahmen zur Qualitätssicherung trotz grossem Zeit-, Energie- und finanziellem Aufwand nicht die erhofften Ergebnisse zeitigt, ist dieser weitergehende Ansatz wichtig, um den Nutzen von Qualitätssicherungsmassnahmen zu erhöhen. Die individuelle und institutionelle Aneignung ist sogar noch zentraler, wenn man bedenkt, dass es – wie anlässlich des europäischen Quality Assurance Forum von 2007 in Rom von 500 Spezialisten aus ganz Europa bestätigt – keine universelle Definition von Qualität geben kann.

Die Schweiz hat – sehr zu ihrem Vorteil – von den europäischen Erfahrungen profitieren können und seit 2003 den Akzent auf Qualitäts-Audits und den Ansatz einer Kultur der Qualität gesetzt. Die Audits stützen sich auf vom OAQ und der CRUS gemeinsam erarbeitete Standards, die mit den ESG kohärent sind. In diesem Zusammenhang hat die CRUS 2007 das Q-Netzwerk eingerichtet, in dem die zwölf für Qualität zuständigen Vizerektoren und Vizepräsidenten der Universitäten sowie die zwölf operationell Verantwortlichen zusammenkommen. Der regelmässige Austausch hat es erlaubt, zu einem Einverständnis hinsichtlich Herangehensweise und grundlegenden Standards zu kommen, die den Besonderheiten des schweizerischen Studiensystems Rechnung tragen. 2008 finden in allen Universitäten Qualitäts-Audits statt. Im Anschluss ist eine Evaluation ihrer Durchführung vorgesehen, um zu beurteilen, ob die gewählten Standards und Methoden tatsächlich adäquat sind.

Darüber hinaus dient das Q-Netzwerk als Plattform für den Austausch von guter Praxis und zur Ausbildung einer gemeinsamen Kultur der Qualität in der tertiären Bildung. Es spielt damit eine wichtige Rolle für die weitere Entwicklung der Qualitätssicherung in der Schweiz, deren nächste Herausforderung in der institutionellen Akkreditierung besteht. Es wird darum gehen, Bedingungen für die Akkreditierung zu definieren, welche mit der Vorgehensweise bei den Audits kohärent sind. Das gegenwärtig in der Schweiz praktizierte Vorgehen entspricht bereits einem erweiterten Audit, da es eine vertiefte Untersuchung auf Ebene der Studiengänge umfasst. Folglich ist dieses erweiterte Audit nicht nur eine solide

Basis für die Akkreditierung, sondern schafft gleichsam die Voraussetzung für die institutionelle Akkreditierung.

J. Lanarès

6. Soziale Dimension

Der sozialen Dimension wird im Rahmen des Bologna-Prozesses einige Bedeutung zugemessen. Die Hochschulbildung soll zur Förderung des sozialen Zusammenhalts, zum Abbau von Ungleichheit und der Anhebung des allgemeinen Bildungsniveaus beitragen. Sie soll ihren Beitrag zur Ausschöpfung des Potentials der Studierenden im Hinblick auf ihre persönliche Entwicklung und ihren Beitrag zu einer nachhaltigen, demokratischen und wissensbasierten Gesellschaft leisten. Und sie soll den gesellschaftlichen Anspruch erfüllen, dass die Studierenden bei Eintritt in die Hochschule und Abschluss des Studiums die Zusammensetzung der Bevölkerung widerspiegeln. Die Studierenden sollen ihr Studium ungehindert durch ihre sozialen oder wirtschaftlichen Voraussetzungen abschließen können, was eine angemessene Betreuung, flexible Ausbildungswege hin zur und innerhalb der Hochschulbildung voraussetzt, sowie die Verwirklichung der Chancengleichheit bedingt (vgl. Londoner Communiqué 18. Mai 2007, Abschnitt 2.18).

Fragestellungen der sozialen Dimension werden durch die CRUS in verschiedenen ihrer Gremien aufgegriffen. In den nachfolgenden Abschnitten wird auf diejenigen Aspekte und Arbeiten eingegangen, die im Rahmen des Bologna-Netzwerks der CRUS (bzw. früher durch die Bologna-Projektleitung) behandelt und lanciert wurden.

6.1 Monitoring der Auswirkungen des Bologna-Systems auf die Gleichstellung

Die CRUS hat 2006 beschlossen, ein Monitoring zur Erfassung der Auswirkungen des Bologna-Systems auf die Gleichstellung von Frauen und Männern im Studium und beim Zugang zum Arbeitsmarkt durchzuführen. Dieses Monitoring (periodische Berichterstattung) soll in einem zweijährigen Rhythmus durchgeführt werden. Als Grundlage dient der von der Arbeitsgruppe „Gleichstellungsaspekte der Bologna-Reform“ erstellte Indikatorenkatalog, der zentrale Informationen über spezifische Gleichstellungsaspekte enthält. Die Daten für dieses Monitoring werden vom Bundesamt für Statistik (BFS) erfasst.

Die Einführung der Bologna-Reform wurde nicht an allen Hochschulen zur gleichen Zeit vollzogen. Dies bedeutet, dass einzelne Indikatoren, insbesondere während der Umsetzungsphase, nur sukzessive berechnet werden können. Die Indikatoren werden erstmals im Jahr 2008 berechnet. Für den nächsten Bericht im 2010 wird die Datensituation wesentlich besser sein. Aufgrund der Tatsache, dass die Indikatoren alle zwei Jahre berechnet werden sollen, ist es auch von Vorteil, diese mit den AbsolventInnenstudien des BFS zu koordinieren. Somit ist gewährleistet, dass stets aktuelle Informationen zur Verfügung stehen. Aufgrund der sukzessiven Umsetzung des Bologna-Prozesses wird also eine Differenzierung nach den gewünschten Dimensionen (Geschlecht, Fachbereich, Studienstufe, usw.) mit den Daten aus der SHIS-Erhebung „Studierende und Abschlüsse 2007“ noch nicht vollständig möglich sein.

Bis Ende 2008 soll gemeinsam von der CRUS und dem BFS ein erster Bericht veröffentlicht werden. Dieser Bericht wird EU-weit der erste sein, der die Auswirkungen der Bologna-Reform auf die Gleichstellung erfasst. Datenerfassungen sind teilweise zwar vorhanden, jedoch entweder nicht geschlechterdifferenziert, oder aufgrund erst minimal erfolgter Studienumstellung nicht aussagekräftig genug. Deshalb soll die Publikation EU-tauglich, d.h. auch auf Englisch verfasst werden.

6.2 Gender Mainstreaming

Die Bolognareform, insbesondere die inhaltliche Konzeption von neuen Studiengängen sowie die Neustrukturierung von Studienverläufen erfordert auch die Berücksichtigung sozialer Anliegen und im Speziellen auch der Chancengleichheit der Geschlechter.

Bei der Hälfte aller Universitäten gibt es in Bezug auf die Umsetzung der Bolognareform spezifische Richtlinien oder Vorgaben zur Förderung der Chancengleichheit von Frauen und Männern; bei zwei Universitäten sind Massnahmen geplant. Bei vier der sechs Universitäten wird die Berücksichtigung solcher spezifischer Richtlinien oder Vorgaben durch das Gleichstellungsbüro der Universitäten überprüft. Zwei Universitäten haben allgemeine Richtlinien zur Erreichung von Chancengleichheit festgelegt. Eine Universität hat ein Gleichstellungsmonitoring installiert, um das Studierendenverhalten zu analysieren; es sind jedoch noch keine Resultate greifbar. Eine weitere Universität überlegt sich, ein Bologna-Monitoring zu machen.

2006 wurde eine Checkliste²³ als Empfehlung der CRUS an die Universitäten weitergeleitet, in der Massnahmen für die Berücksichtigung der Chancengleichheitsaspekte bei der Umsetzung der Bolognareform definiert sind.

Vier Universitäten haben die Checkliste in ihre Reformarbeit einbezogen: sei es, dass sie die Gleichstellungsstellen damit beauftragten, sei es, dass sie daran gegangen sind, Teilzeitstudiengänge zu planen, sei es dass sie Gender- und Gleichstellungsaspekte als Qualitätsmerkmale in die Bologna-Evaluation einfliessen lassen. Fünf haben die Checkliste nicht berücksichtigt; zwei unter ihnen planen, sie ab 2008 oder später in ihre Arbeit einzubeziehen. Eine Universität hat über die Checkliste informiert.

Die CRUS hat 2006 ein Monitoring zu Gleichstellungsaspekten der Bolognareform beschlossen, welches einen Indikator zur vertikalen Mobilität beim Übergang zwischen den Studienstufen vorsieht (die erste Erhebung erfolgt 2008 vgl. Kapitel 6.1).

Bei zwei der Universitäten sind die Studienberaterinnen und -berater zu Gleichstellungsfragen geschult worden. Bei einer Universität fand eine Informationsveranstaltung für die Studienberaterinnen und -berater statt. Drei Universitäten haben Massnahmen in diese Richtung geplant.

6.3 Teilzeitstudium

Sowohl in den *Bologna-Richtlinien* der SUK (Präambel) als auch in den *Bologna-Empfehlungen* der CRUS (vgl. Kap. 9.1) wird darauf hingewiesen, dass die Universitäten zur Sicherstellung der Chancengleichheit Teilzeitstudien ermöglichen sollten. Denn drei von vier Studierenden müssen neben dem Studium erwerbstätig sein oder haben Familien- resp. Betreuungspflichten.

Der Verband der Schweizer Studierendenschaften (VSS) ist der Ansicht, dass Teilzeitstudien heute nur bedingt realisierbar sind – auch aufgrund der strafferen Studienreglemente – und die Thematik gesamtschweizerisch vermehrt diskutiert werden muss. Aus diesem Grund hat der VSS die Motion „Teilzeitstudium an den Hochschulen ermöglichen“ vorgelegt und eine Reihe von Forderungen aufgestellt, u.a. die bessere Abstimmung von Haupt- und Nebenfächern, die Mehrfach-Führung von Veranstaltungen zu unterschiedlichen Zeiten oder die Einführung eines eigenen Status für Teilzeitstudierende.

Bologna-Delegation und Bologna-Netzwerk der CRUS werden die Diskussion mit den Studierenden weiterführen und im Laufe des Jahres 2008 zur Motion Stellung nehmen.

²³ Vgl. www.bolognareform.ch → Bologna/ECTS in der Schweiz → Dokumente → Chancengleichheit

7. Die Perspektive der Studierenden

Die Studierenden sind die grösste von der Bolognaform betroffene Gruppe. Einerseits ist es erforderlich, sie umfassend über die neuen Studienmöglichkeiten zu informieren. Andererseits sind die Erfahrungen der Studierenden mit den neuen Studienstrukturen und Angeboten zu beachten und in die weiteren Reformschritte einzubeziehen. In den nachfolgenden Abschnitten soll auf diese beiden Aspekte eingegangen werden.

7.1 Studieninformation und Beratung

7.1.1 Die Umstellung auf Bologna aus der Sicht von Studienberatungsfachleuten

Von Beatrice Keller, AGAB / ASOU (Schweizerischer Verband für Studien- und Laufbahnberatung im Hochschulbereich)

Quelle: AGAB-Umfrage bei den Fachleuten für Studienberatung der Kantonalen Studien- und Laufbahnberatungsstellen, April 2008

Studieneinstiegsphase, Fächerkombinationen

Das Studiensystem mit den Begriffen „Bachelor“, „Master“ „ECTS-Credits“ ist bei den Studieninteressierten inzwischen bekannt. Die Informationen zu den Bachelor-Studiengängen sind grundsätzlich gut greifbar. Bei den Detailfragen (z.B. wie viele Credits für welches Fach oder Teilgebiet) sind die Informationen auf www.berufsberatung.ch rasch abrufbar, auf den Websites der Universitäten bzw. Institute leider noch nicht ganz durchgehend.

Der Systemwechsel hat Folgen für die Fragestellungen der Studieninteressierten: Studienplanerische bzw. -organisatorische Fragen in der Art von „Welche Fächerkombinationen sind möglich, welche sinnvoll?“ haben zugenommen. Ebenso Detailfragen rund um die ECTS-Credits und rund um Organisatorisches.

Als Probleme festgehalten werden folgende Punkte:

- Viele Studierende laufen durch die Universität mit Ihrem Creditplan bewaffnet wie mit einem Diätplan und vergessen dabei das Erlebnis des Essens.
- Das Creditsystem wiegt viele Studierende in einer falschen Sicherheit, sie wännen sich auf einer Strasse mit klar geregelterm Berufszugang, was aber nur in sehr wenigen Studiengängen der Fall ist.

- Die Grundstruktur des Studiums ist heute europaweit gleich, aber die Diversifizierung hat zugenommen. Ein Hauptproblem ist dabei die Uneinheitlichkeit der Studiengänge an den verschiedenen Universitäten. Die Studieninteressierten wissen zwar, dass es Bachelor und Master, mehr Struktur und allenfalls Assessments gibt. Dass aber (ausser in den Monofach-Studiengängen) je nach Universität unterschiedliche Kombinationsmöglichkeiten bestehen und Struktur und Inhalte der gleichen Studiengänge an den verschiedenen Universitäten unterschiedlich sind und verglichen werden sollten, muss erklärt und aufgezeigt werden. (Welche Studienfächer sind wo und in welcher Gewichtung möglich? Hauptfach mit 75, 90, 120 ECTS-Credits und Nebenfach mit 15, 30 und 60 Credits. Wie sind die Lateinvoraussetzungen? etc.). Recherchen zu diesen Fragestellungen sind umständlich und zeitaufwändig, aber die besonderen individuellen Möglichkeiten können für die einzelnen Studieninteressierten durchaus von Vorteil sein.
- Die unterschiedlichen Begriffe wie Major und Minor, Ergänzungsbereich, Grundstudium und Basisstudium sind erklärungsbedürftig und werden nicht immer gleich verwendet. Ziel müsste eine klare Harmonisierung sowohl der Bedingungen wie der Begriffe sein.

- Ein Studium wird heute weniger unter dem Aspekt der Allgemeinbildung, des (humanistischen) Bildungsideals betrachtet als unter dem Aspekt der „Verwertbarkeit“. Das Ziel ist wichtiger geworden, der Weg dorthin hat an Bedeutung eingebüsst.
- Ein Studienbeginn im Frühlingsemester ist mit dem neuen Modell kaum mehr möglich.
- Für die Männer, welche Militärdienst leisten, ist das Zwischenjahr fast unumgänglich geworden.

Übergänge vom Bachelor- zum Masterstudium

Aus Sicht der Beratenden zeichnet sich eine zweite Studienwahlphase ab. Viele Studierende kommen wegen der Wahl des Masters in die Beratung, die Studieninteressierten nehmen das Studium häufig sehr zweistufig wahr. Deshalb stellen sich auch neue Fragen bei der Studienplanung:

- Wie gestalte ich das Bachelorstudium? Was studiere ich dann im Master? Und soll ich den Master dann an einer andern Universität machen?
- Mit welchem Bachelor stehen welche Master offen? Wie sind die Bedingungen? (Zusatzanforderungen etc. sind je nach anvisiertem Master sehr unterschiedlich.)
- Welche Masterstudiengänge gibt es überhaupt? (z.B. kennen viele Gymnasiasten den Masterstudiengang „Sustainable Development“ der Universität Basel nicht und können somit auch den Bachelor nicht „richtig“ wählen.). Es gibt Master-Ausbildung mit Vertiefungsmöglichkeiten, spezielle Master-Studiengänge, unterschiedliche Kombinationsmöglichkeiten Hauptfach/ Nebenfach/ Nebenfächer bzw. Major/Minor. Ein Überblick ist schwierig und die Begriffe sind verwirrend: grundständiger Master, konsekutiver Master, Spezialisierter Master und MAS. Wo die Masterstudiengänge erst in der Planungs- oder Startphase stecken, sind Informationen z. T. erst rudimentär vorhanden.

- Konsekutive versus Spezialisierte Master: welche Konsequenzen für den Berufseinstieg?
- Welche Bachelorstudiengänge sind wie stark berufsqualifizierend, mit welchen ist es möglich und realistisch, in die Arbeitswelt einzusteigen? (Mehrwert des Masters gegenüber dem Bachelor beim Berufseinstieg). Einzig bei den Wirtschaftswissenschaften ist schon klar, dass ein Arbeitsmarkt besteht und dieser auch wächst.
- Wie sieht es längerfristig mit den Ausbildungsverläufen aus? Welche Leute kommen wieder zurück an die Universität für einen Master und welche Möglichkeiten bestehen mit den neuen MAS, DAS und CAS?
- Der Übergang von FH-Bachelor zu universitärem Master und umgekehrt ist unklar. Zur Durchlässigkeit zwischen Fachhochschule und Universität gibt es zwar eine Konkordanzliste von CRUS, KFH und COHEP. Aber wie die Praxis aussieht ist noch unbekannt.

Studienwechsel, Mobilität, Ausland

- Bologna hat nicht mehr Klarheit gebracht. Den Studieninteressierten scheint das System oft kompliziert. Es bietet weniger Gestaltungsfreiheit, sei es bezüglich Studienwechsel, sei es bezüglich Kombination mit Erwerbs- oder Familienarbeit.
- Bologna soll die Durchlässigkeit und Mobilität fördern. Ob dieses Ziel erreicht wurde wird vielerorts bezweifelt. Selbst wer im gleichen Fach die Universität wechseln will, muss kämpfen darum, wie viel ihm angerechnet wird. Die Überprüfung des „Bildungsrucksacks“ geht bis auf die Ebene der einzelnen Lehrveranstaltungen. Ausser in konsekutiven Studiengängen wird „sur dossier“ entschieden. Weder wird die Mobilität so gefördert noch wird klar über diese Schwierigkeiten informiert. Vor allem an Hochschulen, die eine Bachelorarbeit verlangen, ist zudem die Mobilität während des Bachelorstudiums schwieriger geworden.
- Die Informationen der CRUS zum Studium im Ausland sind sehr wertvoll. Es fehlen aber Informationen, wann ein

Auslandsemester sinnvoll und möglich ist.

Es kursieren noch viele Fehlinformationen in den Köpfen der Studieninteressierten: Etwa, es sei ohne weiteres möglich, von irgendeinem Bachelor zu irgendeinem anderen Master zu wechseln (z.B. von Kommunikationswissenschaften zu Psychologie), oder Credits aus irgendeinem Studium würden an irgendein völlig anderes Studium angerechnet, oder das Studium dauere nur noch drei Jahre.

Studienabbrüche

Als Folge der Umstellung wird festgestellt, dass die Studierenden entweder im ersten Jahr abbrechen oder dann gleich den Bachelor machen, weil dieser mit 2 zusätzlichen Jahren absehbar ist. In einigen Fällen gelang es gar, Leute, die im alten System versandet waren, noch zu einem Bachelor zu motivieren, damit sie nicht leer von der Universität abgehen. Hingegen ist die Unsicherheit bezüglich Leistungsvermögen bei den Studierenden gestiegen. Mehr Studierende im ersten Studienjahr sind unsicher bezüglich ihres Studiums oder sind bei den Prüfungen durchgefallen und suchen deshalb eine Beratungsstelle auf.

Fazit

Die grösste Herausforderung bei der Studienwahl nach Bologna ist die Vergleich-

barkeit. Das Studienangebot ist umfangreicher, komplexer und schwieriger durchschaubar geworden. Es gibt grundsätzlich mehr Möglichkeiten, dazu mehr Kombinationsmöglichkeiten. Die klare Zweistufigkeit resultiert in einer zweiten Studienwahl.

Das Bedürfnis nach detaillierten Überblicks- und Vergleichsinformationen ist deshalb zentral auf Seite der Studieninteressierten wie auch der Beratenden. Das Schweizerische Dienstleistungszentrum für Berufsbildung / Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung SDBB erarbeitet zusammen mit den Kantonalen Studienberatungsstellen und in Zusammenarbeit mit den Hochschulen universitätsübergreifende Informationsmittel online und print (www.berufsberatung.ch → Studium; Schweizer Studienführer; Infomappen zu allen Hochschulstudiengebieten) und stellt sie zur Verfügung. Die CRUS stellt mit www.uni-programme.ch und weiteren Themen ebenfalls eine Plattform zur Verfügung. Es ist deshalb wünschenswert, dass die Zusammenarbeit zwischen der CRUS und dem SDBB/Fachbereich Studienwahl intensiviert und optimiert wird, um den gestiegenen Bedürfnissen der Studieninteressierten nach Überblicksinformationen gerecht werden zu können.

B. Keller

7.1.2 Datenbank Studienprogramme Schweiz

Zur Unterstützung der Koordination bei der Zulassung zu den Masterstudien an allen Universitäten publiziert die CRUS für jede Studienrichtung die ihr zugeordneten Bachelorstudienprogramme sowie für jedes Masterstudienprogramm die Studienrichtungen, die zur Zulassung berechtigen. Diese Angaben sollen zudem dazu dienen, den Studierenden Studieninformationen transparent und benutzerfreundlich zugänglich zu machen.

Seit November 2007 sind deshalb die Studienprogramme der Schweizer Universitäten auf einer Datenbank unter www.uni-programme.ch greifbar.

Auf dieser Datenbank sind neben den Bachelor- und Masterstudienprogrammen der schweizerischen Universitäten, auch die Spezialisierten Masterstudienprogramme und die Doktorate, die Master of Advanced Studies (MAS) sowie die Abschlüsse, die von der Universität verliehen werden aufgeführt.

Die Daten basieren auf Informationen, die von den Universitäten zur Verfügung gestellt wurden und jährlich aktualisiert werden. Mit Hilfe der Datenbank ist es z.B. möglich, alle Masterstudienprogramme abzurufen, die mit einem bestimmten Bachelorabschluss die Zulassung ohne zusätzliche Bedingung ermöglichen.

7.2 Studentische Perspektive im Bologna-Prozess

Von Rahel Imobersteg und Sarah Gerhard, VSS / UNES

Die Studierenden in der Schweiz waren der Bologna Deklaration gegenüber ursprünglich skeptisch eingestellt: Die möglichen Vorteile wie die Verbesserung der Mobilität wurden zwar durchaus begrüsst – die Tendenz zur Verschulung, zur Ökonomisierung der Bildung und die Gefahr einer chaotischen Umsetzung in den sehr trägen Bildungsinstitutionen resp. die Gefahr einer Scheinreform wurden aber als stärker eingeschätzt.

Die Befürchtungen der Studierenden im Jahre 2000 haben sich heute zumeist bestätigt – und die Problematiken werden nicht mehr nur von den Studierendenverbänden anerkannt. So hat Bologna beispielsweise die Mobilität bisher nicht verbessert, sondern diese hat sogar abgenommen. Die Publikation „Bologna with Student Eyes“ von ESU, der European Students' Union, zeigt deutlich auf, dass diese Mängel nicht nur ein Schweizer Problem sind, sondern leider überall in Europa zum Bologna Prozess dazugehören.

Eine schnelle Umsetzung war und ist in der Schweiz die Devise. Die Erfüllung der Bologna-Deklaration hat durch die Angst vor Rangverlusten im internationalen Vergleich dazu geführt, dass dem Schweizer Hochschulwesen in Rekordzeit von oben nach unten eine neue Struktur im Sinne von Bologna verpasst worden ist.

Zwar verfügt die Schweiz mit den Bologna-Richtlinien und dem dazugehörigen Kommentar über ein brauchbares Dokument, welches grundsätzliche Fehler bei der Umsetzung und weiteren Ausgestaltung (vor allem auch im Sinne unterschiedlichster Implementation) verhindert: So sind die Übergänge von Bachelor zu Master geregelt, die Studienrichtungen definiert und die Anwendung von ECTS wie auch der Qualitätssicherung in ihren Grundzügen festgesetzt. Grundsätzlich aber ist festzuhalten, dass das „Student Centered Learning“, die „Learning Outcomes“, ein korrekt

verwendetes ECTS, kurz, die korrekt eingeführte Bologna-Deklaration noch weit entfernt von der Realität ist. Bologna umzusetzen braucht Zeit, Geld, viel Personal und noch viel mehr Aufklärung – und auch wenn die Schweiz einiges investiert hat, mangelt es in den Hochschulen an all diesen Elementen.

ProfessorInnen und AssistentInnen sind reformmüde – immer wieder müssen neue Strukturanpassungen ohne ausreichende Mittel umgesetzt werden. Es ist auch für die Studierenden frustrierend, wenn alle zwei Semester die Studienpläne ändern, weil Fehler korrigiert werden müssen. Trotzdem sind viele der neu ausgearbeiteten Studien-Programme bereits wieder reformwürdig – obwohl zweistufig und mit ECTS ausgerüstet.

Mitbestimmung der Studierenden

Aktuell sind die Studierenden auf nationaler Ebene offiziell nicht zur Mitbestimmung berechtigt. Durch jahrelange Arbeit hat sich der VSS das Recht erarbeitet, als professioneller Partner von den zuständigen Organen und Gremien in die relevanten Prozesse einbezogen zu werden. Allerdings ist dieses Recht weder irgendwo festgeschrieben noch kann der VSS dieses Recht immer einfordern – zu häufig besteht immer noch die Situation, dass die Studierenden zu spät, gar nicht oder erst nach mehrmaligem Insistieren konsultiert werden. Mitbestimmungsrechte sind nur marginal vorhanden.

Die Furcht der politischen EntscheidungsträgerInnen, den bildungspolitischen Organen und Stakeholdern (Stände- und Interessenvertretungen) die Mitbestimmung der Studierenden nur schon vorzuschlagen, zeugt von beengender Kurzsichtigkeit und erschreckenden Mängeln bei der Dossierkenntnis. Allerdings zweifelt der VSS nicht daran, dass sich in den Diskussionen um das Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz in den kommenden Jahren die

Schweizer Hochschulpolitik weiterentwickeln wird.

Die Schweiz ist im europäischen Vergleich in Sachen Mitbestimmung der Studierenden ein „Entwicklungsland“: Positive Vorbilder sind beispielsweise Grossbritannien, Skandinavien, Österreich oder Slowenien. Ein wichtiges Vorbild ist Finnland: Sämtliche Kommissionen und Gremien sind paritätisch besetzt und die Mitsprache der Studierenden ist dort zur Selbstverständlichkeit geworden.

Die Evaluation der Bologna-Koordinationsstelle der CRUS durch die EUA sagt denn auch wenig überraschend zu der Lage der Studentischen Partizipation in der Schweiz folgendes:

„Not only have choices sometimes been made that have created new obstacles and problems for students, but there also has been a general lack of partnership with students. The sample of students that the EUA team met during this visit, whether representatives of student associations or so-called “ordinary” students, were all extremely articulate with well-considered views of how things had been done, and what might have been done differently or better. Indeed, with such a display of intelligence, critical thinking, rational analysis and pragmatic problem-solving, they were a fine example of the high quality of education clearly being delivered through the system.

Assuming this sample of students to be representative of the high general quality of the student body, it is even more difficult from an external point of view to understand why more has not been done to include students systematically in discussion and implementation of reform. (...) The student complaint that resonated very strongly was that they had to make an effort continuously to participate in discussions where they feel their place at the table should be assured. These arguments were extremely convincing to the team, and attention to systematic student participation is therefore one of the recommendations that we consider particularly important for the future.

The relative absence of students as partners is a major weakness of implementation so far, and is holding back more successful initiative. Reforms should

be designed to benefit students, and it is therefore logical that students should be encouraged to play a role as partners.“

Für die Zukunft im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz strebt der VSS Mitbestimmung in Hochschulkonferenz, Hochschulrektorenkonferenz und dem Akkreditierungsrat an.

Die Tatsache, dass Studierende normalerweise nicht sehr lange in den Gremien Vertretungsarbeit leisten können, ist kein Hindernis für Mitbestimmung. Diesem Umstand kann sinnig und einfach mit konsequenten Mehrfach-Vertretungen begegnet werden.

ECTS und Mobilität

Bologna wurde den Studierenden als Mobilitätsförderungsinstrument verkauft. Basis für eine funktionierende Mobilität ist ein korrekt eingeführtes ECT-System, ausreichende Mobilitätsstipendien und eine flexible Anrechnungspolitik. Da in allen drei Bereichen noch gravierende Mängel bestehen bleiben, erstaunt es kaum, dass die Mobilität trotz der bisherigen Bemühungen nicht zu- sondern sogar abgenommen hat.

Allgemein konstatieren die Studierendenverbände ein lückenhaftes oder sogar fehlerhaftes Verständnis des Systems und einen Anstieg des studentischen Workloads durch eine regelrechte Prüfungsinflation. Die unterschiedliche Handhabung der Creditvergabe durch autonome Bestimmungen und individuelle Gewichtung einer Leistung durch die Hochschule, stiftet momentan mehr Verwirrung, als dass sie der Vereinheitlichung und der damit angestrebten Erleichterung der Mobilität dienlich ist.

ECTS bringt einen Paradigmenwechsel in der Definition der Lehre mit sich: Lehrveranstaltungen und Studiengänge werden nicht mehr über die Lerninhalte sondern über die Learning Outcomes definiert. Eine Vorlesung soll entsprechend nicht mehr von der inhaltlichen Seite aus konzipiert und definiert, sondern von den Lernzielen her aufgebaut werden. Die Erneuerung der Lehre im Hinblick auf dieses Student Centered Learning hat in der Schweiz jedoch bisher noch kaum Fuss gefasst.

Entsprechend erstaunt es kaum, dass die Diskussionen über einen nationalen Qualifikationsrahmen nur harzig vorankommen: Schliesslich ist es enorm schwierig, abstrakte Kompetenzrahmen für Bachelor, Master und Doktorat zu formulieren, wenn die konkrete Umsetzung in den angebotenen Studiengängen noch nicht stattgefunden hat.

Bei der Bewältigung eines studentischen Arbeitspensums und dem entsprechenden Erwerb von ECTS-Credits darf die Betreuung durch die DozentInnen nicht nur darin bestehen, fleissig Credits sammeln zu lassen, sondern sollte gleich dem Arbeitsaufwand pro Credit angepasst sein.

Ansonsten wird indirekt die Aufteilung in „Massen-Studiengänge“ und „Exzellenz-Studiengänge“ gefördert – denn wenn viele Credits verteilt werden müssen, um Mittel zu akquirieren und gleichzeitig eine (inter)nationale Profilierung als exzellente Institution erfolgen soll, wird es keine andere Option geben.

Die statistische Verwendung von ECTS-Credits erlaubt nur Aussagen über die Lernleistung der Studierenden, welche jedoch nicht zwingend in einem direkten Verhältnis zu der Lehrleistung der Hochschule steht. Werden ECTS-Credits als Indikator für ein Finanzierungsmodell der Hochschulen verwendet, werden Anreize für die Hochschulen geschaffen, möglichst viele, möglichst günstige Credits an die Studierenden zu verteilen. Dies kann zur unbeabsichtigten Nebenwirkung führen, dass aus finanziellen Gründen Leistungsnachweise nur in schwerwiegenden Fällen nicht erteilt werden und die Qualität der Lehre sinkt. Entsprechend könnte das Schweizer Hochschulsystem zu einer inhaltsleeren Zertifizierungsmaschine verkommen.

Um Anreize für eine qualitativ hoch stehende Lehre zu setzen, sollte die Einführung von Teaching Points geprüft werden. Diese Teaching Points sollen für die Lehrleistung das gleiche leisten, was die ECTS-Credits für die Lernleistung tun: eine Quantifizierung des durchschnittlichen Aufwands, der betrieben werden muss, um auf effiziente Art zum ge-

wünschten Ziel zu gelangen. Selbstverständlich müsste ein solcher Indikator den Personalaufwand für die Lehre und die für eine gute Lehre notwendige Forschung, die Anzahl angebotener Veranstaltungen, die verschiedenen Lehrformen (Vorlesung, Seminar, Übung, Praktische Veranstaltung etc.) und die Betreuungsverhältnisse in angemessener Weise berücksichtigen.

Soziale Dimension

Die Soziale Dimension von Bologna wurde in der Schweiz bisher ausschliesslich auf die Gleichstellung der Geschlechter bezogen (vgl. Kapitel 6), wobei auch diese Bemühungen bisher kaum sichtbare Auswirkungen zeigten.

Gleichzeitig wurden jedoch alle weiteren Bereiche der Sozialen Dimension sträflich vernachlässigt: Stipendien, Teilzeitstudium, Studieren mit Kindern, Migrationshintergrund, Studieren mit Behinderung, Durchlässigkeit, etc.

Ein funktionierendes Stipendienwesen ist Voraussetzung für die Chancengleichheit beim Zugang zur Bildung und den Ausgleich sozialer und vor allem finanzieller Ungleichheiten in der Gesellschaft. Es ist somit der Grundstein für das in der Bundesverfassung festgeschriebene Sozialziel, dass sich die Menschen ihren Fähigkeiten und Interessen entsprechend bilden können (BV Art. 41 Abs. 1) und für das ebenfalls in der Bundesverfassung verankerte Bekenntnis zu einer möglichst grossen Chancengleichheit in der Bevölkerung (BV Art. 2 Abs. 3).

Tatsächliche Chancengleichheit in Bezug auf Bildung bedeutet, dass es allen möglich ist, die Ausbildung zu wählen, die ihren Fähigkeiten und Interessen am meisten entspricht, ungeachtet der sozialen Herkunft und der finanziellen Situation, sei es die eigene oder diejenige der Familie. Ausserdem ist verwirklichte Chancengleichheit nach internationalem Standard ein Qualitätsmerkmal der Hochschulen und somit ein Faktor, der auf die Qualität der gesamten Schweizer Bildungslandschaft einen nicht zu vernachlässigenden Einfluss hat.

Das heutige Stipendienwesen wird den oben genannten Ansprüchen jedoch bei

weitem nicht gerecht. Es kristallisieren sich für die Studierenden drei Hauptproblematiken heraus, in denen eindeutige Verbesserungen von Nöten sind: der allmähliche Rückzug der öffentlichen Hand im Bereich Ausbildungsbeihilfen im tertiären Bildungssektor, die Zuständigkeit der Kantone im Stipendienwesen, und der Ersatz von Stipendien durch Darlehen. Diese drei Problematiken gefährden das Recht auf Bildung, unterlaufen die Chancengleichheit und führen langfristig zu einem Mangel an hochqualifizierten Arbeitskräften auf dem Schweizer Arbeitsmarkt.

2005 verabschiedete die CRUS eine Checkliste zur Berücksichtigung der Chancengleichheits-Aspekte bei der Umsetzung von Bologna als Empfehlungen zuhanden der Universitäten. Darin wird folgendes Ziel formuliert: „Flexible Studienstrukturen ermöglichen ein Teilzeitstudium ohne erhebliche Nachteile.“ Im Rahmen der Diskussion einer Motion des VSS zum Thema Teilzeitstudium im Frühjahr 2008 stellte sich das Plenum der CRUS jedoch auf den Standpunkt, dass die Studienorganisation in der Autonomie der Hochschulen liege und entsprechende Massnahmen daher keinen verbindlichen Charakter haben könnten. Dies obwohl in der Schweiz über 77% der Studierenden während des Studiums einer Erwerbstätigkeit nachgehen und mehr als die Hälfte davon auf die daraus resultierenden finanziellen Mittel für das Bestreiten ihres Lebensunterhaltes angewiesen sind.

Die frühe Selektion im Schweizer Bildungswesen bedingt (gerade im Zusammenhang mit Lifelong Learning und um das Postulat der Chancengleichheit zu erfüllen) eine hohe Durchlässigkeit auf der dual ausgestalteten Tertiärstufe. Deswegen wurde die von den Rektorenkonferenzen getroffene Vereinbarung über die Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen von den Studierenden grundsätzlich begrüsst. Allerdings sind die in der Konkordanzliste festgelegten durchschnittlichen Auflagen zu hoch. Der Mehraufwand von bis zu 60 Credits macht einen Wechsel des Hochschultypus selbst bei gleich bleibender Studienrichtung

unattraktiv und lässt vermuten, dass solche Wechsel aus Sicht der Hochschulen auch nicht erwünscht sind.

Qualitätssicherung und Akkreditierung

Ohne Frage ist die qualitativ hochwertige Hochschulbildung im Interesse der Studierenden. Doch was ist eine „qualitativ hochwertige“ Hochschulbildung? Die Diskussion zu dieser Grundsatzfrage fand leider bisher an den Schweizer Hochschulen noch nicht statt. Dies ist jedoch auch die Ausgangsfrage für die Definition von Zielen für die Qualitätssicherung und -entwicklung. Die interne Qualitätssicherung läuft deshalb in Gefahr, zu einem inhaltsleeren Ritual zu werden. Diese Diskussion muss in den kommenden Jahren unter Einbezug der Studierenden als „Full Partners“ unbedingt geführt werden. Ansonsten entwickeln Worthülsen wie Effizienz, Effektivität und Exzellenz eine gefährliche selbstbezügliche Relevanz, die der Qualität der Hochschulbildung in der Schweiz nicht zuträglich sein kann.

Bei der externen Qualitätssicherung konnten in den vergangenen Jahren hingegen erfreuliche Fortschritte erzielt werden: Das Organ für Akkreditierung und Qualitätssicherung der Schweizerischen Hochschulen OAQ und der VSS haben im November 2006 eine Übereinkunft unterzeichnet, mit der eine enge Kooperation sowie die Vorbereitung und Beteiligung von Studierenden an Akkreditierungsverfahren ermöglicht wird. Zu diesem Zweck errichtet und verwaltet der VSS einen Pool, aus dem VertreterInnen der Studierenden aus allen Fachbereichen für Hochschul- oder Programmakkreditierungen vorbereitet und rekrutiert werden können. Aktuell laufen die Quality Audits an den universitären Hochschulen – zum ersten Mal mit einer gleichberechtigten Vertretung der Studierenden im Expertise-Panel.

Fazit und Ausblick

Die Studierenden haben schon früh auf mögliche Gefahren und Problembereiche bei der Umsetzung von Bologna hingewiesen. Die Nicht-Vertretung der Studierenden in den relevanten Gremien hat dazu geführt, dass diese Warnungen

nicht adäquat wahrgenommen wurden. Es ist bedauerlich, dass nun Generationen von Studierenden unter diesen Kinderkrankheiten des Systems leiden müssen.

Es bleibt zu hoffen, dass über den Weg der Qualitätssicherung nicht nur die Mitbestimmung der Studierenden verbessert werden kann, sondern auch die Fehl- und Mangelumsetzungen von Bologna korrigiert werden können.

Abschliessend muss festgehalten werden, dass die Umsetzung der Bologna-Deklaration in der Schweiz aus Sicht der Studierenden noch gravierende Mängel aufweist. Insbesondere in den Bereichen Mitbestimmung der Studierenden, ECTS und Mobilität, Soziale Dimension und Qualitätssicherung besteht noch grosser Handlungsbedarf.

R. Imobersteg und S. Gerhard

7.3 Nationale Studierendenbefragung

Im Frühjahr 2008 haben die nationalen Studierendenverbände VSS und VSH, die CRUS und das Observatoire de la vie étudiante der Universität Genf eine nationale Studierendenbefragung zur zweistufigen Studienstruktur durchgeführt. Sie wurden dabei von den Universitäten massgeblich unterstützt.

Ziel der Befragung war es, die (guten oder auch weniger guten) Erfahrungen der Studierenden, die einen Bachelor- oder Masterstudiengang absolvieren, zu ermitteln und damit die Diskussionen zur allfälligen Verbesserung der Studienbedingungen auf eine solide empirische Grundlage stellen zu können. Folgende Bereiche wurden abgefragt:

- Organisation und Aufbau des Studiums,
- Informations- und Beratungsangebot,
- horizontale und vertikale Mobilität,
- Vermittlung von Kompetenzen und deren Evaluation sowie
- der Aufwand im Studium.

Für die Befragung wurde eine repräsentative Stichprobe von (je nach Umfang der Gesamtpopulation einer Universität) 15 bis 25% aller Bachelor- und Masterstudierenden ausgewählt. Total wurden 11'268 Studierende schriftlich kontaktiert; die Umfrage selbst wurde vom 3. März bis am 7. April online durchgeführt. Die Rücklaufquote betrug insgesamt 42%. Die Spannweite der Antwortquoten nach Universitäten beträgt zwischen 30% und 49%.

Die Ergebnisse der Befragung werden an der 6. Bologna-Tagung der CRUS am 4. Sept. 2008 präsentiert und im Anschluss publiziert.

8. Projekte in Zusammenarbeit mit den Fachhochschulen und den Pädagogischen Hochschulen

Die Universitäten, Fachhochschulen und Pädagogischen Hochschulen arbeiten in vielerlei Hinsicht zusammen. Sie leben damit bereits heute den „gesamtschweizerischen Hochschulbereich“. Neben gemeinsamen Studienprogrammen (z.B. Master of Arts in Mehrsprachigkeit der UniBS und der FHNW) werden Positionen, Entscheide oder Vereinbarungen im gemeinsamen Gremium, dem Leitungsausschuss der drei Rektorenkonferenzen la.rkh.ch, vorbereitet sowie eine Reihe von Projekten zusammen durchgeführt (Fachdidaktik, Qualifikationsrahmen, Statistische Verwendung von ECTS-Credits). Bei welcher der drei Konferenzen Federführung bzw. Geschäftsführung liegen, wird jeweils nach Absprache bestimmt.

8.1 Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen

Entsprechend der allgemeinen Zielsetzung, die Durchlässigkeit im gesamten Hochschulbereich zu unterstützen, soll der direkte Übertritt von einem Bachelorstudium an einer Fachhochschule oder Pädagogischen Hochschule in ein Masterstudium an einer Universität ebenso möglich sein wie ein Übertritt in die andere Richtung. Aktuell werden solche Wechsel des Hochschultyps ab Sommer 2008, wenn zum ersten Mal Fachhochschulstudierende ein Bachelor-Diplom in Händen halten und die Fachhochschulen mit ersten Masterangeboten starten. Die Rektorenkonferenzen der Universitäten (CRUS), der Fachhochschulen (KFH) und der Pädagogischen Hochschulen (COHEP) sind darauf vorbereitet. Sie haben am 5. November 2007 die Vereinbarung zur *Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen* abgeschlossen, welche die Grundsätze für den Übertritt festhält und die Modalitäten regelt.

Dazu gehört, dass erfolgreich absolvierte Studienleistungen an ein neues Studium angerechnet werden und nicht jede Differenz bei Kenntnissen und Fähigkeiten zwingend zu Auflagen für das Masterstudium führt. Denn den Studierenden darf auch eine gewisse Selbstverantwortung auferlegt werden. In Bachelorstudiengängen verschiedener Hochschultypen mit vergleichbarer fachlicher Ausrichtung werden freilich nicht dieselben Kenntnisse und Fähigkeiten erworben. Deshalb müssen bei einem Wechsel des Hochschultyps – in allen Richtungen – spezifische Zusatzleistungen erbracht werden. Wenn deren Umfang 60 ECTS-Credits nicht überschreitet (das entspricht einem Jahr Vollzeitstudium), werden die Studierenden direkt in das Masterstudium aufgenommen.

Im Anhang zur Vereinbarung, der so genannten Konkordanzliste, werden 36 bestehende Übertrittsmöglichkeiten verzeichnet. Die jetzt vorliegende Konkordanzliste ist eine Startaufstellung. Die Rektorenkonferenzen haben diese erste Fassung mit einem pragmatischen Vorgehen erarbeitet, um alle Interessierten möglichst rasch klar informieren zu können. Während einer Anfangsphase soll die Liste in kürzeren Zeitabständen analysiert und im Einvernehmen zwischen den drei Rektorenkonferenzen sowie auf Grund von Anträgen der Hochschulen nach dem aktuellen Stand der Studienangebote aktualisiert werden.

Alle in der Konkordanzliste verzeichneten Wechsel sind in beide Richtungen möglich, sofern bei beiden Hochschultypen ein entsprechendes Angebot besteht. Darin widerspiegelt sich die Gleichwertigkeit der drei Hochschultypen. Weil sie aber gerade in ihren Ausbildungszielen und -inhalten andersartig sind, kann die Zulassung nicht ohne Auflagen erfolgen. Diese sollten möglichst am Anfang des Masterstudiums erfüllt werden, wenn entsprechendes Know-how im Lehrangebot vorausgesetzt ist.

CRUS, KFH und COHEP werden die Umsetzung der Vereinbarung gemeinsam begleiten und die Validität der Konkordanzliste beobachten. Da erste Übertritte von Bachelorabsolventen anderer Hochschultypen ab Herbst 2008 möglich sind, können bis 2010 erste globale qualitative Eindrücke zu den Übertritten gesammelt werden. Quantitative Angaben und vertiefte Diskussionen sind für die Folgejahre vorgesehen. Die Evaluation wird insbesondere von der Bologna-Delegation und vom Bologna-Netzwerk (mit regelmässiger Konsultation der Kommission für Zulassung und Äquivalenzen) konzipiert und begleitet.

Am 6. Dezember 2007 haben die Schweizerische Universitätskonferenz (SUK) und der Schweizerische Fachhochschulrat dieser Vereinbarung und der Konkordanzliste ihre Zustimmung gegeben. Die SUK wird im Laufe des Jahres 2008 ihre Bologna-Richtlinien im Sinne der Vereinbarung zu ergänzen.

Vereinbarung und Konkordanzliste sind auf den Websites www.crus.ch, www.kfh.ch und www.cohep.ch zu finden.

8.2 Qualifikationsrahmen für den schweizerischen Hochschulbereich (nqf.ch-HS)

Als Teil der Bolognareform erarbeiten alle Länder zurzeit nationale Qualifikationsrahmen, die anhand von gemeinsamen Kriterien einen systematischen Gesamtüberblick über das jeweilige nationale Bildungssystem geben sollen. Nach dem Willen der Bildungsminister sollen die nationalen Qualifikationsrahmen spätestens 2010 vorliegen. Für die Schweiz hat das SBF die CRUS beauftragt, das Projekt zusammen mit KFH, COHEP und OAQ durchzuführen. Die Projektleitung liegt bei Hans Peter Müller, Rektor der PH Bern. Wichtige Projekt-Etappen waren Gespräche mit diversen Fokusgruppen (Hochschulleitungen, Dozierende, Bologna-Experten, Studierende, Qualitätssicherung, Arbeitswelt) und eine nationale Tagung am 29. Jan. 2008, an der ein erster Entwurf des nqf.ch-HS mit Hochschulvertretern diskutiert wurde.

Es ist vorgesehen, einen gemeinsamen Qualifikationsrahmen für alle Schweizer Hochschultypen²⁴ vorzulegen, dessen Geltungsbereich die anerkannten Schweizer Hochschulen und die Stufen Bachelor, Master, Doktorat sowie Weiterbildung umfasst. Für jede Qualifikationsstufe wird anhand von Deskriptoren das von den Studierenden zu erreichende Niveau umrissen. Zudem werden formale Aspekte aufgeführt (ECTS-Credits, Liste der Abschlüsse, Zulassungsbedingungen, Bedingungen für Übertritte zwischen Hochschultypen) und das Verhältnis zur externen Qualitätssicherung definiert. Noch nicht abschliessend beantwortet ist die Frage, wie im Rahmen dieses nationalen Gesamtüberblicks den unterschiedlichen Profilen im Studienangebot der Hochschultypen ausreichend Rechnung getragen wird.

Als nächster Schritt wird Mitte 2008 eine breite Vernehmlassung zum nqf.ch-HS durchgeführt.

8.3 Statistische Verwendung von ECTS-Credits

Seit dem Schlussbericht 2003 der Arbeitsgruppe „Indikatorensystem“ (AG Buschor) wurde die Verwendung von ECTS-Credits zur Ergänzung des Hochschulinformationssystems (SHIS) gefordert. Im Auftrag der SUK hatte ab Mitte 2004 eine Arbeitsgruppe der CRUS Vorschläge zur Einführung von Indikatoren, die auf ECTS-Credits basieren, erarbeitet. Auf Grundlage dieser Vorarbeiten hat die SUK am 1. Dezember 2005 die CRUS beauftragt, in Zusammenarbeit mit BFS, KFH, COHEP und FHR/EDK eine Machbarkeitsstudie für die statistische Verwendung von ECTS-Credits und die Einrichtung einer Datenbank beim BFS (Horizont 2010/11) durchzuführen. Für diese Arbeiten hat sie projektgebundene Bundesmittel im Umfang von CHF 300'000 bereitgestellt. Das BBT beteiligte sich für den Bereich der Fachhochschulen ebenfalls finanziell am Projekt. Die operative Leitung lag bei Markus Brönnimann, Verwaltungsdirektor der Universität St. Gallen.

Das Projekt lief von April 2006 bis Mai 2008. In einer ersten Phase wurden die skizzierten Indikatoren präzisiert, ein Datenmodell erarbeitet und die Zwischenergebnisse mit einigen ausgewählten Hochschulen getestet. In der zweiten Projektphase ab Mitte 2007 wurde eine Pilot-Datenerhebung an allen Hochschulen durchgeführt und durch eine Umfrage zur Verfügbarkeit der Daten sowie der Kosten für die Projektumsetzung ergänzt.

Die Machbarkeit für die Einrichtung einer ECTS-Datenbank wird als grundsätzlich gegeben eingeschätzt. Einzelne Variablen liessen bereits ab einer ersten Datenerhebung eine gute Datenqualität erwarten (z.B. „erworbene Credits“). Andere Variablen benötigen – je nach gewünschter Aussagekraft – hochschulübergreifende Massnahmen (z.B. in Bezug auf eine einheitliche Handhabung der Einschreibung für Basiseinheiten). Die Umsetzungsphase ist gemäss dem vorgeschlagenen Aktionsplan auf insgesamt drei Jahre angesetzt, so dass ab dem vierten Jahr erste aussagekräftige Auswertungen möglich wären. Der Gesamtaufwand

²⁴ Beschluss des Leitungsausschusses der Rektorenkonferenzen, la-rkh.ch, von Sept. 2007.

an allen Hochschulen sowie im BFS für die Einrichtung der Datenbank wurde auf ca. 8 Mio. CHF geschätzt.

Aufgrund der überwiegend negativen Stellungnahmen der Hochschulen zum Schlussbericht der Machbarkeitsstudie hat die Plenarversammlung der CRUS am 8./9. Mai 2008 in Erwägung aller Argumente pro und contra beschlossen, das für 2009-2011 vorgesehene Kooperationsprojekt „Statistische Verwendung von ECTS-Credits“ nicht weiter zu verfolgen. Das BFS wird die erforderliche Konsolidierung und Sicherung der vorliegenden Ergebnisse gewährleisten. Für die vor allem im universitären Bereich dringend erforderlichen Anpassungen und Weiterentwicklungen der statistischen Erfassung der Studienrealität soll der SUK ein bescheiden dimensioniertes Fortsetzungsprojekt beantragt werden.

9. Internationale Aspekte

9.1 Stand und Zeitplan auf europäischer Ebene

Seit der Bologna-Nachfolgekonferenz 2007 in London nehmen 46 Ländern am Prozess teil; die Europäische Kommission ist Vollmitglied, eine Reihe weiterer Organisationen nehmen beratend teil (European University Association EUA, European Students' Union ESU, European Association for Quality Assurance in Higher Education ENQA, Europarat usw.). Die nächste Bologna-Ministerkonferenz wird von Belgien, den Niederlanden und Luxemburg ausgerichtet am 28./29. April 2009 in Leuven und Louvain-la-Neuve stattfinden.

Auf der offiziellen Website sind folgende Bologna Action lines aufgelistet:

Qualifications Frameworks / three-cycle system	Joint Degrees
Mobilität	Anerkennung
Qualitätssicherung	Soziale Dimension
Employability	Lifelong Learning
EHEA in a global context	Stocktaking

Die Minister werden sich auch mit der Zukunft des Europäischen Hochschulraums und der Weiterführung eines regelmässigen Austauschs über das Jahr 2010 hinaus befassen.

Ein weiteres Treffen der Bildungsminister wird zudem im Frühjahr 2010 in Wien und Budapest stattfinden. Anlässlich des offiziellen Zieldatums für die Schaffung des Europäischen Hochschulraums (EHEA) und des Abschlusses der Bolognareform.

Weitere Informationen sind unter www.bologna2009benelux.org abrufbar.

9.2 Zusammenarbeit der CRUS mit Partnerkonferenzen

Die CRUS arbeitet eng mit einer Reihe von europäischen Partnerkonferenzen zusammen. Neben dem generellen Informationsaustausch werden Einzelfragen zur Umsetzung des Reformprozesses z.B. durch gegenseitige – auch aktive – Teilnahme an nationalen Konferenzen diskutiert.

Mit der französischen Conférence des Présidents d'Université (CPU) wurde das Abkommen über die akademische Anerkennung von Studienleistungen und Hochschuldiplomen aus dem Jahr 2000 überarbeitet. Es ist nun den Erfordernissen der Bolognareform angepasst und neu auch auf die Fachhochschulen und die Pädagogischen Hochschulen anwendbar. Das Abkommen wird voraussichtlich im Sommer 2008 unterzeichnet.

10. Organisation des Bologna-Prozesses in der Schweiz

Im Unterschied zu den anderen europäischen Ländern hat in der Schweiz die zuständige Ministerialverwaltung keine eigene Fachstelle für den Bologna-Prozess eingerichtet, sondern mit der Vorbereitung der Konzept- und Umsetzungsarbeiten von Anfang an das Generalsekretariat der CRUS beauftragt. Bund und SUK haben damit der CRUS explizit die Verantwortung übertragen, für die Koordination der Bolognareform sowie die korrekte und unter allen Universitäten kompatible Anwendung der rechtlichen Rahmenbedingungen (Bologna-Richtlinien der SUK) zu sorgen. Zur Finanzierung der „Bologna- und ECTS-Koordination“ im Generalsekretariat der CRUS hatte die SUK für die Beitragsperiode 2004–2007 projektgebundene Mittel von insgesamt CHF 1'290'000 bewilligt. Wie bereits schon 2001–2003 gingen aber auch beträchtliche personelle und sachliche Aufwendungen zu Lasten der Eigenmittel der CRUS sowie der Delegierten Aufgaben.

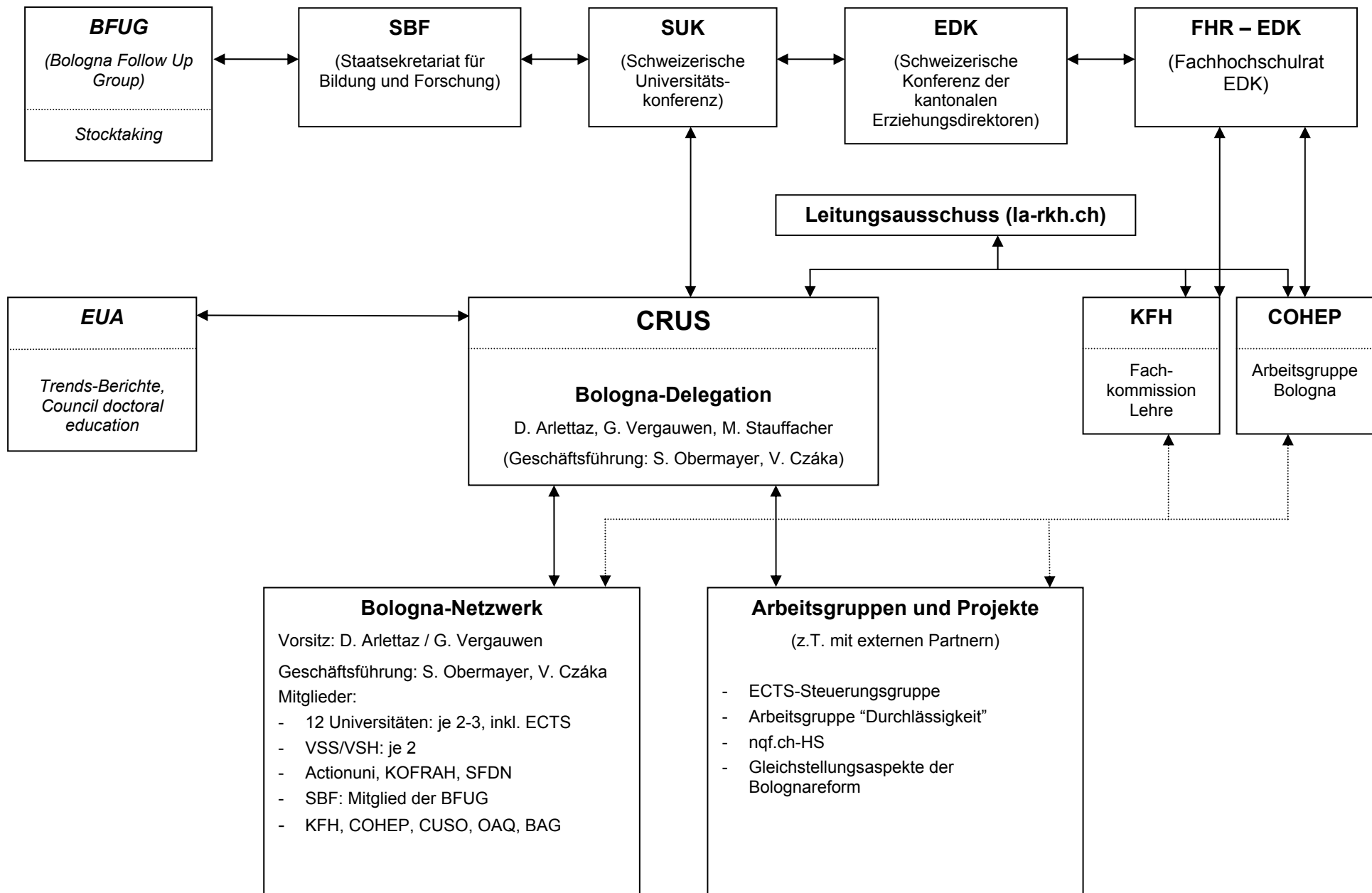
Im Rahmen ihrer partizipativen Projektorganisation, vor allem mit der Bologna-Projektleitung, erarbeitete die CRUS bis Ende 2006 Ausführungsbestimmungen (Regelungen) mit allen erforderlichen Definitionen und Detailvorgaben. Die Verbindlichkeit dieser Regelungen oder Empfehlungen ergibt sich aus den erwähnten Aufträgen von Bund und SUK. Zusammenfassend und auf aktuellem Stand sind sie zusammengestellt in den *Empfehlungen der CRUS für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses* (Fassung vom 3. Mai 2007), welche die *Bologna-Richtlinien* der SUK vom 4. Dezember 2003 ergänzen.

Die Erarbeitung der gesamtschweizerischen strukturellen Vorgaben für die Reformarbeiten konnte auf Ende 2006 weitgehend abgeschlossen werden. Für die angemessene Weiterführung der Reform in der nun folgenden Phase der Konsolidierung und Vertiefung ist die Projektorganisation wie folgt angepasst worden: Abschliessend verantwortlich für das Kooperationsprojekt ist weiterhin die CRUS; die neu eingesetzte Bologna-Delegation (D. Arlettaz, G. Vergauwen und M. Stauffacher/ Geschäftsführung S. Obermayer und V. Czáká) trägt die operative Hauptverantwortung für das Projekt. Das Bologna-Netzwerk, welches die Projektleitung ablöst und das ECTS-Netzwerk integriert, wird laufend informiert und in Entscheide einbezogen. Es setzt sich aus Vertreterinnen und Vertretern

- aller Universitäten (je 1 Leitungsebene, 1-2 interne Fachpersonen inkl. ECTS),
- der Studierenden (von VSS und VSH delegiert),
- von actionuni, KOFRAH, KFH, COHEP, CUSO, SFDN und OAQ,
- den zuständigen Bundesstellen (SBF, BAG),
- aus Partnerorganisationen und Amtsstellen

zusammen. Den Vorsitz übernimmt alternierend einer der beiden Rektoren in der Bologna-Delegation. Sämtliche weiterführenden bzw. neu anfallenden Arbeiten von CRUS, Bologna-Delegation und Bologna-Netzwerk werden in Absprache und Koordination mit der KFH und der COHEP vorbereitet und durchgeführt (gemeinsame Federführung bei diversen Projekten, gegenseitiger Einsitz in Fachgremien). Soweit sich diese Koordination nicht in der laufenden Zusammenarbeit der Generalsekretariate ergibt, entscheidet der gemeinsame Leitungsausschuss der drei Konferenzen (la-rkh.ch).

Die Bologna-Delegation und das Bologna-Netzwerk der CRUS sind in weiteren Projekten stark engagiert, die zwar nicht Teil des mit Bundesmitteln finanzierten „Kooperationsprojektes Bologna“ sind, deren Ziele jedoch durch die Bologna-Deklaration direkt oder indirekt vorgegeben sind (nqf.ch-HS; vgl. Organigramm nächste Seite).



10.1 Evaluation der Bologna-Koordination durch die EUA

Im Auftrag des Generalsekretariats der CRUS hat eine von der EUA eingesetzte Expertengruppe die Koordinationsarbeiten der CRUS zur Umsetzung der Bolognareform Ende 2007 evaluiert. Neben einer Dokumentenanalyse wurden anlässlich einer Site Visit Gespräche mit zahlreichen Akteuren geführt (Bologna-Koordinationssteam, Universitäten Zürich und Freiburg, SUK, SBF, Studierende, KFH, COHEP). Die Expertengruppe hatte vor allem den Auftrag, die Arbeit und Funktionsweise des Bologna-Koordinationssteams zu evaluieren; inhaltliche Fragen der Bologna-Umsetzung waren jedoch in allen Gesprächen – gerade an den Universitäten – sehr präsent. Die Arbeit der Bologna-Koordination wird sehr positiv beurteilt, im Schlussbericht wird jedoch empfohlen, die Kohärenz der jeweiligen Umsetzungsansätze der Universitäten zu verbessern, gewissen Fragen (Learning Outcomes, Doktorat, Employability) mehr Aufmerksamkeit zu schenken und die Studierenden stärker in die Entscheidungsprozesse einzubeziehen.

Im Bereich der Learning Outcomes ist bereits eine Reihe von Arbeiten an den Universitäten im Gange oder in Planung. Dies gilt ebenfalls für das Doktorat, wobei der nationalen Normierung nach Ansicht der CRUS durchaus Grenzen gesetzt sein sollen.

Die europäische Forderung, der Employability der Bachelorabsolventen mehr Aufmerksamkeit zu widmen, muss für die Schweiz qualifiziert werden. Im Unterschied zu anderen Ländern besteht weder das Ziel noch die Notwendigkeit, dass 70% eines Jahrgangs einen Hochschulabschluss erwerben. Es ist Aufgabe der Universitäten, im Bachelor solide wissenschaftliche Grundlagen zu vermitteln – selbstverständlich ergänzt durch transversale Fähigkeiten. Bisherige Erfahrungen zeigen im Übrigen, dass die Schweizer Bachelorabsolventen durchaus gute Chancen beim Eintritt in den Arbeitsmarkt haben.

Der Schlussbericht kann unter www.bolognareform.ch eingesehen werden.

11. Kooperationsprojekt 2008-11

In den Jahren 2004–2007 haben die schweizerischen Universitäten bei der Umsetzung der Bolognareform entscheidende Fortschritte erzielt: In allen Studienrichtungen ist die zweigliedrige Studienstruktur eingeführt, die Anzahl der verliehenen Bachelor- und Masterdiplome nimmt rapide zu, und 72% aller Studierenden besuchten im akademischen Jahr 2007/08 einen Bachelor- oder Masterstudiengang. Das Ziel für die kommenden Jahre besteht darin, die Reform zu Ende zu führen, indem die Einführung der Masterstudiengänge abgeschlossen und die Reform in allen Studienbereichen inhaltlich vertieft und konsolidiert wird.

Das Koordinationsteam im Generalsekretariat der CRUS wird die Universitäten im Rahmen des Kooperationsprojekts 2008–2011 gemäss UFG „Bologna: Koordination und Instrumente“ dabei weiterhin unterstützen. SUK und ETH Rat haben dafür insgesamt CHF 2.2 Mio. bewilligt.²⁵ Neben der Weiterführung des Informations- und Erfahrungsaustausches im Bologna-Netzwerk, an Tagungen oder an Workshops liegt der Schwerpunkt in den nächsten Jahren auf der Beurteilung der Bolognareform. Angesichts der Erfahrungen mit dem neuen Studiensystem zeigen sich auch gewisse Schwächen, die Nachbesserungen erforderlich machen. Daher ist das Bedürfnis nach einer Evaluierung

²⁵ Zusätzlich wurden CHF 4.5 Mio. für das Projekt „Statistische Verwendung von ECTS-Credits“ zurückgestellt (SUK: 4.4 Mio.; ETHR: 100'000).

der Reform sowohl seitens der Hochschulen, insbesondere der Studierenden als auch der Politik²⁶ gross. Zusammen mit den Universitäten, den Studierenden und weiteren Akteuren wird zurzeit ein Monitoring zur Kohärenz und Wirksamkeit der Bolognareform an den Universitäten aufgebaut (vgl. Kap. 1.5 „Ausblick 2008 – 2011“). Die Ergebnisse werden jeweils in angemessener Form publiziert.

11.1 Ziele und Projekte ab 2008

Monitoring zur Bologna-Umsetzung in den Universitäten	
Übergang zum Masterstudium	2008/09
- Durchlässigkeit zwischen den Hochschultypen:	
o Einsetzung einer Arbeitsgruppe für die Entwicklung von Indikatoren	Herbst 08
o Pilotstudie : Université de Fribourg, Fachhochschule NW Schweiz und PHZ (Luzern)	Herbst 08
- Spezialisierte Masterstudiengänge :	
o Erarbeitung von Best Practice-Beispielen für Zulassungsbedingungen	2009
- Erster thematischer Zwischenbericht zum Monitoring	Ende 09
Gleichstellungsaspekte der Bolognareform:	
- Ergebnisse der ersten Erhebung	2008
- Veröffentlichung des Berichts und Verbreitung auf nationaler und internationaler Ebene	Ende 08
Studiendauer/ Studierbarkeit	2009
Anerkennung/ Mobilität	2010/11
Nationale Studierendenbefragung zu den Studienbedingungen	
- 6. nationale Bologna-Tagung der CRUS : Vorstellung und Diskussion der ersten Ergebnisse	04.09.08
- Publikation des ausführlichen Berichts	Anfang 09
Entwurf des Qualifikationsrahmens für den schweizerischen Hochschulbereich (nqf.ch-HS)	
- Konsultation zum Entwurf an allen Hochschulen	Juni–Okt. 08
- Auswertung der Konsultationsantworten	Ende 08
- Verabschiedung des Qualifikationsrahmens durch den Ia.rkh.ch	2009
ECTS-Koordination	
- Workshop	5.11.08
- Publikation der ECTS-Umfrage 2007/08	Herbst 08
- Studie ECTS/ Learning Outcomes (UniFR)	Herbst 08

²⁶ Das Postulat Widmer 08.3073 „Bologna-Prozess. Evaluieren“ vom 13. März 2008 verlangt: „Der Bundesrat wird beauftragt, die bisherige Implementierung der Bologna-Reform umfassend zu evaluieren. Dies insbesondere im Hinblick auf die Bereiche Mobilität, Vergabe und Anerkennung der ECTS-Credits, Studienfinanzierung, Gleichstellung und Qualitätssicherung; Bereiche, in denen bereits viele Probleme bekannt sind. Hier sollen die aktuelle Lage analysiert und neue Lösungen aufgezeigt werden.“

Anhänge

Annexes

A1 Abkürzungen / Abréviations

Actionuni	Schweizer Vereinigung der Forschenden Association suisse des chercheurs
AES	Association des Etudiants des Hautes Ecoles Suisses (d: VSH)
B	Bachelor
BBT	Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (f: OFFT)
BENEFRI	Netzwerk der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg Réseau des universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg
BFS	Bundesamt für Statistik (f: OFS)
BFUG	Bologna Follow-Up Group
CAE	Commission d'admission et équivalences (d: KZA)
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (d: EDK)
CHES	Conseil des Hautes écoles spécialisées (d : FHR)
CIMS	Commission interfacultés médicale suisse (d:SMIFK)
CODEFUHES	Conférence des déléguées à l'égalité et aux questions féminines auprès des universités et hautes écoles suisses (d: KOFRAH)
COHEP	Conférence suisse des rectrices et recteurs des hautes écoles pédagogiques Schweizerische Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der Pädagogischen Hochschulen
CPU	Conférence des Présidents d'Université (Frankreich/France)
CRUS	Conférence des recteurs des universités suisses / Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten
CUS	Conférence universitaire suisse (d: SUK)
CUSO	Conférence universitaire de suisse occidentale
DESS	Diplôme d'études supérieures spécialisées
DS	Diploma Supplement / Supplément au diplôme
EAIE	European Association for international Education
ECTS	European Credit Transfer and Accumulation System
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (f: CDIP)
EHEA	European Higher Education Area
ENIC	European Network of National Information Centres on Academic Recognition and Mobility
ENQA	European Association for Quality Assurance for Higher Education
EPF	Ecole polytechnique fédérale (d: ETH)
EPFL	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
EQF	European Qualification Framework
ESU	European Students' Union (vormals: ESIB)

ETH	Eidgenössische Technische Hochschule (f: EPF)
ETHZ	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
EUA	European University Association
EURASHE	European Association of Institutions in Higher Education
EURODOC	European Council of doctoral candidates and young researchers
FH	Fachhochschule (f: HES)
FHR	Fachhochschulrat (f: CHES)
HarmoS	Harmonisierung der obligatorischen Schule in der Schweiz / Harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse
HEP	Haute école pédagogique (d: PH)
HES	Haute école spécialisée (d: FH)
HRK	Hochschulrektorenkonferenz (Deutschland/Allemagne)
HS	Herbstsemester (f: SA)
HSG	Universität St. Gallen
IDHEAP	Institut de hautes études en administration publique
KFH	Rektorenkonferenz der Fachhochschulen der Schweiz Conférence des Recteurs des Hautes Ecoles Spécialisées Suisses
KOFRAH	Konferenz der Gleichstellungs- und Frauenbeauftragten an Schweizer Universitäten und Hochschulen (f: CODEFUHES)
KZA	Kommission für Zulassung und Äquivalenzen (f: CAE)
LAU	Loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités et la coopération dans le domaine des hautes écoles (Loi sur l'aide aux universités) (d: UFG)
LLL	Life Long Learning
L/D	Licence/diplôme Lizenziat/Diplom
M	Master
MAS	Master of Advanced Studies
MSp	Master Spécialisé
nqf	national qualification framework (Nationaler Qualifikationsrahmen)
OAQ	Organ für Akkreditierung und Qualitätssicherung der schweizerischen Hochschulen Organe d'accréditation et d'assurance qualité des hautes écoles suisses
OFFT	Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (d: BBT)
OFS	Office fédéral de la statistique (d: BFS)
PH	Pädagogische Hochschule (f: HEP)
SA	Semestre d'automne (d: HS)
SBF	Staatssekretariat für Bildung und Forschung (f: SER)
SER	Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche (d: SBF)
SHIS	Schweizerisches Hochschulinformationssystem (f: SIUS)
SIUS	Système d'information universitaire suisse (d: SHIS)

SMIFK	Schweizerische Medizinische Interfakultätskommission (f: CIMS)
SpM	Spezialisierte Masterstudiengänge (f: MSp)
SUK	Schweizerische Universitätskonferenz (f: CUS)
SWISSUNI	Association de formation continue universitaire suisse Verein universitäre Weiterbildung Schweiz
Triangle Azur	Réseau des universités de Genève, Lausanne et Neuchâtel
UFG	Bundesgesetz vom 8. Oktober 1999 über die Förderung der Universitäten und über die Zusammenarbeit im Hochschulbereich (Universitätsförderungsgesetz) (f: LAU)
UNES	Union des étudiant-e-s de Suisse (d: VSS)
UniBS	Universität Basel
UniBE	Universität Bern
UniFR	Universität Freiburg / Université de Fribourg
UNIGE	Université de Genève
UNIL	Université de Lausanne
unilu	Universität Luzern
UniNE	Université de Neuchâtel
USI	Università della Svizzera Italiana
UZH	Universität Zürich
VSH	Verband der Schweizerischen Hochschulstudierendenschaften (f: AES)
VSS	Verband der Schweizer Studierendenschaften (f: UNES)

A2 Erwähnte Dokumente/ documents de référence

Europe/ Europe

Bergen Communiqué: "The European Higher Education Area – Achieving the Goals. Communiqué of the Conference of European Ministers Responsible for Higher Education, Bergen, 19-20 May 2005"

<http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/> → Document library

Berlin Communiqué: "Realising the European Higher Education Area. Communiqué of the Conference of Ministers responsible for Higher Education in Berlin on 19 September 2003"

<http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/> → Document library

Bologna Declaration: "The European Higher Education Area. Joint Declaration of the European Ministers of Education Convened in Bologna on the 19th of June 1999"

<http://www.bolognareform.ch> → Bologna / ECTS in Europa → Dokumente

"Framework of Qualifications for the European Higher Education Area." Bergen 2005.

<http://www.bologna-bergen2005.no/> → Main documents → Adopted by the Ministers

Froment, Eric, Jürgen Kohler, Lewis Purser, Lesley Wilson (eds.). *EUA Bologna Handbook: Making Bologna Work*. Berlin: Raabe, 2006

Lisbon Declaration: "Europe's Universities beyond 2010: Diversity with a Common Purpose. EUA-Convention, Lisbon: 29-31 March 2007"

www.eua.be → Publications → EUA Political Declarations

London Communiqué: "Towards the European Higher Education Area: responding to challenges in a globalised world" London 2007

<http://www.dfes.gov.uk/londonbologna/> → Document Library → French / → German

Prague Communiqué: "Towards the European Higher Education Area. Communiqué of the meeting of European Ministers in charge of Higher Education in Prague on May 19th 2001"

<http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/> → Document library

Trends III: Progress towards the European Higher Education Area. A report prepared for the European University Association by Sybille Reichert and Christian Tauch. Brussels: EUA, July 2003

www.eua.be → Publications → Trends Reports

Trends IV: European Universities implementing Bologna. By Sybille Reichert and Christian Tauch. Brussels: EUA, 2005

www.eua.be → Publications → Trends Reports

Trends V: Universities shaping the European Higher Education Area. An EUA Report written by David Crosier, Lewis Purser and Hanne Smidt. Brussels: EUA, 2007

www.eua.be → Publications → Trends Reports

Schweiz/ Suisse

Bologna-Initialkosten: „Coûts initiaux de Bologne“. Plan d'exécution du 7 novembre 2003, adapté selon les décisions de la CUS du 4 décembre 2003"

www.crus.ch → Suche / Recherche → Dokumentensuche / Recherche avancée de documents

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Empfehlungen der CRUS für die Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses (Bologna-Empfehlungen)*. 1. Ausgabe vom 16. Juni 2004. Bern: CRUS, 2004

www.crus.ch → Suche → Dokumentensuche

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Empfehlungen der CRUS für die Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses (Bologna-Empfehlungen)*. Überarbeitete Fassung vom 3. Mai 2007. Bern: CRUS, 2007.

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Rapport 2004/05 de la CRUS sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne*. Berne : CRUS, 2005

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS en Suisse → Documents

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Rapport 2005/06 de la CRUS sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne*. Berne : CRUS, 2006

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS en Suisse → Documents

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Recommandations de la CRUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne (Recommandations Bologne)*. 1^{ère} édition du 16 juin 2004. Berne : CRUS, 2004

www.crus.ch → Recherche → Recherche avancée de documents

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Recommandations de la CRUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne (Recommandations Bologne)*. Version retravaillée du 3 mai 2007. Berne : CRUS, 2007

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS en Suisse → Documents

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Zwischenbericht 2004/05 der CRUS zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses*. Bern: CRUS, 2005

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

Bologna-Koordination (Hrsg.). *Zwischenbericht 2005/06 der CRUS zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses*. Bern: CRUS, 2006

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

Bundesamt für Statistik (Hrsg.). *Studien- und Lebensbedingungen an den Schweizer Hochschulen. Hauptbericht der Studie zur sozialen Lage der Studierenden 2005*. Neuchâtel: BFS, 2007

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/22/publ.Document.88625.pdf>

„Checkliste der CRUS zur Sicherung und Förderung der Chancengleichheit im Rahmen der Bologna-Reform“ vom 3. Februar 2006

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

« Check-list Garantie et promotion de l'égalité des chances dans le cadre de la réforme de Bologne » du 3 février 2006

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS en Suisse → Documents

„Checkliste Mobilité der CRUS“ vom 12. November 2004

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

« Coûts initiaux de Bologne ». Plan d'exécution du 7 novembre 2003, adapté selon les décisions de la CUS du 4 décembre 2003 »

www.crus.ch → Recherche → Recherche avancée de documents

Directives de la CUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne (Directives de Bologne) du 4 décembre 2003. 2^e édition. État : 1^{er} février 2006. Berne, 2006

www.cus.ch → Publications → Directives

« Mémento mobilité de la CRUS » du 12 novembre 2004

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS en Suisse → Documents

Office fédéral de la statistique (éd.). *Conditions de vie et d'études dans les hautes écoles suisses. Publication principale de l'enquête sur la situation sociale des étudiant-e-s 2005*. Neuchâtel : OFS, 2007

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/22/publ.Document.88636.pdf>

« Réglementation de la CRUS de l'admission aux cursus de Master Spécialisé des universités suisses » du 16 septembre 2005

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS en Suisse → Documents

„Regelung der CRUS für die Zulassung zu den spezialisierten Masterstudiengängen an den schweizerischen Universitäten“ vom 16. September 2005

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

« Réglementation de la CRUS pour l'établissement des branches d'études et l'attribution des cursus de Bachelor » du 11 novembre 2005

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS en Suisse → Documents

„Regelung der CRUS zur Festlegung der Studienrichtungen sowie für die Zuordnung der Bachelorstudiengänge“ vom 11. November 2005

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

Richtlinien der SUK für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses (Bologna-Richtlinien) vom 4. Dezember 2003. 2. Auflage. Stand: 1. Februar 2006. Bern: 2006

www.bolognareform.ch → Bologna / ECTS in der Schweiz → Dokumente

Bundesamt für Statistik (Hrsg.). *Panorama der Hochschulen 2007. 5 Strategische Themen im Fokus*. BFS: Neuchâtel, 2007

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/22/publ.Document.104273.pdf>

Office fédéral de la statistique (éd.). *Panorama des hautes écoles 2007*. OFS: Neuchâtel, 2007

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/22/publ.Document.104276.pdf>

„Regelung der CRUS betr. Termine und Studienleistungen und Prüfungen vor / unmittelbar nach dem Semesterende“ vom 8. März 2007

www.crus.ch/die-crus/koordiniert-harmonisiert/regelungen-und-empfehlungen.html?L=0

« Réglementation de la CRUS concernant les délais pour les prestations d'études et les examens avant / immédiatement après la fin de semestre » du 8 mars 2007

www.crus.ch/la-crus/coordonne-harmonise/reglementations-et-recommandations.html?L=1

Curia Vista – Geschäftsdatenbank: Postulat Widmer 08.3073 „Bologna-Prozess. Evaluieren“ vom 13. März 2008

www.parlament.ch/D/Suche/Seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20083073 (23. April 2008)

Curia Vista – Objets parlementaires : postulat Widmer 08.3073 «Evaluer le processus de Bologne» du 13 mars 2008

www.parlament.ch/F/Suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20083073 (23 avril 2008)

Bereits erschienene

ARBEITSBERICHTE ZUR UMSETZUNG DER BOLOGNA-DEKLARATION IN DER SCHWEIZ

- 4/2002** **Analyse der terminologischen Auswirkungen der Bologna-Reform**
mit Bezug auf Erlasse und Vereinbarungen über die universitäre Bildung, unter besonderer Berücksichtigung der Universitäts- und Studienfinanzierung - (deutsch)
- 5/2002** **Koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses**
Richtlinien der SUK (Vernehmlassungsfassung) und Erläuterungen der CRUS
(deutsch und französisch)
- 6/2002** **Zentrale Dokumente zum Bologna-Prozess in der Schweiz**
(u.a. Diplom-Expertisen, Diploma Supplement-Empfehlungen der CRUS, Papiere zu Mobilität, Weiterbildung und Mehrkosten-Ermittlung, kritisches Positionspapier VSS-UNES)
(gemischtsprachig; deutsche, französische und englische Texte)
- 7/2003** **Recommandations de la CRUS pour l'utilisation de l'ECTS** dans les hautes écoles universitaires suisses
Empfehlungen der CRUS für die Anwendung von ECTS an den universitären Hochschulen der Schweiz (deutsch und französisch)
- 8/2003** **Die Bologna-Reform und soziale Fragen** - Bericht zur nationalen Tagung vom 13. Februar 2003
Réforme de Bologne et questions sociales - Compte rendu de la journée nationale du 13 février 2003 (deutsch und französisch)
- 9/2004** **Empfehlungen der CRUS** für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses, Stand 16. Juni 2004
Recommandations de la CRUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne, Etat au 16 juin 2004 (deutsch und französisch)
- 10/2005** **Zwischenbericht 2004/05 der CRUS** zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses
Rapport 2004/05 de la CRUS sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne (deutsch und französisch)
- 11/2006** **Zwischenbericht 2005/06 der CRUS** zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses
Rapport 2005/06 de la CRUS sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne (deutsch und französisch)
- 12/2007** **Empfehlungen der CRUS** für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses,
2. grundlegend überarbeitete Fassung vom 3. Mai 2007
Recommandations de la CRUS pour le renouvellement coordonné de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne,
2^e version retravaillée du 3 mai 2007 (deutsch und französisch)
- 13/2007** **Rapport 2006/07 de la CRUS** sur l'état d'avancement du renouvellement de l'enseignement des hautes écoles universitaires suisses dans le cadre du processus de Bologne
Zwischenbericht 2006/07 der CRUS zum Stand der Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses
(deutsch und französisch)
- 13/2008** **Die Curricula-Reform an Schweizer Hochschulen:** Stand und Perspektiven der Umsetzung der Bologna-Reform anhand ausgewählter Aspekte
La réforme curriculaire dans les hautes écoles suisses : Mise en œuvre de la réforme de Bologne : état des lieux et perspectives
The Curricula Reform at Swiss Institutes of Higher Education : An Analysis of the Current State and Perspectives in the Bologna Reform
Thomas Hildbrand, Peter Tremp, Désirée Jäger und Sandra Tückmantel